

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°320

NOVEMBRE 2011

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **PARIS : MORT DE DANIELLE MITTERRAND**
- **LAUSANNE: MORT DE CHERIF VANLY**
- **TURQUIE : NOUVELLE VAGUE D'ARRESTATION DANS LES MILIEUX INTELLECTUELS ET JOURNALISTIQUES**
- **KURDISTAN D'IRAK : EXXON SIGNE UN IMPORTANT CONTRAT AVEC LA RÉGION**
- **IRAK : TROIS PROVINCES SUNNITES ENVISAGENT DE PRENDRE LEUR AUTONOMIE**
- **TURQUIE : « EXCUSES » OFFICIELLES DU PREMIER MINISTRE POUR LES MASSACRES DE DERSIM**

PARIS : MORT DE DANIELLE MITTERRAND, LA « MÈRE DES KURDES »

Danielle Mitterrand, ancienne Première Dame de France et Présidente de la Fondation France-Libertés, est décédée dans la nuit du lundi 21 au mardi 22 novembre, à l'Hôpital Européen Georges Pompidou où elle avait été admise vendredi 18 novembre pour des problèmes pulmonaires.

Née le 29 octobre 1924, engagée dans la Résistance dès l'âge de 17 ans, elle avait consacré sa vie d'abord aux combats de la Gauche aux côtés de François Mitterrand, puis à partir de l'élection de ce dernier en mai 1981 à la défense des droits de l'homme en France et à travers le monde. Mettant à profit sa notoriété et sa position de Première Dame, elle a pris la défense des

groupes et des peuples victimes des dictatures, des injustices de l'Histoire et de la Realpolitik.

Dès 1982 elle a joué un rôle actif pour la cause kurde en soutenant la création de l'Institut kurde de Paris pour sensibiliser l'opinion publique et "éveiller les consciences". Elle a ensuite envoyé des observateurs aux procès des militants kurdes persécutés par la junte militaire turque des années 1980, dénoncé les campagnes génocidaires menées de 1986 à 1990 par le régime de Saddam Hussein contre les Kurdes en Irak, défendu les Kurdes d'Iran lors de l'assassinat de leur leader, Dr. Abdul Rahman Ghassemlou en juillet 1989 à Vienne par le régime iranien. Après une visite très médiatisée dans les camps des réfugiés

kurdes irakiens de Mardin, Diyarbakir et Muş au Kurdistan de Turquie, rescapés des gazages, elle a convaincu les autorités françaises d'en accueillir un millier à l'occasion du bicentenaire de la Révolution Française. Ensuite, elle n'a pas ménagé sa peine pour sensibiliser les Grands de ce monde à venir en aide au peuple kurde. À cette fin, elle a multiplié des voyages à Moscou, à Washington, à Bonn, organisé avec l'Institut kurde et sa fondation France-Libertés, des conférences, des colloques pour sensibiliser l'opinion publique internationale à la tragédie kurde. Ses efforts ont beaucoup contribué à la création en juin 1991 d'une "zone de protection" pour les quelque 2 millions de Kurdes fuyant vers les frontières de l'Iran et de la Turquie au lendemain de la première Guerre

du Golfe. En mai 1995, elle se rendit auprès des réfugiés en franchissant "clandestinement" la frontière irano-irakienne et leur apporta une aide matérielle substantielle. Plusieurs centaines de milliers de manuels scolaires imprimés en kurde à l'imprimerie nationale française furent acheminés au Kurdistan irakien et plus de 20 000 instituteurs français embauchés et payés par France-Liberté pour assurer la rentrée scolaire de 1991.

En juillet 1992 elle a inauguré l'Assemblée nationale du Kurdistan fraîchement élue. Lors de ce séjour, sur la route de la ville martyre de Halabja, son convoi fut victime d'un attentat des services irakiens faisant plusieurs morts parmi les peshmergas chargés de sa protection.

En 1994, lors de l'arrestation d'une dizaine de députés kurdes démocratiquement élus du Parti de la Démocratie (DEP) en Turquie, elle prit leur défense en créant un Comité international pour leur libération (CILDEKT) et mena une vaste campagne internationale pour sensibiliser l'opinion à leur sort.

Considérée comme « la mère des Kurdes », Danielle Mitterrand s'est rendue à deux autres reprises au Kurdistan irakien, en

2002 et en 2009 où elle fut accueillie avec tous les honneurs et surtout beaucoup d'affection et de reconnaissance. Dans chaque ville kurde, des écoles et des rues portent son nom.

La disparition de Danielle Mitterrand a suscité beaucoup d'émotion dans l'ensemble du Kurdistan et dans la communauté kurde à travers le monde. Les médias lui ont consacré une très large place. Le Gouvernement régional du Kurdistan d'Irak a proclamé le 23 novembre journée de deuil dans toute la Région. « Danielle Mitterrand représente pour les Kurdes la solidarité avec la cause kurde pendant ses jours les plus difficiles », a déclaré à l'AFP le chef du gouvernement du Kurdistan irakien, Barham Salih. « Elle a soutenu les droits de l'Homme au Kurdistan et était l'une des rares voix à défendre le peuple kurde et à s'élever contre l'injustice qu'il subissait », a-t-il souligné. « Danielle Mitterrand était un vrai défenseur des droits des Kurdes partout dans le monde ».

Plusieurs centaines de Kurdes venus spontanément de toute l'Europe, des représentants du Gouvernement ou du Parlement du Kurdistan et de tous les partis

politiques kurdes se sont rendus à Cluny pour les obsèques.

Le célèbre chanteur kurde Şivan Perwer a chanté à cette occasion une élegie qu'il venait de composer pour la « Mère des Kurdes » et qui a fait pleurer l'assistance, tandis que le pianiste argentin Miguel Angel Estrella a accompagné au piano l'émouvante cérémonie qui s'est déroulée dans la cour millénaire de l'abbaye de Cluny.

En France, toute la classe politique a rendu hommage au courage et au parcours exemplaire de la Première Dame. Les chaînes de télévision lui ont consacré des émissions spéciales. Dans la presse écrite, Libération a publié un dossier de cinq pages à l'intérieur, tandis que Paris-Match en faisait sa Une suivie d'un reportage photos d'une vingtaine de pages (voir Revue de presse).

Le jeudi 24 novembre à 13 heures, à l'appel de la Mairie de Paris, plusieurs milliers de Parisiens de toutes origines, dont de très nombreux Kurdes, se sont rassemblés sur le Pont des Arts pour rendre hommage à celle qui, à travers le monde, a incarné une haute image de la France patrie des droits de l'homme.

LAUSANNE : MORT D'ISMET CHERIFF VANLY

L'intellectuel et homme politique de renom Ismet Chérif Vanly est mort à Lausanne le 9 novembre, quelques jours avant son 87^{ème} anniversaire. Il était né le 21 novembre 1924. Son père était originaire de Van et sa mère de Diyarbakir, mais sa famille se réfugia en Syrie et il grandit à Damas avant de partir au Liban, puis en France, aux Etats-Unis et en Suisse, étudier le droit et la philosophie. Il passa sa

thèse à l'université de Lausanne, en jurisprudence ainsi qu'une maîtrise d'histoire à l'université de Genève, et enseigna les sciences politiques et sociales. Parlant le français, l'anglais, l'arabe et le kurde, il joua un rôle actif dans le mouvement de libération kurde. Il fut ainsi le fondateur, avec Nureddin Zaza de l'Association des étudiants kurdes d'Europe, en 1949, et plus tard du Comité des études kurdes à la Sorbonne.

Entre 1961 et 1975, il devint le

principal représentant en Europe de la résistance kurde irakienne du général Barzani. À ce titre, il porta la question kurde devant l'ONU, publiant des brochures et de nombreux articles dans la presse internationale, jouant ainsi un rôle éminent dans la médiatisation de la cause kurde en Europe.

Ses activités en ont fait une cible privilégiée pour le régime irakien, dont les émissaires ont, en 1976, attenté à sa vie, à son domicile de

Lausanne. Munis de passeports diplomatiques irakiens, les auteurs de l'attentat ont pu quitter la Suisse. Grièvement blessé, Ismet Cherif Vanly a pu survivre à l'attentat, avec cependant des séquelles, qui ont amoindri son élocution.

Historien érudit et polémiste redouté, Ismet Cherif Vanly a publié de nombreux ouvrages sur les Kurdes. Parmi eux, sa thèse de doctorat, « Le Kurdistan irakien, entité nationale, étude de la révolution de 1961 » (éd. De La Baconnière, 1970), qui reste une référence incontournable sur la résistance kurde irakienne de 1961-1970 ; ses contributions sur le Kurdistan irakien et les Kurdes de Syrie, dans l'ouvrage collectif « Les Kurdes et le Kurdistan », publié en 1977 à Paris, chez Maspero, et traduit dans une dizaine de langues, son étude sur la dictature du Baath en Syrie, « Le problème kurde en Syrie. Plan pour le génocide d'une minorité nationale » en 1968, édité par le Comité des droits des Kurdes en Europe...

À côté de ces travaux, Ismet

Cherif Vanly est resté un militant engagé de la cause kurde. Fondateur du Comité pour les droits des Kurdes en Europe, l'un des co-fondateurs de l'Institut kurde de Paris en 1983, de l'association des juristes kurdes en Europe en 1985, il rejoignit au début des années 1990, la mouvance du PKK, et il rejoignit en 1995 le Parlement kurde en exil (PKWD) qui devint en 1999, le Congrès national du Kurdistan (KNK) dont il fut le président jusqu'en 2003.

Depuis une dizaine d'années, il s'était progressivement retiré de la scène politique en raison notamment de sa santé fragile.

En septembre dernier, il fut victime d'une hémorragie cérébrale et hospitalisé au CHU de Lausanne où il est décédé le 9 novembre.

Son vœu d'être enterré à Diyarbakir au cœur du Kurdistan de Turquie n'a pu être exaucé faute d'agrément des autorités turques. Le président Barzani avait proposé le rapatriement de sa dépouille au Kurdistan irakien,

mais sa famille a préféré qu'il soit enterré dans cette ville de Lausanne où il avait élu domicile depuis 1949 et qu'il aimait tant.

Les obsèques, célébrées le 16 novembre, ont rassemblé des personnalités de toutes les régions du Kurdistan, dont le président de l'Institut kurde, Kendal Nezan, le président du Congrès national kurde, le président du PJAK kurde iranien, l'ambassadeur d'Irak en Suisse, le représentant du Gouvernement du Kurdistan en Suisse et une foule de plus de 250 Kurdes venus de plusieurs pays d'Europe, ainsi que des amis suisses de la famille. Le président irakien Jalal Talabani et le président du Kurdistan, Massoud Barzani, avaient tenu à envoyer des messages rendant hommage à la contribution éminente d'Ismet Cherif Vanly à la cause kurde.

Pressentant sa fin prochaine, Ismet Cherif Vanly avait, début 2011, légué ses archives, soit plus de 3500 documents, en sept langues, à la Bibliothèque cantonale universitaire de la Riponne à Lausanne.

TURQUIE :

NOUVELLE VAGUE D'ARRESTATION DANS LES MILIEUX INTELLECTUELS ET JOURNALISTIQUES

Une nouvelle vague d'arrestations en Turquie a frappé, ce mois-ci, principalement les milieux intellectuels, journalistiques et du monde de l'édition. Parmi les inculpés, la figure emblématique de l'éditeur Ragip Zarakolu, accusé « d'appartenance à une organisation terroriste ». Âgé de 63 ans, Ragip Zarakolu aura connu, tout au long de sa carrière d'éditeur et de militant pour les droits de l'homme, les foudres des régimes successifs à la tête de la Turquie. Ayant fondé les éditions Belge, Ragip Zarakolu a été régulièrement condamné, durant 40 ans, pour avoir publié les livres

de prisonniers politiques, des ouvrages sur le génocide arménien, la question kurde, ou sur Chypre.

L'arrestation de Ragip Zarakolu est à replacer dans un coup de filet très vaste, incluant aussi des universitaires, sous le prétexte de démanteler l'Union des communautés kurdes (KCK), organisation politique interdite, que le gouvernement accuse d'être la branche politique du PKK. Déjà, en octobre, une centaine de personnes avaient été arrêtées pour appartenance au KCK, dont le propre fils de Ragip Zarakou, Deniz et un professeur de sciences politiques à l'université de

Marmara membre du BDP, Büsra Ersanli, que l'historien spécialiste de la Turquie, Étienne Copeaux, présente comme « l'une des premières à s'être attaquée au sujet extrêmement sensible de la fabrication d'un récit historique entièrement tourné vers la glorification du peuple turc ».

La procédure lancée contre le KCK en avril 2009 a jusqu'ici permis 8000 garde à vue et 4000 inculpations, l'emprisonnement de 5 députés, 10 maires, 30 conseillers municipaux, de nombreux membres et sympathisants du parti kurde BDP, qui se trouve ainsi décimé dans sa représentation poli-

tique. Le caractère abusif des actes d'accusation est dénoncé comme une tentative d'éradiquer la société civile kurde de ses militants, même pacifistes, quitte, pour cela, à encourager la reprise de la guerre. Plus de 4500 membres du BDP ont été ainsi arrêtés au cours de ces six derniers mois et parmi eux, plus de 1600 personnes ont été emprisonnées.

Selon l'éditorialiste Ahmet Insel, « Le premier ministre a adopté une stratégie d'éreintement du PKK, juste après les élections municipales de 2009, frustré de ne pas être sorti vainqueur contre le BDP. Depuis lors, les mentors et les partisans de cette stratégie mènent un bombardement de propagande (...) Elle vise à nettoyer le champ politique de tous les « Kurdes hypocrites » et de ceux qui les soutiennent. La police, la justice et les médias y travaillent main dans la main ».

Hors de Turquie, les milieux universitaires et les chercheurs spécialistes de la Turquie s'émeuvent de cette situation et se regroupent en comité de défense et de soutien des inculpés. Ils tentent aussi d'alerter l'opinion publique. Ainsi les chercheurs Hamit Bozarslan, Cengiz Cagla, Yves Déloye, Vincent Duclert, Diana Gonzalez et Ferhat Taylan ont créé, le 21 novembre, le Groupe international de travail « Liberté de recherche et d'enseignement en Turquie », qui a pour but « la défense des libertés académiques en Turquie » et « veut opposer des principes simples et communs à une situation intolérable de menaces et d'arrestations de nos collègues » :

« Dans un moment où, par une remarquable opération de marketing, on promet la démocratie turque comme un modèle pour le monde arabe, cette dernière vague d'arrestations révèle une fois pour toutes le mode de fonctionnement du pouvoir AKP : réduire à néant le mouvement politique kurde, inculper les intellectuels de Turquie qui travaillent à l'arrêt des combats à l'est du pays, s'emparer de l'appareil d'Etat pour écarter toute opposition, intimider l'ensemble des médias, et se draper pour finir dans le drapeau de la démocratie pour mieux égaler des opinions européennes complaisantes. En somme, c'est une démocratie "bonne pour l'Orient" qu'on essaie de nous vendre ici.

Nous dénonçons cette stratégie qui vise à terroriser la société turque au nom de la lutte contre le terrorisme. Un journaliste d'investigation n'est pas un terroriste, un universitaire engagé n'est pas un criminel, un éditeur indépendant n'est pas un traître. Ces hommes et ces femmes sont l'honneur de la Turquie. Nous appelons la communauté à faire pression sur le gouvernement turc pour la libération des prisonniers d'opinion. Nous demandons aux Etats européens de sortir de l'angélisme et de regarder l'histoire en face. » (Le Monde).

Un des journalistes arrêté, Dogan Yurdakul, explique, dans une lettre écrite de sa prison, traduite et publiée sur le blog « Au fil du Bosphore » du journaliste du Monde Guillaume Perrier :

« Jadis dans ce pays, on utilisait le communisme comme prétexte contre les journalistes de l'opposition et on les envoyait en prison. La guerre froide finie, aujourd'hui on les arrête en prétendant qu'ils sont « terroristes ». C'est-à-dire qu'en un demi-siècle, il n'y a eu aucune évolution concernant la démocratie et la liberté d'expression. En Turquie, actuellement, beaucoup de journalistes craignent qu'une équipe policière du contre-terrorisme vienne frapper à leurs portes au petit matin. (...) Un récent changement dans le code de la procédure pénale (CMUK) a donné un nouveau pouvoir aux procureurs investis de compétences spéciales et leur permet de restreindre les preuves à la défense. Après nos arrestations, le procureur chargé de nous poursuivre dans cette affaire a fait une déclaration publique dans les médias dans laquelle il précisait que nous n'étions pas « arrêtés pour nos activités journalistiques mais pour d'autres crimes dont il détenait les preuves qu'il tenait secrètes ». Le premier ministre, Monsieur Erdoğan, a tenu les mêmes propos lorsqu'on lui a posé une question concernant cette affaire au parlement Européen. »

Arrêté en mars dernier avec Soner Yalçın et six autres journalistes d'Oda TV, Dogan Yurdakul est détenu dans la même cellule que les deux journalistes Nedim Sener et Ahmet Sik. Dogan Yurdakul enquête et a écrit sur l'État profond en Turquie, Nedim Şener sur le meurtre du journaliste arménien Hrant Dink, de même Ahmet Şık, dont le livre « Imam ordusu » (L'Armée de l'Imam) a été interdit avant même sa parution.

KURDISTAN D'IRAK : EXXON SIGNE UN IMPORTANT CONTRAT AVEC LA RÉGION

La société américaine Exxon Mobil a signé le 11 novembre un contrat avec le Gouvernement régional du Kurdistan, ce qui marque une étape impor-

tante dans la politique énergétique du Kurdistan et de son bras de fer avec Bagdad, sur cette question. En signant avec le GRK, Exxon prend ainsi le risque de devoir renoncer à d'autres

accords, devant être conclu, cette fois avec l'Irak, dont ceux concernant les riches champs pétroliers de Qurna. Abdul Mahdy Al Amidi, le directeur des contrats du ministère du Pétrole irakien a

indiqué à l'agence Reuters que son gouvernement avait écrit à trois reprises à Exxon, le mois dernier, pour les avertir des conséquences qu'un contrat signé avec le GRK aurait sur les autres contrats irakiens.

Jusqu'ici, la Maison Blanche n'a cessé de mettre en garde les sociétés américaines afin de les dissuader de passer des accords directement avec Erbil, sans l'aval de Bagdad. Si les raisons invoquées concernent les mesures de rétorsion que le gouvernement central peut adopter ensuite envers les sociétés étrangères auant passé outre, on peut y voir aussi la volonté politique des Etats-Unis de ne pas encourager une gestion indépendante des Kurdes de leurs propres ressources pétrolières. D'un autre côté, des observateurs font remarquer qu'un conflit avec la puissante société Exxon ne serait peut-être pas profitable au Premier Ministre Nuri Maliki, qui fait face à plusieurs frondes politiques internes que cela viennent des Kurdes, des sunnites ou des chiites eux-mêmes. De plus, l'annonce de l'accord vient une semaine après une visite du Premier ministre du Kurdistan, Barham Salih, qui a rencontré à la fois des responsables américains et irakiens, ce qui peut faire penser à une médiation américaine. Une des raisons de cet assouplissement de la politique des Etats-Unis à l'égard des contrats passés avec le GRK est que tous les accords concernant le forage dans les régions irakiennes sont encore en suspens et ce depuis un an. Les compagnies d'exploitation pétrolière pourraient être ainsi tentées de prendre le risque de jouer la carte kurde, celle-ci s'avérant plus rapidement rentable. Les conditions offertes par le Kurdistan ne diffèrent pas des contrats signés avec l'Irak, mais le facteur de risque concernant

l'instabilité politique et la sécurité joue évidemment en faveur du Kurdistan, qui a signé 40 accords depuis la chute de Saddam Hussein, Exxon étant son plus gros client.

Les experts notent par ailleurs que jamais l'intérêt des investisseurs pour les ressources kurdes n'a été aussi grand. Selon les estimations de plusieurs instituts et compagnies américaines, le Kurdistan pourrait figurer dans les 10 premiers sites de réserves pétrolières mondiales.

Parmi les facteurs jouant contre le Kurdistan, son conflit avec Bagdad qui refuse toujours de reconnaître comme valides les contrats passés sans son accord. L'autre handicap est l'insuffisance des infrastructures.

Le 12 novembre, le vice-premier ministre Hussein Al-Sharistani, qui a en charge les questions énergétiques après avoir été ministre du Pétrole dans l'ancien cabinet, a annoncé que la société Exxon avait été mise en demeure de choisir entre les contrats kurdes et l'accord déjà existant concernant le pétrole du gisement de Qurna-Ouest, un des plus importants de l'Irak.

Le 13 novembre, le ministre kurde des ressources naturelles, Ashti Hawrami, répliquait dans une conférence de presse donnée à Erbil que le contrat passé avec Exxon était une « bonne nouvelle », non seulement pour la Région du Kurdistan, mais pour tout l'Irak. Il a indiqué aussi que l'accord avait été signé le mois dernier, le 18 octobre 2011 et concernait six puits. Le ministre a répondu ne pas savoir si Exxon allait installer des bureaux au Kurdistan ou dirigerait les opérations de son siège de Bagdad.

Pour sa part, la Maison Blanche a refusé d'indiquer si elle avait

donné son feu vert à la société Exxon pour la signature de l'accord. Mais selon plusieurs sources, dont des sources diplomatiques, jamais des négociations d'une telle ampleur n'auraient été possible sans l'aval, voire le soutien, de Washington.

Le 17 novembre, Ashti Hawrami et Hussein Al-Sharistani étaient attendus tous deux à une conférence à Istanbul, mais le ministre irakien a refusé de répondre aux questions des journalistes concernant une rencontre avec Ashti Hawrami. Par contre, le Dr. Roj Nouri Shawis, un des vice-premier ministre d'Irak a déclaré à Reuters que son gouvernement se montrait assez optimiste sur une conciliation prochaine entre Erbil et Bagdad et qu'il ne croyait pas à une annulation des contrats passés entre Exxon et l'Irak.

Le 22 novembre, à l'occasion d'une visite à Tokyo, le ministre irakien du Pétrole, Abdul Karim Luabi a déclaré avoir écrit, ainsi que le Premier Ministre Maliki à la société Exxon et qu'ils attendaient toujours une réponse. Le ministre n'a pas révélé la teneur des lettres mais le 23 novembre, c'était au tour de Sharistani d'annoncer que son gouvernement envisageait la possibilité de sanctions et allait en informer Exxon avant toute annonce publique de la société américaine. Hussein Al-Sharistani a par ailleurs nié que le gouvernement des Etats-Unis ait apporté son soutien aux Kurdes, en affirmant que Washington n'était pas au courant des négociations, et que si cela avait été le cas, Exxon aurait été « obligé » de demander l'approbation préalable du gouvernement irakien. Mais le département d'Etat américain a, lui, indiqué avoir « averti » Exxon comme d'autres firmes sur les risques encourus, sans

vouloir préciser si des entretiens particuliers avaient eu lieu à ce sujet.

L'affaire a pris évidemment une tournure politique qui va bien au-delà des simples questions énergétiques, alors que les Etats-Unis se préparent à retirer toutes leurs troupes d'Irak. Jafar Atay, directeur à Manar Energy Consulting, spécialiste du secteur irakien, juge que si l'accord peut être jugé comme un ferment de divisions en Irak ou bien un pont entre Erbil et Bagdad, selon que la situation évolue vers l'apaisement ou la dissension.

Altay prévoit aussi une longue bataille juridique entre l'Irak et Exxon si des contrats étaient annulés.

« Il se peut qu'Exxon parie sur le long terme. Shahrastani est le « faucon » de ce cabinet, aussi Exxon espère peut-être qu'il finira par le quitter et que d'autres contrats pourront être signés. Ils voient qu'actuellement, les meilleures conditions sont offertes par le Kurdistan. » Qurna-Ouest n'a pas en effet une bonne réputation concernant les retours sur investissement dans les milieux pétroliers ce qui a pu

décidé Exxon à choisir la carte kurde.

Mais Exxon s'est refusé à tout commentaire durant tout le mois. Le 28 novembre, le ministre du Pétrole irakien annonçait que les trois lettres envoyées par son gouvernement à la société étaient restées sans réponse, et que Bagdad allait écrire une quatrième fois.

Le président de la Région du Kurdistan, Massoud Barzani, a, pour sa part, affirmé que Nuri Maliki avait été mis au courant de la signature de l'accord avec Exxon.

IRAK : TROIS PROVINCES SUNNITES ENVISAGENT DE PRENDRE LEUR AUTONOMIE

Le 2 novembre, dans la province sunnite de Salahaddin, lors d'une rencontre avec des chefs de tribus locaux, le président du parlement irakien, Osama Al-Nujaiifi, s'adressant au gouvernement irakien, a réclamé l'autonomie pour les provinces sunnites de Salahaddin, Anbar et Diyala, avant de la proclamer dès le lendemain.

Si la constitution irakienne prévoit que des provinces puissent obtenir une autonomie, et même, en s'unissant, devenir une Région fédérale, à l'instar du Kurdistan, ce processus ne peut se faire que par un référendum dans chaque province concernée. Mais Osama Al-Nujaiifi accuse l'État irakien de violer lui-même la constitution en ne respectant pas l'équilibre entre les pouvoirs du gouvernement central et ceux des gouvernorats, sans détailler en quoi consistent ces violations.

La capitale de Salahaddin, Tikirt, étant la ville d'origine de Saddam Hussein et toute la province un ancien bastion du Baath, la fronde des Tikirti appa-

raît surtout comme un défi de nostalgiques d'un régime où ils avaient la première place, à la fois en tant que Baathistes et en tant que sunnites. Ainsi, quelques jours plus tard, l'autre province sunnite d'Anbar menaçait de proclamer à son tour l'autonomie si le gouvernement ne libérait pas 615 anciens membres du Baath, arrêtés récemment pour complot, sur ordre du Premier Ministre Nuri Maliki. Ce dernier a affirmé que les informations qu'il a pu obtenir sur cette conspiration en cours lui venaient du tout nouveau leader temporaire de la Lybie, Mahmoud Jibril. Les rebelles lybiens auraient en effet découvert des documents indiquant que le défunt dictateur Muammar Khadafi soutenait des anciens membres du Baath afin de renverser l'actuel gouvernement d'Irak.

Naturellement, l'annonce a déclenché une vague de critiques de la part du parti au pouvoir comme d'autres partis d'opposition, tel le bloc sunnite Al-Iraqiyya et le mouvement sadriste radical chiite. Le Premier

Ministre irakien a rappelé qu'un conseil provincial n'avait pas les pouvoirs de décider de l'autonomie de sa province. Qu'une demande officielle devait être envoyée au gouvernement et au parlement avant de suivre les procédures prévues par la constitution. Pour autant, Nuri Al-Maliki ne s'est pas prononcé comme hostile à une telle démarche, mais a ajouté que cette annonce ne semble être qu'un coup médiatique.

Les chiites sont eux-mêmes divisés sur cette question, certains ne voyant pas d'un mauvais œil l'occasion de s'émanciper à leur tour du pouvoir central. Ainsi, Jawad Al-Jabbouri, un membre du mouvement sadriste a rappelé que cette requête n'avait, en soi, rien de contraire à la constitution.

Ce n'est pas la première fois qu'Osama Al-Nujaiifi brandit cette menace. En juillet dernier, lors d'une interview sur la chaîne Al-Hurra, il avait déclaré à un journaliste américain que les sunnites se sentaient comme des citoyens de seconde zone et qu'ils

pourraient, à la longue, envisager de se séparer des chiïtes.

La province de la Diyala n'a pas tardé à suivre le mouvement et 17 membres sur les 19 de son conseil provincial ont menacé à son tour le gouvernement central de déclarer son autonomie si leurs demandes n'étaient pas acceptées, notamment la fin des opérations militaires menées par des « unités étrangères » à ses districts, le terme « unités étrangères » étant une façon de dénoncer à mots couverts la présence des peshmags kurdes dans certaines zones de la province, lesquelles, peuplées en majorité de Kurdes, sont concernées par l'article 140 prévoyant un référendum sur leur rattachement à la Région du Kurdistan. Le conseil de la Diyala demande également la libération des détenus arrêtés pour 'conspiration', ainsi que l'arrêt des transferts de prisonniers et de suspects en détention dans d'autres parties du pays, ceci pour éviter les évacuations et les soudoiements.

Mais ces initiatives ne font pas l'unanimité parmi les sunnites irakiens, qui oscillent entre la nostalgie d'un ancien Irak centralisé, mais où ils dominaient politiquement, et le refus de la nouvelle domination chiïte – plus conforme à la démographie – dans les territoires arabes irakiens. À Fallujah, dans la province

d'Anbar, des centaines de personnes ont manifesté contre la création d'une Région sunnite en Irak, à l'image de la Région du Kurdistan et pour dénoncer toute « partition » de l'Irak, au nom des intérêts nationaux. L'organisateur de cette manifestation réclame aussi la remise en liberté de plusieurs centaines de détenus sunnites, en général accusés d'être d'anciens baathistes, encore plus ou moins actifs dans la rébellion.

Le 6 novembre, le gouvernement irakien réduisait le budget prévu pour 2012 de la province de la Diyala, passant de 248 à 148 milliards de dinars irakiens. Les protestations des responsables locaux ne se sont pas faites attendre, la plupart y voyant une mesure de rétorsion aux menaces d'autonomie brandies par le conseil provincial.

Dans le même temps, la question de Kirkouk qui divise Kurdes et Arabes est toujours pendante. et le prochain départ des troupes américaines, qui s'interposaient plus ou moins discrètement entre les forces de l'armée irakienne et les Peshmegas, inquiètent la population comme les autorités. Le président de l'Irak, le Kurde Jalal Talabani, a présenté en début de mois un plan pour redessiner les districts compris dans la province de Kirkouk, l'actuel découpage datant de Saddam Hussein. Le plan prési-

dentiel consiste, en fait, à revenir aux frontières intérieures de 1968, avant que le Baath ait fait en sorte de diviser des régions ethniquement homogènes, surtout kurdes et syriaques, pour les répartir entre des provinces à majorité arabe, comme Mossoul et la Diyala.

Sans surprise, le vice-président du conseil provincial de Kirkouk, un Kurde lui aussi, a approuvé ce plan, indiquant qu'il était une étape vers la normalisation et le retour des régions kurdes « confisquées » par le Baath. Sans surprise non plus, la proposition de Jalal Talabani a été désapprouvée par la liste sunnite Al-Iraqiyya, principal rival politique des Kurdes à Kirkouk, qui y voit un moyen d'aggraver les tensions, surtout au moment du retrait américain.

D'autres, comme Najat Houssein, un Turkmène siégeant au conseil provincial, inclineraient davantage vers la formation d'une Région autonome, à partir de la province de Kirkouk : Les éléments kurdes à Kirkouk insistent pour annexer Kirkouk à la Région du Kurdistan, ce qui est rejeté par les Turkmènes, tandis que les Arabes de Kirkouk insistent sur « le besoin de résoudre les problèmes actuels qui minent l'Irak au lieu de proposer des projets qui serviraient les citoyens ».

TURQUIE :

« EXCUSES » OFFICIELLES DU PREMIER MINISTRE POUR LES MASSACRES DE DERSIM

Le 9 novembre, Hüseyin Aygün, un député CHP (parti kémaliste) de Tunceli (Dersim), déclare que les lourds massacres de sa région, en 1937 et 1938, pour écraser la révolte de Seyid Riza, n'ont pu être perpétrés à l'insu de Mustafa Kemal et de son gouvernement, contrairement à ce qu'affirmait, jusqu'ici,

l'historiographie « officielle », alors même que Sabiha Gökçen, la propre fille adoptive d'Atatürk, qui fut aussi première femme pilote de l'armée turque, avait elle-même pris part aux opérations militaires et bombardé la région.

L'actuel Premier Ministre au pouvoir, peu suspect, comme

son parti, l'AKP de sympathies pro-kémaslistes a sauté sur l'occasion pour embarrasser son principal rival, le CHP. S'adressant publiquement au président du CHP, Kemal Kılıçdaroğlu, un alévi de Dersim, Recep Tayyip Erdoğan lui a demandé de reconnaître à son tour le rôle de Kemal Atatürk dans les massacres de Dersim : « C'est une opportunité

en or pour le CHP d'affronter cette tragédie, car son leader est un membre de la communauté de Tünçeli. Vous êtes de Tünçeli, pourquoi fuyez-vous ? » À cela, Kemal Kılıçdaroğlu a répliqué sur le même ton : « Oui je suis de Tünçeli et je suis un fils de cette nation (turque NDLR). Actuellement je suis le président du CHP et j'en suis fier. Si Dieu le veut, je serai aussi bientôt le premier ministre. »

Kemal Kılıçdaroğlu est en effet originaire de Nazimiye, et sa propre famille a été décimée par les massacres et les déportations. Le chef du Parti kémaliste a rappelé à cette occasion que jamais l'AKP n'avait remporté un seul siège à Dersim-Tunceli, en dénonçant comme une « insulte » la soudaine volonté du Premier Ministre de parler aux noms des Dersimis, tous de religion alévie et qui nourrissent une grande défiance à l'égard des partis islamistes.

Devant à la fois apaiser la tempête interne à son propre parti (un groupe de députés a demandé l'exclusion d'Aygün) et faire front devant la polémique relayée par la presse, Kemal Kılıçdaroğlu a voulu contre-atta-

quer en se posant en défenseur de « l'héritage kémaliste », menacé de « destruction », selon lui, par les menées de l'AKP. Mais cela n'a pas empêché le chef du gouvernement de continuer sur cette lancée et, le 22 novembre, Recep Tayyip Erdoğan, lors d'une réunion de son groupe parlementaire a annoncé son intention d'ouvrir prochainement au public des archives sur la répression du Dersim, qui établiraient sans ambiguïté le rôle prédominant du gouvernement de l'époque dans les massacres.

Le jour suivant, 23 novembre, le Premier Ministre allait jusqu'à faire des excuses publiques, au nom de la République de Turquie, pour des actes de répression qui ont fait près de 14 000 victimes selon l'État turc (entre 30 et 50 000 selon les historiens) civils ou combattants confondus, sur une période de 4 ans : « S'il y a des excuses à présenter au nom de l'Etat, alors je présente mes excuses ».

Les journaux proches du gouvernement AKP, comme Sabah ou Zaman, ou bien hostiles au nationalisme, comme Radikal, se sont lancés eux aussi dans le débat

historique et ont publié des documents des documents et des archives prouvant les dires de Hüseyin Aygün, tandis que des ouvrages consacrés à la question connaissent un regain de succès en librairie.

Beaucoup de voix d'opposants ou des journalistes, comme Pinar Ogunc de Radikal, relèvent le manque de cohérence de la part de l'AKP, qui a fait interdire un documentaire filmé sur le Dersim. Le député CHP à l'origine du débat, Hüseyin Aygün, accuse le gouvernement AKP de n'avoir rien fait, par ailleurs, pour améliorer les conditions de vie des Alévis dans cette région. Mais la plupart des éditorialistes et commentateurs politiques, comme Mehmet Ali Birand (Hürriyet, Kanal D) ont fait immédiatement le lien avec le génocide arménien en se demandant si la reconnaissance de « l'incident le plus tragique de notre histoire récente », comme le Premier Ministre a qualifié les massacres du Dersim sera un jour suivie de la reconnaissance d'un « incident » tout aussi tragique, bien que moins récent, à savoir le génocide des Arméniens et des Syriaques en 1915-1916.

M. Assad menace d'un nouvel Afghanistan en Syrie

Le président syrien a mis en garde contre une intervention étrangère. Pékin juge « dangereuse » la situation dans le pays

Beyrouth
Correspondance

Discret depuis le début de la contestation en Syrie il y a plus de sept mois, Bachar Al-Assad est sorti de sa réserve, dimanche 30 octobre. Loin d'infléchir sa position alors que le régime baasiste fait face à un isolement croissant, le président syrien a mis en garde l'Occident contre une intervention étrangère au cours de deux rares entretiens accordés à des médias.

« La Syrie est désormais le centre de la région. (...) Si vous la touchez, vous provoquerez un véritable tremblement de terre : voulez-vous avoir sur les bras un nouvel Afghanistan, ou des dizaines d'Afghanistan? », a déclaré M. Assad au journal britannique *Sunday Telegraph*. Une répétition du scénario libyen « serait certainement coûteuse pour les autres Etats, et n'est pas applicable (...) en Syrie », a-t-il précisé à la télévision russe.

« Si vous touchez la Syrie, vous provoquerez un véritable tremblement de terre »

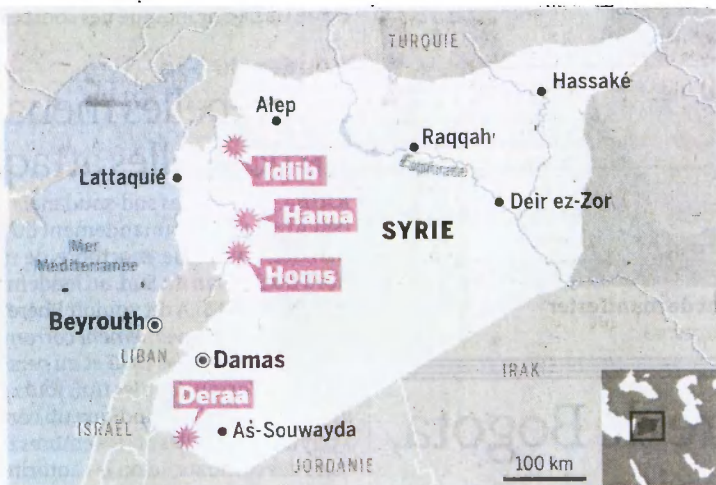
Bachar Al-Assad

Le président syrien a toutefois rejeté l'imminence du risque « sismique » : « Jusqu'ici, il semble que les choses aillent vers une pression médiatique, politique et économique [contre Damas]. » Il a aussi dénié toute légitimité au Conseil national syrien (CNS), vaste plateforme d'opposants fondée en Turquie, estimant que la rue syrienne était « indifférente à son égard ».

S'affranchissant de la nécessité de dialoguer avec cette force, M. Assad a cherché à la discréditer en l'accusant à demi-mot d'être manipulée par des pays étrangers. C'est également une main étrangère que le chef de l'Etat continue de voir derrière la révolte dans la rue, qui réclame son départ.



Un Syrien exhibe une statue représentant Hafez Al-Assad, le père de l'actuel président syrien, Bachar Al-Assad, lors d'une manifestation contre le régime, à Marrat Tahrama, le 28 octobre. REUTERS



Tandis que ces propos étaient rendus publics, une manifestation de solidarité avec le régime était organisée à As-Souwayda. Cette ville est située dans le sud du pays, à l'est de Deraa où a démarré la contestation, immédiatement suivie par une dure répression – plus de 3 000 morts depuis le 15 mars, selon les Nations unies.

Qualifié de « marche imposante » par l'agence de presse officielle Sana, le rassemblement fait partie de ces mobilisations que le pouvoir baasiste accuse l'Occident d'occulter. Les opposants dénoncent le caractère organisé de ces

manifestations, servant la propagande du régime. Mercredi 26 octobre, alors qu'une délégation de la Ligue arabe se dirigeait vers Damas, des dizaines de milliers de partisans pro-Assad s'étaient regroupés dans la capitale.

Homs et Hama sont, elles, restées plongées dans le chaos, dimanche. Ces deux villes, situées au nord de Damas et distantes l'une de l'autre d'une cinquantaine de kilomètres, ont été plusieurs fois assiégées par les forces de sécurité depuis le début de la révolte. Ces opérations violentes ont

entraîné la mort de centaines de personnes, selon les bilans fournis par des activistes antirégime.

A Homs, les autorités assurent que les forces de sécurité font face à des « terroristes », dont six ont été tués, dimanche. Elles ajoutent avoir saisi des engins explosifs de fabrication artisanale. Selon des opposants, Homs mais aussi Hama seraient devenues le théâtre récurrent d'affrontements meurtriers entre soldats déserteurs et unités du régime. L'Armée libre syrienne, un groupe de déserteurs dont la naissance a été annoncée cet été sur le réseau social Facebook mais dont la constitution reste mal connue, a revendiqué la mort de neuf soldats tués dans les environs de Hama le 26 octobre.

Les comités de coordination locale (LCC), à la pointe de la contestation sur le terrain, ont fait état de onze morts, dimanche, dans les environs de Homs, Hama, Deraa ou Idlib (nord-ouest). Selon ces militants, soixante autres personnes ont été tuées entre vendredi et samedi, principalement dans ces mêmes villes et leurs alentours.

Dimanche, l'émissaire de la Chine au Proche-Orient, Wu Sike, a jugé depuis Le Caire que la situa-

tion en Syrie est « dangereuse » et qu'elle « ne peut pas continuer ». Il s'agit là d'une nouvelle prise de distance de Pékin. Après avoir opposé son veto contre une résolution des Nations unies sanctionnant la Syrie, le 4 octobre, la Chine avait appelé à une mise en place plus rapide des réformes.

Tout en maintenant son opposition à une intervention étrangère, le président russe, Dmitri Medvedev, avait également pressé, le 7 octobre, les dirigeants syriens de réformer ou de « se retirer ». Dans l'entretien qu'il a accordé à la télé-

vision russe, le chef de l'Etat syrien a préféré relever le « soutien » de Moscou, dont il a espéré la « poursuite ».

Bachar Al-Assad a aussi accusé les médias occidentaux de « partialité ». A quelques exceptions, la plupart d'entre eux n'ont pas été autorisés à travailler en Syrie depuis le début de la contestation. *Le Monde* a déposé plusieurs demandes de visas, restées sans réponse. ■

LAURE STEPHAN

Plus de sept mois de révolte

15 mars Rassemblement à Damas à l'appel d'une page Facebook pour « une Syrie sans tyrannie, sans loi sur l'état d'urgence ni tribunaux d'exception ».

23 mars 100 morts à Deraa entre les 25 et 26 avril.

8 juillet Manifestation monstre à Hama. Le 15 juillet, plus d'un million de personnes manifestent, en

particulier à Hama et à Deir ez-Zor. Le 31 juillet, 139 personnes sont tuées, dont 100 lors d'une offensive de l'armée à Hama.

2 octobre Lancement du Conseil national syrien (CNS), qui réunit les différents courants de l'opposition. Le 4 octobre, la Russie et la Chine opposent à l'ONU leur veto à un projet de résolution condamnant le régime syrien.

Le Monde

Mercredi 2 novembre 2011

Jugement attendu pour une filière française du PKK

Dix-huit militants kurdes de Turquie sont poursuivis à Paris pour association de malfaiteurs

Istanbul
Correspondance

La Turquie va suivre avec la plus grande attention la décision que doit prendre le tribunal correctionnel de Paris, mercredi 2 novembre, dans une affaire de financement de la rébellion séparatiste kurde du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan).

Le jugement sera rendu la veille du sommet du G20, à Cannes, auquel doit participer le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan. Dix-huit personnes, de nationalité turque, ainsi que le Centre culturel Ahmet Kaya, dans le 10^e arrondissement de Paris, sont accusés d'« association de malfaiteurs en relation avec une organisation terroriste » et de « financement d'une organisation terroriste ».

C'est en juillet 2006 qu'avait éclaté cette affaire, soulevée par la cellule antiblanchiment du ministère des finances, Tracfin. Deux Kurdes sont interpellés en région parisienne alors qu'ils tentent de changer en dollars près de 200 000 euros en espèces. Sur les billets de banque, d'importantes

traces d'héroïne et de cocaïne sont retrouvées, ce qui amène les enquêteurs à soupçonner un trafic de stupéfiants.

Au cours des perquisitions, ils mettent la main sur 130 000 euros supplémentaires et, selon une source proche de l'enquête, « sur un répertoire téléphonique où figure tout l'organigramme du PKK en France ». Cette découverte et les écoutes téléphoniques pratiquées ensuite ont permis, selon cette source, de « mettre au jour les ramifications de l'organisation en France et en Europe ». Trois hauts responsables présumés du PKK en Europe, Nedim Seven, Riza Altun, et Canan Kurtyilmaz, figurent parmi les prévenus et risquent jusqu'à six ans de prison.

Depuis 2006, sous la conduite du juge d'instruction Thierry Fragnoli, de la sous-direction antiterroriste, des dizaines d'arrestations ont été lancées dans les milieux kurdes, en région parisienne, à Rennes, Strasbourg, Marseille et, récemment, le 11 octobre, à Bordeaux. Au total, une douzaine de dossiers en cours concernent le PKK. Des opérations parfois mus-

clées, comme en juin contre des associations kurdes à Villiers-le-Bel et à Evry. Selon le ministre de l'intérieur Claude Guéant, 38 membres du PKK ont été arrêtés sur le sol français en 2010 et 32 en 2011. Pour la Fédération des associations kurdes de France, affiliée au PKK, au moins 176 personnes ont été mises en cause depuis 2006. « Leur seul crime est d'être kurde et d'avoir mené des activités politiques pour la reconnaissance de leurs droits », estime-t-elle.

Ce qui est reproché aux militants interpellés est surtout d'avoir pris part à des activités criminelles : menaces, trafic, blanchiment, extorsion de fonds. Chaque hiver, les réseaux du PKK qui noyautent la communauté kurde de France, environ 200 000 personnes, lancent de grandes campagnes de collecte, pour financer la lutte armée menée contre l'Etat turc depuis 1984. « Les bonnes années, l'impôt révolutionnaire rapporte 12 à 15 millions d'euros », estime un proche.

Les réseaux du PKK lancent de grandes campagnes de collecte pour financer la lutte armée menée contre l'Etat turc

La guérilla du PKK, cataloguée comme « mouvement terroriste » par l'Union européenne, possède également ses filières de recrutement. De jeunes Européens sont embrigadés, envoyés dans le nord de l'Irak, où sont rassemblés plusieurs milliers de combattants. Les enquêteurs ont découvert un

camp d'entraînement pour les jeunes recrues, dans une bergerie située dans l'Aveyron. Ces coups de filet répétés ont affaibli la structure du PKK en France, qui fonctionne avec une centaine de personnes, estiment les magistrats.

Même si le juge d'instruction qui mène l'enquête s'en défend, la lutte anti-PKK en France coïncide avec un agenda politique. Des arrestations ont été lancées juste avant la visite de Nicolas Sarkozy en Turquie et avant les élections turques, au printemps.

Le 7 octobre, le ministre de l'intérieur, Claude Guéant, s'est rendu à Ankara pour signer un accord de « coopération contre le terrorisme », facilitant notamment les extraditions, et faire part de « la détermination totale, indéfectible de la France, à lutter aux côtés de la Turquie ». ■

GUILLAUME PERRIER

Ankara s'engage aux côtés des insurgés syriens

Plusieurs opposants coordonnent la lutte armée contre le régime de Bachar el-Assad, depuis un camp en Turquie.

LAURE MARCHAND
ISTANBUL

TURQUIE La lune de miel entre Ankara et Damas appartient décidément à une époque révolue. Encore fidèle allié de Damas au début de la révolution, en mars, Ankara s'engage de plus en plus clairement aux côtés de l'opposition syrienne. L'hébergement d'un groupe d'insurgés syriens constitue la manifestation la plus évidente de ce revirement. Bénéficiant d'une protection turque, plusieurs dizaines de membres de l'Armée libre syrienne, dont leur commandant, le colonel Riad al-Asaad, coordonnent la lutte armée contre le régime de Bachar el-Assad, depuis un camp installé en Turquie, près de la frontière syrienne. La semaine dernière, cette faction dissidente a assuré que ses troupes, à l'intérieur de la Syrie, avaient tué neuf militaires. Les autorités turques démentent tout soutien militaire à la rébellion armée.



« L'accueil est uniquement motivé par des raisons humanitaires », assure-t-on, sous couvert d'anonymat, au ministère des Affaires étrangères.

Il n'empêche que les activités de l'Armée libre syrienne sur son territoire représentent une étape supplémentaire dans la prise de distance d'Ankara avec Damas. « La Turquie manifeste sa volonté de soutenir les efforts nécessaires à la mise

en place d'une opposition syrienne, volet militaire compris », décrypte Sinan Ülgen, ancien diplomate et président d'Edam, un institut de recherches sur la politique étrangère. Depuis le début de l'insurrection, de nombreux dissidents ont trouvé refuge en Turquie. Mais les signes du repositionnement turc se sont multipliés ces dernières semaines.

Formé à Istanbul le 2 octobre, le Conseil national syrien (CNS), qui groupe un large spectre de l'opposition, a été reçu par Ahmet Davutoglu, le chef de la diplomatie, il y a quinze jours. Le CNS a obtenu le feu vert pour ouvrir une représentation sur le sol turc. Afin de maintenir la pression sur leur voi-

sin, les Turcs ont également effectué des manœuvres militaires dans la province frontalière d'Antioche et ont déclaré qu'ils allaient prendre des sanctions unilatérales. Le gel des comptes bancaires du clan Assad ou la fin

de la coopération entre les entreprises publiques font partie des mesures envisagées. « Elles sont encore à l'étude, nous ne voulons pas pénaliser le peuple », précise une source officielle.

Cette évolution va à rebours de l'attitude d'Ankara lorsque la révolte en Syrie a démarré. Pendant des mois, le gouvernement turc a tenté de convaincre le président syrien d'engager des réformes, en vain. Ces efforts visaient à sauvegarder les relations entre les deux États, pilier de la politique étrangère tur-

que basée sur le concept de « zéro problème avec les voisins », et à préserver le statu quo avec le maintien de la famille Assad au pouvoir : le potentiel de déstabilisation régionale qu'aurait une guerre civile en Syrie inquiète fortement de ce côté-ci de la frontière. Ce risque explique que les Turcs répètent que la situation en Syrie représente « une affaire intérieure ».

Dimension ethnique

Mais, face à l'inflexibilité du pouvoir damascène, le gouvernement se montre de plus en plus critique. Faisant référence au président syrien, le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, a récemment déclaré : « J'ai été patient, patient, patient, très patient et puis, j'ai craqué. » Estimant très probable que le régime finirait par « tomber tôt ou tard », Ankara juge donc sage de favoriser l'opposition. La dimension ethnique de l'insurrection en Syrie renforce les liens avec les insurgés. Ils sont essentiellement sunnites, comme la majorité de la population turque. Prudente, la Turquie se ménage tout de même une porte de sortie. Malgré des remarques de plus en plus virulentes, aucun appel à la démission de Bachar el-

Assad n'a été officiellement lancé. L'ambassade et les consulats turcs sont toujours ouverts, même si les relations sont désormais réduites à minima.

Enfin, le conflit entre la rébellion kurde du PKK et Ankara alimente l'inconfort turc. Le mouvement autonomiste intensifie ses attaques contre les forces de sécurité turques depuis cet été. En Turquie, les services syriens sont accusés de jouer la déstabilisation avec la « carte kurde ». Recep Tayyip Erdogan a vu le spectre « de pays voisins » derrière un assaut du PKK, au cours duquel 24 soldats ont été tués, il y a deux semaines. ■



Manifestation pro-Turcs dans un camp de réfugiés syriens dans la province d'Hatay, à la frontière, en juin dernier. ORSAL/REUTERS

Les Kurdes sur la voie de l'autonomie en Syrie... avec l'aval de Bachar Al Assad

Ignace Leverrier

<http://syrie.blog.lemonde.fr>

Les chiffres sont éloquentes. Le 15 septembre 2011, soit six mois jour pour jour après le déclenchement du mouvement de protestation populaire en Syrie, la répression avait fait 761 morts à Homs, 594 à Daraa, 350 à Hama, 319 à Idlib, 182 à Lattaquié... En revanche, Hassaké et Qamichli, les deux principales villes de la Jazireh syrienne, n'avaient eu respectivement à déplorer la mort "que" de 7 et 5 manifestants.

Rapportés au nombre des décès enregistrés partout ailleurs, ces deux derniers chiffres paraissent étrangement bas. Même à Damas et Alep, des villes d'importance stratégique où les forces du régime sont déployées en masse, depuis janvier 2011, pour prévenir toute agitation, les pertes en vie humaines, respectivement 90 et 44, sont plus considérables. A Tartous aussi, siège d'un gouvernorat très largement acquis au pouvoir, d'où sont issus en majorité les cadres militaires et sécuritaires du régime. Pourtant, comme on l'a déjà souligné, les jeunes Syriens sont aussi nombreux dans la Jazireh que dans le reste du pays à sortir dans les rues, vendredi après vendredi, pour crier leur soif de liberté et de dignité avec les mêmes slogans, et pour manifester leur solidarité avec les martyrs tombés ailleurs.

La réponse à cette énigme est simple : si les victimes se comptent là en unités plutôt qu'en centaines, c'est uniquement parce que les autorités syriennes ont décidé de n'intervenir dans cette région qu'avec retenue et modération. Manifester, défilé dans les rues, réclamer la fin du régime, jeter à terre une statue de Hafez Al Assad ou lacérer une effigie de son successeur

sont des initiatives lourdement sanctionnées, réprimées à coups de feu dans toute la Syrie. Dans la Jazireh, elles n'exposent généralement leurs auteurs qu'aux jets d'eau des camions de pompiers ou aux gaz lacrymogènes. Les moukhabarat, qui ont reçu pour consigne sur l'ensemble du territoire national, depuis la première heure, de faire étalage de la plus grande fermeté et de "terroriser les terroristes" pour les contraindre à quitter les rues et à remiser leurs désirs d'ouverture et de changement pacifique, font montre, dans ce gouvernorat et dans lui seul, d'une réserve et d'une prudence inconnues ailleurs en Syrie.

Elles s'expliquent par la nécessité dans laquelle Bachar Al Assad se trouve, depuis le début du soulèvement contre lui de sa population, de ménager la communauté kurde. Il en a donné la preuve dès sa première intervention publique, à la fin du mois de mars. Alors que le chef de l'Etat, ravi des manifestations d'allégeance qui lui étaient prodiguées par des députés choisis par ses services de renseignements et ne représentant personne, oubliait les circonstances dramatiques de son apparition, riait de ses bons mots et ignorait les promesses faites quelques jours plus tôt par sa conseillère politique et médiatique, il a offert aux Kurdes sa seule concession. Visiblement soucieux de prévenir la multiplication des fronts et la dispersion de ses troupes les plus loyales sur l'ensemble du pays, il a tenté d'acheter leur renoncement à apporter leur plein soutien à la contestation. Il leur a fait miroiter la restitution de la nationalité syrienne à un certain nombre d'entre eux, considérés et traités comme des "étrangers" dans leur propre pays depuis le référendum exceptionnel d'octobre 1962.



Manifestation à Qamichli, le 12 août 2011

Quelque temps plus tard, au début du mois de juin, Bachar Al Assad s'est efforcé d'attirer à Damas les leaders d'une douzaine de partis politiques kurdes, pour un entretien avec lui valant reconnaissance implicite de leurs organisations, dans une nouvelle tentative de s'assurer de leur neutralité dans le soulèvement en cours.

Ces initiatives n'ont pas été couronnées du succès attendu. Dans leur majorité, les Kurdes n'ont pas souhaité se désolidariser de leurs compatriotes arabes et renoncer à l'occasion historique qui se présentait à eux, comme à l'ensemble des Syriens, de renouer avec la démocratie dont ils étaient spoliés depuis près de cinq décennies. Ils ont donc continué de descendre dans les rues et d'apporter leur soutien moral à leurs frères arabes, confrontés ailleurs à une répression d'une sauvagerie jusqu'alors inconnue. Le porte-parole du Courant de l'Avenir Kurde en Syrie, Mechaal Tammo, assassiné le 7 octobre, a payé ce parti-pris de solidarité de sa vie. Mais, certains d'entre eux, profitant de la mobilisation du pouvoir et tirant parti du combat mené partout par les Syriens pour faire tomber le régime, ont estimé que le moment était propice à la réalisation d'une partie au moins de leurs ambitions et des aspirations spéci-

ifiques de leur communauté.

Privés par le traité de Lausanne de 1923 de l'Etat qui leur aurait permis de vivre ensemble sur un même territoire conformément à leurs us et coutumes, de se gérer eux-mêmes en s'exprimant dans leur propre langue et de conclure avec leur environnement régional les alliances diplomatiques répondant à leurs intérêts nationaux, les Kurdes de Syrie partagent avec leurs frères de Turquie,



Mechaal Tammo

d'Irak et d'Iran, le même rêve : celui d'une entité - un véritable Etat pour les uns, une province autonome pour d'autres, une région autogérée dans le cadre d'un Etat fédéral ou confédéral pour quelques uns... - qui leur appartienne en propre. Ce que les Kurdes d'Irak sont parvenus à obtenir pour eux, à la faveur de la guerre de 2003, certains responsables kurdes syriens espèrent aujourd'hui l'obtenir

en tirant partie de la faiblesse actuelle de Bachar Al Assad.

Leur stratégie consiste donc à laisser les membres de leur communauté qui le veulent participer au mouvement de contestation du pouvoir, mais sans jeter toute leur base populaire dans la révolution et sans aller eux-mêmes jusqu'à appeler ouvertement à la chute du régime. Il s'agit pour eux, en quelque sorte, de faire durer la situation présente le plus longtemps possible, afin de profiter de l'épuisement progressif des deux parties en présence et de la polarisation des esprits, aussi bien du côté du pouvoir que du côté de l'opposition, pour créer une nouvelle situation, un nouvel état de fait, sur lequel ils espèrent que le futur vainqueur, quel qu'il soit, n'aura ni le temps, ni les moyens, ni la volonté politique de revenir.

Le parti qui mène cette opération est le Parti de l'Union Démocratique (PYD), avatar syrien de l'ancien Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) d'Abdullah Öcalan, qui a hérité de l'irrédentisme farouche et de la suspicion de ce parti vis-à-vis des Turcs, des Arabes et des Iraniens. Il ne fait aucune confiance au pouvoir baathiste ou à ce qu'il en reste, qui a longtemps joué jadis la carte de la nuisance kurde contre la Turquie avant d'abandonner du jour au lendemain, en 1998, son dirigeant historique, et de laisser Ankara s'en emparer en échange d'une normalisation des relations entre les deux pays. Mais le PYD ne fait guère davantage confiance à l'opposition syrienne, dont les Kurdes de Syrie ont constaté à leurs dépens, en 2004, l'absence de solidarité et, pour tout dire, la relative indifférence au malheur kurde.

Pour avoir réagi, en mars de cette année-là, à des provocations de supporters majoritairement arabes du club de football de Deir al Zor en visite à Qamichli, les partisans du club local, kurdes pour la plupart, avaient été en butte à de sévères représailles, dans le stade même puis dans l'ensemble de la ville. Les



Manifestation du PYD en faveur de l'autogestion

troubles, qui avaient bientôt gagné la totalité de la Jazireh, la région d'Alep et certains quartiers de Damas, avaient fait en quelques jours plusieurs dizaines de morts. Or, au lieu d'apporter aux Kurdes leur soutien et de saisir l'opportunité de cette première expression de refus du régime, les partis d'opposition avaient adopté une attitude de neutralité qui avait facilité la reprise en main par le pouvoir des villes révoltées.

Echaudé par ce précédent, le PYD voit un motif d'inquiétude supplémentaire dans les facilités depuis plusieurs mois fournies aux contestataires syriens par les Turcs. Il ne lui a pas échappé que les premiers congrès tenus par des opposants de l'intérieur et de l'extérieur en vue d'unifier leurs revendications et leur action se sont tenus en Turquie, à Istanbul (les 26 et 27 avril) puis à Antalya (du 31 mai au 3 juin). Il a noté que c'est à Istanbul encore que s'est réuni, le 16 juillet, le premier Congrès de Salut National pour la Syrie. Il a relevé que c'est depuis Ankara qu'a été annoncée la composition, le 29 août, d'un Conseil National de Transition. Il a encore observé que c'est à Istanbul qu'ont été rendues publiques, le 15 septembre et le 2 octobre, la première puis la seconde mouture du Conseil National Syrien... Or, si le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan, son Parti de la Justice et du Développement et son gouvernement portent les espoirs d'une grande partie des Syriens, auxquels ils ont longtemps été les seuls à tendre la main et à offrir un asile, ils

incarnent, pour les fidèles d'Abdullah Öcalan, l'ennemi héréditaire à combattre, sur lequel il faut continuer de faire pression pour obtenir la reconnaissance des droits des Kurdes de Turquie et la remise en liberté de leur leader charismatique.

Convaincu qu'en tout état de cause rien de positif ne proviendra pour lui de la Turquie, le PYD ne cesse de dénoncer le soutien apporté par les actuels dirigeants turcs à ceux qui partagent leur idéologie en Syrie, à savoir les Frères Musulmans et l'ensemble de la mouvance islamiste. Que l'AKP soit arrivé au pouvoir et s'y soit maintenu via des élections libres et démocratiques, qu'il n'ait aucun intérêt à mettre tous ses œufs dans le seul "panier islamiste", que les portes de la Turquie soient aujourd'hui ouvertes à tous et en direction de tous, et que la majorité des participants aux différents congrès accueillis en Turquie, s'ils ne sont pas des laïcs purs et durs, n'en sont pas moins favorables à un "Etat démocratique civil", autrement dit "laïc modéré", compte peu pour l'ex-PKK. Rien ni personne ne peut lui ôter de la tête que les responsables turcs ont un agenda caché et qu'ils travaillent en secret, en concertation avec les ennemis traditionnels du régime syrien que sont les Américains, les Israéliens et les Saoudiens, à la victoire en Syrie de leurs "clients islamistes".

Depuis plusieurs mois, pour prévenir une telle éventualité qu'ils se refusent de préférer au renversement du régime actuel, couramment qualifié par eux de "raciste et chauvin", les responsables du PYD ont entrepris de mettre en place, dans la Jazireh d'abord, puis dans l'ensemble des régions kurdes, les bases de leur futur "entité". Le signe le plus visible de leur émancipation a été l'ouverture, lors de la rentrée scolaire 2011, de plus d'une demi-douzaine d'écoles dans lesquelles des élèves kurdes reçoivent en langue kurde un enseignement spécifique. Comme un

défi à l'autorité du gouvernement, le lever du drapeau kurde, dont la simple exhibition était naguère encore sanctionnée par des arrestations et des peines de prisons, y est accompagné chaque matin du chant de l'hymne national kurde. Dans trois villes importantes, Alep, Qamichli et Al-Malikiya, où les troupes folkloriques kurdes étaient l'an dernier encore la cible de campagnes particulièrement féroces, de la part d'un régime auquel l'unanimité baathiste interdit de comprendre que la diversité ethnique est une richesse et non un appauvrissement, le PYD a également ouvert des Centres culturels kurdes.

Les autres partis kurdes, qui, à la différence du PKK jadis et du PYD aujourd'hui, ont tenté pour la plupart de s'allier à l'opposition démocratique, que ce soit en adhérant et en prenant une part active à la Déclaration de Damas pour le Changement National Démocratique en Syrie, en 2005, ou en acceptant d'être représentés au sein du nouveau Conseil National Syrien, en 2011, doutent du caractère judicieux de ces initiatives. Ils redoutent deux choses. Ils craignent d'abord que les Kurdes aient à assumer collectivement la stratégie du PYD, que ce soit face au régime syrien, si celui-ci sort victorieux de l'épreuve, ou face aux nouveaux dirigeants de la Syrie, dont la lutte aura été rendue à la fois plus longue et plus coûteuse en vies humaines par le manque d'engagement du PYD dans la révolution. Ils s'inquiètent aussi, et peut-être surtout, d'être victimes, dans un Kurdistan occidental dominé par l'ancien PKK, des pratiques d'un parti dont la démocratie interne n'a jamais été le point fort, et qui pourrait chercher à s'attribuer dans la nouvelle entité, comme le Parti Baath dans la Syrie de Hafez puis de Bachar Al Assad, le rôle de "parti dirigeant de l'Etat et de la société". Les heurts intervenus à Qamichli vendredi dernier

28 octobre, "Vendredi de l'embargo aérien", entre des partisans du PYD et des membres kurdes des Comités Locaux de Coordination semblent leur donner raison. Ils ont été provoqués par l'obstination des premiers, qui avaient brillé par leur absence des manifestations au cours des mois écoulés, à arborer une banderole considérée par les seconds mal venue, sur laquelle figuraient les mots : "Le Conseil National Kurde est le représentant légitime du peuple kurde en Syrie".

A la surprise générale, le régime syrien, champion auto-proclamé du nationalisme arabe le plus sourcilieux, paraît non seulement accepter ce qui se prépare, mais semble également enclin à faciliter son bon aboutissement. Les détenteurs de l'autorité civile, militaire et sécuritaire dans la Jazireh n'avaient jamais manifesté jusqu'ici la moindre mansuétude, ni avec ceux qui affichaient des signes extérieurs de particularisme ethnique ou religieux, ni avec ceux qui paraissaient vouloir contester leur pouvoir. Or, ils affectent aujourd'hui de ne rien voir du projet qu'ils auraient naguère qualifié de "séparatiste", qui se met en place sous leurs yeux. Ils n'agissent pas ainsi de gaité de cœur. Mais ils se plient à des ordres, dont on ne peut douter qu'ils émanent du plus haut sommet de l'Etat.

C'est avec l'aval de Bachar Al Assad que le président du PYD, Mohammed Saleh Mouslim, qui figurait en tête de liste des personnes recherchées par tous les services syriens de renseignement dans le cadre de l'accord de sécurité conclu entre Damas et Ankara, a pu regagner son pays sans être le moins du monde inquiété, au milieu du mois d'avril 2011. C'est grâce à la protection du chef de l'Etat qu'il a pu depuis lors se livrer à une activité politique qui ébranle pourtant les dogmes du Parti Baath et les fondements de la République Arabe Syrienne. C'est avec son encouragement que le leader du PYD, qui n'avait jamais fait

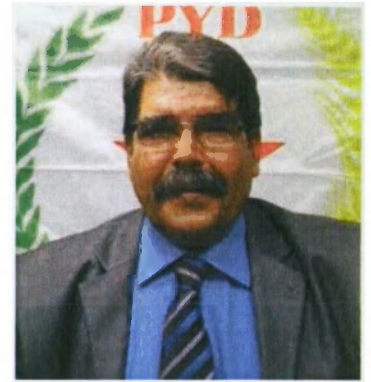
alliance avec un quelconque parti arabe, s'est engagé dans le Comité de Coordination Nationale des Forces de Changement National Démocratique, créé le 26 juin à Damas pour contrebalancer l'influence centriste de la Déclaration de Damas et offrir au régime, au sein de l'opposition, un interlocuteur politique disposé à négocier, et peut-être à transiger. C'est avec son assentiment, enfin, qu'il a accepté de siéger au bureau exécutif de ce rassemblement, au côté de représentants de partis nassériens et autres, dont les positions nationalistes arabes n'ont jamais été et ne sont toujours pas favorables aux Kurdes et à leurs revendications.

L'étrange connivence qui lie le régime syrien au PYD et à son projet, s'explique par la peur que le pouvoir éprouve face à l'alternative qui se dessine pour la Syrie. Pour ne pas voir tout le pays lui échapper, Bachar Al Assad est prêt à abandonner la gestion - et peut-être la souveraineté - d'une partie du territoire national aux Kurdes. Il considère que ces derniers, non arabes et globalement peu religieux, sont ses meilleurs alliés dans la lutte qu'il mène contre ce qui le terrorise véritablement, non pas les Frères Musulmans... qui n'ont plus de base en Syrie, mais la démocratie. Le chef de l'Etat sait que le rééquilibrage des pouvoirs, dans une Syrie redevenue démocratique, permettra à la communauté sunnite majoritaire de récupérer une partie de l'influence dont elle a été privée depuis 1963 par le système baathiste, puis par la confiscation de la décision par la famille Al Assad et ses affidés au sein des différentes communautés. Dans une telle Syrie, où les élections libres mettront un terme à la déconnection actuelle du système politique avec la réalité sociale, la famille présidentielle et son entourage, qui monopolisent le pouvoir réel" dans les coulisses et qui bénéficient d'une influence sur la décision sans commune mesure avec leur poids démo-

graphique, seront ramenés à une plus juste représentation. Et ils seront contraints, comme les autres Syriens, de rendre des comptes à la Justice sur leurs agissements, leur corruption et leurs atteintes passées et présentes aux Droits de l'Homme.

Pour tenter de prévenir une telle échéance, Bachar Al Assad ne cesse de montrer qu'il est prêt à tout : sacrifier à sa volonté de pouvoir le tiers de sa population ; crier au loup islamiste avant qu'il se soit manifesté ; dénoncer les complots ourdis contre la Syrie par ses ennemis saoudo-américano-israéliens ; chercher des alliés n'importe où en remiant ses principes et ses discours ; et finalement, renouant avec la politique de nuisance qui a jadis assuré dans un autre contexte une trop longue immunité à son père, menacer, au risque d'être lui-même emporté par l'incendie, de mettre le feu à l'ensemble de la région.

Mais ce n'est pas tout. Depuis quelques semaines, sans dissimuler quoi que ce soit de ses intentions et de ses projets, l'ex-PKK a commencé à organiser des élections au niveau local, destinées à mettre en place, dans les municipalités des différentes régions à fort peuplement kurde, des "comités" de citoyens. Pour le moment sans mission particulière autre que celui de "se préparer", ces élus ont pour vocation, dans l'esprit du parti, de gérer bientôt les collectivités locales dont il escompte qu'elles lui reviendront au terme des prochaines élections municipales. Prévues selon les modalités de la nouvelle Loi de décentralisation, elles devraient se dérouler avant la fin de l'année en cours. Mieux encore, le PYD a procédé, durant le mois d'octobre, à des élections au futur "Conseil du Kurdistan occidental". Composé de 300 représentants élus par la base, ce parlement aura pour mission, en application de la décentralisation... ou de l'autonomie à laquelle aboutira dans les faits l'incapacité du pouvoir syrien



Mohammed Saleh Mouslim

à reprendre la main dans la région, de gérer aux plans politique et économique les zones "conquises" par les Kurdes, dans le cadre d'un Etat fédéral ou confédéral. Quel que soit le nom qu'on lui donne, ce nouveau système ressemblera étrangement à celui aujourd'hui en vigueur dans le "Kurdistan du sud", c'est-à-dire dans le Kurdistan d'Irak.

Les manifestants et les opposants syriens, qui incitent régulièrement les habitants de la Jazireh à apporter à la révolution un soutien plus massif dans la rue, ont d'autres priorités que ce qui se trame ainsi. Ils ne veulent pas entrer dans des conflits marginaux qui les détourneraient de l'objectif sur lequel toutes leurs énergies sont mobilisées : la chute du régime de Bachar Al Assad et son remplacement par un système politique démocratique... au sein duquel les Kurdes, comme les autres minorités ethniques, bénéficieront de la reconnaissance de leurs droits spécifiques. Ils déplorent malgré tout, dans le jeu mené en coulisses par Mohammed Saleh Mouslim et ses camarades, qu'il permette au pouvoir d'avoir ailleurs les coudées franches et de concentrer ses militaires, ses moukhabarat et ses chabbiha contre certains lieux emblématiques de la contestation, Daraa hier, Lattaquié ensuite, Homs, Hama et Idlib à présent. ■

Turkish academic, prominent publisher arrested in KCK probe

VERCIHAN ZİFLİOĞLU
ISTANBUL - Hürriyet Daily News

An Istanbul court arrested yesterday 44 suspects in connection with the ongoing trials over the Kurdistan Communities Union (KCK), including prominent publisher Ragıp Zarakolu and Büşra Ersanlı, a political science professor.

"It will be a mass trial with a 150 people in total. We undoubtedly will have to wait for a year before the trial," said lawyer Özcan Kılıç, who is representing Ersanlı and Zarakolu.

Zarakolu was arrested despite the lack of any documents or information that would indicate that he was involved in a crime, Kılıç said.

Zarakolu is the head of the Turkish Publishers' Union's Committee for the Freedom of Publishing, as well as the recipient of numerous prestigious awards pertaining to freedom of expression.

"Ragıp gave a speech at the academy of the BDP [Peace and Democracy Party], which was a legal political party in 2010. This was a meeting open to the public and attended by 150 people in Istanbul.



Leading intellectual Zarakolu is put behind bars in an alleged terror case. DHA photo

He stands accused of being a member of the KCK due to the speech he gave at this meeting. There are no sound recordings anywhere; they point to a news piece that appeared in the Dicle news agency," Kılıç said.

Ersanlı was also arrested because she gave lectures at the BDP Academy, he added.

"Figures who dedicated their lives to the defense of human rights like Zarakolu and Ersanlı are getting arrested

and imprisoned through the use of the Kurdish issue as a pretext. We're at a point where words fail," Kılıç said.

Ersanlı, a political science professor at Istanbul's Marmara University, is also a member of the BDP Assembly and has a seat on the party's charter preparation commission, which is working toward drafting a new constitution. The BDP is primarily focused on the Kurdish issue.

A total of 50 people were detained over the weekend within the scope of the investigation conducted by the Istanbul Chief Prosecutor's Office into the KCK. Some 47 of the suspects were then transferred to court, while three suspects were subsequently released by the prosecutor's office.

Following a hearing that began at around 11 p.m. on Oct. 31, the court ordered the 44 suspects to be jailed pending trial; another three suspects were also released.

The KCK is accused of being the urban wing of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), which is itself listed as a terrorist organization by Turkey and much of the international community. □□□

The Telegraph 6 November 2011

Turkey investigated over chemical weapons claim

A Turkish human rights group is investigating claims by Kurdish activists that Ankara used chemical weapons in an attack on militants in the east of the country last month.



By Richard Spencer,
Middle East
Correspondent

The activists are circulating gruesome pictures of some of the 24 rebels, from the PKK guerrilla group, killed in the Kazan Valley in air raids that began on October 19. Blackened and dismembered, the corpses lie in a morgue in a nearby town with weeping relatives nearby.

Their allegations have forced their way into the open in Turkey, which is usually fiercely nationalist when it comes

to accusations of abuse by the Kurds, whose campaign for autonomy is a long-running sore. The prime minister, Recep Tayyip Erdogan, made a public denial of them as a "slander" while on his recent trip to the G20 summit in Cannes.

The activists say the only explanation for the type of burns exhibited is that some chemical agent was used. Their claims has now been raised by MPs from the legal pro-Kurdish party, the BDP, and taken up by the Turkish Human Rights Association

(IHD).

"One of our branches in the area has acted to investigate whether chemical weapons were used or not," a spokesman said from IHD headquarters in Ankara. He said chemical samples had been taken from plants in the area, as well as from clothes from the bodies of 13 of those killed.

The PKK has led a long struggle for recognition for the Kurdish people, who have no state of their own but also inhabit large areas of Syria, Iran and Iraq. In Turkey alone more than 40,000 people have died.

The moderate Islamist government of Recep Tayyip Erdogan has granted Kurds more rights, particularly over the use of language, but the PKK have resumed their campaign, including suicide bombing, in recent months.

The government attack in October followed a series of coordinated raids by the PKK which killed more than 20 soldiers. Retaliation, including over the border into the Kurdish Autonomous Region of Iraq, began immediately.

According to a local news website, IHD investigators, who were admitted to the region only after intervention by the local governor, found body parts scattered across the valley.

"The statements of both the relatives and eyewitnesses imply the use of chemical weapons. The bodies were comple-

tely burned," the local IHD branch chairman, Ismail Akbulut, said. "This allegation definitely has to be investigated." He said villagers had been told not to drink local water for two to three days.

It would not be the first time the Turkish authorities had been accused of resorting to chemical weapons – a particularly sensitive issue because of the massacre of thousands of Kurds with mustard gas by the Iraqi regime of Saddam Hussein in the late 1980s.

Last year, the German

magazine Der Spiegel said experts at Hamburg University Hospital shown photographs of similarly scorched and burned bodies from a strike in September 2009 also attributed the deaths to the "highly probable" use of "chemical substances".

Ruwaydah Mustafah, a London-based activist and editor of the KurdishRights.org website, said that the Turkish authorities had ordered an autopsy on that occasion but had never released any results. "That's what makes us very

curious and very worried," she said.

She said such allegations tended not to be widely taken up for fear of being seen to support the PKK, which is condemned as a terrorist organisation by most western governments. "I don't support the PKK but everyone has a right to die in a dignified way," she said.

The PKK attacks have also been followed a series of arrests of Kurdish intellectuals and BDP members across the country.

Mr Erdogan was asked about the claims by reporters travelling with him to Cannes. "This is slander," he said. "The operations in the Kazan Valley were carried out by our Air Force. The [bodies of] PKK members who were killed in the caves are currently in the Forensic Medicine Institute in Malatya, where everything is proceeding according to the law, down to the DNA tests."

A spokesman for the Turkish foreign ministry also said: "We reject these claims."

The Washington Times November 8, 2011

Independent Kurds can live within Iraq, leader says

By Ben Birnbaum

Iraqi Kurds are committed to preserving their country's borders despite their longtime yearning for an independent state, a leader of Iraq's autonomous Kurdish region told The Washington Times.

"You can never say never, and every Kurd deep down yearns for independence," said Barham Salih, prime minister of the Kurdistan Regional Government (KRG). "But I live in that neighborhood. The reality of politics, the reality of the region has certain obligations on one as you make your decisions."

"I genuinely believe that a democratic, federal Iraq may well represent a very viable option for the Kurds of Iraq," he said. "So far, we have proven that to be the case."

Mr. Salih, who met Tuesday with Vice President Joseph R. Biden, said the Kurds have shown they are more concerned with Iraq's stability and survival "than many of their Arab compatriots who are fighting it out over power in Baghdad."

The Kurdish leader was referring to the political struggle between Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki, a Shiite, and the Sunni-dominated bloc led by former prime minister Ayad Allawi.

"Should Iraq be dismembered, I can say that it won't be the Kurds who will be the agents of division," Mr. Salih

said, vowing that the Kurds would not seek independence "so long as the constitution of Iraq is respected."

Iraqi Kurds compose about one-fifth of the country's 30.4 million people and are concentrated in its three northernmost, oil-rich provinces. They have enjoyed autonomy since the imposition of no-fly zones after the 1991 Persian Gulf War.

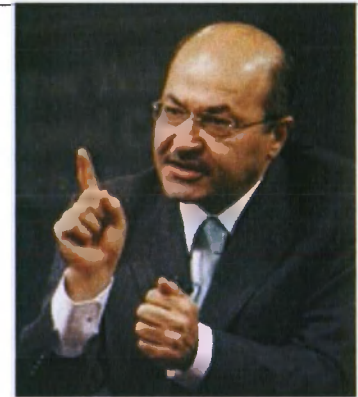
After Saddam Hussein's ouster, Kurdish politicians became power brokers in the central government as well, occupying the presidency and key ministries.

Questions about Iraq's future as a democracy and a single state have abounded since President Obama's announcement last month that the U.S. would withdraw all its troops by the end of the year.

Mr. Salih and other Kurdish leaders had supported a long-term U.S. military presence in Iraq, seeing it as a check against the central government and Kurdistan's meddlesome neighbors.

"Undeniably, we are concerned - and we must be concerned - about the new face [of Iraq] in the aftermath of American redeployment from Iraq," he said, noting that Iraqi Kurds had benefited from U.S. military engagement during the past two decades.

But Mr. Salih said he hopes to find a "silver lining" in the situation. "The Kurd in me obliges me to be an optimist," he said.



Barham Salih, prime minister of the Kurdistan Regional Government, says a democratic, federal Iraq "may well represent a very viable option for the Kurds of Iraq."

Mr. Salih said the U.S. has a "range of policy tools" in the diplomatic, economic and cultural spheres to broaden its engagement with Iraq and with the KRG after the withdrawal of troops.

In July, the KRG achieved one of its longtime objectives: the opening of a U.S. Consulate in the region's capital of Erbil. Mr. Salih said his priority now is to promote U.S. investment in the oil-rich region.

"America and the West in general have had a troubled relationship with the Muslim world," he said.

"Kurdistan stands out as a Muslim community that is grateful to the United States, that appreciates what the Americans have done to give us a chance at building a functioning, free society, and this model should continue, should be enhanced, should be supported - not just for Kurdistan but for the rest of Iraq and for the rest of the region." □

The Kurds and the Quake

by Jenna Krajeski

Last Saturday was Republic Day in Turkey, but the celebration was muted. A 7.2 magnitude earthquake had ravaged the southeastern city of Van—already poor and a center for violent activity by the P.K.K., the outlawed Kurdistan Workers Party—and the death toll was nearing six hundred. Ritual fireworks, normally ignited from a barge in the middle of the Bosphorus, were cancelled, as were parades. I watched from a friend's balcony while Chinese lanterns floated calmly over the water—a pensive, sensitive acknowledgment that was somewhat out of character. Usually, there is no need for a holiday to bring out the bright red-and-white Turkish flags. Offices, classrooms, and stores display framed portraits of Atatürk in various poses—riding a horse, seated behind a desk, gazing at an off-frame light—above their blackboards or behind their counters, always the highest thing in the room. Turkey loves Turkey.

But this is not so much the case in the Kurdish southeast, where, since the early nineteen-eighties, a culture war spiraled into an all-out war, with Kurdish residents caught between the P.K.K. and the Turkish Army. Lately, the violence has been getting worse. Civilian casualties, including the horrific death of a baby cut from her mother after an attack, have dominated the national news. On October 18th, the P.K.K. killed twenty-four Turkish soldiers. What connection there was between the two sides was threatening to snap.

After the earthquake, some people seemed to come to their senses; relief was needed, quickly and indiscriminately. Aid was sent from all around the country to the stricken region. Headlines about collapsed buildings were soon replaced by hopeful ones about survivors being pulled from the wreckage. Those stories glowed with an ethnic solidarity that a day before the quake would have seemed impossible. The Turkish novelist Elif Shafak wrote in the Guardian, “Many are now won-

dering if this humanitarian crisis may be the beginning of a new era.”

It is an attractive silver lining. Reports on the aid, particularly following Turkey's acceptance of foreign assistance, helped. Yilmaz Akinci, an Al-Jazeera reporter (and a Kurd himself) related pledges of renewed friendship from all strata of Turkish society gathered in Van in the aftermath. But it hasn't been perfect. There are reports of too-few tents, and as the weather gets colder, the lack of shelter becomes more and more threatening. Akinci told me about rumors that a few boxes from Istanbul, disguised as aid packages, actually contained sticks and stones—the implication being that these are what Kurds and their “stone-throwers” really want. An A.T.V. anchorwoman said that God was punishing the Kurds.

I reached Kerim Yildiz, the chief executive of the Kurdish Human Rights Project, by phone. He, too, was hopeful that the earthquake will provide new room for negotiation between the Kurds and the Turks. “Sad to say, but the disaster has provided a new opportunity for people to come together and talk about these issues,” he told me. “The important issues—constitutional changes and reconciliation—are already on the table. If this opportunity can be seized it will be extremely important for Kurdish issues in Turkey.”

Monday, seven days after the earthquake, rescue workers have stopped looking for survivors. The number dead is six hundred and one. Reports from Van signal a discrepancy between official reports of a swift and effective relief effort and individual residents claiming that it has been insufficient. “Certainly the number of individuals who say they have not gotten aid and their neighbors have not gotten aid is high,” Yildiz said. It would be impossible, he said, with the information they have, to determine whether the relief effort was influenced by politics or discrimination; he agreed that the perception alone could be harmful to future negotiations.

“This should not become a political show for anyone,” Yildiz said. “If you can save one life, you go forward.”



Recently, I spent some time in Diyarbakir, one of the largest cities in the southeast, interviewing so-called “stone-throwing kids,” Kurdish youth who had been convicted as adults for participating in protests and then released suddenly when, in 2010, Turkey lightened its anti-terror laws. Most of the kids had been ruined by prison and, aside from a few success stories, had either been arrested again or joined P.K.K. militants in the mountains. They are representative of a generation of alienated Kurds who are, as one parent put it to me, “Unlikely to shake hands.”

The stories of these Kurdish youth reflect a more general anxiety in the region. As tension grows, so does the feeling of isolation in the southeast. As Turkish news reports terror, those in the southeast watch Kurdish Roj TV instead. They read Kurdish newspapers. They are forced to speak Turkish at school so they speak Kurdish at home, or do not go to school. And those Turkish flags, so ubiquitous in Istanbul, are replaced by red, green, white, and yellow Kurdish one; photos of Atatürk by photos of Abdullah Ocalan, the imprisoned founder of the P.K.K. The geographic isolation of the southeast—culminating in the conscription to the wilderness of the mountains—is immense. It is, compared to the west, another reality and another world. And then that world literally shook.

□□□

Rebel Leader: Kurdish Condemnation of Attacks Made PKK "Look Weak"

RUDAW SPECIAL

In an exclusive interview with Rudaw, the acting leader of the rebel Kurdistan Workers' Party (PKK) insisted that Kurds are united but expressed frustration with Iraqi Kurdish leaders who fiercely condemned the PKK's surprise attack on Turkish troops. The October 19 assault, which killed 24 Turkish soldiers, has raised tensions in the region and deepened the fracture between the PKK and Iraqi Kurdistan's leadership, which has repeatedly called on Kurdish rebels to lay down their arms against Iran and Turkey.

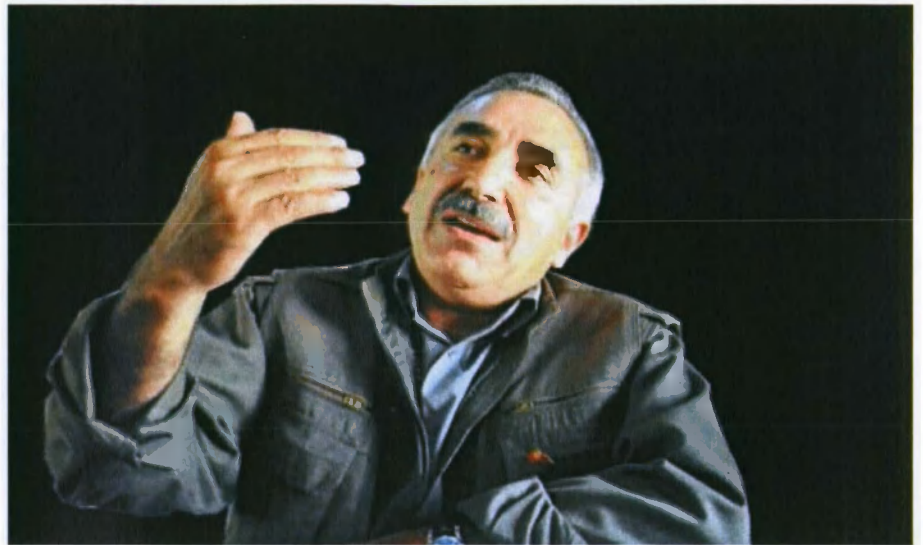
Rudaw: Was your attack on the Turkish military last month intended to stop Turkish military attacks on your bases in Iraqi Kurdistan or was it to avenge the death of your commander Rostam Judi, who was killed in a Turkish air raid?

Murat Karayilan: Our attack was a message to the Turkish state that they can't accomplish anything through the military and that they should stop their aggression. Since August 17, our bases have constantly been hit by Turkish air strikes. Those strikes have so far killed five of our fighters in Haftanin, three in Avashin, four in

"The Turks said they lost 19 soldiers, but that is not true. We are certain that 81 died"

Khwakurk, one fighter in Khinera and a family of seven in a Kurdish village. In the latest strike, seven fighters were killed, among them Rostam Judi.

Judi was a leader of the commanding council. Our attack on the Turkish army in Cele was a revenge attack and we had the right to self-defense. And in fact it was not just a military attack; it's a broad revolutionary operation. In Colemerg and Cele, all Turkish military outposts were targeted. In total, 19 army bases were hit and it was a total success. The Turks said they lost 19 soldiers, but that is not true. We are certain that 81 died. It may even be more than that.



Murat Karayilan speaking to Rudaw. Photo Rudaw.

That attack showed the level of professionalism of the Kurdish guerrillas and it shows us that relying on the military will get Turkey nowhere. Our attack on Cele tells that if we want to deal them heavy blows, we can. On the other hand, our attack aborted their preparations for a heavy-handed operation against us. Also, most of the Turkish artillery is based in Cele and the Badinan areas of Iraqi Kurdistan are usually shelled from there. Therefore, our Cele attack was also an action against their shelling of the Kurdistan region.

Rudaw: There is talk now in Turkey that there may not be military operations against your bases. Do you think Turkey will take a softer approach toward the (pro-Kurdish Peace and Democracy Party) BDP and transfer Abdulla Ocalan from prison to house arrest, or will it get tougher?

Murat Karayilan: The Cele attack shook Turkey and it's talked about everywhere. Some of us do say that we need to be tough with Turkey and respond with attacks. Some of us argue that that this isn't a solution; that we've been trying to solve our issues with guns for 30 years and that our Cele attack showed an armed approach wouldn't necessarily produce the ideal outcome. Therefore, they argue, we should find another way. I wouldn't want to make any speculations now, but I believe that if things turn violent, Turkey won't succeed and will one day have to sit down and seek a political solution.

But it seems that Turkey is leaning toward a military solution and believes it's important, even though they don't have the necessary forces for that. Turkey has gained the support of America and wants to draw the support of the Europeans, Iraqis and Iranians as well. In my opinion, Erdogan has realized that if he starts a war single-handedly he won't reap anything. This in itself means that international opinions matter to Turkey. If no one supports it, Turkey will be left alone and as a result will have to take a soft approach. But if it manages to gain support, it will wage a prolonged war.

Rudaw: To fight the PKK, Turkey has asked (Iraq's) Kurdistan Region to deploy Peshmarga forces. Do you think the Kurdistan Region leaders will respond to this demand?

Murat Karayilan: This is a very important and strategic matter for the Kurds and it cannot be taken lightly. The Kurdish people and Kurdish leaders shouldn't even mention such a thing. It should be made a red line and I think it will always be. I think the Kurdistan Region President (Massoud Barzani) has also reiterated several times that there will never be a Kurdish civil war again. A war between guerrillas and Peshmargas will never happen. These forces must unite to defend the Kurdish people and never stand against each other.

If the promises the Kurdish groups have

made to each other aren't kept and war breaks out, not only will it be harmful to the Kurds, but the Kurdish people will lose and slowly disappear. We'll also lose face with the whole world. That's why I believe that the issue is so sensitive that we shouldn't even talk about it. In all four parts of Kurdistan (Turkey, Iran, Iraq and Syria) a strong nationalist feeling has emerged and the entire Kurdish nation demands a united policy.

The stage we are going through right now is very unique and our region is being redesigned. The question is:

What is the role of the Kurds here and how will their cause be ultimately affected? That's something only the Kurds themselves can figure out.

America is withdrawing from Iraq and it's

"We shouldn't give hope to the enemy and turn against each other"

leaving a role for Turkey to play. The region's countries are reconfiguring their positions based on their forces. So I think it's wrong when some people say we rely on Turkey for a solution. Why? As long as Turkey doesn't recognize the identity of the Kurds in that country, as long as it stands against an independent Kurdistan, autonomy and federalism, it is naïve to expect anything good from it.

I know that today, Turkey values the Kurdistan region of Iraq, but I think if we manage to force Turkey to recognize the rights and identity of its own Kurds first, then it can have true friendship with Kurds outside Turkey. Turkey knows that given the autonomy of the Kurds of Iraq, its own Kurds won't submit so easily. I hope the leaders of Iraqi Kurdistan know that without a solution for the Kurds of Turkey, it's impossible for Turkey to have genuine friendship with any other Kurds.

We have to force Turkey to start taking steps toward a solution for the Kurds. Those steps are, first, to end its policy of denial and killings. For that, we need to be strong. I don't think preventing a Kurdish civil war is enough. It isn't just about fighting or not fighting each other, but we have to support each other politically. We shouldn't give hope to the enemy and turn against each other. We shouldn't give away intelligence on each other. On no account should we help the enemy. We must stand by each other and show them that the Kurds are united and have one will.

In order to have our place in the Middle East, we should unite and strengthen ourselves. We should avoid disintegrated politics. I'm not saying that we should all come together in the PKK and fight Turkey. I only say that we should back each other. I think Kurdish leaders are reading the situation correctly and they won't play into Turkey's hands. That is my hope.

Rudaw: Iraqi Prime Minister Nuri al-Maliki said he will allow Turkey to enter Iraqi territory to fight the PKK. In the meantime, attacks against the Turkish military and police have increased. Don't you think all of this may also influence the position of the Kurdistan Region's leaders?

Murat Karayilan: The Iraqi prime minister wants to tighten the noose on Kurds in both Iraqi Kurdistan and Turkish Kurdistan and that isn't the right thing to do. But I believe that the stronger we are as the PKK in the north, the stronger the Kurdistan Region will be in the south. I don't think our attacks against Turkey will affect the Kurdistan Region. No, our strength means strength for the Kurdistan region.

Today the Kurdish issue has become one issue. If Kurds are weak in the north, Kurds in the south will be weak, too. Some writers close to (Turkey's ruling Justice and Development Party) the AKP say that if they come into Iraqi Kurdistan again, they should never leave. They should stay and widen their borders. I say that this is impossible to achieve. The Turkish government must know that the Kurds are now one force. The PKK isn't a state, but we are as powerful as a state. Also, the Kurdistan Region is a force to be reckoned with.

Rudaw: In a message, Kurdistan Region President Massoud Barzani condemned the (PKK's) attacks on (Turkish bases) Cele and tried to ease the tensions through dialogue. Also in the past there have been talks between you and the Turkish government. Where do things stand now?

Murat Karayilan: I know very well that President Barzani is trying to solve the Kurdish issue peacefully. We value his efforts and we also want to solve our issue politically and through dialogue. Our leadership has been working toward that end for the past 18 years and for that reason we have had some talks with the Turkish government over the past five years. In the first two years, (the talks) occurred through the mediation of some friends, and in the past three years they have been happening directly.

Some of our members in Europe have met with a Turkish government delegation. At

the same time, talks were held with our leader (Abdullah Ocalan) in Imrali prison. Our goal was always to find a peaceful solution for the Kurdish issue and our leader (Ocalan) wrote a protocol for that matter which we received through the Turks. We offered our position on it, and the delegation said they would meet with the Turkish Prime Minister (Recep Tayyip Erdogan) and show him the details.

But the prime minister didn't respond and he used tough rhetoric. The situation turned tense and the delegation stopped its meetings. Our leaders' demands for a solution included: education in the mother tongue; recognition of Kurdish identity in the Turkish constitution; and autonomy. It also contained a point on ending war as well as reconciliation and release of prisoners. The delegation itself wasn't opposed to the demands at all.

But the prime minister didn't accept it. This was a clearly chauvinistic mentality still prevalent in the AKP. For instance, they would meet with us while attacking us and arresting our activists. Today, there are 4,000 Kurdish politicians in jail. They've never carried guns, and they haven't had

"I say that we wanted peace but they didn't want it"

secret activities. They've only worked in accordance with the Turkish constitution.

We asked the delegation why they detained our activists if they were truly seeking to find a solution with us. They said that they too condemned the behavior and that it was another wing of the government that carried out those operations. They said they would try to release the prisoners, but on the contrary it continued and the number of arrests only increased. I say that we wanted peace but they didn't want it.

Any peace effort should be bilateral and I know president Barzani is working on that end. But I should also say that the way our Cele attack was condemned (by Barzani and the Kurdistan Regional Government) wasn't good. It only makes us look weak. I know the Kurdistan Region is an official entity and can't behave and speak like us, but we should have a united stand so that Turkey takes us into consideration. Because Turkey is the one attacking us and we're only defending ourselves, it's important how you react to certain things. Kurds won't gain anything by trying to appease Turkey.

Rudaw: America has pledged help to Turkey, but some Turkish politicians say they don't trust the United States because (they claim) it has also helped the PKK in the past. Do you have any message to America as it is pulling out of Iraq?

Murat Karayilan: The American position

'Why is trying to study in your mother tongue terrorism? How is it terrorism?'

on the Kurdish issue isn't right. America isn't trying to solve the Kurdish issue. The Kurds of Iraq played a major role in the Iraq war and the success of the American plan in Iraq. All of us as Kurds supported that as well. In no part of Kurdistan have we been a barrier for America. But today, America is pulling out while the issue of the Kurds in that country hasn't really been solved yet.

Also, America doesn't have a clear agenda for solving the Kurdish issue in other parts of Kurdistan. A few days ago, the US Secretary of State (Hillary Clinton) said that Turkey had crossed over Iraq's borders in pursuit of terrorists and this is Turkey's right. In fact, Turkey hasn't come yet and America has already accepted it. I say to Ms. Clinton, 'Why is trying to study in your mother tongue terrorism? How is it terrorism?' Why don't you see Turkey's repression of us?'

That's what isn't right about America. Because of their interests in Turkey, America backs Turkish terrorism against the Kurds. It provides advanced technology to Turkey to kill our freedom fighters. That American position will even become an obstacle in the way of Turkey finding a peace solution by itself. I believe if the US

"The Turkish media is fabricating stories against us every day"

backs off from supporting Turkey, Turkey will change its policies. When Obama took office we all thought he might take some good steps, but that didn't happen. America should change its policies. It shouldn't support state terrorism and should stand by peace and democratic solution for the Kurds.

Rudaw: Do you think Iran will aid Turkey against the PKK, especially after the Iranian foreign minister visited Turkey

and pledged assistance?

Murat Karayilan: Turkey is a powerful country in the region. It has many media outlets which it uses to distort the facts and say there is terror. But in fact there is state terrorism against the Kurds. They want America and Europe to support them. They want Iraq, Iran and the Kurdistan region to stand by them too. That is the Turkish policy but it won't get (Turkey) anywhere.

For example, in the past they were united with Iran and Syria against us, but that is now falling apart. So I don't think that Iran and Turkey would jointly attack the PKK and PJAK (the Party of Free Life of Kurdistan, an offshoot of the PKK.) There is a ceasefire between Iran and PJAK now and they respect it. That's a good thing and we are happy about it. We think the two countries may collaborate on intelligence but a military attack is farfetched.

Rudaw: To solve the fights between Iran and PJAK, the Kurdistan Regional Government intervened and mediated between the two. Is there a similar plan with regards to the PKK?

Murat Karayilan: For something like that to happen between the PKK and Turkey, the Turkish government should have a clear position first. We've declared a cease fire but the Turkish government doesn't abide by it. When PJAK held its fire, however, Iran stopped its attacks. Turkey hasn't ever done that. We've been talking with Turkey for five years and the problem is no longer about ceasefire and these issues. Turkey has to decide to solve the problem. The issue between us and Turkey runs deeper.

Rudaw: After 43 years of armed struggle in the Basque region of Spain, (Basque separatist rebels) laid down their arms. What do you, as the leader of an armed group, think of that?

Murat Karayilan: Laying down arms is a good thing and the Spanish government came forward intending to solve the issue. Also, the Basque region is now autonomous. They were fighting for independence and according to Spanish law they could rule themselves; therefore a war wasn't really necessary. They had the chance to be autonomous and they did a good thing by laying down their arms.

But that isn't the case in Turkey. If Turkey comes forward with a solution and there is an autonomous Kurdistan, we wouldn't mind laying down arms.

Rudaw: Some people say your attacks on Turkey are in the interest of Syria, especially after Mustafa Karasoy, a leader of your group, said that if Turkey attacks Syria, the PKK will attack Turkey. What is your response to that?

Murat Karayilan: One shouldn't trust Turkish propaganda. Turkey is fighting a psychological war against the Kurds. A few days ago, the Turkish prime minister told the Turkish media that Turkey is fighting the PKK and the media should support Turkey the same way a football team leaves the country for a game -- with full patriotism.

The Turkish media is fabricating stories against us every day. Last year, they said Israel was behind the PKK's war and now they say it's Iran and Syria. Our honest opinion on Syria is that the era of single-party rule is over. The Baath system isn't a democratic system and it cannot continue. The Syrian regime has to reform and solve the Kurdish issue in that country. If it reforms and offers democracy, the regime can go on. Otherwise it won't be able to. People have risen up and the government must listen to them, but instead it showers them with bullets. We are opposed to that. We want democracy for Syria and a peaceful solution for the Kurdish issue there.

"The Kurds there should be careful and not make themselves targets"

The Kurds there should be careful and not make themselves targets. Also, the country's opposition has nothing in store for the Kurds. We can even say that the opposition harbors the same view toward the Kurds as the Syrian regime. So we think it's imperative that the Kurds there talk to both sides, demand democracy and push their issue. They must assert themselves and decide their fate in the future of Syria.

Mustafa Karasoy's words have been misinterpreted. He said that if the Kurds are attacked, we'll also attack and defend them. He meant the Kurds of Syria, not Syria as a country. He said, "If Turkey attacks Syria, we will defend the Kurds there."

La Turquie accusée d'avoir utilisé des armes chimiques

www.actukurde.fr

Réseau d'informations libres de la Mésopotamie

Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et la principale force légale kurde BDP qui siège au parlement ont accusé l'armée turque d'avoir utilisé des armes chimiques et des bombes au napalm, après la mort de 35 guérillas au cours d'une opération militaire menée entre le 22 et 24 octobre. Les organisations de défense des droits de l'homme ont qualifié les corps entièrement brûlés ou mutilés « d'atrocité ».

Le PKK a annoncé la mort de 35 de ses combattants à Cukurca, dans la province de Hakkari, voisine de l'Irak, au cours d'une opération de l'armée turque avec la participation des milliers de soldats et des forces spéciales.

« Les informations que nous avons obtenu de nos camarades qui ont réussi à arriver saint et sauf dans leur base et grâce à nos recherches montrent que l'armée occupante turque a utilisé plusieurs armes interdites en violant les conventions internationales et les normes de la guerre » a déclaré le HPG, branche armée du PKK, dans un communiqué.

« Nous avons constaté que des bombes au napalm ont été intensivement utilisées dans les bombardements effectués par des avions, des hélicoptères de type Cobra, des tanks et des artilleries. Nous avons également constaté des traces d'armes chimiques » a affirmé HPG.

Le terme de barbarie reste insuffisant

Une délégation composée de principal parti kurde BDP (Parti pour la Paix et la Démocratie), de l'Association des Droits de l'Homme (IHD) et de l'Association de solidarité avec les familles de disparus de la Mésopotamie (MEYA-DER), a qualifié cette attaque « d'atrocité » après



avoir visité la morgue de Malatya où se trouvaient des corps.

Le député BDP de Bitlis, Hüsamet Zenderlioglu, a dit que les corps étaient mutilés et entièrement brûlés, affirmant « le terme de barbarie reste insuffisant, j'ai eu honte d'être un humain. »

BDP : Des armes chimiques utilisées

La co-vice-présidente du BDP et avocate, Meral Danis Bestas, a déclaré que ces guérillas du PKK ont été tuées par des armes chimiques, dénonçant le silence mortel des médias. « Les autorités gardent le silence, ainsi que les médias et la justice »

S'adressant au gouvernement AKP du premier ministre Recep Tayyip Erdogan, elle a demandé des explications : « Y-a-t-il un stock d'armes chimiques ? Sont-elles utilisées lors des récentes opérations ? Pourquoi les rapports d'autopsies ne sont pas révélés ? Quels sont les causes de la mort selon ces rapports ? »

« Necdet le chimique »

Ce n'est par la première fois que la Turquie est accusée d'avoir violé les conventions internationales sur les



armes interdites. Le Roj TV, une chaîne de télévision kurde, avait diffusé le 1er août une vidéo de Necdet Ozel, le nouveau chef d'état-major, lors d'une opération menée en 1999 au cours de laquelle il ordonnait le bombardement aux gaz chimiques contre les guérillas. 20 militants avaient été tués le 11 mai 1999 à Ballikaya, dans la région de Sirnak. Un prélèvement d'échantillons de gaz chimique avait été alors envoyé en Allemagne pour l'analyse criminelle, après l'opération militaire, et cette analyse confirmait qu'il s'agissait bel et bien de gaz chimique mortel.

Depuis la diffusion du vidéo de chef d'état-major, les kurdes le surnomment « Necdet le chimique », faisant référence au cousin de Saddam Hossein, Ali Hassan al-Majid, dit « Ali le Chimique ». Condamné à mort à quatre reprises, notamment pour le massacre en 1988 de 5.000 Kurdes, il avait été exécuté en janvier 2010.

437 combattants tués par des armes chimiques

Au moins 437 guérillas kurdes ont été tuées par des armes chimiques lors des 39 opérations militaires menées par l'armée turque depuis 1994, selon un rapport d'IHD, publié en août dernier.

La même association a aussi élaboré une carte interactive sur laquelle figurent les lieux de 253 fosses communes contenant environ 3248 corps humains dans vingt régions kurdes.

VERDICT DANS LE PROCÈS DES KURDES À PARIS

LePost.fr

Source ANF/Traduit par Azadnews

Le verdict a été rendu aujourd'hui dans le procès qui jugeait 18 politiciens kurdes et le centre culturel kurde Ahmet Kaya. Toutes les peines d'emprisonnement concernant les politiciens ont été ajournées, les ordres d'arrestations des 4 personnes dont Riza Altun ont été annulés, cependant la décision de fermer l'association Kurde a été prise. Pour la première fois, le tribunal a accepté que le procès était politique et a jugé que la violence était à double sens.

LES DÉCISIONS D'ARRESTATIONS ONT ÉTÉ ANNULÉES :

Le procès des kurdes qui se déroule à Paris est « non-juridique » d'après la commission du tribunal. Malgré que le procureur de la République ait demandé des peines de prison fermes, toutes les sanctions ont été ajournées. Parmi les jugés, Sukru Tozludere a été acquitté, les autres réfugiés et politiciens ont vu leurs peines d'1 à 5 ans de prisons ajourné. Riza Altun qui fait parti du PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan) a vu sa peine de 5 ans de prison être ajourné mais il a l'interdiction de pénétrer sur le territoire français pendant 10 ans. Altun y compris, l'ordre d'arrestation des 4 personnes qui ne se trouvent pas à Paris ont été retirés.

DES PEINES AVEC SURSIS ONT ÉTÉ DONNÉS :

Nedim seven a 4 ans de peine sursis, Atilla Balikci 1 an avec sursis, l'homme d'affaires Haci Karakoyun 3 ans avec sursis, Kazim Ergun 4 ans avec sursis, Kadri Ozmen 3 ans avec sursis, Nihat Aslan 3 ans avec sursis, Canan Kurtyilmaz 4 ans avec sursis, Esref Yolcu 2 ans avec sursis, Cemal Aslan 18 mois avec sursis, Muzaffer Balikci 18 mois avec sursis, Zulkuf Kilinc 30 mois avec sursis, Renas

Lelikan 3 ans avec sursis, Ayhan Tayfur 30 mois avec sursis, Mehmet Ulas 20 mois avec sursis, Muhittin Aslan 30 mois avec sursis et Cemal Bozkaya 18 mois avec sursis.

FERMETURE DE L'ASSOCIATION :

La commission du tribunal a décidé de la fermeture du centre culturel kurde Ahmet Kaya situé à Paris. Le motif qui a conduit le tribunal à prendre cette décision est que selon le tribunal, le centre aide aux activités du PKK et que l'association est utilisée dans ce but. L'une des autres raisons était que l'association organisait des manifestations qui encourageaient le PKK.

LA COMMISSION DU TRIBUNAL : LE PROCES EST POLITIQUE, LA VIOLENCE EST A DOUBLE SENS

La raison qui est montrée pour que les peines soient ajournées est que les personnes en gardes à vues n'ont pas de casier judiciaire, ils sont intégrés à la société française et la violence est réciproque. En d'autres termes, il est dit que le gouvernement turc emploie la violence envers les kurdes.

La commission du tribunal : « Il faut que les faits soient étudiés dans des conditions privées, tout ceci n'est pas juridique » ; « il faut voir dans ce cadre car il y a une guerre entre le PKK et le gouvernement. La violence est à double sens ». Au début du procès, la commission avait accepté que ce procès était politique.

La commission a attiré l'attention sur le fait que le PKK n'était pas jugé sur le fait qu'elle soit considérée comme une organisation terroriste mais seulement par rapport aux manifestations violentes auxquelles elle a participé.

Le parquet avait demandé des peines allant de 18 mois à 6 ans ferme pour les kurdes.

Le procès qui avait lieu dans le cadre



centre culturel kurde Ahmet Kaya situé à Paris

d'une enquête débuta le 20 juin et prit fin en juillet.

La police anti-terreur dans le cadre de cette enquête avait organisé des perquisitions les 5 et 6 février 2007 au AKKKM, centre d'information du Kurdistan et dans des maisons appartenant aux kurdes et avait mis 14 personnes en gardes à vue dont Riza Altun et Nedim Seven. Ils ont été relâchés par la suite.

ERDOGAN EST A PARIS LE 3 et 4 NOVEMBRE :

La décision a été prise avant l'arrivée en France du Premier Ministre Recep Tayyip Erdogan le 3 et 4 novembre, après sa visite en Allemagne.

Lors de la visite du ministre de l'Intérieur français Claude Guéant le 7 octobre à Ankara, un accord "de sécurité" a été signé entre les 2 pays contre le PKK. L'accord signé devant les médias montre que les 2 pays sont en effort de lutte contre le « terrorisme ». D'après Guéant, cet accord est une ouverture pour un effort commun entre les forces de sécurité française et turques. Guéant dit aussi que les deux pays vont préparer dans les meilleures conditions les extraditions.

En France, depuis le début de l'année, au 51 politiciens kurdes ont été mis en garde à vue. En 2010 alors que 51 personnes sont en gardes à vues, de 2006 à aujourd'hui ce nombre est monté à 186. En ce moment, au moins 12 personnes sont en prison. ●

Nouvelle vague d'arrestations en Turquie

Les défenseurs des droits de l'homme dénoncent les excès de la lutte antiterroriste

Istanbul
Correspondance

Après soixante heures de garde à vue, Ragip Zarakolu a été inculpé et incarcéré à Istanbul, mardi 1^{er} novembre, pour « appartenance à une organisation terroriste ». Un retour brutal à la case prison pour cet éditeur et militant des droits de l'homme de 63 ans, arrêté une trentaine de fois et coutumier des procès absurdes.

En 1971, il avait été emprisonné pendant cinq mois pour « des liens secrets avec l'ONG Amnesty International ». Puis à deux ans de prison pour un article sur la guerre du Vietnam. Fondateurs de la maison d'édition Belge, Ragip Zarakolu et sa femme, Aysenur, décédée en 2002, ont été poursuivis, souvent condamnés, pour avoir publié des écrits de prisonniers politiques, des ouvrages sur le génocide arménien, sur les Kurdes, ou encore une anthologie de poésie chypriote-grecque.

Cette fois, M. Zarakolu paye son engagement contre la « sale guerre » qui sévit entre la Turquie et la guérilla du PKK (parti des travailleurs du Kurdistan). Il est soupçonné, comme 43 autres personnes, d'appartenance au KCK (Union des communautés kurdes), la branche civile et clandestine du PKK, que la justice turque s'est mise en tête de démanteler. Son fils, Deniz, étudiant et éditeur, avait été arrêté début octobre à Istanbul.

Plus invraisemblable est l'arrestation de la constitutionnaliste Büsra Ersanli, qui participait aux consultations sur la future réforme de la Constitution. « Elle est l'une des premières à s'être attaquée au sujet de la fabrication d'un récit historique entièrement tourné vers la glorification du peuple turc », précise l'historien Etienne Copeaux.

En attendant leur procès, au mieux dans un an, les accusés resteront en prison.

Cette nouvelle vague d'arrestation jette le trouble sur la procédu-

re-hors normes du KCK, lancée en avril 2009 et qui a conduit à environ 8 000 gardes à vue et 4 000 inculpations. Chaque semaine, des dizaines de noms viennent s'ajouter à la liste. « Demain, c'est à notre porte qu'ils peuvent sonner, il n'y a plus de justice », clamait lundi, Sebahat Tuncel, députée du parti kurde légal, le BDP (Parti de la paix et de la démocratie), devant le tribunal d'Istanbul.

Ont déjà été incarcérés cinq députés, dix maires élus et des dizaines de responsables locaux du parti kurde... Les procès abusifs se sont multipliés. Une femme illettrée a été condamnée à sept ans de prison pour avoir brandi une banderole favorable au PKK. Des centaines d'enfants pour avoir jeté des pierres sur la police...

Pour le politologue Ahmet Insel, « le premier ministre a adopté une stratégie d'éreintement du PKK, juste après les municipales de 2009, frustré de ne pas être sorti vainqueur contre le BDP. Depuis, mentors et partisans de cette stratégie mènent un bombardement de propagande [qui] vise à nettoyer le champ politique de tous les "Kurdes hypocrites" et de ceux qui les soutiennent. Police, justice et médias y travaillent main dans la main ».

35 000 personnes inculpées

Cette offensive s'inscrit dans une tradition tenace. La Turquie détient le record mondial d'inculpations pour terrorisme. Selon l'agence AP, auteur d'une étude sur une décennie de « guerre mondiale contre le terrorisme », plus de 35 000 personnes ont été inculpées dans le monde, dont 13 000 pour la seule Turquie.

La majorité de ces condamnations concerne des militants kurdes, mais plus récemment, des dizaines de militaires et d'opposants à l'AKP (parti islamo-conservateur, au pouvoir) ont été emprisonnés. Des manifestants contre la

construction d'une centrale hydro-électrique ou des étudiants interrompant un meeting pour récla-



L'éditeur Ragip Zarakolu, récemment arrêté par les autorités turques.

mer « un enseignement gratuit » ont été lourdement condamnés.

La Turquie détient enfin le record du nombre de journalistes incarcérés : près de 60. « Aucun pour leurs écrits, tous pour des dossiers de terrorisme », tente de justifier Egemen Bagis, le ministre des affaires européennes. La loi permet par exemple au parquet de Diyarbakir de poursuivre le journaliste Recep Okuyucu, pour s'être connecté au site de l'agence de presse Euphrate, proche du PKK, dont l'accès est interdit en Turquie.

La couverture de manifestations et l'accès aux sources peuvent être criminalisés. « Les journalistes sont soumis à une pression qui équivalait à l'époque où l'état-major dictait la ligne », constate Erol Önderoglu, correspondant de Reporters Sans Frontières. ■

GUILAUME PERRIER

Le dossier syrien fait les frais des divisions à l'ONU

LA DIPLOMATIE internationale va-t-elle réussir à mettre fin au bain de sang en Syrie, où la répression a fait plus de 3 000 morts depuis le mois de mars ? Le sujet figurera dans les discussions en marge du sommet du G20 à Cannes, jeudi 3 et vendredi 4 novembre. Les dirigeants occidentaux, qui ont appelé en août au « départ » du président syrien Bachar Al-Assad, se heurtent depuis des mois à un bloc formé à l'ONU par la Russie, la Chine et les trois « émergents » du groupe dit IBAS (Inde, Brésil et Afrique du Sud).

Ces pays entendent privilégier un processus de « dialogue » avec le pouvoir de Damas. Ils répètent qu'ils ne se feront pas « piéger » une deuxième fois par les Occidentaux, après l'épisode de la Libye, vécu comme une manipulation des textes onusiens.

Cet obstacle explique l'échec des Européens dans leur tentative de faire adopter, en octobre, une résolution du Conseil de sécurité condamnant les agissements du régime syrien. La fracture à l'ONU a offert au président syrien – protégé en particulier par la Russie – une large espace d'impunité.

Un élément majeur a, en particulier, fait défaut aux Occidentaux : il n'y a pas eu de durcissement net et unifié de la Ligue arabe contre le pouvoir syrien, alors que cette organisation avait joué

un rôle décisif sur le dossier de la Libye, en réclamant en mars une zone d'interdiction aérienne. Les conséquences d'une « ingérence » en Syrie continuent d'être jugées autrement plus lourdes et imprévisibles, dans le contexte régional du Moyen-Orient, que cela avait été analysé pour la Libye en Afrique du Nord.

La Syrie a indiqué, mardi 2 novembre, avoir conclu un accord avec la Ligue arabe pour lancer un dialogue politique entre le président Al-Assad et ses opposants. Les Etats-Unis ont réagi avec circonspection face à ces nouvelles « promesses de réforme » ; tandis que la Russie a réitéré, lundi, son rejet du moindre scénario d'intervention militaire en Syrie.

Le groupe IBAS avait, pour sa part, tenté, cet été, une médiation auprès du président syrien, sans grand résultat. La diplomatie brésilienne avait pris cette initiative, inquiète de voir son attitude sur la Libye et la Syrie nuire à ses chances d'accéder un jour au statut de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU.

Les Occidentaux misent sur le fait que les trois pays « émergents » sont devenus conscients que leur alignement sur la Chine et la Russie les fait apparaître passifs, et en contradiction avec les valeurs démocratiques qu'ils professent. ■

N.No.



4 novembre 2011

Turquie: une ligne de plus en plus dure à l'égard de la Syrie

AFP- La Turquie adopte une ligne de plus en plus dure à l'égard de son ancienne alliée la Syrie, jusqu'à soutenir ouvertement ses opposants et faire la promotion de ses déserteurs, avant l'annonce d'éventuelles nouvelles mesures contre le régime de Bachar al-Assad.

Lassée de réclamer des réformes à Damas, le gouvernement islamo-conservateur turc a ainsi accueilli plusieurs réunions d'opposants syriens, et le 18 octobre, M. Davutoglu a rencontré le Conseil national syrien, qui rassemble une bonne partie de l'opposition.

Parmi les mesures envisagées par Ankara figure la création d'une zone tampon militarisée en territoire syrien, pour sécuriser la frontière et absorber un afflux massif de réfugiés en cas de guerre civile en Syrie.

"Nous ne pouvons pas rester les témoins passifs" de ce qui se passe en Syrie, a déclaré mercredi le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan, évoquant "certaines sanctions" contre ce pays où la répression a fait plus de



3.000 morts depuis la mi-mars, selon l'ONU.M. Erdogan n'a pas précisé ce qu'il envisage contre le régime de celui qu'il qualifiait l'an dernier encore d'"ami", et avec lequel il organisait des conseils ministériels conjoints, abolissant les visas et ouvrait les portes du commerce.

Annoncées début octobre comme imminentes, ces sanctions n'ont pas encore été dévoilées et le ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoglu parle maintenant de "mesures".

"La Turquie n'est pas favorable aux sanctions en général. Elle redoute sans doute que les Occidentaux l'invitent à les rejoindre sur le terrain des sanctions contre l'Iran, qu'elle a rejetées", note l'analyste Sinan Ülgen, basé à Istanbul.

"Mesures" donc plutôt que sanctions. Certaines sont engagées.

La Turquie accueille aussi des déserteurs, parmi les 7.500 Syriens réfugiés sur le sol turc.

Le plus connu est le colonel Riad al-Asaad, qui affirme diriger une "Armée libre de Syrie", et demande une "aide militaire" face au régime de Damas.

A l'inverse de toutes les pratiques concernant les réfugiés, le colonel Asaad est autorisé à parler aux médias. Mieux, ces entretiens sont organisés et sélectionnés par le ministère turc des affaires étrangères.

Le colonel Asaad assure que l'"Armée libre de Syrie" mène des opérations, avec les armes qu'elle récupère.

Les entrées et sorties des Syriens sont libres à la frontière turque, mais "personne n'est autorisé à traverser avec des armes", a répondu un responsable du ministère des affaires étrangères, auquel l'AFP demandait si le colonel Asaad recevait des armes, côté turc.

Quel que soit le rôle exact de ce colonel, l'importance qu'on lui donne en Turquie atteste de la détermination de ce pays à lutter contre le pouvoir de Damas.

"La Turquie juge que la durée de vie du régime syrien est limitée, donc elle aide l'opposition, y compris armée. Elle a perdu espoir de se faire entendre auprès de Damas", explique Sinan Ülgen.

L'option a été envisagée dès l'été, a affirmé à l'AFP le journaliste Mehmet Ali Birand.

Interrogé début novembre par le Financial Times sur une zone tampon ou une zone d'interdiction aérienne, M. Davutoglu est resté vague.



"Nous espérons que de telles mesures ne seront pas nécessaires, mais bien sûr les questions humanitaires sont importantes", a-t-il déclaré.

Le gouvernement turc a de nombreuses raisons d'intervenir sur le dossier syrien.

Comme l'a rappelé M. Erdogan mercredi, la frontière commune s'étire sur plus de 800 km. Les risques de déstabilisation sont importants. Des deux côtés vivent d'importantes communautés kurdes.

"Côté turc, on pense que la Syrie tente d'utiliser la carte PKK", les rebelles du



Parti des travailleurs du Kurdistan, qui multiplie leurs attaques contre les forces turques, estime Sinan Ülgen.

"On assiste à une montée en parallèle du terrorisme du PKK et de la colère turque vis-à-vis de la Syrie", renchérit Akif Beki, ancien conseiller de presse de M. Erdogan, dans le journal Radikal.

Autre raison de taille pour M. Erdogan d'agir en Syrie: les Etats-Unis.

Washington, qui aide l'armée turque à lutter contre le PKK, a demandé en septembre à son allié turc de l'Otan d'exercer "davantage de pression" sur le régime syrien. □

US Withdrawal Brings The Kurds Closer to Iran



Shwan Zulal

Kurdish Blogger in Kurdistan Region-Iraq

The manner of the US withdrawal from Iraq has been appalling to say the least and greeted with dismay in Kurdistan Region and some parts of Iraq. In the latest survey by Gallup, three out of four American approved Obama's withdrawal from Iraq. Nevertheless, it is not clear what the strategic objective of the withdrawal is, except electioneering and cost cutting.

Apart from changing the balance of power the region by giving Iran a lifeline and freeing the Islamic republic from isolation, which should be the main concern of policy makers in Washington, the withdrawal will have a seismic effect on Iraqi politics.

The KRG (Kurdistan Regional Government) was taken by surprise when the announcement was made and the scale of the US drawdown became clear. Soon after the announcement, Iraqi provinces raised their voices demanding to become regions while calling for more decentralised Iraq. Waves of arrest took place throughout Iraq targeting the Baathists, which Maliki's government accused them of plotting a coup. In retaliation, the level of violence has increased markedly and possibly escalating further despite the fact that political leaders are calling for calm.

KR (Kurdistan Region) President Massud Barzani, was quick to visit Iran and seek assurances whilst gauging Tehran's mood. The sound-bites after the meeting were positive and it appears that relations between Erbil and Tehran are thawing, much to the annoyance of Washington.

While the security, economic and cultural ties were discussed during Barzani's visit, it is not clear if oil exports and the future of the disputed areas in Iraq was part of the dialogue. KR oil operators are coming onstream rapidly but due to infrastructure limitation and disagreement over payment mechanism with Baghdad, production has remained subdued. Nevertheless, Iran can provide a short-term solution.

The uneasiness of the Iranian regime was obvious at the US presence in Iraq, sanctions and the inevitability of Syrian regime falling. However, as soon as the US army leave, Iran would be let off the hook and Tehran's influence will extend from Afghanistan to Lebanon.

Turkey and Iran are competing for influence in the area while different branches of Islam subjugate their governments, not to mention different styles of governance. Ankara has already come up with a plan in the form of offering military training to Iraq, but the Maliki's government being closer to Iran, instantaneously rejected the offer.

Barzani is due to visit the US and Turkey in the next coming days while Kurdish PM, Barham Salih, has already made his way to Washington.

There were talk of US bases in KR before Obama's announcement, but decision has not been taken yet. After Salih and Barzani's visit to Washington and talking to Turkey, the Kurdish positions may be clearer. Although the KRG have openly called for the US to stay, it is not clear how eager they are now and how far would they go to persuade White House.

The question which needs to be answered is, at what cost, because clearly the Iranian would not welcome a US base in KR. Kurdish and Iraqi politicians have been saying that, they have no choice with Iran as a neighbour and have to work out a way to live with Tehran. Moreover, Iran has been shelling KR for the duration of last summer - Shelling PJAK bases inside KR and Kurdish border villages- while the White House kept quiet about the Iranian aggression.

The Kurds have always reiterated the fact that KR is the friendliest nation in the region towards the US and have worked closely with the US even before the Iraq war in 2003. However, the alliance has not been on equal terms and the Kurds were always a pragmatic ally.

KR has limited options; to improve relations with Iran by making concessions and leave the US out of the equation, or ally itself with the US ideologically while still maintaining economic ties with Iran. The latter option requires the US to sell arms to the Kurds along with unconditional support and large US present in KR. Nevertheless, the first option appear to be on the table at the moment for KR, as the latter will no doubt has its regional objections like Turkey.

Turkey has a dilemma in the case of Kurdish-US alliance, to accept stronger KR with powerful friends and diminished Iranian influence or a more influential Iran. From Turkish strategic interest point of view, diminished Iranian influence is a more desirable outcome but politics in Middle East is never conducted dispassionately, therefore it is hard to see what the region be like after the US withdrawal.

TheNational

November 4, 2011

Crackdown on Kurds tests limits of Turkish democracy

The National / UAE
Thomas Seibert

ISTANBUL // Opposition parties and intellectuals in Turkey say the arrest of hundreds of people accused of supporting Kurdish militants is part of a political crackdown that could undermine the hard-won democratic achievements of recent years.

Ragip Zarakolu, the owner of a publishing house, and Busra Ersanli, a professor of international relations, were among more than 40 suspects sent into pretrial detention by a court in Istanbul this week.

Prosecutors accuse them of supporting the Union of Kurdish Communities (KCK), an organisation they say is steered by the Kurdistan Workers' Party (PKK), a rebel group fighting Turkey since 1984 in a conflict that has killed thousands.

The arrests were part of an ongoing investigation against the KCK that started in 2009. About 500 people, among them many Kurdish politicians, have been jailed awaiting trial, according to the interior ministry.

Prosecutors say the KCK has been trying to set up PKK-run institutions of administration and justice in the Kurdish south-east, but critics say the government is trying to silence Kurdish voices.

Following the arrest of Mr Zarakolu and Ms Ersanli, a group of about 700 academics, writers and other intellectuals issued a statement saying the move was a "severe blow" to democratisation.

"The arrests are going beyond the classical law-enforcement type of preventive action," Cengiz Aktar, a political scientist in Istanbul and a signatory to the statement said this week.

"They are directly targeting free-



Turkish soldiers patrol a road in Hakkari province on October 22. Turkish troops killed some 250 Kurdish militants in the country's south-east last month in retaliation for the death of 24 soldiers.(Reuters)

dom of expression."

Turkey has liberalised many draconian laws regulating free speech in its bid to become a member of the European Union in recent years, but existing anti-terror laws give law-enforcement agencies and prosecutors vast powers to act against suspects even if there is scant evidence, critics say.

"The arrests of Ragip Zarakolu and Busra Ersanli represent a new low in the misuse of terrorism laws to crush freedom of expression and association in Turkey," Emma Sinclair-Webb, a Turkey researcher at Human Rights Watch, said.

Mr Zarakolu, the owner of the Belge publishing house, has been prosecuted before because of books dealing with the Kurdish and the Armenian issues. Ms Ersanli, a political scientist at Istanbul's Marmara University, is an adviser to the Peace and Democracy Party (BDP), Turkey's main Kurdish party. The BDP is part of a commission drafting a new constitution for the country.

No charges have been made public but news reports say the arrests centred on activities of the BDP Policy Academy, an institute for training officials. Courses included lectures on the PKK's history and the concept of local autonomy for the Kurdish area, but also lessons on women's rights, according to newspaper reports.

Critics say police and prosecutors are going overboard in their effort to prove suspects have actively supported the PKK.

The Radikal newspaper reported this week that prosecutors had asked Ms Ersanli about arcane details of some of her notes for a seminar at the BDP academy during their interrogation. According to the newspaper, the professor was asked why she

used the term "citizen of Turkey" in her notes, instead of "Turkish citizen". Erkan Kanar, the professor's lawyer, told the newspaper the prosecution approached his client's notes as if they were PKK documents.

"We are seeing the Turkish police casting the net ever wider in the crackdown on legal pro-Kurdish politics," Ms Sinclair-Webb, the rights activist, said. "Unless there is clear evidence of people plotting violence or providing logistical support to armed groups, prosecutors and courts should throw these cases out."

The BDP has said the KCK arrests amounted to "political genocide" against Kurdish officials. But in a time of heightened tensions following the death of 24 Turkish soldiers last month in the bloodiest PKK attack in decades, other opposition parties found it harder to criticise the arrests.

The Republican People's Party, the main opposition group in parliament, decided not to vote on a statement condemning the arrests because some deputies said they would not sign a declaration of support for KCK suspects because of their alleged links to the PKK.

Prof Aktar said the arrests were part of a government strategy to solve the Kurdish conflict by force. Following the recent PKK attack, the Turkish military staged a week-long operation in south-eastern Turkey and northern Iraq, during which about 250 PKK fighters were killed, according to the general staff in Ankara.

"It is largely based on law enforcement and repression," Prof Aktar said of the government's approach. "What is missing is the democratic, the political component." □

Barzani snubs calls for anti-PKK strikes

Barzani, leader of Kurdistan Regional Government in northern Iraq, says he opposes military action on the PKK and calls for leaders to find a political solution

CANSU ÇAMLİBEL
İSTANBUL – Hürriyet

The leader of the Kurdistan Regional Government (KRG) has expressed opposition to any Turkish military raids against the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) in his territory, suggesting such operations were likely to fail.

"My own experience [with guerilla warfare] tells me that no matter how much might and technology you have, conducting raids [against guerillas] is very difficult," northern Iraqi leader Masoud Barzani said during a visit to Turkey on Nov. 4.

"We understand the Turkish military is a strong, capable army, but who do you fight with? It is not a frontal war," he said. "Regardless of how many more operations are carried out, there won't be any result," he said. "It is not a frontal war that we are fighting against an army, military barracks, camps or air force bases."

Barzani, who met with a group of Turkish journalists at a round table in Istanbul on Nov. 4, said tensions have risen since Turkey began operations against the PKK after the militant group killed 24 soldiers on Oct. 19 in the eastern province of Hakkari's Çukurca district. The PKK is listed as a terrorist organization by Turkey and much of the international community.

Barzani said his duty to all concerned parties was to stop the war between the violence in Southeast Anatolia. "The continuation of war is not a solution," he added.

"I told [the PKK] very openly and frankly that I am against war because war does not serve the Kurdish people's or Turkey's interest. My message is very clear that we have to pursue peaceful means and not think about other alternatives," he said. "Killing [Turkish] soldiers is a mistake, is a crime. It is not in the interest of Kurdish people and that should stop. War has to come to an end, dialogue has to start. That is the best alternative. No matter how long it takes, dialogue is still better."

Difficult to dislodge PKK

Barzani also said it was difficult to remove the PKK from his territory. "A partisan war or a guerilla war is a very difficult one. In fact, in order to find



Hürriyet Daily News and Posta columnist Mehmet Ali Birand, Hürriyet correspondent Cansu Çamlıbel was among media members talking to leader of KRG Barzani (L) in Istanbul.

solutions, you should not deal with the outcome, you should deal with the reasons."

He said Turkey had not yet asked him to take on a negotiator role with the PKK. "Whether Turkey makes that request or not, I see that as my responsibility to tell the PKK to stop the war. And I believe the moment that the PKK stops fighting, then there will be no reason for Turkey to continue with military operations. The first thing is to stop the war and then the dialogue will start about the next steps. The first thing is to stop the operations."

Asked about speculation that Turkey was pressing to deploy its own troops at checkpoints in Iraqi Kurdish territory, Barzani said: "If that problem can be solved by specifically having a few checkpoints in the area, why would it not be on the Turkish side of the border? We have to be realistic. Neither through military means, nor through establishing checkpoints in the area will this problem be solved. We believe that with democratic measures and peaceful solutions, we can put an end to war."

The Iraqi Kurdish leader also said the recent arrests in the Kurdistan Communities Union (KCK) case, which is probing the PKK's alleged urban wing, were not in the interests of Turkey or the democratic process. "If somebody has committed a security breach, it is something, but if people have been detained for political reasons, this is not going to serve the interests of a democratic process."

Syria to have effect on Kurdish region

The outcome of the Syrian uprising will be felt across Kurdish-populated areas in the Middle East regardless of

what ultimately transpires, Iraqi Kurdish leader Masoud Barzani has said on a visit to Turkey.

"Whatever happens in Syria will have a direct effect on Kurdistan. In the beginning there were efforts to drag the Kurds to take a tough stance so that [Syrian authorities] would have an excuse to say that the Kurds are separatists," he said, but added that Syrian Kurds did not fall into the trap.

"As far as we are concerned it is very important that there is a democratic system in Syria and rights of Kurdish people are recognized. Unfortunately neither the current government has done this, and we do not know if they will do it in the future," he said.

Turkey offers role to Barzani

Turkey is pressuring Iraqi Kurds to take action against the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), suggesting to the visiting head of northern Iraq that Arbil could take an active role in the process to end the militant group's activity. "We expect a clear stance and active support and cooperation from the regional administration against this terror," Foreign Minister Ahmet Davutoğlu said Nov. 4 during a joint press conference with Masoud Barzani, the president of the Kurdistan Regional Government (KRG). Barzani's visit to Turkey ahead of the Kurban Bayram holiday conveyed a positive message of Turkish-Kurdish kinship, Davutoğlu said. "No action will cause destruction to the brotherhood of Turks and Kurds." Barzani said. Turkey urged the Iraqi Kurdish leader to take an active role in the process of convincing the PKK to lay down its arms, the Hürriyet Daily News has learned.

□□□



President Barzani meets Supreme Leader Khamenei and President Ahmadinejad in Tehran

KRG.org - 01 November 2011

Erbil, Kurdistan – Iraq – Kurdistan Region President Masoud Barzani visited Tehran last week to hold talks with Iran's leaders on strengthening bilateral relations and cooperation between the Kurdistan Region and the Islamic Republic of Iran.

The President met Iran's Supreme Leader Ali Khamenei to discuss recent developments in the wider region. Both sides reaffirmed the importance of promoting positive mutual relations during the meeting.

He also met President Mahmoud Ahmadinejad and Foreign Minister Ali Akbar Salehi during his official three-day visit.

On his arrival on Saturday President Barzani attended a press conference with the Foreign Minister Salehi, where he thanked the people and government of Iran for their support of the Kurdish resistance during the past struggle against the regime of Saddam Hussein.

On the status of bilateral relations between Iran and the Kurdistan Region, Minister Salehi said, "Our relations are very good. Annually, we have 4 billion dollars worth of trade between us. We will conti-



nue to strengthen our bilateral relations."

Responding to a question on the withdrawal of US forces from Iraq and its effect on the security situation on the ground in Iraq, President Barzani said, "I don't believe that there will be security breaches in Iraq after the US forces leave. Discussions are ongoing on maintaining some US trainers but so far without any agreement."

President Barzani will visit Turkey soon for talks with Turkey's leadership.□



Kurdistan Regional Government KRG.org 09 November 2011

President Barzani and Prime Minister Erdogan in Istanbul discuss bilateral ties

KRG.org - 09 November 2011

Erbil, Kurdistan - Iraq - President Masoud Barzani on Sunday concluded a three-day trip to Istanbul where he held talks with Turkey's leadership.

President Barzani met Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan, President Abdullah Gul and other officials to discuss strengthening bilateral relations and cooperation between the Kurdistan Region and the Republic of Turkey.

President Barzani said that his meeting with Prime Minister Erdogan was friendly and significant, and he said that the Kurdistan Region supports Mr Erdogan's more open approach to dealing with Kurds.

"The fate of the Kurds and Turks are tied together and we have to live peacefully together", the President said.

At a press conference with Turkey's Foreign Minister Ahmet Davutoglu, after their meeting on Thursday, President Barzani said, "Developing strong relations with Turkey is a priority for us. Nothing should undermine the fraternity and friendship of the Kurds and Turks, and the special relationship between Turkey and the Kurdistan Region. The most important thing is for us to ensure that nothing can drive a wedge between us."

President Barzani went on to say that the Kurdistan Region is prepared to fully cooperate and support any peaceful means to end the conflict in the southeast and bring peace and stability. However, he reiterated that the Kurdistan Region would not be party to any plans that involve violence and conflict.

Turkish Foreign Minister Davutoglu underlined the importance of cooperation and strong ties between Turkey and the Kurdistan Region of Iraq.



"Irrespective of which country they live in, Turks and Kurds are eternal brothers. This eternal brotherhood must be further strengthened and carried into the future," he said, adding that Turkish-Kurdish cooperation is important as the Middle East goes through a historic transformation.

On Friday President Barzani met leaders of the main Kurdish party in Turkey and reaffirmed his support for peaceful solutions to the Kurdish question in Turkey and his willingness to serve as a mediator between the two sides.

"Violence and conflict will not lead us anywhere and I am against the notion of using force or violence to ask for Kurdish rights in Turkey. I urge all sides to resort to dialogue and outreach in the Turkish Parliament to address this issue," the President said.

President Barzani was accompanied on his visit by Kurdish officials including the KRG Minister of Natural Resources Ashti Hawrami, the President's Chief of Staff Dr Fuad Hussein, and the KRG Head of Foreign Relations, Minister Falah Mustafa Bakir.□

AFP

Irak: Plus d'un million de personnes ont visité le Kurdistan (officiel)

Erbil (Irak), 5 novembre 2011 (AFP)

PLUS D'UN MILLION de personnes ont visité ces neuf derniers mois la région autonome du Kurdistan irakien, un havre de paix comparé au reste du pays, a affirmé samedi un responsable local.

"Le nombre de touristes ayant visité le Kurdistan ces neuf derniers mois a atteint 1,15 million contre 900.000 pour la même période de 2010", a déclaré à l'AFP Mawlawi Jabbar, chef du comité général pour le tourisme au Kurdistan, un département du ministère régional du Tourisme.

"Les visiteurs viennent du reste de l'Irak mais il y a aussi des touristes étrangers qui ont commencé à arriver dans la région", a-t-il dit.

Alors que l'Aïd al-Adha (fête musulmane du sacrifice) débute dimanche en Irak, le responsable a estimé que le nombre de touristes ayant visité la région devrait atteindre 1,5 million de personnes à la fin de l'année.



Si le reste du pays est encore confronté à la violence, les trois provinces du Kurdistan jouissent d'une relative stabilité, même si l'Iran et la Turquie ont récemment bombardé cette région frontalière où les rebelles kurdes luttent contre les autorités de Téhéran et Ankara ont établi des bases.

AFP

Turquie: Erdogan prône la fermeté contre le mouvement politique kurde

ANKARA, 7 novembre 2011 (AFP)

LE PREMIER MINISTRE turc Recep Tayyip Erdogan a annoncé mardi la poursuite de la répression visant le mouvement politique pro-kurde qui a déjà entraîné l'incarcération de nombre de militants, affirmant que celui-ci voulait se substituer à l'appareil d'Etat en Turquie.

"Les dernières opérations (d'arrestations) visant le KCK. Personne ne doit s'attendre à ce qu'elles se terminent", a-t-il dit à la presse dans sa ville natale de Rize (nord-est), cité par l'agence de presse Anatolie.

Le KCK est une organisation clandestine qui est soupçonnée d'être la branche urbaine du mouvement armé kurde du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), lui-même qualifié d'organisation terroriste par Ankara.

Les autorités accusent cette organisation qui chapeaute l'ensemble du mouvement kurde de vouloir remplacer les institutions de l'Etat turc par sa propre organisation politique dans l'est et le sud-est anatolien, peuplés majoritairement de Kurdes, dans le but non avoué d'avancer vers un soulèvement populaire armé.

"Il n'y a qu'un seul Etat en Turquie: l'Etat turc, il ne peut y avoir de

deuxième", a souligné M. Erdogan qui a aussi brandi la menace de poursuites judiciaires pour la presse et les milieux démocratiques turcs qui dénoncent les rafles successives à l'encontre des milieux pro-kurdes, évoquant une campagne d'intimidation.

"Que ce soit dans la presse ou autre part, il faut faire attention à ce que l'on dit sur le KCK, cela revient à soutenir le terrorisme", a averti le chef du gouvernement.

Deux intellectuels turcs connus ont récemment été incarcérés par la justice turque qui s'acharne depuis 2009 à démanteler le KCK. Ils sont soupçonnés d'avoir participé à une académie politique et incité au soulèvement, selon les procureurs.

L'incarcération de Ragip Zarakolu, écrivain et éditeur plusieurs fois condamné, et de Büsra Ersanli, constitutionnaliste qui participait aux travaux parlementaires de consultation sur la future réforme de la Constitution turque, ont provoqué l'indignation.

Depuis 2009, 700 personnes environ, selon le gouvernement, et 3.000 selon les milieux kurdes, ont été incarcérées pour appartenance au KCK.

AFP

Irak: médiation des dirigeants kurdes irakiens entre le PKK et la Turquie

SOULEIMANIYEH (Irak), 14 novembre 2011 (AFP)

LES DEUX PRINCIPAUX dirigeants kurdes irakiens mènent actuellement une médiation entre le gouvernement turc et les séparatistes du PKK pour mettre fin aux accrochages aux confins de l'Irak, la Turquie et l'Iran, a affirmé lundi un responsable.

"Le président (irakien) Jalal Talabani et le président de la région autonome du Kurdistan irakien Massoud Barzani mènent une médiation entre le gouvernement turc et le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) pour faire cesser les combats sur la frontière entre l'Irak, la Turquie et l'Iran", a déclaré Azad Jundiany, porte-parole de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK de Talabani).

"Durant la dernière visite de Massoud Barzani à Ankara, le gouvernement turc a exprimé son désir de mettre fin aux accrochages", a-t-il ajouté.

Lors de sa visite début novembre en Turquie, M. Barzani s'était déclaré

opposé à des opérations militaires turques dans le nord de l'Irak contre les rebelles kurdes, affirmant que seul un règlement pacifique pouvait mettre un terme au conflit kurde en Turquie.

Classé parmi les organisations terroristes par la Turquie, les Etats-Unis et l'Union européenne, le PKK a pris les armes en 1984 pour créer un Etat kurde dans le sud-est de la Turquie. Les affrontements entre les forces turques et le PKK se sont intensifiés ces derniers mois, et aucune solution politique n'est en vue.

Par ailleurs, a ajouté M. Jundiany, "les efforts de M. Barzani, lors de sa récente visite à Téhéran, ont permis de faire cesser les combats entre l'Iran et le PJAK".

Le 29 octobre, le ministre iranien des Affaires étrangères, Ali Akbar Salehi, et Massoud Barzani avait indiqué que la question du PJAK (Parti pour une vie libre au Kurdistan), principal mouvement kurde de lutte armée contre le régime de Téhéran, était "régulée".

DOSSIERS SENSIBLES POUR LE PREMIER MINISTRE ERDOGAN

Le gouvernement turc face au défi kurde

Après le tremblement de terre qui a frappé Van et sa région en Turquie, le Parti de la paix et de la démocratie (BDP), prokurde, a soutenu l'effort de solidarité nationale. Malgré l'envoi de l'armée en Irak pour riposter aux attentats du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), il cherche, comme Ankara, à préserver les chances d'un dialogue pour être partie prenante d'un changement constitutionnel.

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE
WENDY KRISTIANASEN *

EN SEPTEMBRE et octobre, M. Recep Tayyip Erdogan a surfé sur une vague de rencontres internationales. Le premier ministre turc s'est rendu en Egypte, en Tunisie, en Libye et a été reçu à Washington. Il a continué de fustiger Israël, « l'enfant gâté de l'Occident » ; appuyé les révolutions arabes ; demandé à la Ligue arabe de voter pour la reconnaissance de l'Etat palestinien par les Nations unies (« pas une option, mais une obligation ») ; et embarrassé les islamistes d'Egypte en défendant la laïcité. Le tout avec un activisme d'autant plus énergique que sa politique régionale jouit d'un ferme appui dans l'opinion publique turque.

Toutefois, prudence et pragmatisme restent de rigueur : M. Erdogan a aussi donné aux Etats-Unis des assurances face à l'Iran, en acceptant l'installation sur son territoire d'un bouclier antimissile de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) ; il a rompu avec le président Bachar Al-Assad, qui a refusé de suivre ses conseils sur la réforme de la Syrie. En outre, si Ankara a suspendu ses accords militaires avec Tel-Aviv, le premier ministre n'a pas gelé les relations économiques entre les deux pays. Il a même contribué aux négociations pour la libération par le Hamas du soldat Gilad Shalit, accueillant en Turquie onze prisonniers palestiniens libérés mais interdits de séjour dans les territoires occupés par Israël.

* Rédactrice en chef de l'édition anglaise de *Monde diplomatique*, auteure de *Voyages au cœur de la planète islam*, Editions du Cygne, Paris, 2011.

Pourtant, M. Erdogan fait face à des défis internes importants. Au cours des derniers mois, on a assisté à une escalade des attaques menées par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), avec des enlèvements et des attentats. Les autorités ont riposté par une campagne massive d'arrestations. Même si on est, pour l'instant, loin d'un retour à la période sanglante des années 1990, quelque cent quatre-vingts personnes ont été tuées depuis juin 2011.

Réticence populaire

CES violences en série font suite à une première ouverture en 2005, quand le Parti de la justice et du développement (AKP) – fondé par M. Erdogan – avait décidé d'améliorer la situation des Kurdes (qui représentent 15 à 20 % de la population) et de les faire profiter de la nouvelle prospérité du pays.

Au programme de développement de la région du Sud-Est s'ajouta une levée de l'interdiction de la langue kurde, avec des émissions de télévision en continu et le droit de l'utiliser dans les campagnes électorales. La culture fut également encouragée : plusieurs universités proposent des cycles d'enseignement de langue et de littérature kurdes. L'usage de la torture en prison a été interdit, et le gouvernement a ouvert des négociations secrètes avec le PKK pour tenter de mettre fin au conflit en proclamant une amnistie et en allégeant les conditions

d'emprisonnement de M. Abdullah Öcalan, son dirigeant historique ; il était même question de simplement l'assigner à résidence. Une première étape fut franchie en octobre 2009 avec le retour d'Irak de huit combattants du PKK et de vingt-six sympathisants.

Ce qui aurait pu constituer un tournant vers la paix s'est transformé en catastrophe de communication : alors que des dizaines de milliers de Kurdes accueillaient les exilés, l'opinion publique turque, qui n'y avait pas été préparée, regardait avec consternation ces scènes à la télévision.

Craignant les effets de telles réactions, M. Erdogan laissa l'initiative s'enliser, bien que des contacts secrets entre le PKK et le gouvernement aient continué à Oslo en 2009 et 2010. Après avoir été révélés par une radio, ces contacts ont été indirectement confirmés par le président du Parlement, M. Cemil Cicek : la Turquie, a-t-il indiqué à la mi-septembre, agit comme le Royaume-Uni et l'Espagne l'avaient fait avec l'Armée républicaine irlandaise (Irish Republican Army, IRA) et Euskadi ta Askatasuna (ETA) (1). Peu après, M. Serafettin Elci, un député important du Parti de la paix et de la démocratie (BDP), prokurde, affirmait qu'un protocole d'accord acceptant toutes les conditions du BDP avait été paraphé par les deux parties et attendait la signature de M. Erdogan (2). Mais, quelques jours plus tard, une série d'attaques meurtrières du PKK cassait la dynamique.

Quelles en étaient les causes ? Le pouvoir négociait-il de bonne foi ? Une fraction dure du PKK essayait-elle de saboter la négociation ? Ou le régime syrien utilisait-il la carte des Kurdes pour combattre un gouvernement qui lui était désormais hostile ? Quoi qu'il en soit, M. Erdogan a officiellement mis fin aux contacts et, le 19 octobre dernier, lors de l'action la plus importante et la mieux coordonnée depuis les années 1980, vingt-quatre membres de la police et de l'armée ont été tués dans la province de Hakkari, dans le Sud-Est. Alors que des forces turques franchissaient la frontière irakienne à la poursuite du commando, M. Erdogan appelait au calme. « Les droits humains et la démocratie sont le véritable antidote au terrorisme, a-t-il déclaré. Nous ne devons pas perdre patience. »

La population turque ne semble pas prête à accepter l'autonomie kurde. Et l'alliance militaro-mafieuse que les Turcs accusent de tirer les ficelles dans l'ombre – ce qu'ils nomment l'« Etat profond » (3) – n'est pas morte : des intérêts économiques (armes, drogues, etc.) et politiques des deux côtés profitent de ce conflit. Certains au PKK ne veulent pas de la normalisation à laquelle aspirent beaucoup de Kurdes, car elle signifierait une diminution de leur mainmise sur la population et la fin de leur capacité à menacer l'Etat.

Umit Firat, un intellectuel kurde modéré et indépendant, explique l'évolution des Kurdes : « *Nous pensions que l'autodétermination était la seule solution. Mais, avec le premier ministre Turgut Özal [1983-1993] et la démocratisation, nous avons commencé à nous interroger : pourquoi ne serions-nous pas partie prenante de cette démocratisation ? Surtout que se dessinait la perspective d'une adhésion à l'Union européenne. L'utopie d'un Kurdistan unifié a perdu de son attrait. Elle devenait aussi d'autant moins réaliste que nos voisins du Kurdistan irakien étaient rassurés par l'évolution démocratique en Turquie.* »

Désormais, ajoute-t-il, les Kurdes regardent vers l'ouest, « à la fois pour engranger les bénéfices du développement économique et à cause de la conjoncture régionale. Ils voient leur avenir dans une Turquie démocratique qui reconnaît leurs droits ». Ce qui signifie la fin des discriminations ethniques, une reconnaissance pleine de l'identité kurde – avec le droit d'enseigner la langue dans les écoles – et une décentralisation impliquant un certain degré d'autonomie. Pour cela, il faut une réforme constitutionnelle.

« *Nous avons besoin d'une Constitution inclusive, qui parle de citoyens et de démocratie et qui évite toute référence ethnique à l'identité turque*, affirme M^{me} Gulden Kisanak, coprésidente du BDP et ancienne députée de Diyarbakır. *On a nié notre identité depuis la première Constitution de 1924, et cela explique ce long conflit.* »

Pour elle comme pour de nombreux Kurdes, la réforme constitutionnelle doit être déconnectée du désarmement des combattants du PKK. Une telle réforme requiert un débat libre sur des problèmes sensibles, comme celui de l'autonomie : « *Chacun doit pouvoir exprimer son point de vue. Il n'est pas facile de discuter librement en Turquie, et ce n'est pas normal.* » La Constitution actuelle, adoptée après le coup d'Etat de 1980 et déjà amendée à plusieurs reprises, nécessite une réécriture, ou du moins des amendements majeurs. L'éclatante victoire de l'AKP aux élections législatives du 12 juin 2011 l'a mis en bonne position pour s'attaquer à ce chantier. Le parti a entamé sa troisième législature en

remportant 49,8 % des suffrages et 326 des 550 sièges, avec le taux de participation le plus élevé depuis 1987 (86,7 %). C'est la première fois depuis l'introduction du multipartisme, en 1946, qu'un parti remporte trois victoires successives et une proportion croissante de suffrages.

Toutefois, aussi large qu'ait été son succès, M. Erdogan n'a pas obtenu la majorité des deux tiers qui lui aurait permis de modifier la Constitution sans consulter les autres partis et d'imposer le système présidentiel qu'il souhaitait. Il a promis que son parti se montrerait « modeste » et qu'il rechercherait le consensus. S'il paraît peu probable qu'un accord puisse être trouvé avec le Parti d'action nationaliste (MHP) d'extrême droite – 13 % des voix et 53 sièges –, l'AKP devra essayer de travailler avec le Parti républicain du peuple (CHP), qui se réclame du kémalisme et a obtenu 26 % des votes et 135 sièges (4). Il pourrait aussi s'entendre avec les Kurdes et le BDP (36 sièges). Pourtant, entre juin et début octobre, celui-ci a boycotté les sessions du Parlement pour protester contre le maintien en détention de six de ses élus, emprisonnés en vertu des lois antiterroristes. Sa décision d'y revenir représente une étape cruciale dans le processus de réforme et de sortie d'un conflit qui a fait trente mille morts depuis 1983.

Fin du bras de fer avec l'armée

ATTENDUE, la transition d'un régime militaire vers un régime civil opérée par la Turquie s'est achevée l'été dernier. Le 29 juillet, le chef d'état-major des armées et les chefs de l'armée de terre, de l'air et de la marine ont soudain démissionné. Il y a quelques années encore, un tel geste aurait ouvert une crise majeure ; cette fois, il a été accueilli avec calme, presque avec indifférence. M. Erdogan a simplement nommé un chef d'état-major plus consensuel, et la Bourse n'a pas bronché.

De telles démissions représentent l'étape ultime de la démilitarisation du régime et de dix ans de bras de fer entre l'AKP et l'armée. Les tentatives de cette dernière pour interdire un parti accusé de vouloir instaurer un régime religieux n'ont abouti qu'à en renforcer la popularité. Le pouvoir des militaires a également été sapé par les procès dits « Ergenekon » et « Sledgehammer » (5), qui ont révélé des projets de coup d'Etat et des complots contre l'AKP. De plus, sous l'impulsion de l'Union européenne, qui en avait fait une condition de l'adhésion de la Turquie, l'armée, qui contrôlait le pouvoir dans les années 1990, a dû rentrer dans les casernes.

Pourquoi les dirigeants militaires ont-ils démissionné ? Le général Isık Kosaner, chef d'état-major, dont le mandat n'expirait qu'en août 2013, a expliqué qu'il lui était « impossible de continuer à servir » en raison de l'« injuste » détention de ses collègues. Ses paroles exprimaient le sentiment répandu selon lequel la légitimité de l'enquête sur Ergenekon était sapée par la fragilité des preuves, par les arrestations arbitraires (y compris de nombreux journalistes) et par la lenteur de la procédure. Presque le tiers des généraux et nombre d'officiers à la retraite étant mis en examen, le général Kosaner souhaitait que deux cent cinquante autres officiers échappent d'une simple suspension dans l'attente de leur jugement ; mais le gouvernement a décidé de les mettre à la retraite.

A l'avenir, les forces armées devraient être restructurées et réduites à un corps professionnel au service d'une Turquie moderne et insérée dans le monde, dirigée par des civils. Le statut du chef d'état-major, supérieur à celui des ministres – y compris celui de la défense (6) –, qui l'amène à ne répondre qu'au premier ministre, pourrait être modifié : lors de la réunion du Conseil militaire suprême qui a suivi les démissions, M. Erdogan s'est assis en tête de table et non à côté du chef d'état-major comme c'était la tradition. Les tribunaux militaires pourraient être abolis et le budget de la défense soumis au Parlement. Le point crucial reste l'article 35 de la loi de sécurité intérieure, qui a servi de prétexte à tous les coups d'Etat : il stipule que les militaires ont le « devoir » de protéger la République en cas de « danger ». Les partis politiques s'accordent à souhaiter que soit voté un amendement interdisant aux militaires de définir eux-mêmes le danger et leur faisant obligation d'assister le gouvernement s'il le leur demande.

Après une décennie au pouvoir, M. Erdogan et l'AKP ont atteint le sommet de leur puissance. Ils ont mené la Turquie sur la voie de la démocratisation et du pouvoir civil ; ils ont construit un pays prospère qui a l'ambition de devenir une puissance dominante au Proche-Orient. Bien que difficiles, la réforme constitutionnelle et la reconnaissance des droits des Kurdes, désormais liées, représentent pour eux le défi des prochaines années.

(1) *Hürriyet Daily News*, Istanbul, 15 septembre 2011.

(2) *Hürriyet Daily News*, 27 septembre 2011.

(3) Lire « Ni Orient ni Occident, les choix audacieux d'Ankara », *Le Monde diplomatique*, février 2010.

(4) Ce parti a un nouveau dirigeant, M. Kemal Kılıçdaroğlu, qui a remplacé M. Deniz Baykal, discrédité. Mais, malgré ses promesses de réforme, il a été paralysé par des divisions internes et une incapacité certaine à prendre ses distances avec l'armée.

(5) Des mouvements accusés de complot contre l'Etat à partir de 2003.

(6) Aux réunions de l'OTAN, le ministre de la défense s'abstenait d'être présent en même temps que le chef d'état-major pour éviter un conflit de préséance.

AFP

Le dirigeant kurde irakien Barzani s'oppose à des opérations turques en Irak

ISTANBUL, 5 novembre 2011 (AFP)

LE DIRIGEANT KURDE irakien Massoud Barzani, en visite en Turquie, s'est déclaré opposé à des opérations militaires turques dans le nord de l'Irak contre les rebelles kurdes, affirmant que seul un règlement pacifique pouvait mettre un terme au conflit kurde en Turquie.

"Honnêtement, je désapprouve toutes ces opérations (turques) (...) Je ne pense pas que l'on puisse obtenir de résultat avec l'option militaire", a-t-il dit, cité par le journal turc Hürriyet.

Le président de la région autonome du Kurdistan irakien, arrivé jeudi en Turquie pour évoquer la lutte avec les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui a des bases arrière dans la montagne irakienne, a affirmé qu'il était "très difficile" pour l'armée turque de remporter une victoire décisive sur un mouvement disposant d'une force irrégulière.

Le 19 octobre, une série d'attaques du PKK dans le sud-est turc, près de la frontière avec l'Irak, a entraîné la mort de 24 soldats turcs, ce qui a poussé le gouvernement turc à ordonner une offensive transfrontalière contre les cibles du PKK en Irak.

M. Barzani a qualifié de "crime" le meurtre de soldats turcs et exhorté une nouvelle fois le PKK à cesser ses activités militaires. "Quand le PKK aura fait cela, la Turquie n'aura plus de prétexte de poursuivre sa campagne militaire", en Irak, a-t-il estimé.

Le leader kurde qui a rencontré le chef de la diplomatie Ahmet Davutoglu et le chef de l'Etat Abdullah Gül, s'est entretenu samedi à Istanbul, avant de quitter la Turquie, avec le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan qui avait demandé un soutien plus actif de son administration et des peshmergas (combattants kurdes) contre le PKK.

Au terme de l'entrevue, M. Barzani a déclaré soutenir une politique d'ouverture lancée en 2009 par le gouvernement islamo-conservateur turc



en faveur de la communauté kurde de Turquie, un processus qui s'est cependant enlisé en raison de l'engrenage dans le conflit kurde, d'une part avec la multiplication des attaques du PKK et la répression par Ankara du mouvement politique kurde.

"Cette politique aura des répercussions favorables en Turquie et dans la région" où plusieurs pays (Irak, Syrie et Iran) abritent des minorités kurdes, a-t-il dit, cité par l'agence de presse Anatolie.

Il a dénoncé les activités armées du PKK mais prôné une solution pacifique au problème kurde. "Le combat doit se faire au Parlement", a-t-il insisté.

M. Erdogan, a pour sa part, selon son entourage, cité par les médias, fait part du grand malaise de la Turquie au sujet d'attaques commises en Turquie par des rebelles provenant de leurs repaires irakiens.

Classé par bon nombre de pays parmi les organisations terroristes, le PKK a pris les armes en 1984. Les affrontements entre les forces turques et le PKK se sont intensifiés ces derniers mois, et aucune solution politique n'est en vue.

RTL info .be

06 NOVEMBRE 2011

Affrontements entre Turcs et Kurdes à Anvers: cinq blessés

Des affrontements ont opposé des Turcs et des Kurdes samedi soir à Anvers, faisant cinq blessés légers. La police avait d'abord parlé d'un blessé grave, avant de retirer cette affirmation.

Cinq personnes ont été légèrement blessées. Outre les blessures physiques, on déplore également de nombreux dégâts matériels. Plusieurs voitures ont été endommagées et un abribus a été détruit.

Des heurts ont éclaté dimanche vers 22h à Anvers. Quelques centaines de Turcs et de Kurdes se sont affrontés avec les poings.

Les blessés légers avaient déjà quitté l'hôpital quand la police est arrivée pour procéder à leur identification. Un meneur



a été brièvement interpellé, avant d'être relâché. L'origine de ces affrontements est confuse, selon la police. Les troubles ont duré jusqu'à 01h30. □

citizenside

06 NOVEMBRE 2011

Heurts entre turcs et kurdes durant la manifestation à Paris contre la violence faite aux femmes

UNE DÉLÉGATION de femmes kurdes qui étaient présentes place de la Bastille, à Paris, le 5 novembre 2011 dans les cortèges du défilé pour dénoncer les violences faites aux femmes, a été l'objet d'une tentative d'attaque par des ressortissants turques, qui s'étaient rassemblés en marge de la

manifestation.

De jeunes kurdes sont intervenus rapidement avant que les agresseurs n'atteignent leur but, renforcés par d'autres manifestants et par un cordon de forces de l'ordre, qui est resté très présent durant une bonne partie du défilé.



Syrian forces kill 12, a day after deal to halt violence

BEIRUT

Plan for talks brokered by Arab League faces trouble from the outset

BY ANTHONY SHADID

Syrian forces killed at least 12 people in the restive city of Homs on Thursday, a day after the Arab League brokered a plan to halt violence and convene talks between the government and the opposition in two weeks.

Though neither the government nor the disparate Syrian opposition seemed willing to condemn the deal in its infancy, the bloodshed and recriminations seemed to augur a difficult path ahead for a government that has relied almost exclusively on violence to crush the uprising and an opposition that has yet to forcefully exert itself.

"We were hoping the violence might stop after the authorities agreed to the initiative, but the scene is still unbearable," said Mohammed Saleh, a resident of Homs. "The bloodshed hasn't stopped, and the army and security forces haven't left the streets."

A city in central Syria near the Lebanese border, Homs has become one of the most violent locales in the country, with a spate of seemingly sectarian killings this week and, on Thursday, a continuing crackdown by Syrian troops on some of the neighborhoods that have proven the most defiant in the eight-month uprising.

Opposition activists said that Syrian forces had killed at least 12 in several neighborhoods there and that gunfire had been heard through the morning. Other residents reported a buildup of armed forces in a city that is home to a contingent of army defectors who have taken up arms.

Other protests were reported in Dara'a, the southern town where the uprising began, as well as the restive suburbs of Damascus and the northwestern province of Idlib, where armed clashes have occurred between the Syrian Army and defectors. Activists said security forces, at times shooting in the air, forcefully broke up some of the protests.

The precise circumstances of the deaths in Homs were unclear, but residents there said little had changed in the 24 hours since Syria agreed to the Arab League's plan for the government to re-

move all tanks and armored vehicles from the streets of restive cities and towns, to halt violence aimed at protesters and to release political prisoners, estimated at about 70,000 by the Arab League. Once those steps were taken, the league said it would then initiate dialogue with the opposition at its headquarters in Cairo, setting that for two weeks hence.

The plan set no timetable beyond that for Syria to withdraw its forces.

Any optimism over the plan was subdued. The United States and Britain say they still believe President Bashar al-Assad should heed the demands of protesters and step down, and the European Union called on Syria to "provide the space and security for opposition groups." Sheik Hamad bin Jassim al-Thani, the Qatari foreign minister who announced the agreement in Cairo on Wednesday, said the league would await steps being implemented on the ground.

Opposition figures were grim, suggesting that the government had accepted the plan as a ploy to buy time as it seeks to end the uprising by force.

"Nothing has changed," said Iyad Shurbaji, a Syrian journalist in Damascus and critic of the government. "Excessive violence has increased, tanks are still in the streets, and not even one barricade has been removed." He added: "The regime has no intention of carrying out the initiative. It is trying to buy time, betting on time to crush uprising in attempt to create new facts on the ground, then negotiate from a strong position."

Mediation has so far failed to blunt either the uprising or the crackdown, one of the most ferocious against any of the revolts that have swept the Arab world this year.

The failure of neighboring Turkey was the most spectacular. After six hours of talks in August, including a one-on-one meeting between Turkey's foreign minister and Mr. Assad, Turkish officials thought they had a deal, only to accuse Mr. Assad later of lying to them. Since then, Turkey has aggressively courted the exiled Syrian opposition.

Across the region, the Arab League effort, led by the Gulf state of Qatar, was seen as perhaps the last opportunity to stave off more international pressure on Syria, especially at a time that more protesters have urged armed opposition against Mr. Assad's government and fears have grown over an exacerbation of latent sectarian tensions.

Both sides suggested they were calling the other's bluff.

"The truth will emerge, and it will become clear who really believes in dialogue and who fills the satellite TV screens with their screams calling for further killings, knowing nothing of dialogue," Mustafa al-Miqdad wrote Thursday in al-Thawra newspaper, a mouthpiece of the Syrian government.

That sentiment was echoed across the divide.

"This regime won't start real dia-



REUTERS

Protesters praying near the bodies of those killed in Hula, near Homs, before the anti-violence deal was announced.

logue," said Warid Haddad, a Syrian opposition figure. "It's still in a position of strength, dealing with people as if they are property."

The Free Syrian Army, an group that claims to have organized defectors and carried out attacks on the military, said in a statement it would halt its operations if the government did. Though its real capabilities remain unclear, it warned that if the government persisted in the crackdown, "we will be obliged to protect the protesters."

For months now, both sides have sought to prove their strength in the streets.

In successive weeks, the government has organized mass rallies, in which tens of thousands have turned out in towns like Latakia, Hasaka, Raqa and Deir al-Zour, as well as the capital, Damascus, and Aleppo, Syria's second-largest city. Though encouraged by the state, the protests have underlined the support that Mr. Assad's leadership still enjoys, particularly among minorities and the middle class and elite in Damascus and Aleppo.

Thousands and perhaps more turned out Thursday in Tartus, on the Mediterranean coast, to show, in the words of the official Syrian news agency SANA, "that Syria will remain strong and steadfast in the face of conspiracy through the unity of its people."

Yet again, Friday may emerge as the clearest insight into the potential of the Arab League's mediation. The Local Coordination Committees, a group that helps organize and document demonstrations, called for mass protests Friday to test the government's sincerity. The day has traditionally served as the opposition's time to demonstrate its strength in the streets, and the death toll has often risen into the dozens.

"May tomorrow, Friday, be the day where all streets and squares become platforms for demonstrations," the group said in a statement.

Turkish foreign policy

Dormant power revival

Tests mount up for Turkey's newly assertive foreign policy

ANKARA AND HATAY |

ON A clear day in 2006 Recep Tayyip Erdogan, Turkey's prime minister, took a leisurely drive along the Turkish-Syrian border with Syria's president, Bashar Assad, at the wheel. Ahmet Davutoglu, then Mr Erdogan's foreign-policy adviser, cheerfully translated from the back seat. With 700km (450 miles) of shared border, Syria is central to Mr Davutoglu's "zero problems with neighbours" policy. Syria, it was hoped, might make a transition from authoritarian dictatorship to Turkish-style democracy in which secularism, piety and the free market happily co-exist. Turkish experts were sent to Damascus to plot this bright future, just as Turkey was trying to mend fences between Syria and Israel.

Nowadays, Mr Erdogan and Mr Davutoglu hint at military intervention against Mr Assad if he doesn't stop murdering his own people. The same goes for Israel if it doesn't stop drilling for gas with the Greek-Cypriots in the east Mediterranean. Friendship with Iran has soured after Turkey agreed to let NATO deploy parts of its missile shield on Turkish soil. Membership talks with the European Union are in effect frozen. So is a set of protocols Turkey signed with Armenia last year to establish diplomatic relations and reopen the border. And the Turks are carrying out air strikes against separatist Kurdish PKK rebels based in northern Iraq, complicating relations with America. Turkey remains busy in many different areas—including in its old Balkan stamping-ground (see article) and, this week, hosting a summit with Pakistan and Afghanistan. Yet Soli Ozel, a political scientist, concludes that "the zero [problems with] neighbours policy has come unstuck."

This state of affairs is not entirely of Turkey's making. Like the rest of the world, it was caught unprepared by



the Arab spring. To his credit, Mr Erdogan was the first Muslim leader to tell Egypt's Hosni Mubarak to step down. After initially rejecting NATO intervention in Libya, Turkey backed its operations. And after months of patiently pressing Mr Assad for reform, Turkey opened its doors to the Syrian opposition.

The meltdown with Israel came after it attacked Gaza in December 2008 (just as Turkey was about to cement a deal between Israel and Syria). The final blow came when Israeli commandos raided a Turkish-led aid convoy bound for Gaza last year, killing nine civilians. Turkey kicked out Israel's ambassador, and still rules out reconciliation unless Israel apologises for the deaths and pays compensation to the victims' families. Mr Erdogan has escalated his anti-Israeli rhetoric, insisting that Israel lift its blockade on Gaza. Such talk has boosted his popularity on the Arab street and among pious Turks. Some of Mr Erdogan's advisers say America is secretly pleased because, as one says, "only pro-Western moderate Muslim Turkey can burnish America's battered image, not Israel."

This is naive. Not only does the breach with Israel put America in an awkward position (especially close to the next presidential election); but also it reduces Turkish influence. This is particularly apparent in Syria. It

was Turkey's military alliance with Israel that helped to prompt an intimidated Syria to kick out the PKK's leader, Abdullah Ocalan, in 1998. Nowadays the Syrians are unfazed by the presence of Colonel Riad al-Asaad, a Syrian army defector in the southern border province of Hatay. Waving a cell phone, Colonel Asaad excitedly claims that he is running an armed insurgency from a camp in Turkey and that the regime's overthrow is nigh. His claims seem hardly credible since Turkey is neither arming nor training his men. Yet they might not ring so hollow had Turkey maintained its military ties with Israel.

And the bloodshed in Syria continues. NATO says it will not intervene. A war-weary America is not about to wade into what might be an even stickier conflict than the one in Iraq. Pressure is building on Turkey to take the lead. Talk of a buffer zone along the Turkish border is growing louder. Yet Turkey has enough trouble coping with the PKK, let alone getting embroiled in regime change. Syria is said to have resumed support for the Kurdish rebels, who kill Turkish soldiers almost daily.

America has agreed to give Turkey three Cobra attack helicopters to be used against the PKK, but the sale may run into congressional opposition because of the enmity between Turkey and Israel. One might expect American lawmakers also to worry about the arrests of activists, including this week a veteran human-rights defender and a law professor. Turkey's Human Rights Association is investigating claims that the army has used chemical weapons against the PKK. These are probably overblown, but the refusal to hand over the bodies of 19 rebels killed in a recent clash in the south-eastern province of Hakkari has not helped. Luckily for Mr Erdogan, America has rarely made much fuss about Turkey's human rights. □

As it readies its Iraq exit, U.S. fears Qaeda's rise

BAGHDAD

Baghdad officials share concern about a change in tactics after big defeats

BY MICHAEL S. SCHMIDT AND ERIC SCHMITT

As the United States prepares to withdraw its troops from Iraq by the end of the year, senior U.S. and Iraqi officials are expressing growing concern that Al Qaeda's offshoot here, which just a few years ago waged a debilitating insurgency that plunged the country into a civil war, is poised for a deadly resurgence.

Allies of Al Qaeda in North Africa, Somalia and Yemen are seeking to assert more influence after the death of Osama bin Laden and the diminished role of the remaining top leadership in Pakistan. For its part, Al Qaeda in Mesopotamia, as the local group is known, is striving to rebound from major defeats inflicted by Iraqi tribal groups and U.S. troops in 2007, as well as the deaths of its two leaders in 2010.

Although the Iraqi group is certainly weaker than it was at its peak five years ago and is unlikely to regain its strength, U.S. and Iraqi analysts said it was shifting its tactics and strategies — like attacking Iraqi security forces in small squads — to exploit gaps left by the departing U.S. troops and to try to reignite sectarian violence.

Al Qaeda in Mesopotamia has shown surprising resilience even as its supply lines of foreign fighters through Syria have been disrupted by the turmoil there, U.S. intelligence officials say. It conducts a little more than 30 attacks a week, carries out a large-scale strike every four to six weeks, and has expanded its efforts to recruit Iraqis, leading to a significant increase in the number of Iraqi-born suicide bombers.

"I cringe whenever anybody makes a pronouncement that Al Qaeda is on its last legs," said Maj. Gen. Jeffrey S. Buchanan, the U.S. military's top spokesman in Iraq. "I think one day we are going to look around and say it's been a long time since we have heard from Al Qaeda, and maybe then we can say it is on its last legs."

The group's nascent resurgence has helped fuel a debate between some Pentagon officials on the one side, who are



Al Asad Air Base has become a central stop for U.S. troops heading home as bases close in Iraq. Dozens boarded a charter flight, above, after passing through the terminal, top.

seeking a way to permit small numbers of U.S. military trainers and Special Operations forces to operate in Iraq, and some White House officials on the other, who are eager to end involvement in a divisive eight-year war that cost the lives of more than 4,400 U.S. troops.

Iraqi analysts express fears that ties between Al Qaeda in Mesopotamia and members of the former ruling Baath Party may be forming again. "The government is afraid from an alliance between Qaeda and Baath precisely in this time, after the American withdrawal from Iraq," said Ehssan al-Shemari, a political science professor at Baghdad University.

According to General Buchanan, there are 800 to 1,000 people involved with Al Qaeda in Mesopotamia, "from terrorists involved in operations to media to finance to fighters." A document released by the military in July 2010 said it had about 200 "hard core" fighters. The weak Iraqi economy is providing a large pool of young and vulnerable recruits, analysts say.

A U.S. Defense Department official familiar with Al Qaeda in Mesopotamia said its leaders and foot soldiers were principally Sunni Arabs from central, western and northern Iraq. While some may have been affiliated with the Baath Party in Saddam Hussein's government, analysts say, they had not been involved at high levels of the government or military. Foreigners make up only a small percentage of the organization's membership base, the official said.

Over the summer, Al Qaeda in Mesopotamia apparently tried to ignite sectarian bloodletting with a series of coordinated attacks across the country and the execution of 22 Shiite pilgrims from the Karbala who were traveling through Anbar Province, once controlled by the insurgents.

In the days after the pilgrims were killed, security forces for the local government in Karbala conducted raids in Anbar, arrested several people and took them back to Karbala.

The raids infuriated local leaders in Anbar, who threatened to respond with violence. But the government of Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki frantically intervened. The acting defense minister traveled to Anbar to meet with local leaders, and ultimately one of the local

leaders threatened a lawsuit, once an unthinkable way of resolving a dispute in Iraq.

The Maliki government's ability to tamp down the tensions encouraged many Iraqi and U.S. officials that the Iraqis would be able to reduce sectarian tensions without the Americans' looking over their shoulders.

The raids underscored the group's shifting tactics. Al Qaeda in Mesopotamia "has eschewed efforts to control territory and impose governance — initiatives that left it extremely vulnerable to counterinsurgency techniques — and adopted a more traditional terrorist model built on an underground organization and occasional large-scale attacks," according to a study in August by Brian Fishman, a counterterrorism analyst at the New America Foundation, a private research group.

Although the United States is withdrawing all but a handful of its remaining 33,000 troops, leaving a few to guard the U.S. Embassy, both governments are discussing a continuing military partnership.

The White House announced Friday that President Barack Obama would meet with Mr. Maliki on Dec. 12 to discuss the continuing "strategic partnership" between the United States and Iraq.

Senior U.S. officials say the sharing of intelligence between U.S. and Iraqi forces, which officials from both countries credit with halving the number of insurgent attacks over the past two years, will be significantly diminished after the troops leave.

The officials are particularly concerned about the nighttime abilities of the Iraqi Special Forces, who relied on the Americans for intelligence on the location of insurgents, helicopter transportation and other counterterrorism missions at night.

"It won't be as clean as when we were helping them do it," said a U.S. official who was briefed on Middle Eastern militaries.

"You will probably have raids go wrong, wrong house, wrong target," the official said. "It is not like Al Qaeda will have a free hand to do whatever it wants. But the Iraqis will do things that we would have advised them not to do."

MALIKI AND THE SUNNIS

Mass arrests of Baath Party members based on dubious claims of a coup plot are fueling renewed tensions in Iraq.

The authoritarian tendencies of Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki of Iraq are well known. But the arrest of more than 600 Iraqis whom the government describes as suspected former members of Saddam Hussein's Baath Party and army is particularly cynical and reckless. With American troops scheduled to withdraw by year's end, the last thing Mr. Maliki should be doing is stoking sectarian tensions.

The detainees — a vast majority are assumed to be Sunnis — were rounded up after the Shiite-controlled government supposedly received a tip from the new interim leaders in Libya that former Baathists were plotting a coup.

Some political leaders have discussed replacing Mr. Maliki through a no-confidence vote. The government has yet to provide any real evidence of a plot, and the idea that 600 people were involved strains credulity. U.S. officials are highly skeptical. The majority Shiites were badly persecuted under Saddam Hussein's Sunni-led regime. Post-Saddam governments have all been Shiite-dominated and far more interested in payback than inclusion. If Mr. Maliki has proof that any detainees committed real crimes, they should be prosecuted in a just and transparent process. Otherwise, he should release them.

All Iraqis have reason to be unhappy with Mr. Maliki. A report in September by the International Crisis Group describes his government as riddled with corruption, lacking credibility, showing "authoritarian tendencies," and contributing to a "severe decay in public services."

The record with the Sunnis is especially bad. The government promised jobs to 100,000 members of the Sunni Awakening Councils — insurgents whose decision to switch sides helped end the civil war — but only half that number have been hired. Sunnis do lead a few high-profile ministries but don't have nearly the clout they expected after their bloc won the most votes in the 2010 election.

The Bush-era Coalition Provisional Authority that initially ran postwar Iraq disbanded the army and barred most Baath Party members from government jobs. A law passed in 2008 was intended to promote reconciliation by opening jobs to former Baathists. But it has been applied in a selective way to undermine political opponents. The government needs to clearly define what degree of involvement with the Baath Party was so egregious as to be disqualifying for government jobs and carry out those judgments equitably.

Washington's influence is diminishing. But Baghdad still wants to buy American weapons and needs help with military training. The Obama administration needs to use that leverage to press Mr. Maliki to restrain his worst impulses. Iraq's democracy is fragile, and the risk of renewed sectarian violence is chillingly real.

U.N. TEAM FINDS EVIDENCE OF AN IRAN BOMB PLAN

Work toward a device could be continuing, nuclear regulator says

BY DAVID E. SANGER AND WILLIAM J. BROAD

U.N. weapons inspectors released a trove of new evidence Tuesday that they said made a "credible" case that "Iran has carried out activities relevant to the development of a nuclear device" and that the project might still be under way.

The long-awaited report, the harshest judgment that the International Atomic Energy Agency has issued in its decade-long struggle to pierce the secrecy surrounding the Iranian program, has already rekindled a debate among the Western allies and Israel about whether increased diplomatic pressure, sanctions, sabotage or military action could stop an Iranian program.

In anticipation of the report, Iranian officials had said the evidence was fabricated, and some have warned that any attempt by the West to stop its program,

by any means, could invite retaliation.

The report offered no estimate of how long it would be until Iran could produce a nuclear weapon. But it laid out the case that Iran had moved far beyond the blackboard to create computer models of nuclear explosions in 2008 and 2009, and conducted experiments on nuclear triggers. The report said that starting in 2000, the Iranians constructed a vessel to conduct those tests, which was not shown to inspectors who visited the site five years later.

Those tests "are strong indicators of possible weapon development," it said.

The detailed disclosures represent a reversal of roles from 2003, when the United States and Britain claimed that Iraq was seeking to rekindle its nuclear program. In that case the I.A.E.A. warned that the Bush administration's case was weak, and some of the evidence forged. In the case of Iran, it is the normally cautious agency that is taking the lead, arguing that years of study had led it to the conclusion that, despite Iran's denials, it engaged in an active program to design nuclear warheads,

among other technologies.

In his report to the agency's board of governors, Yukia Amano, a former Japanese diplomat who has run the I.A.E.A. for nearly two years, said the agency had amassed "over a thousand pages" of documents, presumably leaked out of Iran, showing "research, development and testing activities" on a range of technologies that would be useful only in designing a nuclear weapon.

It said it had also received intelligence information from "more than 10" other countries — which it did not name — including some demonstrating Iranian "manufacturing techniques for certain high explosive components." The agency, he added, had interviewed "a number of individuals" who were involved in Iran's activities, who provided information it described as "consistent" with the intelligence data that other countries provided.

Mr. Amano said the agency had "tried without success to engage Iran in discussions about the information." But he said that "Iran continued to conceal nuclear activities," including its effort to construct a secret enrichment facility near Qum.

Iran told the nuclear agency about that facility days before President Barack Obama and European leaders reported its existence two years ago, and Iran has recently said it is moving some of its nuclear activity to that underground facility, at a well-defended military base.

A Western diplomat familiar with the agency's report said it was "much more detailed and far more confident than anything they have done before."

Coup de poker israélien contre le nucléaire iranien

L'Etat hébreu menace Téhéran d'attaque militaire, mais vise surtout un soutien accru de Washington et un durcissement des sanctions.

Par **DELPHINE MATTHIEUSSENT**
Correspondante à Jérusalem

Retenez-moi ou je fais un malheur : c'est en substance le message qu'Israël distille à la communauté internationale depuis une dizaine de jours, en agitant la menace d'une frappe préventive contre Téhéran, alors que l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) publie aujourd'hui un nouveau rapport sur le programme nucléaire iranien. Pour la première fois, l'AIEA devrait confirmer les soupçons occidentaux selon lesquels ce dernier est destiné à des fins militaires et non civiles, contrairement aux dires de Téhéran.

L'Etat hébreu n'a jamais caché envisager une frappe contre les installations nucléaires iraniennes si

ANALYSE

Quatorze avions militaires israéliens se sont entraînés, en Sardaigne, à des missions «à longue distance» et en «terrain inconnu».

les sanctions internationales s'avèraient inefficaces. La lutte contre ce programme est une des priorités déclarées du Premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, et avant lui de ses prédécesseurs Ehud Olmert et Ariel Sharon. Nétanyahou a plusieurs fois affirmé qu'il considérerait l'obtention de la bombe atomique par l'Iran comme une «menace existentielle». Les craintes israéliennes sont alimentées par les déclarations des leaders iraniens, qui prônent régulièrement la destruction de «l'entité sioniste», et le soutien militaire et financier au Hamas et au Hezbollah.

FUITES. Ces menaces sont-elles seulement destinées à obtenir un durcissement des sanctions internationales contre Téhéran ou sont-elles l'expression d'un réel débat au

sein du gouvernement israélien ? La pression est de fait montée ces derniers jours, alimentée par de nombreuses fuites dans la presse sur la probabilité, jugée de plus en plus élevée, d'une frappe contre l'Iran. Le quotidien populaire *Yedioth Aharonot* a rapporté que Nétanyahou et son ministre de la Défense, Ehud Barak, penchaient pour l'option militaire. Le *Haaretz* lui a emboîté le pas, affirmant que le Premier ministre tentait de convaincre les membres du cabinet de sécurité israélien, seule instance habilitée à autoriser une telle opération. Démentant la semaine dernière des

informations selon lesquelles il aurait d'ores et déjà décidé avec Nétanyahou d'attaquer l'Iran, Barak a cependant ajouté «qu'il peut se créer des situations au Moyen-Orient dans lesquelles Israël devra défendre ses intérêts vitaux de façon indépendante, sans avoir à s'appuyer sur d'autres forces régionales ou autres».

Le président israélien, Shimon Pérès, a quant à lui averti

dimanche que «la possibilité d'une attaque militaire contre l'Iran est plus proche qu'une option diplomatique». «Je ne pense pas qu'il y ait déjà une décision à ce sujet, mais l'impression prévaut que les Iraniens s'approchent de l'arme atomique [...]. Nous ne devons pas dévoiler à l'ennemi quelles sont nos intentions. Il faut être discrets pour tout ce qui est opérationnel», a-t-il ajouté. Une discrétion dont n'a pourtant pas fait preuve l'armée israélienne en dévoilant la semaine dernière que 14 de ses avions avaient participé en Sardaigne à un exercice conjoint avec l'armée de l'air italienne pour s'entraîner à des missions «à longue distance» et en «terrain inconnu». Le porte-parole de l'armée avait même diffusé des photographies de l'exercice qui a alimenté les spéculations sur l'imminence d'une frappe. Israël a aussi organisé jeudi un vaste entraînement de défense passive en

simulant une attaque de missiles dans la région de Tel-Aviv, et a tiré mercredi avec succès un missile balistique doté d'un nouveau système de propulsion, vraisemblablement un missile de longue portée capable de frapper l'Iran et pouvant être doté d'une ogive nucléaire.

AGIR SEULS. Même si le pays penche vers une option militaire, la grande inconnue reste la question du soutien américain. Les experts militaires et de nombreux responsables israéliens estiment que l'Etat hébreu ne peut, à lui seul, mener à bien une opération contre les installations iraniennes. Une attaque serait en effet beaucoup plus compliquée que le raid qui a détruit, en 1981, la centrale nucléaire irakienne d'Osirak. Les réacteurs iraniens étant dispersés, et certains enterrés, les avions de Tsahal devraient effectuer des sorties multiples nécessitant une aide américaine, au moins logistique. Or rien ne dit que l'administration Obama est prête à une telle aventure.

Sur ce point aussi, les Israéliens semblent avoir choisi une stratégie de pression maximale en laissant entendre qu'ils pourraient agir seuls. Des responsables américains, cités dimanche par le quotidien *Haaretz*, affirment ainsi que lors de sa visite, début octobre, le secrétaire d'Etat américain à la Défense, Leon Panetta, avait demandé à Benyamin Nétanyahou et Ehud Barak de s'engager à coordonner avec Washington toute action contre l'Iran.

Or, ces derniers se seraient contentés de répondre en «termes vagues». Du coup, les services de renseignements américains suivent, selon CNN, avec une attention redoublée d'éventuels préparatifs en vue d'une attaque. «Ce qu'Israël recherche avant tout, ce sont des pressions accrues sur l'Iran de la part des Etats-Unis et des autres puissances, résume Eldad Pardo, professeur à l'université hébraïque de Jérusalem et spécialiste de l'Iran. D'abord, via des sanctions renforcées et si c'est inefficace par une opération militaire.»

Syrie : comment Bachar el-Assad joue avec la question du Kurdistan occidental

Isolé à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières de son pays, le dictateur encourage le plus radical des partis kurdes, au risque de provoquer la Turquie.

PIERRE PRIER

PROCHE-ORIENT A quoi joue Bachar el-Assad avec sa population kurde ? Tous les observateurs l'ont remarqué : dans les régions où réside la majorité du quelque 1,9 million de Kurdes syriens, principalement le nord du pays, la répression n'a rien à voir avec les massacres perpétrés ailleurs. Là, le pouvoir fait beaucoup plus appel aux gaz lacrymogènes qu'aux blindés et aux snipers, même si des morts sont tout de même à déplorer.

Cette relative mansuétude se traduit aussi sur le plan politique, avec une subtilité digne des meilleures combinaisons

de « l'Orient compliqué ». Damas a laissé rentrer d'exil, en avril dernier, le leader kurde Mohammed Saleh Mouslim, leader du Parti de l'union démocratique (PYD). Cette formation est pourtant la version syrienne du PKK, interdit en Turquie et condamné par la communauté internationale pour terrorisme.

En 1998, Damas avait expulsé et « livré » aux Turcs Abdullah Öcalan, le dirigeant du PKK, qui utilisait le territoire syrien comme base arrière pour commettre des attentats en Turquie. Il faut dire que l'armée turque menaçait d'envahir la Syrie...

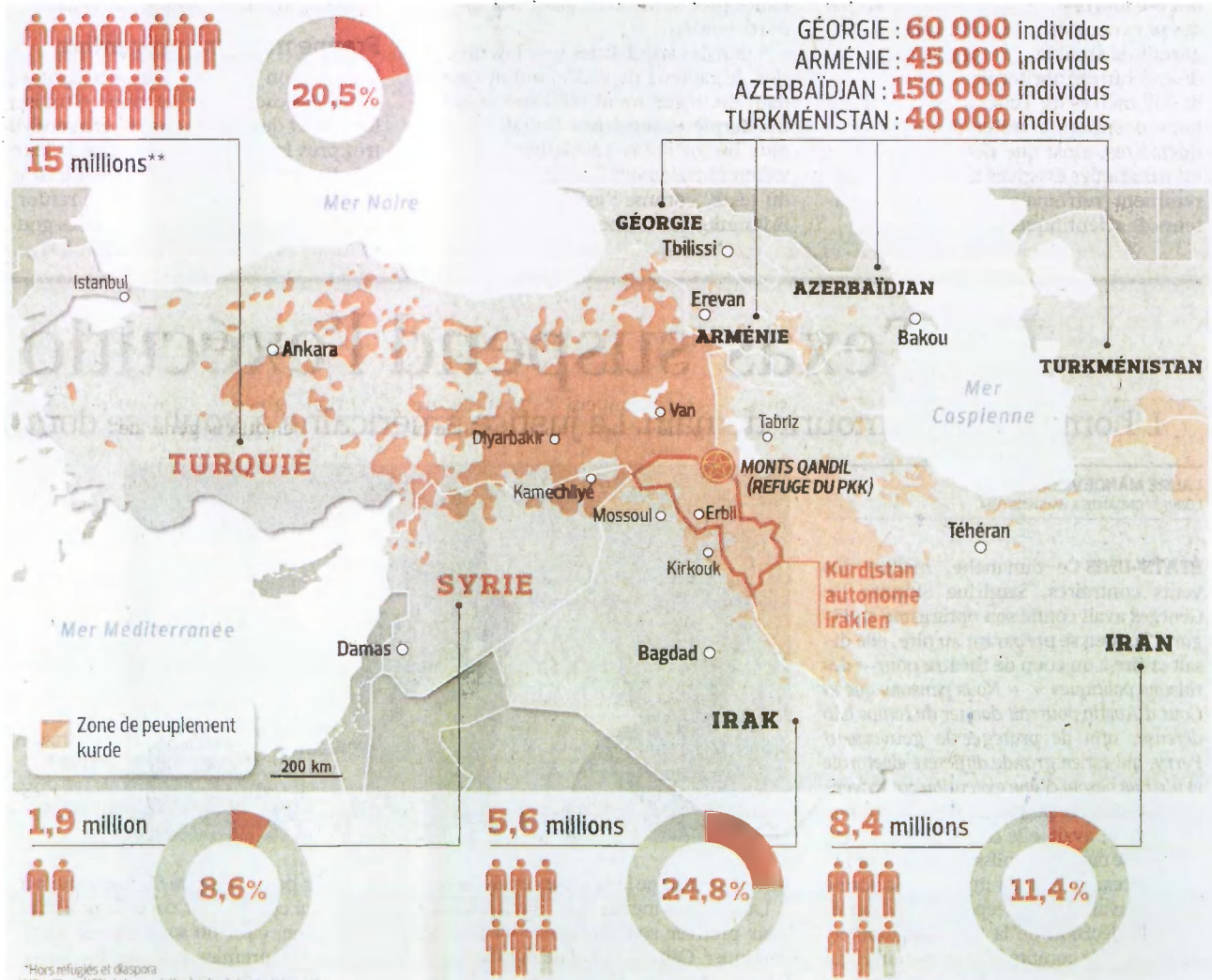
Punir Erdogan

Aujourd'hui, le pouvoir syrien laisse la

bride sur le coup au PYD, lui permettant de s'organiser dans les régions kurdes. Dans l'espoir de gagner à sa cause cette ethnie à l'histoire si particulière, Damas ravive la question kurde, qui hante toujours l'histoire et la géographie du Proche-Orient. Peuple sans État, ces quelque 30 millions de personnes, vivant à cheval entre l'Irak, l'Iran, la Syrie et la Turquie, sont les grands perdants du découpage de l'après- Première Guerre mondiale. Non arabes, ces Indo-Européens espéraient obtenir leur part du démembrement de l'Empire ottoman. Mais le Congrès de Lausanne, en 1923, les en a privés. Depuis, ils se battent dans chacun des pays hôtes pour la préservation de leur langue et de leur culture

31 millions de Kurdes à cheval sur huit pays

ESTIMATION DU NOMBRE DE KURDES PAR PAYS ET DE LEUR PART DANS POPULATION TOTALE DU PAYS AU DÉBUT DU XXI^E SIÈCLE*



*Hors réfugiés et diaspora
 **12 millions (16% de la population) selon les autorités turques et 25 millions (29% de la population) selon les Kurdes

Sources : Institut kurde de Paris, L'aménagement linguistique dans le monde - Université Laval (Québec), Conseil de l'Europe

re, sans renoncer au rêve d'obtenir un jour leur propre État.

Aucun des pays qui les abritent n'est prêt à s'amputer d'une partie de son territoire. La réponse des Kurdes varie, de l'agitation culturelle et politique au terrorisme. En favorisant le PYD, partisan d'une position dure, Bachar el-Assad a pris le risque de craquer une allumette qui peut embraser la région. Le message à la Turquie est clair. Bachar el-Assad cherche visiblement à punir le premier ministre Erdogan; qui a adopté une ligne dure dans la condamnation de la répression en Syrie. En réaction, l'armée turque fait de nouveau mouvement vers la frontière syrienne, comme en 1998.

À l'intérieur, toutefois, la manipulation ne semble pas prendre pour le moment, estime l'ancien diplomate Ignace Léverrier, auteur du blog « Un œil sur la Syrie » qui écrit : « Dans leur majorité, les Kurdes n'ont pas souhaité se désolidariser des leurs compatriotes arabes. » En représailles, le pouvoir a fait assassiner le 7 octobre Mechaal Tammo, chef du Courant de l'avenir kurde en Syrie, l'un des petits partis qui ont rejoint la résistance.

Créer une entité autonome

Le message, là aussi, était clair : le « bon » Kurde est celui qui adhère à l'opposition officielle encouragée par le régime, le Comité de coordination nationale des forces de changement démocratique. Le leader du PYD, Mohammed Saleh Mouslim, l'a rejoint dès son retour, avant d'en devenir rapidement le vice-président...

Le PYD a ses raisons : il se méfie des opposants du Conseil national syrien (CNS) qu'il juge peu réceptifs au malheur kurde. D'autant plus, fait remarquer Ignace Léverrier, que le CNS a été fondé à Istanbul, ennemi héréditaire qui détient toujours le chef charismatique du PKK Abdullah Öcalan. Derrière la coalition de l'opposition syrienne, le PYD voit la main des Frères musulmans, qui ne comptent pas parmi ses amis, et des pays occidentaux qui ont placé le PKK et ses avatars sur la liste des mouvements



H. MALLA/AF

En favorisant le PYD, partisan d'une position dure, Bachar el-Assad a pris le risque de craquer une allumette qui peut embraser la région

terroristes. Certes, le PYD déteste aussi le régime syrien, mais il semble vouloir profiter de la crise pour appliquer son propre programme : la création d'une entité autonome dans l'ensemble des régions kurdes de Syrie. Plus d'une demi-douzaine d'écoles kurdes ont été ouvertes à la rentrée 2011, avec enseignement en langue kurde, lever du drapeau et hymne national kurde, manifestations il y a peu encore passibles de prison. Mais les choses vont plus loin encore. « Depuis quelques semaines, écrit l'ancien diplomate, le PYD a commencé à organiser des élections locales destinées à mettre en place des comités de citoyens ». Il a également élu en octobre

un « Conseil du Kurdistan occidental » (le Kurdistan syrien). Si le régime tombe, l'embryon d'un Kurdistan autonome sera déjà en place. Cette perspective n'enchant pas forcément la majorité des Kurdes de Turquie, qui n'ont pas envie de se retrouver sous la coupe d'un parti violent aux pratiques peu démocratiques.

Cette division se manifeste déjà sur le terrain. Des heurts ont eu lieu vendredi dernier à Kamechliyé, entre manifestants kurdes des Comités de résistance locaux et ceux du PYD. Début d'un nouvel incendie en Syrie ? ■

Les Kurdes en Syrie et en Turquie

■ SYRIE

Population : 1,9 million de Kurdes sur 22 millions d'habitants.

Partis : le Parti de l'union démocratique (PYD)

est la version syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan turc (PKK). Une douzaine d'autres petits partis a rejoint l'opposition illégale.

■ TURQUIE

Population : 15 millions de Kurdes sur 73 millions d'habitants.

Partis : le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) est interdit et considéré comme terroriste. Le principal parti légal est le Parti pour la paix et la démocratie (BDP).

LE FIGARO 8 novembre 2011

Le pouvoir turc muselle les intellectuels pro-kurdes

LAURE MARCHAND
ISTANBUL

CE SONT les arrestations de trop pour les partisans de la démocratie en Turquie. Depuis une semaine, universitaires, journalistes, intellectuels, étudiants ou citoyens manifestent devant le tribunal de Besiktas, à Istanbul, pour réclamer la libération de Ragip Zarakolu, directeur des éditions Belge, et de Büsra Ersanlı, professeur de sciences politiques. Interpellées dimanche 29 octobre, ces deux figures du combat démocratique ont été

Depuis deux ans, 3 457 personnes ont été arrêtées pour appartenance à l'Union des communautés kurdes

incarcérées et sont accusées d'« appartenance à une organisation terroriste », l'Union des communautés kurdes (KCK), la branche civile de la rébellion du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) selon Ankara. Dernières victimes des vagues d'arrestations qui touchent les militants kurdes et leurs soutiens, ils sont devenus les symboles d'une Turquie qui restreint de plus en plus la liberté d'expression, s'alarme la frange libérale de la société.

Les démocrates dans le viseur

Pilier de la lutte pour les droits de l'homme, Ragip Zarakolu, poursuivi à maintes reprises pour des délits d'opinions; est de tous les combats tabous en Turquie, de l'engagement pour les minorités à la reconnaissance du génocide arménien. Un livre sur les massacres de 1915 a d'ailleurs été saisi comme « pièce à

conviction » par la police. Son fils, docteur en sciences politiques, est également derrière les barreaux. Enseignante à l'université de Marmara, à Istanbul, Büsra Ersanlı a traqué, dans ses recherches, les falsifications historiques élaborées par la République turque, un sujet toujours sensible. Intellectuelle respectée, elle conseille le Parti pour la paix et la démocratie (BDP), pro-kurde, sur la réforme en cours de la Constitution turque. Lors de son interrogatoire, il lui a été reproché d'avoir participé à l'Académie politique du BDP, un parti autorisé.

Dans une lettre envoyée depuis la prison, Ragip Zarakolu dénonce « une campagne qui vise à intimider tous les intellectuels et les démocrates de la Turquie ». Ce sentiment est largement partagé dans les

cercles intellectuels. « C'est tout l'éventail social-démocrate et de gauche, engagé dans la démocratisation des institutions, qui est visé », déclare Füsun Üstel, professeur de relations internationales. On est revenu aux années 70, la déception est d'autant plus énorme que l'AKP (le Parti de la justice et du développement

au pouvoir, NDLR) s'était présenté comme le champion de la démocratisation». Au sein du gouvernement, Ertugrul Günay, le ministre de la Culture, connu pour son ouverture d'esprit, s'est ému de ces arrestations. Mais le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, s'en est pris à ceux qui les critiquaient.

Conflit avec le PKK dans l'impasse

Alors qu'Ankara ne parvient toujours pas à régler le conflit avec le PKK qui a fait plus de 45 000 morts depuis 1984, le mouvement pro-kurde est soumis à des rafles policières depuis deux ans. Selon le dernier décompte du BDP, 3 457 personnes ont été arrêtées pour appartenance au KCK. « La police ratisse de plus en plus large dans la répression du mou-

vement politique kurde légal », s'alarme Human Rights Watch. Pour l'ONG, la loi antiterroriste, renforcée en 2006, « contient une définition vague et trop large du terrorisme » et les magistrats l'appliquent sans discernement. Des manifestants pacifiques peuvent ainsi être poursuivis pour « terrorisme ». Selon une étude d'Associated Press, la Turquie est le pays dans le monde qui a prononcé le plus de condamnations pour « terrorisme » depuis le 11 septembre 2001, bien loin devant les États-Unis : 12 897, soit plus du tiers. Elle obtient aussi la palme de la progression la plus fulgurante : 273 condamnations en 2005 et 6 345 en 2009.

Les Kurdes sont les premiers à pâtir de la loi antiterroriste, mais pas seulement. Par exemple, deux étudiants viennent

de purger dix-neuf mois de détention provisoire. Ils seront jugés pour « appartenance à une organisation terroriste ». Leur crime ? Avoir brandi une banderole réclamant la gratuité de l'enseignement supérieur au cours d'un meeting de Recep Tayyip Erdogan. Une soixantaine de journalistes sont également derrière les barreaux. Là encore, la Turquie est sur la première marche mondiale. Dans son rapport annuel sur les négociations d'adhésion de la Turquie, paru le mois dernier, la Commission européenne épingle les dérives de la justice dans les procès liés à des accusations de « terrorisme » : arrestations abusives, manques de preuves, recours injustifié à la détention provisoire... « Le nombre élevé d'atteintes à la liberté d'expression soulève de graves inquiétudes », résume-t-il. ■

Le Monde
12 novembre 2011



Sans détour | Chronique

PAR CAROLINE FOUREST

Ne bombardez pas l'Iran

La théocratie iranienne est un ennemi peu enviable. Le fou messianique qui lui sert de président, Mahmoud Ahmadinejad, représente un danger certain. Ses menaces, son envie répétée de rayer Israël de la carte, ne doivent pas être écoutées d'une oreille distraite. La perspective de voir cet Iran-là se doter de la bombe nucléaire – confirmée par le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) – est tout simplement glaçante. Pourtant, rien ne serait pire que de voir le gouvernement israélien perdre ses nerfs et bombardier l'Iran.

Il existe mille arguments avancés par le gouvernement israélien pour minimiser l'impact d'une telle opération. Il suffirait de frapper un élément de la chaîne, au bon endroit, pour retarder le programme nucléaire de vingt ou trente ans. Une frappe chirurgicale, comme ce fut le cas en Irak il y a quelques années. Ce ne serait pas si compliqué, pas si grave. L'Arabie saoudite, que l'on sait très inquiète de son rival chiite, ne devrait voir aucun inconvénient à ouvrir son espace aérien. Bref, tout serait au mieux dans le meilleur des mondes. Sauf que ce monde n'existe pas.

On peut faire confiance au régime iranien pour avoir enterré ses installations sous des sites entourés de civils. Les frappes entraîneraient des morts. Ces frappes, ces morts, soulèveraient logiquement l'indignation... dans un monde en ébullition. Le leadership américain est en berne, l'Europe aux prises avec ses dettes, les mouvements islamistes commencent à récolter les fruits du printemps, la Chine et la Russie pèsent comme jamais. Dans ce contexte, une frappe israélienne sur le sol ira-

nien laisse entrevoir des répercussions dignes d'une catastrophe nucléaire, à l'échelle politique.

Le premier effet sera d'obliger le peuple iranien à souder les rangs autour d'un régime qu'il déteste. De stopper le pourrissement intérieur qui ronge la « mollahcratie ». Mahmoud Ahmadinejad est plus fragile que jamais. Le Guide suprême, qui le tient en laisse, hésite à le congédier. Une bombe israélienne peut lui sauver la mise. Comme elle risque d'offrir un peu d'oxygène à Bachar Al-Assad et à ses massacres, de plus en plus contestés, même au sein de la Ligue arabe. Elle donnera certainement un coup de fouet spectaculaire aux Frères musulmans en Egypte, déjà très en forme. Un coup de pouce à l'islamisme en général. Sans parler du risque de flambée antisémite, qui se ravive chaque fois qu'Israël se met en tort. Ce qui arrive, décidément, trop souvent. Le gouvernement israélien deviendrait indéfendable.

C'est peut-être la seule chose positive qui pourrait sortir de ce chaos. Après un tel coup de force, Israël devra bien stopper l'escalade. Geler ses colonies, remettre le processus de paix en marche ou reconnaître l'Etat de Palestine à l'ONU. Ce qui ressemble à une utopie n'est rien d'autre que la seule solution dictée par la raison. Amorcer, au plus vite, la désescalade au Proche-Orient. Ne laisser aucune chance à l'Iran d'être soutenu. Pour que la communauté internationale puisse prendre les mesures qui s'imposent : couper toute relation avec Téhéran. Dans l'espoir que ce régime tombe, avant qu'il n'ait vraiment la bombe. ■

J
ESSAYISTE ET
JOURNALISTE,
rédactrice en chef
de la revue
« ProChoix »,
elle est l'auteure
notamment
de « La Dernière
Utopie »
(Grasset, 2009)
et de
« Libres
de le
dire » avec
Taslima Nasreen
(Flammarion,
2010).

La Turquie réprime l'expression politique kurde

Une nouvelle vague d'arrestations de sympathisants pro-kurdes soulève la crainte des défenseurs des droits de l'homme.

ISTANBUL

Dé notre correspondante

C'est une première lettre pessimiste et engagée que Ragip Zarakolu a envoyée cette semaine à ses avocats. « Les accusations portées contre moi font partie d'une campagne visant à effrayer les intellectuels et les démocrates qui vivent en Turquie et à isoler les Kurdes », écrit ce fondateur d'une maison d'édition qui a été placé en détention provisoire le 31 octobre pour sa participation présumée à l'Union des communautés du Kurdistan (KCK). Cette organisation est soupçonnée d'être la branche urbaine du mouvement armé kurde du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), lui-même qualifié d'organisation terroriste par Ankara.

Pétition internationale, manifestations, l'arrestation de Ragip Za-

rakolu a créé un choc en Turquie. Vétéran de la lutte pour les droits de l'homme, cet intellectuel à la petite barbe grise est connu pour sa persévérance à vouloir faire tomber les tabous, notamment arménien et kurde. Sans fléchir, il publie et traduit, depuis des années, des ouvrages sur ces sujets, quitte à être régulièrement poursuivis par la justice.

Son cas n'est pas isolé. Le 31 octobre, 43 autres personnes ont été incarcérées à ses côtés, dont Busra Ersanli, constitutionnaliste à l'université Marmara d'Istanbul. Comme Ragip Zarakolu, cette enseignante a été longuement interrogée par le juge pour sa participation à des universités d'été du parti pro-kurde, BDP (Parti pour la paix et la démocratie), dont elle est membre. Au total, selon cette formation, 3 547 personnes sont actuellement incarcérées dans le cadre de l'affaire de l'académie KCK, dont 18 maires de communes kurdes, cinq députés du parti pro-kurde, de nombreux cadres de ce même parti et de simples sympathisants.

« Dans cette vague d'arrestations, il y a un nombre non négligeable de personnes arrêtées pour leurs opinions et leurs idées en faveur de la question kurde », dénonce Ibrahim Kaboglu, collègue de Busra Ersanli : « Nous assistons à une campagne d'intimidation générale. Je ne sais pas si le gouvernement est responsable de ces arrestations mais une chose est sûre, il n'y a aucune volonté politique de réviser les lois susceptibles de créer chaque jour un nouveau délit d'opinion. Nous nous demandons tous à qui sera le tour. »

Même interrogation de la part d'Emma Synclair-Webb, de l'ONG Human Rights Watch, pour qui ces arrestations envoient un très mauvais signal au moment où la Turquie a entamé la rédaction d'une nouvelle Constitution. « Comment espérer une nouvelle Constitution libre et démocratique sans liberté d'expression ? », se demande-t-elle : « Ces arrestations marquent un sérieux recul de la Turquie en matière de liberté d'expression et mettent en jeu sa crédibilité internationale. »

Alors que le gouvernement turc avait lancé en 2009 une politique d'ouverture en faveur de la communauté kurde de Turquie, le processus s'est enlisé en raison notamment de la multiplication des attaques du PKK, contre lequel l'armée turque poursuit ses opérations militaires. Le début de la vague d'arrestations coïncide aussi avec les élections municipales, qui avaient vu une large victoire du BDP dans le sud-est du pays. Elle s'est accélérée cet été dans la foulée des législatives, qui ont certes renforcé le gouvernement de Recep Tayyip Erdoğan au niveau national, mais aussi poussé le parti pro-kurde toujours dans le sud-est.

Cette formation politique, forte de 29 députés, a décidé de porter plainte contre le ministre de l'Intérieur, İdris Naim Sahin, qui a déclaré que le KCK est « directement dirigée » par le parti BDP. Le premier ministre Erdoğan, pourtant prompt à évoquer le caractère « avancé » de la démocratie turque, y est aussi allé de son commentaire sur ce dossier judiciaire : « Participer à une académie politique (comme l'ont fait Ragip Zarakolu et Busra Ersanli) n'est pas un crime. Ce qui y est dit peut l'être », a-t-il déclaré. Pour le parti pro-kurde, ces commentaires menacent la séparation des pouvoirs et l'indépendance de la justice.

DELPHINE NERBOLLIER

Le président du Kurdistan irakien prône une solution pacifique

En visite en Turquie en fin de semaine dernière, Massoud Barzani, président de la région autonome du Kurdistan irakien, s'est opposé aux opérations militaires turques contre les rebelles kurdes, en cours dans le nord montagneux de l'Irak. « Je ne pense pas que l'on puisse obtenir de résultat avec l'option militaire », a-t-il déclaré, exhortant par ailleurs le PKK (Parti des travailleurs du Kurdis-

tan) à cesser sa propre lutte armée : « Quand le PKK aura fait cela, la Turquie n'aura plus de prétexte de poursuivre sa campagne militaire. » Le 19 octobre, une série d'attaques du PKK dans le sud-est turc avait entraîné la mort de 24 soldats turcs. En réaction, Ankara avait déclenché une offensive transfrontalière contre les cibles du PKK en Irak.



Le 20 octobre, lors d'une cérémonie militaire en l'honneur d'un soldat turc tué par des rebelles kurdes. La politique d'ouverture menée par Ankara s'est enlisée face à la multiplication des attaques du PKK.

Kurdish nationalism in the aftermath of the Arab Spring

By Michael M. Gunter

In the midst of all the changes the Arab Spring has brought in Egypt, Tunisia, and Libya, among others, the intelligent lay, media, and policy worlds have remained largely deaf to the Kurdish question. This is an unfortunate situation because much has occurred concerning Kurdish nationalism, particularly in the aftermath of the Arab Spring. However, the Kurdish version of the Arab Spring did not just begin in 2011, but has been going on for decades: In Turkey (at least since the Kurdistan Workers Party (PKK) formally began its insurgency in August 1984), as well as in Iraq since the days of Mulla Mustafa Barzani beginning in the early 1960s, but especially since the end of the two U.S. wars against Saddam Hussein in 1991 and even more in 2003. These two wars led to the creation of the Kurdistan Regional Government (KRG) in northern Iraq, the most successful attempt at Kurdish statehood in modern times.

On a lesser scale Iran, too, has long been going through its own periodic Kurdish Spring, the Mahabad Republic in 1946 being the most famous example. Although the Iranian Kurds are bitterly divided into several competing parties, protests and even armed struggle by the Kurdistan Free Life Party (PJAK), ensconced in the Iraqi Kandil Mountains just across the border from Iran, continue today. And even in Syria, where the Kurdish population is much smaller and not as geographically united as it is in the other three states, some Kurds have possibly broken out of their muted and divided existence to join the anti-Assad movement in protest against the assassination on October 7, 2011 of Mashaal Tammo, one of their most promising leaders. Indeed, even earlier, largely inspired by the KRG in Iraq, Syrian Kurds had begun agitating for basic rights as citizens when rioting broke out at a football match in Qamishli in March 2004.

Still, the most fundamental gains for Kurdish nationalism to date have been solidified in Turkey (despite renewed violence there since the national elections held on June 12, 2011) and Iraq,



and thus require the most immediate attention in the post-Arab Spring regional context.

Turkey

In July 2009, Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan announced a much publicized and promising Kurdish Initiative, later called the Democratic Opening and then National Unity Project. It soon became evident, however, that Erdogan's AK Party (AKP) had not thought its Kurdish Initiative out very well and subsequently proved rather inept in trying to implement it. For example, although there were many proposed reforms, such as writing a new, more democratic Turkish constitution that would include provisions on decentralizing the overly centralized state, changes to laws regarding human rights violations, permitting the use of formerly Kurdish titles for districts, eliminating legal barriers for speaking Kurdish during prison visits, and establishing Kurdish language and literature departments at various universities, among many other proposals, little tangible had been accomplished.

In addition, the PKK's "peace group" gambit on October 18, 2009 to return home to Turkey 34 members from northern Iraq backfired badly when these Kurdish expatriates were met by huge welcoming receptions at the Habur Border Crossing with Turkey and later in Diyarbakir. These celebrations were broadcast throughout Turkey and proved too provocative for even moderate Turks who perceived

the affair as some sort of PKK victory parade.

Then on December 11, 2009 the Constitutional Court, after mulling over the issue for more than two years, suddenly banned the pro-Kurdish Democratic Society Party (DTP) because of its close association with the PKK. Although the Peace and Democracy Party (BDP) quickly took the DTP's place, coming when it did, the state-ordered banning of the pro-Kurdish DTP could have not come at a worse time and put the kiss of death to the Kurdish Initiative. In short order more than 1,000 BDP and other Kurdish notables were placed under arrest for their supposed support of the PKK, yet another body blow to the Kurdish Initiative. Soon the entire country was ablaze from the fury that had arisen, and the Kurdish Initiative seemed closed.

Despite the problem of how now to bring the two sides together, by the fall of 2010 talks with the imprisoned PKK leader Abdullah Ocalan appeared to have begun over such important issues as a cessation of military operations, the release of KCK detainees, an initiative for a new constitution, and a review of the 10 percent electoral threshold that made it so difficult for regional pro-Kurdish parties to win seats in the Turkish parliament. Moreover, on September 13, 2011, a 47-minute recording was leaked to the press revealing on several recent occasions Turkish representatives had met with some senior PKK leaders in Oslo.

Although the AKP won practically 50 ⇒

⇒ percent of the popular vote or 326 seats while the BDP and its allies won a record 36 seats in the parliamentary elections held on June 12, 2011, hopes for a renewed and more successful Kurdish Initiative quickly foundered. Shortly after the election results had been announced, the newly elected BDP MPs began to boycott parliament in protest over the jailing of five of their elected colleagues, while a sixth (the well-known Hatip Dicle) was stripped of his seat for "terrorism" offenses.

Then, on July 14, the DTK, another umbrella Kurdish NGO, proclaimed "democratic autonomy," a declaration that seemed wildly premature and over-blown to many observers and which infuriated Turkish officialdom. Amidst mutual accusations of initiating renewed violence and war-like rhetoric, the Turkish military launched several days of cross-border attacks on reputed PKK targets in northern Iraq's Kandil mountains on August 17. Ihsan Dagi, a respected progressive Turkish academic and journalist, concluded that Ocalan had lost control of a weakening and divided PKK, and that further negotiations with it were impossible.

Others argued, however, that instead, the ultimate problem was the inherent ethnic Turkish inability to accept the fact that Turkey was a multi-ethnic state in which the Kurds have similar constitutional rights as co-stakeholders with the Turks. More specifically, the Turkish government refuses to truly negotiate with the Kurds' main representative -- the PKK -- and instead insists on continuing to brand it as a terrorist movement. Until the Turkish government truly accepts the PKK as a legitimate negotiating partner -- along the lines of Sinn Féin and the IRA in northern Ireland -- it is doubtful whether a political solution to this continuing crisis can be reached. As of November 2011, therefore, hopes for a renewed Kurdish Initiative have been put on hold.

Iraq

In Iraq, of course, autonomy had already been achieved with the creation of the KRG following the Gulf War in 1991 and the KRG's constitutional recognition in 2003. However, many wonder what will happen to the KRG once remaining U.S. troops

withdraw from Iraq at the end of 2011. Already the KRG and Baghdad have come perilously close to blows over Kirkuk and their disputed internal border, often referred to as "the trigger line."

Will the KRG and Baghdad begin fighting once the U.S. troops are no longer there to separate them? In addition, despite warming economic and even political relations between Turkey and the KRG, Turkey began bombing PKK militants in northern Iraq in August 2011 and then even sent troops over the border to pursue them in October. Turkey also asked the KRG for help in these efforts, even though it is clear that the KRG does not want to fight against fellow Kurds in the PKK. Iran, too, has been shelling the Kurdistan Free Life Party (PJAK) -- dissident Iranian Kurds -- entrenched just over the border in northern Iraq. How will all this play out once U.S. troops are withdrawn and both Turkey and Iran have a freer hand in intervening in northern Iraq? It remains to be seen.

Meanwhile, the Iraqi Kurds have had their own "Kurdish Spring" of sorts. First, the anti-corruption Gorran (Change) Party split the long-entrenched Patriotic Union of Kurdistan (PUK) in the KRG elections held on July 25, 2009. Subsequently, violent demonstrations broke out in Sulaymaniya on February 17, 2011, the KRG's second largest city, and continued until they were forcibly curtailed by the KRG leadership on April 19.

Most of the demonstrators were protesting against corruption, nepotism, and the lack of effective services such as jobs and electricity. Intellectuals and journalists also protested against limitations against speech and press as well as daily harassment. Among all there was a deep anger against the Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) and Talabani's PUK family domination over society and government.

Unlike the objects of the Arab Spring demonstrators, however, the KRG had just been democratically elected in July 2009 and thus was not so readily able to be denounced as illegitimate. The KRG also was able to prevent demonstrations from breaking out in Irbil, its capital and largest city by closing the universities, send-

ing the students home, and banning large gatherings. Nevertheless, the anti-KRG demonstrations that did occur constituted a serious wake up call that all was not well with the KRG.

While less prominent in the media and in policy-making circles than the perennial Arab-Israeli dispute, for instance, Kurdish nationalism remains a continuing and leading factor of instability in the geostrategically important Middle East. Furthermore, since the Kurds sit on a great deal of the Middle East's oil and water resources, Kurdish nationalism probably will become increasingly salient in the coming years.

Unlike the Arab-Israeli dispute, however, the Kurdish issue no longer seems intractable as it once was, as the Kurds have actually established an autonomous state in northern Iraq, the KRG. Although this entity's future remains somewhat uncertain, relative to the other states in the Middle East, the KRG situation is not really impossible. Given continuing U.S. diplomatic backing as well as wise KRG leadership, it is not naïve to believe that the KRG will be able to survive and even prosper amidst all the birth pangs of the new, democratic Iraq.

The situation for Kurdish nationalism in Turkey, of course, is more problematic. However, a quick comparison with where the Kurdish issue stood in Turkey just one or two decades ago, when the very term Kurd constituted a four-letter word in the Turkish lexicon, illustrates the enormous progress that has been made. The immediate task now is for the fighting to stop and the writing of a new, more democratic constitution to commence. Both sides are on record as favoring just such a scenario, so the burden is on them to now produce. Given the progress that has been made over the past two decades, there is reason to be cautiously optimistic. Only time will tell.

Michael M. Gunter is a professor of political science at Tennessee Technological University

INTERVIEW

Salih Muslim Muhammad, chairman of the PYD:

«Turkey's henchmen in Syrian Kurdistan are responsible for the unrest here»

www.kurdwatch.org

KURDWATCH, November 8, 2011—*Salih Muslim Muhammad* (b. 1951, chemical engineer, married, five children) has been chairman of the Democratic Union Party (PYD), the Syrian branch of the PKK, since 2010. Out of fear of political persecution, he fled to Iraq in 2010, where he stayed at a PYD camp in the Gare Mountains. After the dissident protests began, he returned to Syria along with other PYD members. The day after his arrival, he took part in a PYD rally in al-Qamishli. In a conversation with **KURDWATCH**, Salih Muslim Muhammad speaks out about the PYD's role within the Syrian revolution and about its activities in Syria.



KurdWatch: We would like to hold an interview with you for KurdWatch about the current situation in Syria. Do you have time for a conversation?

Salih Muslim Muhammad: First, I would like to make a remark about KurdWatch. One or two days ago, you published a news article in which it was implied that the PYD was responsible for certain deeds. We do not accept this. It is not your job to spread rumors. The PYD is a political organization. We reject politically motivated violence and the oppression of people; we condemn this. I want to make one thing clear: The PYD did not kidnap or threaten anyone. Show me one single person who says that they were kidnapped and threatened by the PYD. That is nothing but propaganda with the goal of discrediting the PYD and the Kurdish freedom movement. We reject this. There are forces that stand behind these accusations. The PYD, as a force with many supporters, is being discredited.

KurdWatch: Who do you mean by these »forces«?

Salih Muslim Muhammad: There are some people here who have connections to Turkey, especially to the Special War Department. These people were trained there and have now returned to Syria. Their task is to damage our reputation. In the last ten years, the Turkish government has taken several steps in this direction.

KurdWatch: In 'Ayn al-'Arab (Kobani) and Ra's al-'Ayn (Serê Kaniyê) Kurdish activists were kidnapped and severely tortured. In both cases, the PYD is being blamed.

Salih Muslim Muhammad: There are problems in Kurdish society, as there are problems in all societies. There are immoral incidents, for example drug use. There are people who sell drugs. The state and outside powers are behind this. They want to break society apart. There are people who do not accept this. We are not those

people. In several Kurdish cities there are brothels. Here, too, there are people who are against this. It is not the PYD, but society that does not accept this. Thus it is clear that there will be corresponding reactions. There will be an attempt to classify these reactions politically. But politics is not behind this.

KurdWatch: The Kurdish Future Movement in Syria has repeatedly accused the PYD of threatening its activists. In an interview with the radio station Voice of America, for example, Harvin Usi, a leading member of the Future Movement, accuses the PYD's leading cadre in Damascus of threatening her life.

Salih Muslim Muhammad: That is not true. No one from the PYD has threatened anyone. Present us with facts. We are a people's organization. Anyone can come to us and criticize us. We don't have any problems with that.

KurdWatch: After the first attempt on his life, the speaker of the Future Movement, Mish'al at-Tammu, indirectly blamed the PYD for this act. More than a few Kurds in Syria are of the opinion that the PYD was behind his assassination. What do you say to this?

Salih Muslim Muhammad: Mish'al at-Tammu was a Kurd, a part of the Syrian opposition. As a Kurd, he was one of us. We perceive his assassination as the assassination of one of us. Even if we had political differences, we were part of a united front against the Syrian state. It is out of the question that we are behind his assassination. The murderers wanted others to be blamed for their actions. There is nothing worse than killing a person and then accusing his family.

KurdWatch: Do you have enemies among the Syrian Kurds?

Salih Muslim Muhammad: We have no enemies inside Kurdish society. We have political friends, and there are others with whom we have political differences. We don't expect that everyone will think as we do. Just because a person has other political ideas, that does not make him our enemy. The enemies of the Kurdish people are our enemies - we do not have other enemies.

KurdWatch: In the 1980s and 90s, the PKK killed many of its Kurdish critics in Syria, many others lost body parts, and others were threatened and beaten. Should we be afraid that the PYD is planning similar acts in the future?

Salih Muslim Muhammad: If the PKK punished people, it had its reasons. We know this much from that period. Either the people in question were traitors or they had caused harm to the PKK. There were PKK courts that determined the punishments. Or people were punished because that's what the people wanted. The PYD is a political organization. If someone betrays us, he will be punished. But we do not use murder or violence. The PKK has military units that follow their own laws, as it is the case with the military all over the world. They do not act like political organizations.

KurdWatch: Critics of the PYD accuse you of not pursuing a Syrian project. You are accused of acting solely in the interests of the PKK.

Salih Muslim Muhammad: We have opened language schools and cultural centers in Syria, not in Turkey. There is a reason that we apply Apo's [Abdullah Öcalan's] philosophy and ideology to Syria: It offers the best solution to the Kurdish problems in Syrian Kurdistan. But we do not take orders from anywhere.

KurdWatch: How does the PYD envision the future of Kurds in Syria?

Salih Muslim Muhammad: We have put forth a project: »democratic autonomy«. By this we do not mean autonomy that needs to be clear. We have explained everything, outlined the practical steps, and we have already begun to implement this project. We, as the Kurdish Freedom Movement reject the classical understanding of power. We reject classical models like federalism, con-federa-

lism, self-government, and autonomy. Our goal is the formation of a new Kurdish society, the formation of a free person, a person with free will and free thought. We find the solution in democratic autonomy. It is a matter of creating a new society, and the question is not whether a county commissioner, a district mayor, or a governor is one of us. The point is to renew society from the bottom up. It is about culture, institutions, structure, organization, towns and cities. We are not concerned with autonomy. Autonomy does not move us Kurds forward.

KurdWatch: What about the demand for the constitutional recognition of the Kurds as a second ethnicity in Syria?

Salih Muslim Muhammad: That is also one of our demands. We imposed this demand upon the National Union for the Forces of Democratic Change.

KurdWatch: In some Kurdish cities, the PYD has opened Kurdish cultural centers and language schools. What are your aims with this?

Salih Muslim Muhammad: Those are concrete steps of democratic autonomy. We establish associations, hold conferences, and open language schools, women's centers, and cultural centers. We want the people to know what we want and to support our project. The people do not yet believe that they need organizations like language schools and cultural centers. In Syria we currently have the best opportunity to open such schools and centers, even if they are rather symbolic.

KurdWatch: Did you receive authorization from the Syrian state to open these schools and centers?

Salih Muslim Muhammad: We don't need any authorization from anyone for the things we do for our people. There is no legal basis for these projects.

KurdWatch: The PYD could have started earlier with such projects without authorization. Why now? What has changed?

Salih Muslim Muhammad: We fought then, too. Many of our members were imprisoned. But now we have established that since the beginning of the unrest, the regime has had no possibility to attack us. If it does attack us, it will see what happens. We are profiting from the unrest. It is a historical chance for us. We have a right and are making use of it. We do not kill anyone and we also do not fight against anyone. We are preparing our people and ourselves for the period after the fall of the regime.

KurdWatch: There is information that armed PYD members in the 'Afrin region, in 'Ayn al-'Arab (Kobani), and in al-Malikiyah (Dêrik) have been equipped by the Syrian state with special powers. There is talk of PYD camps.

Salih Muslim Muhammad: That isn't true. In Iraq, in the Gare Mountains we have a base. I was there myself. Our members were and still are trained there. Many of them have returned to Syria. But we do not have a camp here. We also do not have weapons here. If it were necessary, we could get weapons. We could protect our people. We are not reaching for power. We have groups everywhere, in cities and also in the towns. We teach our people how to protect themselves. The point is not to bring people in from the outside in order to protect the people - our people should be able to protect themselves.

KurdWatch: In recent years, many PYD members and sympathizers were arrested and sentenced to years in prison. You yourself also fled to Iraq out of fear of arrest. Like many other PYD members, you returned to Syria after the protests began. You move freely, organize demonstrations, open language schools and cultural centers, and the state does not prevent you from doing this. Is there an agreement between the PYD and the Syrian regime?

Salih Muslim Muhammad: When I came to Syria, I was accompanied by my party's armed cadres. I came to lead my party in the current fight. The state knows that if PYD leaders are arrested, there will be serious protests everywhere. This is not in the state's interest.

KurdWatch: There are many voices in Syria demanding the fall of President Bashar al-Assad and his regime. What are your demands?

Salih Muslim Muhammad: We demand a fundamental change to the oppressive system. There are some who hold up the slogan: the fall of the regime. In contrast we demand the fall of the oppressive authoritarian system. Our problems are not problems of powers. The ruling powers in Damascus come and go. For us Kurds, this isn't so important. What is important is that we Kurds assert our existence. The current regime does not accept us, nor do those who will potentially come into power. Our politics differ from a politics that seeks power. That needs to be clear.

KurdWatch: Can you imagine working with the Muslim Brotherhood?

Salih Muslim Muhammad: No. The Muslim Brotherhood does not acknowledge the existence of the Kurds. They have signed an agreement with Turkey that they will deny the existence of the Kurds if they come to power in Syria.

KurdWatch: The Muslim Brotherhood recognizes that there are Kurds in Syria and that along with cultural rights they have the right to receive full rights of citizenship.

Salih Muslim Muhammad: You must mean the right to assimilate. It will then be written in the identity card that a Kurd is a Syrian Arab. The Kurdish language will remain banned. Full rights of citizenship are no longer enough for the Kurds. We demand constitutional recognition of the Kurds.

KurdWatch: A few weeks ago Duran Kalkan, a member of the leadership council of the Kurdistan Union of Societies (KCK) said that the PKK in Syria is in a fight against the AKP. Cemil Bayik, another member of the KCK leadership council, allegedly said that the PKK will wage a war against Turkey if Turkey gets involved in Syria's internal affairs. What does the PYD think of this?

Salih Muslim Muhammad: Yes, this is our position as well. We have the same philosophy and ideology. What is meant, however, is political war. If Turkey positions itself against the existence of the Kurds, then we will not be silent about it. In the last ten years, in which Turkey has maintained good relations with the Syrian state, it has also installed many henchmen among the Kurds. Turkey's henchmen in Syrian Kurdistan are responsible for the unrest here. Turkey is afraid that the Kurds in Syrian Kurdistan will receive their rights.

KurdWatch: Who are Turkey's Kurdish henchmen?

Salih Muslim Muhammad: All those who are currently sitting on the Syrian National Council and who have signed the agreement with Turkey. We do not believe that they know what is happening around them. We consider anyone who does not publicly take a stand against the Turkish position to be one of Turkey's henchmen.

KurdWatch: Representatives of the Kurdish Union Party in Syria (Yekîti) and the Kurdish Freedom Party in Syria (Azadî) sit on the Syrian National Council. Just like the PYD, both parties are also members of the Kurdish Patriotic Movement in Syria.

Salih Muslim Muhammad: Yes, we know that. We have expressed our displeasure to them. We also demand a clear stance from them. Perhaps they are unaware of what is written in the Syrian National Council's agreement with Turkey.

☆☆☆

Un Kurde détourne un ferry turc pendant 12 heures avant d'être tué

Agence télégraphique suisse (ATS)

Un militant kurde transportant de l'explosif a détourné durant plus de 12 heures un ferry turc avec 24 personnes à bord dans la Mer de Marmara. Il a été tué samedi à l'aube lors d'une opération des forces de sécurité.

Des commandos de l'armée et de la police ont pris d'assaut le ferry à l'aube et abattu le preneur d'otages, ont affirmé les médias et des otages. Le ministre de l'Intérieur turc a identifié le pirate comme étant un Kurde nommé Mensur Güzel et membre de l'organisation armée kurde du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

"Il était le responsable de la branche de jeunesse de l'organisation à Kocaeli", la province d'où est parti le ferry, a-t-il



ajouté, soulignant que l'homme transportait trois charges d'explosif, de 450 grammes chacune, au milieu de bouteilles vides. Trois suspects auraient été arrêtés en connexion avec l'enquête.

Le ferry Kartepe, un catamaran rapide affecté au transport de passagers entre Izmit et Gölcük (province de Kocaeli), deux villes du nord-est de la mer de Marmara, a été détourné vers 17H00 vendredi.

Selon les récits d'ex-otages, les passagers

n'ont pas compris tout de suite ce qui se passait. Certains l'ont appris en regardant les bulletins d'informations sur les écrans de télé installés à bord. Selon le ministre des Transports, le preneur d'otages n'avait pas formulé de demande concrète et avait simplement réclamé du carburant et des vivres.

Plusieurs médias turcs ont émis l'hypothèse que le pirate avait l'intention de détourner le navire vers l'île-prison d'Imrali, dans la mer de Marmara, où est emprisonné à vie le chef du PKK Abdullah Öcalan.

La tension autour de la question des Kurdes, une communauté de 12 à 15 millions de personnes sur une population totale de 73 millions, a nettement augmenté ces derniers mois en Turquie.

☆☆☆

Safia Kadhafi et sa progéniture pourraient quitter l'Algérie pour le Kurdistan

JULIE RAFONDRIKA / lalettremed.com

LE KURDISTAN IRAKIEN OU la Croatie ? C'est l'une de ces deux destinations qu'auraient choisi la veuve et trois des rejetons de Mouammar Kadhafi, l'ancien guide libyen tué par les insurgés dans la foulée de la révolte libyenne. Après avoir trouvé un premier refuge le 29 août dernier en Algérie, la seconde épouse de Kadhafi, Safia Farkash, sa fille, Aïcha et deux fils, Hannibal et Mohammed, accompagnés de leurs enfants, ayant déjà fait leurs bagages, n'attendent que le feu vert des hautes autorités du pays qui doit les accueillir.

Au Kurdistan irakien, le président irakien, Jalal Talabani serait en train d'étudier la possibilité d'offrir l'asile politique à la famille Kadhafi, en guise de « reconnaissance pour le soutien apporté aux Kurdes par l'ancien leader libyen ». Citant l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) dirigée par Talabani la chaîne de télévision kurde Nalaa rappelle que le défunt guide libyen Mouammar Kadhafi, tué le 20 octobre dernier, avait « fourni au mouvement de libération kurde les fonds nécessaires pour acquérir des armes » et soutenu publiquement « le droit des Kurdes à l'autodétermination ». L'autre version est rapportée par l'hebdomadaire hongrois Heti Valasz. Qui affirme que Safiya Kadhafi et ses trois enfants s'apprentent à gagner la Croatie. Se référant à une enquête publiée par l'hebdomadaire français "Courrier International",



sous le titre : "Le retour au bercail de Mme Kadhafi", Heti Valasz affirme que la veuve du dictateur libyen, dont l'origine hongroise avait été soigneusement dissimulée durant des décennies, est née à Mostar, en Bosnie-Herzégovine, à plus de 100 km d'Igrane, le village croate où elle compte s'exiler avec ses enfants. D'après la publication hongroise, "Zsofia Farkas" (son vrai nom, arabisé pour devenir "Safiya Ferkache") avait tenté de garder le secret de ses intentions, mais dans les cavernes et les cafés (du village croate), on ne parle que de cette affaire. Selon le maire de ce village de 400 âmes, Emil Talijancic, cité par l'hebdomadaire, "plusieurs indices permettent de dire que Zsofia Farkas veut s'installer chez nous". Les autorités algériennes qui ont affirmé avoir accueilli l'épouse de Kadhafi Safia Farkash et ses trois enfants dans un cadre « strictement humanitaire », ont rejeté toutes les demandes d'extradition émises par les nouvelles autorités libyennes. De hauts responsables algériens ont même déclaré qu'ils étaient prêts à aider la famille de Kadhafi à trouver l'asile dans un pays tiers.

Quelle alternative au régime de Bachar El-Assad et aux Frères musulmans?

SYRIE • L'opposition officielle basée à Istanbul et soutenue par l'Occident ne correspond pas à la réalité des cortèges pacifiques, où dominent jeunes, Kurdes et gauche nationaliste. Mais leur alliance se heurte au passé.

OPPOSITION PLURIELLE

L'opposition syrienne est le reflet de la mosaïque qui s'est brisée sur le terrain. Il existe une multitude de fronts d'opposition divisée principalement en deux groupes: d'une part, le Conseil national syrien (CNS) dominé par les Frères musulmans, soutenus par les pays membres de l'OTAN ainsi que par l'Arabie Saoudite et, d'autre part, une résistance plutôt traditionnelle et locale, composée de la gauche syrienne, de la communauté chrétienne et des principaux partis kurdes (Coordination Démocratique). La première est surmédiatisée dans la presse occidentale tandis que la seconde se recompose dans le silence.

Le CNS, à l'origine constitué d'un groupe limité d'hommes d'affaires, d'ex-dignitaires du régime et d'intellectuels de la diaspora, s'est ouvert après une série de conférences organisées à Antalya, Ankara et Istanbul. Il se présente désormais comme une alliance de démocrates laïcs, de mouvements islamiques, du Bloc Kurde et du Conseil de la Révolution à Aleppo.

Les technocrates du CNS, dont Bourhan Galioun (65 ans, professeur en sciences politiques), se sont attelés à rendre le rassemblement plus «politiquement correct» depuis la Conférence des 3 et 4 octobre à Istanbul.

Ainsi le Conseil ne réclame plus ouvertement et officiellement, au moins à court terme, une intervention militaire étrangère. Il a exclu, en tout cas devant la presse des pays musulmans, les groupes pro-sionistes, tels que le Parti de la réforme en Syrie, mené par Farid Guadri. Depuis plus d'un mois, il se déclare solidaire avec le peuple palestinien. A l'exception de la branche «des colonels libres», qui s'arme et déclare la guerre au régime syrien avec comme arrière base la ville frontalière d'Antioche, les porte-parole du CNS ne s'expriment plus sur la lutte armée.

Les «colonels» sont la frange la moins présentable du Conseil. Ils sont à l'origine de plusieurs actions armées, qui ont causé des pertes assez lourdes du côté des partisans du régime. Certains de leurs partisans, les réfugiés de la communauté sunnite à Antioche, ont pour slogan: «Chrétiens au Liban, Alaouites aux fossés!»

Certains leaders du CNS – pas les plus médiatiques – impressionnent par leurs réseaux très cosmopolites, fait qui plaît aux partisans d'un marché mondialisé. L'oncle de Bachar El-Assad, Rifad, ex-dignitaire du régime connu comme le «Boucher de Hamma», en référence au massacre de 1982, est domicilié à Londres mais soutenu par la dynastie saoudienne. Autre proche de l'ancien président Hafez El-Assad, Abdelhalim Khaddam, qui lui appelle à une intervention armée, faisait partie des associés de la famille Hariri au Liban. Mohammad Rifad Shahfa, des Frères musulmans, est soutenu par l'Arabie saoudite alors que son collègue Ali Sadr Bayanouni est domicilié à Londres.

A l'image de ses homologues de la région, le camp de l'«islam modéré» est aussi celui de l'entrepreneur sans complexe. Riad Saif, le leader du Forum de dialogue national, est l'ancien représentant commercial d'Adidas. L'homme d'affaires Rami Maklouf est aussi connu pour s'être longtemps accaparé les bénéfices de la firme de téléphonie syrienne.

Parmi ses défenseurs, le CNS compte également un certain nombre de personnalités respectées par la population locale comme Riad Al Turq, ancien leader communiste, emprisonné entre 1980 et 1998. L'un d'entre eux, et non des moindres, Mashaal Tammo, a été assassiné. Le leader du Mouvement pour le futur des Kurdes, qui défendait une solution pacifique et démocratique à la crise syrienne et s'opposait fermement à toute velléité en faveur d'une intervention militaire et étrangère a péri dans un attentat le 7 octobre.

A qui profite ce crime? La liste de ses auteurs présumés est longue. La Turquie accuse la guérilla kurde du PKK, la communauté chrétienne soupçonne une provocation des services saoudiens, les chiïtes et l'Iran évoquent l'implication sioniste, Israël et les Frères musulmans incriminent le régime syrien, lequel pointe de son côté de doigt la CIA. Quant aux partis kurdes de Syrie, ils pointent une provocation visant à impliquer cette communauté dans l'opposition armée.

Comme c'est presque la règle dans ce genre de crime politique au Moyen Orient, chaque acteur a ses propres motifs pour liquider un autre, chacun dispose donc aussi de ses coupables à portée de main.

Murad Akincilar / lecourrier.ch

Face au très médiatique Conseil national syrien (CNS, lire ci-dessous), les groupes d'opposition locaux réellement implantés sur le terrain attirent peu l'attention des journalistes occidentaux ni celle des médias financés par les pétro-monarchies du Golfe. La gauche syrienne, les partis kurdes et la communauté chrétienne sont pris en tenaille entre «l'islam modéré» soutenu par l'OTAN et la répression du régime. Cette opposition, regroupée en Coordination démocratique, qui se distancie de l'opposition pro-occidentale, est en constante recomposition, en semi-légalité, comme toute autre organisation politique dans le pays. Depuis le 14 mai 2011, elle rassemble des nationalistes de gauche, des communistes, des tribus chrétiennes, alaouites et druzes ainsi que des cinq partis kurdes.

La gauche syrienne est plus particulièrement représentée par le Front syrien de changement et de libération du peuple (FCL), fondé le 9 juillet 2011. Bien que très actifs, ses militants, indépendants ou issus du Parti social national ou de la Ligue syrienne des communistes, ne parviennent pas à s'imposer en tant que leadership populaire. Ils paient, aux yeux des jeunes meneurs de la contestation, la facture de décennies de répression mais aussi de collaboration avec le régime.

Le poids des Kurdes

Mais parmi l'ensemble des dix-neuf organisations arabes et cinq partis kurdes rassemblés dans la Coordination démocratique, le poids lourd se nomme Parti d'unité démocratique (PYD). Depuis fin septembre, ce mouvement socialiste kurde s'exprime ouvertement à l'attention de «l'opinion publique démocratique» depuis Damas, Quamishlo, Antioche, Moscou et Istanbul.

Entre Ali Haidar, porte-parole du FCL, et Salih Mohammad Mislim, le leader du PYD, les convergences sont importantes. Elles portent notamment sur le refus d'une intervention étrangère et militaire, l'arrêt immédiat des arrestations et de la violence contre les civils, la revendication d'un processus de négo-

ciation pour une constitution démocratique, le refus de la lutte armée contre le régime et le maintien de l'unité territoriale du pays. Tous deux insistent sur le fait qu'une opposition sociale, sévèrement réprimée par le régime, existe depuis des décennies. Pourtant, le dénominateur commun paraît insuffisant devant l'ampleur de la crise actuelle du régime.

L' hypothèque de la collaboration

La gauche syrienne a longtemps flirté avec le nationalisme arabisant, qui a catégoriquement exclu les Kurdes de la politique légale. Cela constitue actuellement un handicap fatal pour l'opposition démocratique et progressiste. Salih Mohammad Mislim, le leader du PYD, exprime cette réalité ainsi: «*Le fait de s'opposer à l'instrumentalisation de la contestation par les Frères Musulmans ou revendiquer les droits démocratiques ne suffisent pas à nous unir. Quand les Kurdes se sont révoltés en 2004 à Quamishlo, la majorité de la gauche syrienne n'a pas réagi face à la répression sanglante. Notre lutte pour une démocratie en Syrie ne date pas d'aujourd'hui. C'est pour cela*

que les Kurdes participent à la contestation avec leurs propres voix et leurs propres revendications.»

En août, la gauche syrienne a répondu positivement à l'invitation du régime au dialogue même si Ali Haydar était exclu de la délégation invitée. Salih Mohammad Mislim, est très clair au sujet du dialogue avec le régime: «*les partis kurdes ont été invités par Bachar El-Asad il y a trois mois. Nous avons décliné cette invitation pendant que les Arabes et les Kurdes se faisaient tuer dans les rues. Il n'y a pas de dialogue possible tant que la violence perdure contre les civils!*»

Les Frères musulmans sont a priori des ennemis aux yeux de la gauche républicaine et cela en raison d'un principe idéologique: pas de politique confessionnelle au sein d'une seule nation soudée. Les Kurdes, qui revendiquent en plus une autonomie démocratique en Syrie, se méfient, eux, des Frères musulmans, car ils auraient marchandé le soutien de la Turquie et de l'OTAN en sacrifiant encore une fois les revendications des Kurdes et le respect relatif dont les chrétiens bénéficiaient sous le

régime actuel.

Risque de guerre

Salih Mohammad Mislim est sceptique vis-à-vis d'un axe de suprématie de l'islam modéré depuis le Soudan jusqu'à la Turquie: «*Si les Frères musulmans prennent le pouvoir, il existe un risque de guerre civile. Mais notre coordination avec les communistes, la gauche arabe, les chrétiens et les alaouites jouera certainement un rôle positif afin d'empêcher cette guerre fratricide.*»

Toutefois, le leader du PYD estime que «*le régime restera en place tant que les Frères musulmans ne parviendront pas à représenter une alternative viable au pouvoir*». Ceci si «*la participation populaire dans la contestation est massive, les organisations politiques ne sont pas présentes sur la terrain*». Et «*l'opposition fabriquée pas encore à maturité*».

.....

AFP

Irak: ExxonMobil a signé un contrat pétrolier au Kurdistan

BAGDAD, 11 novembre 2011 (AFP)

LE NUMÉRO un mondial du pétrole, le groupe américain ExxonMobil, a signé un contrat au Kurdistan irakien qui risque de lui faire perdre son immense champ pétrolier à Qurna-ouest (sud), a affirmé vendredi à l'AFP un haut responsable du ministère irakien du Pétrole.

"Oui Exxon-Mobil a signé un contrat et cela a été révélé par un conseiller du ministère des Ressources naturelles du Kurdistan", a déclaré Abdel Mehdi al-Amidi, directeur général chargé des contrats du ministère du Pétrole, sans fournir plus de détails.

Interrogé si la major américaine risquait de perdre l'exploitation de Qurna ouest, il a répondu: "Elle doit le perdre". Par le passé, Bagdad a déjà exclu des entreprises opérant dans la région kurde de contrats pétroliers dans le reste du pays.

Le site internet du Gouvernement régional du Kurdistan (KRG) renvoie à un article du Financial Times dans lequel le conseiller en communication du ministre des Ressources naturelles de la région autonome du Kurdistan, Michael Howard, annonce que l'accord porte sur six blocs d'exploration.

Selon un responsable de ce ministère kurde, l'accord a été signé récemment à Londres.

ExxonMobil est déjà présent en Irak et produit avec la compagnie anglo-néerlandaise Shell environ 370.000 barils de pétrole par jour dans le champ de Qurna-Ouest, le deuxième plus grand d'Irak avec des réserves

estimées à 8,5 milliards de barils.

Il s'agit d'un contrat de service avec le gouvernement irakien où le cartel ne touche que 0,92 dollar par baril extrait.

Selon une source au ministère irakien du Pétrole à Bagdad, le gouvernement du Kurdistan irakien avait donné il y a quelques semaines 48 heures à Exxon-Mobil pour décider s'il voulait investir dans les champs pétroliers de la région autonome.

Des représentants de la compagnie ont demandé aux autorités irakiennes l'autorisation de signer un tel contrat, mais le vice-Premier ministre chargé de l'Energie, Hussein Chahristani, y a été totalement hostile.

Le ministère du Pétrole a envoyé une lettre officielle à ExxonMobil pour lui signifier que le pétrole d'Irak appartenait "à tous les Irakiens" et que les compagnies qui voulaient travailler en Irak devaient "signer uniquement avec le gouvernement" de Bagdad.

M. Chahristani a aussi demandé au ministère d'avertir la compagnie américaine qu'elle perdrait Qurna-Ouest si elle signait le contrat avec le Kurdistan.

La semaine dernière, des représentants de la major américaine ont rencontré M. Chahristani, mais personne ne sait quelles ont été les résultats de la rencontre, a précisé la source au ministère.

Selon l'expert en Pétrole Ruba Husari, qui dirige le site internet Iraq Oil Forum, "pour la première fois, une compagnie, et pas n'importe laquelle, a décidé, après avoir obtenu un énorme contrat avec Bagdad, de franchir la ligne rouge en signant un contrat qui n'est pas reconnu comme légitime par le gouvernement fédéral".

"Elle l'a fait car un contrat de partage des profits (comme le propose le KRG) est bien plus lucratif qu'un contrat de service et parce que le consortium subit des retards de paiements du gouvernement central à Qurna-ouest", a-t-elle ajouté.

Assad to play 'Kurdish card' against Turkey, report says

PARIS - Hürriyet

Syria is looking to destabilize Turkey by providing greater autonomy to the Arab republic's Kurdish population in the wake of Ankara's demands that Damascus heed the demands of the country's opposition, French daily Le Figaro has reported.

The Bashar al-Assad government has begun to support the Kurdish people living in Syria's north, which is reportedly home to 1.9 million Kurds, in an attempt to pose a threat to Turkey in its fight against the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), daily Hürriyet quoted the daily as saying yesterday.

Assad has taken advantage of the current crisis in the country to establish a "Kurdish autonomous region" in Syria in the event that he falls from power in a similar fashion to Col. Moammar Gadhafi in Libya.

The president has been preparing the ground for a Kurdish autonomous



A photo released by Syria's official news agency shows Assad (2nd L) receiving greetings from local notables. AFP photo

regional administration by opening Kurdish schools in the country's north, reported Le Figaro, adding that the language of instruction was Kurdish and that the Kurdish anthem was sung every day.

The daily also claimed that Assad permitted Kurdish politician Muhammad Salih Muslim, the head of

the Democratic Union Party (PYD), which is seen as a PKK affiliate, to return to Syria as a message to Turkey. Muslim was in exile in Iraq until the protests against Assad began in Syria earlier this year.

The PYD is reportedly organizing local elections in the north, the daily said.

The newspaper said accepting the Kurdish politician into Syria must be seen as an action to "punish [Turkish Prime Minister Recep Tayyip] Erdoğan for harshly objecting to Syria's crack-down on its dissidents."

"It is no coincidence that Muslim has been elected as the deputy head of the Democratic Change Committee Coordination, which was founded by the Syrian regime, shortly after returning from exile," said the daily. "The PYD is staying away from the Syrian National Council [SNC] which was founded in Istanbul because it believes that the SNC is backed by Western powers and is against the PKK."

The assassination of Mashaal Tammo on Oct. 7, a Kurdish opposition leader in Syria, was also a message to Syrian Kurds that a "good Kurd" was one supported by the regime, according to Le Figaro.

Tourists in Iraq's Kurdistan criticize non-use of Arabic

Many tourists visiting Kurdistan Region from Central and Southern Iraq complained that Arabic is not used either in Touristic sites or among citizens. Time is wasted on translation and bargaining to lower the "high" prices, tourists emphasized. Kurdistan visitors called local governments to promote entertainment in Southern cities and provide services similar to those existing in Kurdistan Region.

"Tourists from Central and Southern Iraq are having problems when it comes to guides," Hassan Hadi, a tourist from Baghdad told Alsumarianews. "Billboards on central roads should be in Arabic to make transportation easier," he pointed out.

Tourists are finding it hard to reach parks, malls or any other place, Hadi explained. "The situation is tiring and accommodation as well as food's prices are high during holidays and occasions", he criticized.

"The region requires a bigger touristic awareness," Zainab Samir, another tourist from Baghdad told Alsumarianews noting that "there are many sites that people ignore."

"Most commercials are in Kurdish instead of Arabic that's why tourists who don't know Kurdish suffer since they find it hard to read or understand," Samir added. "The use of English labels next to Kurdish ones would help tourists understand more," she suggested.

"Wasset Province doesn't show any interest in parks, malls and public gardens," Muhammad Jassem, a tourist from Wasset Province communicated to Alsumarianews. "Southern Provinces are deprived of the beautiful atmosphere of parks and Luna-parks," he uttered.

Local governments should promote entertainment in Southern cities, Jassem stressed. He also claimed "a compensation for the lack of these services in Southern cities and called for establishing services similar to those already existing in Kurdistan Region."

One million and a hundred and fifty thousand tourists visited Kurdistan Region provinces during the first 9 months of the current year, general committee for tourism in Kurdistan Region said on November third.

The Region's cities, especially ones including touristic sites, are witnessing high rates of visitors from Central and Southern Iraq during holidays, occasions as well as spring and summer. These rates increased after the deterioration of the situation in Syria which used to be holidays' destination for many Iraqis. ○

TODAYS ZAMAN

10 November 2011

BDP promises to support new constitution in Parliament

**TODAY'S ZAMAN,
İSTANBUL**

The Peace and Democracy Party (BDP) will stay in Parliament and support the process of drafting a new constitution: This was the message that came out of a meeting between a delegation of Turkey's Kurdish politicians and Iraqi President Jalal Talabani that took place on Sunday.

A group of BDP and Democratic Society Congress (DTK) members were in Sulaimaniya in Iraq on Sunday, to talk to Iraq's regional and national leaders about the Kurdish question.

The DTK is a civil society platform that is the unofficial continuation of the Democratic Society Party (DTP), which was shut down by a Constitutional Court decision on charges of separatism in December 2009.

The delegation also met with leaders of Syrian Kurdish parties during its visit to Iraq. DTK Co-chairperson Ahmet Türk announced that plans to hold a Kurdish national conference between Kurdish community representatives of different countries in the region were solidified. "We have reached common points about projects. We are calling this process the clear-



A delegation, including BDP co-leaders Selahattin Demirtaş and Gültan Kışanak and DTK heads Ahmet Türk and Aysel Tuğluk, visits Iraqi President Jalal Talabani.

ring up of the road, and it should proceed smoothly, without any pitfalls."

He said the BDP was prepared to contribute to a peaceful solution of the Kurdish question but noted that the BDP also expected to see a gesture from the Justice and Development Party (AK Party) government.

BDP Co-chairpersons Selahattin Demirtaş, Gültan Kışanak, DTK Co-chairpersons Türk and Aysel Tuğluk and Iraqi President and leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) Jalal Talabani attended the meeting in Sulaimaniya. PUK Ankara representative Behroz Galeli was also in attendance during the meeting, which was closed to the press. The dele-

gation later met with representatives from Kurdish parties from Syria. The situation in Syria and the participation of Kurds in the democratic process were taken up during this meeting.

DTK Co-chairperson and BDP Mardin deputy Türk said that during the meeting with Talabani recent developments in the Middle East and transition in the region were fully discussed. He said a roadmap for peace was being developed, adding that they talked about how Kurds could contribute to a peace process.

Talabani, who made a statement after the meeting, urged all sides to show the utmost sensitivity to find a peaceful settlement to the Kurdish question. ■

TODAYS ZAMAN

6 November 2011

Erdoğan defends KCK investigation, says army will keep fighting terror

TODAYSZAMAN.COM

Prime Minister Recep Tayyip Erdoğan defended an investigation into the Kurdish Communities Union (KCK), a group which prosecutors say is linked with the terrorist Kurdistan Workers' Party (PKK), saying the Turkish state will never tolerate attempts to create a "parallel state."

"Let me be clear. It is not possible for the Republic of Turkey to allow the idea of parallel state, such as KCK," Erdoğan told reporters after performing Eid al-Adha prayer at an Istanbul mosque. "No one should expect us to tolerate this."

The investigation into the KCK, which is said to operate as the urban wing of the PKK, has become controversial after a professor and a human right activist were arrested. Professor Büşra Ersanlı and publisher Ragıp Zarakolu were arrested last week by an Istanbul court along with 43 others. The suspects in the KCK case

have been accused of various crimes, including membership in a terrorist organization, aiding and abetting a terrorist organization and attempting to destroy the country's unity and integrity. The suspects include mayors and municipal officials from the pro-Kurdish Democratic Society Party (BDP), which has said the investigation is the government's method of suppressing its politicians, denying any links between the suspects and terrorist organizations.

Erdoğan also said the military efforts against the PKK would continue. "No one should expect our security forces to lay down arms... If there is anyone that should lay down arms is the terrorist groups. I can tell you that things begin to move forward in a positive direction if they lay down arms," said Erdoğan.

Erdoğan had talks with Iraqi Kurdish leader Massoud Barzani on Saturday, discussing ways to eliminate the PKK terrorism. He said Turkey wants the Iraqi Kurdish administration to support



Prime Minister Recep Tayyip Erdoğan spoke to reporters after Eid al-Adha prayers on Sunday. (Photo: Cihan)

Turkey's efforts to fight the PKK, which uses its bases in northern Iraq as a springboard to launch attacks on Turkey and said the Peshmerga fighters could also join the fight. "We expect them to fight the PKK on its own if it is capable of doing so. If not, then we expect them to jointly fight with us. Otherwise, we have to do whatever necessary," said Erdoğan. ■

PKK to raise power in Germany, report says

Uğur Erdan
ANKARA - Hürriyet

A German institute has predicted that the outlawed Kurdistan Workers' Party is likely to grow its support and donation base in the EU's most populous country.

The outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) is likely to increase the size of its support network in Germany in the coming years, according to a recent report authored by a German foundation.

An estimated 11,500 people in Germany are already believed to provide the group with millions of euros in support every year, but the number is expected to rise, according to a recent report from the Institute to Protect the Federal Constitution.

"A significant financial source for the PKK consists of the donations collected from sympathizers in Europe, particularly in Germany. The revenues of the annual Kurdistan festival while sales of books [and other items] also provide significant contributions to the PKK," said the report.

Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdoğan noted the report's findings when he met with German Chancellor Angela Merkel last week and asked the German leader to lend greater support to Turkey's war on terror.

The PKK is the largest non-Islamist



German Chancellor Angela Merkel (R) and Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdoğan address the media during a news conference after a meeting at the Chancellery in Berlin, Germany Nov. 2, when Erdoğan complained about the presence of the outlawed PKK in Germany which is also mentioned in a recent report. AP photo

terror organization in Germany, the report said, adding that all its activities were banned on Nov. 22, 1993, in the federal republic. Recognized as a terrorist organization by Turkey and the United States, the PKK was also added to the European Union's terror list in 2002.

'PKK has a finance office'

The report said the PKK had a finance and economy bureau in Germany to facilitate the transfer of money from to the organization for its 30-year-long fight against Turkey.

Because the organization is banned from engaging in activities under the name of the PKK, the group operates under aliases such as the Federation of Kurdish Associations in Germany (YEK-KOM).

YEK-KOM gives open support to the PKK's fight against the Turkish army, said the report.

Other organizations, such as Komalen

Ciwan and the Kurdistan Freedom Hawks (TAK) are also working under different names to increase the number of young PKK sympathizers.

The report also said some of these young people were sent to northern Iraq to receive training from PKK militants. Komalen Ciwan also organized a festival on July 10, 2010, in Cologne that attracted 5,000 sympathizers.

In Europe, the PKK presents itself differently than in Turkey, the institute said.

"The organization depicts itself as an unarmed group searching for its rights through the democratic means," the report said.

"However, it shows its real face by failing to commit to its cease-fire declarations and by fighting against Turkey along the country's border with Iraq," the report alleged.

□□□



NOVEMBER 9, 2011

Sadr Movement warns against establishing regions without borders demarcation

Al Sumaria TV Iraq

Iraq's Sadr Movement warned on Wednesday against demands to establish regions without borders demarcation and while many disputed regions are still not settled. The movement accused neighboring countries of seeking Iraq's partition.

"Calling for the establishment of regions is risky and could affect concerned regions or provinces," Ahrar bloc MP Hakem Al Zamili told Alsumarianews. "Many cities and districts that have no border demarcation yet risk to be detached from certain provinces and attached to others," he said. "Not to forget unsettled disputed regions," he added.

Iraqi President Jalal Talabani had

submitted to the Parliament a draft law calling for borders' demarcation of the provinces included in Constitution Article 140, Kurdistan Alliance senior official said on October 31. The draft law proposed to change back provinces' borders as they were originally, he continued.

Disputed regions in each of Nineveh, Kirkuk, Salahuddin and Diyala provinces are the cause of major issues between Baghdad's central government and Kurdistan Regional government.

Kurdistan Region couldn't reach a solution yet that satisfies its different components namely Arabs, Kurds and Turkmen. Kurds, for their part, stress on their right to govern these areas and to link them to Kurdistan Region by virtue of Constitution



Article 140. Most of Iraqi political parties in Baghdad, on the other hand, refuse Kurds' claims.

"Salahuddin's demand to turn into a region is not spontaneous for many reasons," Zameli indicated. "The main reason is that some neighboring countries and parties are seeking to partition Iraq according to Biden's plan," he revealed. "Salahuddin Province's citizens will be the most damaged by declaring their province as a federal region," he concluded.



Kurdistan's riches

alifarabia.com....13 November 2011

International oil companies continue to circle around the Kurdish region, looking at opportunities while ensuring that they do not upset the federal government in Iraq. The strategy underscores the region's potential as a hydrocarbon-rich pocket of opportunity, but the region faces resistance from the federal government which is hampering growth and keeping major international oil companies at bay. While the major oil companies remain hamstrung, many smaller independent companies are keeping the region's economic engine humming.

Recent media reports that oil major ExxonMobil has signed a contract with the Kurdish Regional Government (KRG) to explore six oil and gas blocks in the Kurdish region of Iraq, has been met with fury in Baghdad.

The company would be the first of the major international oil companies to reach such an agreement with the KRG, according to a Dow Jones Newswire report.

Iraq Government has categorically stated that all oil contracts must be signed with the federal government and contracts with the KRG will be seen as invalid.

"We categorically deny the reports carried by some media that the deputy prime minister for energy affairs (Hussein al-Shahristani) has agreed that a U.S. firm working in the south of Iraq can sign exploration contracts with Kurdistan," said a statement released by Shahristani's office.

"The Iraqi government will deal with any company that breaks the laws in the same way that it has in past and ExxonMobil has been notified of this," the statement said, according to AFP.

ExxonMobil, along with its South Oil Company and Shell partners, produce 285,000 barrels per day from one of the country's largest oil fields, the West Qurna 1, and it will be loathe to upset the federal government given Iraq's overall energy potential. The company has not been made any statement on its reported agreement with KRG.

The move by ExxonMobil, if true, is significant as major oil companies have stayed away from Kurdistan, leaving the field to independent players.



At 112 billion of potential oil, Iraq has the fourth largest reserves in the world, although the general consensus that the actual figure may be much higher.

Iraq has 9 fields that are considered super giants (over five billion barrels) as well as 22 known giant fields (over one billion barrels). According to independent consultants, the cluster of super-giant fields of southeastern Iraq forms the largest known concentration of such fields in the world and accounts for 70

few years but has, admittedly significant, political hurdles are resolved.

"Recent drilling has resulted in a number of world-class discoveries, with a success rate of 71% - highlighting the potential of the region. In the near term we expect the exploration and appraisal drilling to accelerate into 2012, both on existing discoveries and frontier licences. We expect the industry to drill 25+ E&A wells over the next 15 months, targeting regions 50bn barrel resource potential," notes CitibankCitibank

The bank thinks the region can emerge as a low-cost energy hub - a major prize given that much of global conventional oil has been developed and oil majors are drilling deeper and more expensively to extract fossil fuel.

"The operators have indicated average F&D costs of \$3-4/bbl, and operating costs of \$4-6/bbl for a typical development. We calculate an IRR of c.35% and breakeven of c.\$36/bbl for a generic oil project in Kurdistan," says CitibankCitibank

. "However, the Kurdistan PSC [production sharing agreement] terms are yet to be ratified and we see the risk that these terms could

KEY DISCOVERIES IN KURDISTAN

| Discovery | Operator | Partner | In Place mboe | Recoverable mboe | Flow Achieved bbl/d |
|--------------|----------------|--------------------|---------------|------------------|---------------------|
| Shaikhan | Gulf Keystone | MOL | 7,500 | n/a | 15,000 |
| Sheikh Adi | Gulf Keystone | KRG | 1,900 | n/a | n/a |
| Barda Rash | Afren | Komet | 14,170 | 1,470 | 5,000 |
| Jebel Simrit | Hunt Oil | Afren | 391 | 42 | n/a |
| Tawke | DNO | Genel Energy Addaz | 1,748 | 836 | 23,000 |
| Taq Taq | General Energy | (Sinopec) | n/a | 647 | 30,000 |
| Atrush | Aspect Energy | Shamaran | 1,900 | 355 | 6,000 |
| Pulkhana | Shamaran | Petoil | 500 | n/a | 3,000 |
| Swara Tika | Hillwood | Marathon | n/a | n/a | 7,000 |
| Sarqala | WesternZagros | KRG | n/a | 66 | 9,000 |
| Chemchemal | Dana Gas | Crescent | 480 | n/a | n/a |
| Khor Mor | Dana Gas | Crescent | 670 | n/a | n/a |
| Miran | Heritage Oil | Genel Energy | 1,725 | n/a | 13,000 |
| Benenan | DNO | Gasplus | 390 | 36 | 13,000 |
| Sarta | Reliance | OMV | n/a | n/a | n.a |

Source: Citibank, company reports

to 80 percent of the country's proven oil reserves.

An estimated 20 percent of oil reserves are in the north of Iraq, near Kirkuk, Mosul and Khanaqin. Control over rights to reserves is a source of controversy between the ethnic Kurds and other groups in the area, notes the U.S. Department of Energy.

TREMENDOUS POTENTIAL, POLITICAL CHALLENGES

Regardless of the ExxonMobile news, there are tremendous opportunities in the Kurdish region of Iraq.

Taking the long view, CitibankCitibank believes the region is set for a major period of news flow and industry activity in the next

tightened."

The purported ExxonMobil deal brings to the forefront the challenges of operating in the region without the blessings of the federal government.

The KRG has developed its own Oil and Gas Law, separate from the federal legislation, and claim to be far more favourable to investment.

No agreement has been reached between the Iraqi central government and the KRG on the Iraqi Oil and Gas Law, which will provide a solid regulatory and legal framework for the Iraqi oil and gas industry.

"The Iraqi central government has ques-

tioned the validity of the Kurdistan PSCs, which appear to offer better economics than the Iraqi service contracts in the south. In addition, Kurdistan oil contractors are not receiving full payment for their oil exports from the regional government. Both issues are unlikely to be resolved until an Iraqi Oil and Gas Law is ratified, in our view. While some progress has been made with both sides resuming talks for the first time since 2007, there is no visibility on the timing of this legislation," says CitibankCitibank

KURDISH STABILITY

In a volatile neighbourhood, the autonomous Kurdish region bills itself as a safe and stable area ready for business. With 4 million people in a region the size of the Netherlands, the region has been successful as marketing itself as a gateway to Iraq.

According to some estimates the Kurdish region has a per capita of around \$4,500, higher than Iraq, and has strong trade ties with Turkey, UAE, Lebanon and Iran.

"Since Iraq's liberation, the investment licenses granted by the Investment Board of the Kurdistan Regional Government for projects in housing, banking, industry, tourism, education, agriculture, communications, and health service have amounted to nearly \$16 billion," said KRG Prime Minister Barham Salih at a conference in Washington last week.

The main issue facing Iraq's nascent political order is power sharing in an inclusive government, notes Salih. The real debate has begun on decentralization and federalism.

"This debate transcends the usual Kurd-Arab perspectives. For the first time, Arabs, whether Sunni from Anbar or Salahadin provinces, or Shiites from Basra, are calling for the creation of federal regions with powers similar to those of Kurdistan... This will be the ultimate test for Iraqi leadership, especially at this time when the American troops are to leave by end of year," he said in his speech.

ATTRACTING INTEREST

The KRG's charm offensive is working. The UAE is looking to invest \$6-billion in the Kurdish region by 2013, Sheikh Lubna Al-Qassimi, the UAE Minister of Foreign Trade told the Kurdistan Investment 2011 report, published by the regional government.

Close to 1,170 foreign companies are registered in the region, with 60% from Turkey, which is ironic given that the Kurds and Turkish have a long history of distrust and enmity.

That appears to be changing as Turkey has been positioning itself in the region with bilateral trade exceeding \$6-billion in 2010.

Four Turkish energy companies - Genel Energy, Petoil, Petroquest and Dogan Energy already operate in the region.

Overall, the Kurdistan region's investment board says there are currently 290 active projects, generating almost \$14 billion. A quarter of these projects are foreign direct investment from Arab countries, the EU and the United States.

All of these developments are underpinned by a strong hydrocarbons sector.

Dr Ashti Hawrami, KRG's Minister of Natural Resources, notes the region has signed 43 production-sharing contracts with 40 companies. The oil companies - which are mostly smaller, independent firms, have committed to \$10-billion investment in energy sector, according to the Minister.

"We have reached the point that we can implement plans quickly to export 100,000 barrels of oil per day (bpd), rising to 150,000 bpd by the end of 2011," the minister told the Investing publication.

"By 2014, Kurdistan will be able to export at least one million barrels per day. That is a reasonable production level to expect from the reserves that we anticipate in Kurdistan. There have been eight significant oil finds. We estimate the potential oil reserves at around 45 million barrels per day. All this means a large increase in revenues for Iraq as a whole, given that the country is currently producing just over two million barrels of oil per day.

CitibankCitibank does not believe the region can meet the ambitious production target of 1 million barrels of oil per day. "We believe is a challenging target given the lack of clarity around the Oil and Gas Law and limited infrastructure in the region. Further delays to the Oil and Gas Law will delay the significant investment into development and transport infrastructure, in our opinion," says the bank.

The Kurdistan region also has sizable gas reserves of three to six trillion cubic metres, which it plans to export to Turkey and Europe, once its own domestic needs are met.

DISAGREEMENT ON OIL SHARING LAW

But all these developments face tremendous hurdles due to the stalemate with the federal government.

"We have wasted four years arguing, moving one step forward and taking two steps back - it was all very frustrating. As a result Iraq has lost billions from exports from the Kurdish region," says Hawrami, that the KRG has supported Prime Minister Noor Al Maliki on the conditions that he will find a breakthrough for this key issue.

But there has been some progress as both sides are reported to have agreed to a temporary revenue sharing mechanism for Kurdistan oil exports. This temporary oral agreement implied a 50:50 split of revenues from Kurdish exports between Kurdistan and the central government in the absence of a permanent petroleum law.

Even as the parties discuss the Oil and Gas law and Federal Revenue Sharing Law, the KRG wants the federal government to end its practice of blacklisting companies that operate in Kurdistan.

"That really was a wrong policy adopted by the oil ministry and in Baghdad, and it was very harmful to Iraq," Hawrami said in the Investment report.

These issues are unlikely to be resolved soon. The Iraqi central government and the KRG remain in a legislative gridlock on the validity of the PSCs signed directly between the international oil companies and the KRG.

"Matters are further exacerbated by a lack of fundamental petroleum law in the country. Discussions on the Oil and Gas Law have been ongoing since 2007, and we expect them to continue into 2012. However, we have no visibility when these issues will be resolved," notes CitibankCitibank

CONCLUSION

The reported agreement between ExxonMobil and KRG may not pan out given Baghdad's opposition, but it highlights the interest of oil majors and also the challenges involved.

Regardless, the KRG needs to be commended for persevering and creating an economic and political oasis despite being dealt a poor hand by history and being displaced, ravaged, pillaged and slaughtered for decades by various regional players.

To their credit, the Kurdistan region has emerged as yet another pocket of opportunity in the Middle East that offers tremendous potential. But it remains mired in political gridlock due to deep-seated regional and national rivalries.

The relationship between the KRG and the central government continues to remain difficult. "The two major issues of contention are the oil contracts (and distribution of revenues) and the Kurdish-populated territories adjoining the boundaries of the Iraqi Kurdistan region," says CitibankCitibank . "We believe that the resolutions of these two issues are closely linked, which may lead to a prolonged dispute that could significantly delay the

plans of the international oil companies operating in the region."□□□

Le tournant liberticide turc De nombreux journalistes arrêtés pour délits d'opinion

Collectif

Hamit Bozarslan

Directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS)

Vincent Duclert

Professeur agrégé à l'EHESS

Ferhat Taylan

Doctorant en philosophie et traducteur

L'Europe veut voir dans le gouvernement turc et dans son leader Recep Tayyip Erdogan la solution à toutes ses peurs devant la montée des partis islamistes au lendemain des révolutions arabes. Puisque ceux-ci invoquent le modèle de l'AKP turc – promoteur dit-on d'une voie originale de démocratie islamo-conservatrice –, il n'y a plus lieu de s'inquiéter, la marche vers la liberté se poursuivra sans faillir ! Ce soulagement est exprimé en boucle, notamment par de nombreux commentateurs de politique internationale.

Les raisons de s'alarmer sont pourtant nombreuses dès lors que la réalité politique turque est considérée en ce qu'elle est, et non pour se rassurer à peu de frais. Car la fameuse « démocratie musulmane » (comme on a parlé en Europe de « démocratie chrétienne ») n'a pas du tout les vertus qu'on veut bien lui prêter. En témoignent le sort des minorités ethniques et la situation de la liberté d'expression.

L'acharnement du pouvoir contre les médias indépendants osant aborder la situation kurde ou la domination de l'AKP est devenu grave, comme l'a souligné Reporters sans frontières dans un communiqué du 26 octobre. Pour n'évoquer qu'un seul cas parmi les soixante-dix journalistes emprisonnés pour délit d'opinion, Ahmet Sik, auteur d'un ouvrage censuré avant même d'être publié, portant sur l'influence de l'organisation de sensibilité religieuse de Fethullah Gülen au sein de la police et de l'Etat, croupit en prison depuis mars.

S'engager pour la fin de la violence d'Etat contre les Kurdes et demander pour

ces derniers la reconnaissance, comme citoyens turcs, de leurs droits à la liberté individuelle et au pluralisme culturel, ou simplement informer l'opinion publique, font l'objet d'une répression policière et judiciaire de plus en plus systématique.

Octobre figurera à cet égard comme l'un des mois les plus critiques pour les démocrates turcs. Le 4 octobre, Deniz Zarakolu, ingénieur, doctorant à l'université Bilgi d'Istanbul, et éditeur pour la maison Belge qui joue un rôle essentiel dans la diffusion des recherches de pointe, a été arrêté pour avoir donné une conférence sur « *La Politique, d'Aristote* », dans le cadre de l'académie du parti kurde BDP (Parti de la paix et de la démocratie), parti légal qui siège au Parlement. Puis ce fut le tour d'Ayşe Berktaş (Hacimirzaoglu), chercheuse et traductrice, d'être interpellée à son domicile d'Istanbul et incarcérée.

Le 28 octobre, Büsra Ersanlı, professeure renommée de sciences politiques et de droit constitutionnel de l'université Marmara, était arrêtée la veille de la table ronde internationale qu'elle devait diriger à l'université Bilgi d'Istanbul sur « Les questions controversées de l'histoire de la République turque ». Le même jour, Ragıp Zarakolu, le directeur des éditions Belge (et père de Deniz), par ailleurs membre fondateur de l'Association des droits de l'homme et ex-président du Comité des écrivains emprisonnés (PEN-Turquie), était lui aussi placé en garde à vue. Quarante-huit autres interpellations étaient effectuées par la police qui a investi les bureaux stanbuliotes du BDP. Le maintien en détention, jusqu'à leur procès, de Büsra Ersanlı et de Ragıp Zarakolu a été prononcé, le 1^{er} novembre, par le tribunal de Besiktas.

Menées par les unités antiterroristes de la police, ces arrestations dites « opérations KCK » (Rassemblement social du Kurdistan) visent à détruire le travail d'intellectuels, d'avocats et d'universitaires turcs pour bâtir une démocratie respectueuse des minorités et des droits individuels. Le gouvernement emploie contre eux la manière forte et compte sur la justice – qu'il contrôle – pour briser ces engagements pacifiques et le travail d'information.

Depuis 2009, près de 8 000 personnes ont été arrêtées pour des faits d'exercice de la liberté d'expression. En cela, la Turquie d'Erdogan révèle son vrai visage,

celui d'un pouvoir qui a de moins en moins à envier au régime des généraux des années 1980. Rien à voir en tout cas avec la démocratie islamique tant vantée ces dernières semaines.

La Turquie est riche de ses démocrates, de ses artistes, de ses intellectuels indépendants. Plusieurs milliers d'entre eux se battent courageusement depuis des années pour repousser l'ultranationalisme, demander la lumière sur les crimes du régime militaire, défendre la mémoire arménienne et la liberté de l'histoire, protéger les droits de l'homme, rapprocher les communautés, exercer en d'autres termes leurs droits d'homme ou de femme dans un pays qu'ils veulent libre.

La voie démocratique en Turquie réside bien plus sûrement dans ce travail de liberté de la société civile et intellectuelle que dans les manœuvres dilatoires d'un gouvernement adepte des méthodes de désinformation pour mieux étouffer la vérité sur sa politique de répression. Celle-ci avait du reste guidé sa première appréciation du « printemps arabe », à travers un soutien affirmé aux dictateurs en place, de Mouammar Kadhafi à Bachar Al-Assad –, ce dernier qu'Erdogan qualifiait de « *bon ami* ».

Le sort des démocrates turcs intéresse toute l'Europe. Leurs combats déterminent son avenir autant que celui de la Turquie. Ne l'oublions jamais. Et battons-nous pour Ayşe, Büsra, Deniz, Ragıp et tous ceux qui attendent leur procès en prison et sacrifient leur liberté pour un idéal commun.

Dans un moment où, par une remarquable opération de marketing, on promeut la démocratie turque comme un modèle pour le monde arabe, cette dernière vague d'arrestations révèle une fois pour toutes le mode de fonctionnement du pouvoir AKP : réduire à néant le mouvement politique kurde, inculper les intellectuels de Turquie qui travaillent à l'arrêt des combats à l'est du pays, s'emparer de l'appareil d'Etat pour écarter toute opposition, intimider l'ensemble des médias, et se draper pour finir dans le drapeau de la démocratie pour mieux égarer des opinions européennes complaisantes. En somme, c'est une démocratie « bonne pour l'Orient » qu'on essaie de nous vendre ici.

Nous dénonçons cette stratégie qui vise à terroriser la société turque au nom de la lutte contre le terrorisme. Un journaliste d'investigation n'est pas un terroriste, un universitaire engagé n'est pas un criminel, un éditeur indépendant n'est pas un traître. Ces hommes et ces femmes sont l'honneur de la Turquie. Nous appelons la communauté à faire pression sur le gouvernement turc pour la libération des prisonniers d'opinion. Nous demandons aux Etats européens de sortir de l'angélisme et de regarder l'histoire en face. ■

La pétition internationale qui vient d'être lancée est accessible par le lien suivant : www.ipetitions.com/petition/detentionsinturkey/signatures

M. Khaddam : « Des dirigeants de l'armée syrienne savent que le régime est fini »

L'ancien vice-président et responsable de la diplomatie syrienne, en exil à Paris depuis 2005, tente de fédérer les mouvements d'opposition et appelle à une intervention internationale

Rencontre

Abdel Halim Khaddam vit en France depuis l'automne 2005. C'est à cette date que l'ancien vice-président syrien a fait défection, quittant son pays et rompant avec le régime de Bachar Al-Assad. Au début de son séjour parisien, il avait accusé, lors d'un entretien télévisé, le chef de l'Etat syrien d'avoir ordonné l'assassinat de Rafic Hariri, l'ancien premier ministre libanais tué dans un attentat le 14 février 2005. Mais depuis l'élection de Nicolas Sarkozy, qui avait décidé en 2007 de renouer avec la Syrie de M. Assad, à rebours de la politique menée par Jacques Chirac, Abdel Halim Khaddam était astreint à un strict devoir de réserve.

Les temps ont changé et Paris, en pointe dans la dénonciation des exactions en Syrie, a levé toute obligation de réserve. Cette semaine, M. Khaddam est donc sorti du silence, multipliant les prises de parole. Signe supplémentaire du changement d'attitude de la France à son égard : la protection policière devant son luxueux domicile du 16^e arrondissement de Paris, où il a reçu *Le Monde*, a été nettement renforcée.

L'entrée en scène de M. Khaddam, 79 ans, n'est une bonne nouvelle ni pour le régime syrien, ni pour l'opposition. C'est un homme qui connaît les arcanes du pouvoir baasiste pour l'avoir servi pendant trente-cinq ans, d'abord sous Hafez Al-Assad puis sous son fils Bachar : M. Khaddam, qui connaît le régime de l'intérieur et le juge « *irréformable* », y a conservé des relais, notamment dans le parti Baas. « *L'armée est déployée dans tout le pays depuis neuf mois, les officiers sont épuisés. Je reçois des informations, explique-t-il, sur les inquiétudes des dirigeants de l'armée. Ils savent que le régime est fini et se demandent où toute cette répression féroce va conduire. Ils se demandent de plus en plus pourquoi lier leur destin à la famille Assad. Bachar [Al-Assad] est inquiet, il ne passe pas deux nuits de suite au même endroit* », assure M. Khaddam.

Pour lui, le pouvoir, en Syrie, n'est exercé que par une poignée d'hommes : « *C'est Bachar Al-Assad qui décide de tout. Il est aidé par son frère Maher, son cousin Rami Makhlof et une poignée d'officiers des services de renseignements, tous issus de la communauté alaouite. Tous les autres sont des exécutants, des auxiliaires ou des propagandistes, ils sont gouvernés par la peur. Le Baas ne sert plus à rien depuis longtemps. Mais comme tous les régimes totalitaires, le régime syrien est moins solide qu'on ne le pense.* »

L'ancien vice-président, qui a longtemps dirigé la politique étrangère de son pays sous le règne de Hafez Al-Assad (1970-2000), dispose d'un carnet d'adresses international fourni et, notamment, de relais en Arabie saoudite. Il dit également

« Comme tous les régimes totalitaires, le régime syrien est moins solide qu'on le pense »

être en contact indirect avec les dirigeants de l'Armée syrienne libre, qui regroupe des déserteurs et multiplie les embuscades contre les forces de l'ordre et les chabiha – les milices du régime – à l'intérieur du pays. Pour autant, la Syrie n'est pas, pour lui, encore entrée « *en guerre civile* ».

Son profil d'ancien baasiste peut encourager des cadres du régime à prendre leurs distances. D'autant que M. Khaddam affirme vouloir tout faire pour « *préserver l'Etat syrien, contrairement à ce qui s'est passé en Irak, où le démantèlement de l'Etat, du parti Baas, de l'armée et des institutions ont entraîné le chaos et les massacres.* » Mais le passé d'Abdel Halim Khaddam, qui a servi, sans mot dire, pendant trois décennies et demie la dictature des Assad, ne manque pas de susciter sarcasmes et méfiance au sein de l'opposition syrienne. « *Je regrette d'avoir participé à ce régime, plaide-t-il, et chaque fois que j'y repense, je ne peux m'empêcher de ressen-*

tir un malaise. Mais je m'occupais de politique étrangère et non intérieure. Si j'ai porté préjudice à un seul citoyen syrien, je suis prêt à en répondre devant les tribunaux. »

Il reste que l'entrée en scène de M. Khaddam complique un peu plus la donne d'une opposition déjà divisée. L'ancien haut responsable sponsorise en effet le Conseil national de soutien à la révolution syrienne, dont la naissance a été annoncée à Paris lundi 7 novembre. C'est une structure de plus, qui vient s'ajouter au Conseil national syrien (CNS), l'instance la plus représentative présidée par Burhan Ghalioun, un universitaire respecté vivant en France, et le Comité national de coordination pour le changement démocratique, basé en Syrie. Alors que le CNS milite pour la chute du régime et pour une « *protection internationale* » du peuple syrien, le Comité national de coordination continue de vouloir dialoguer avec le pouvoir et rejette toute ingérence étrangère.

Qu'apporte de nouveau le Comité national de soutien à la révolution syrienne, lancé par M. Khaddam ? Ce dernier a beau souligner que cette structure est « *au service de la révolution* » et veut « *unifier les différents courants de l'opposition* », il ne manque pas de repro-

« Si l'Occident abandonne la Syrie à Bachar Al-Assad et ses alliés, il portera la responsabilité de la domination iranienne sur toute la région »

cher au CNS d'être « *dominé par les Frères musulmans* ». Une remarque qui ne manque pas de sel quand on se souvient que M. Khaddam s'était allié aux Frères musulmans en 2006 en vue de renverser le régime de Damas, avant que ceux-ci ne prennent leurs distances.

La structure fondée par M. Khaddam appelle, pour sa part, à « *une intervention militaire étrangère, seul moyen de mettre fin au bain de*



Abdel Halim Khaddam

sang et de venir à bout du régime rapidement ». Cette position maximaliste colle aux attentes des manifestants, en particulier dans la ville martyre d'Homs, épuisés par les massacres et la répression qui ont causé plus de 3 500 morts en Syrie selon les Nations unies. Malgré tout, la question d'une intervention militaire reste explosive au sein de l'opposition.

Pour M. Khaddam, l'enjeu dépasse largement les frontières syriennes : « *Si l'Occident abandonne la Syrie à Bachar Al-Assad et ses alliés iraniens, il portera la responsabilité de la domination iranienne sur toute la région, de l'Irak au Liban, aux territoires palestiniens et même au Golfe, où Téhéran entretient des agents dormants. Alors, l'Iran dominera la majeure partie des réserves mondiales de pétrole et sera en mesure de dicter les prix* », met-il en garde. ■

CHRISTOPHE AYAD

La Ligue arabe et l'Union européenne renforcent l'isolement du régime syrien

Damas a été suspendu des instances de la Ligue arabe après son refus d'appliquer un plan de sortie de crise. De leur côté, les pays européens ont adopté de nouvelles sanctions

Beyrouth
Correspondance

Sur des panneaux et des banderoles, parfois enserré dans un cœur rouge, le portrait de Bachar Al-Assad a été brandi par des dizaines de milliers de Syriens, dimanche 13 novembre. Lors de rassemblements pro-régime à Damas, Alep, Lattaquié et jusque dans le Golan occupé, les manifestants ont dénoncé la décision prise samedi par la Ligue arabe.

Sous l'impulsion du Qatar et de l'Arabie saoudite, l'organisation a annoncé depuis son siège, au Caire, la suspension de la participation de Damas à ses travaux, à compter du 16 novembre. La Ligue arabe a aussi invité les pays arabes à retirer leurs ambassadeurs de Syrie et mis en garde le pouvoir baasiste contre des sanctions économiques et politiques. Elle a encore exhorté l'opposition syrienne, divisée, à se réunir au Caire pour y préparer un projet de transition. Des mesures saluées par le Conseil national syrien (CNS), principale plateforme de l'opposition.

Visiblement encouragée par la décision de la Ligue arabe, l'Union européenne (UE) a également haussé le ton. Elle a décidé, lundi 14 novembre, d'étendre ses sanctions contre le régime du président Bachar Al-Assad à 18 personnes supplémentaires, essentiellement des militaires. Les Vingt-Sept ont également suspendu les activités en Syrie de la Banque européenne d'investissement (BEI) qui, entre 1978 et 2010, a accordé plus de 1,7 milliard d'euros de prêts à Damas.

Au total, l'Europe a déjà adopté sept séries de sanctions contre Damas, notamment un embargo sur les armes et les livraisons de pétrole. Elles visent actuellement 56 personnes en Syrie jugées responsables de la répression des manifestations. L'UE a aussi gelé les avoirs de 19 organisations ou entreprises soupçonnées de soutenir le pouvoir en place à Damas, y compris la Commercial Bank of Syria.

Pour Damas, qui avait jusqu'alors semblé faire peu de cas des démarches de la Ligue arabe, c'est

un véritable camouflet. Le régime avait certes avalisé, le 2 novembre, le plan de sortie de crise présenté par l'organisation. Celui-ci aurait dû être suivi de l'arrêt immédiat des violences, du retrait de l'armée des rues syriennes, ainsi que de l'ouverture d'un dialogue entre le pouvoir et l'opposition. Autant d'engagements restés lettre morte.

«Le régime ne s'attendait pas à la décision de la Ligue arabe, l'une des plus spectaculaires que l'organisation ait approuvées contre un pays arabe. L'impact est déjà mesurable sur le terrain, note Hilal Khasan, responsable du département de sciences politiques de l'Université américaine de Beyrouth. Les autorités syriennes ont immédiatement tenté de faire marche arrière, en affirmant qu'elles vont mettre en œuvre le plan de la Ligue arabe et en se disant prêtes à recevoir un émissaire.»

Le président Assad a loué le soutien de Moscou, qui continue de fournir armes et appui politique à Damas

De fait, loin du ton polémique de l'ambassadeur syrien auprès de la Ligue arabe, qualifiant samedi la décision de l'organisation de « comédie » et dénonçant un projet américain, l'agence de presse

officielle SANA a annoncé, dimanche, que la présidence demandait un sommet arabe extraordinaire. Les autorités seraient également favorables, selon le communiqué publié par SANA, à la visite d'une délégation de la Ligue arabe d'ici à mercredi, date de l'entrée en vigueur de la suspension de Damas.

Ce geste a cependant été précédé par des incidents violents, samedi soir, contre plusieurs représentations diplomatiques dans le pays : l'ambassade d'Arabie saoudite, dont le locataire avait été rappelé dès le mois d'août suite à l'assaut sanglant des forces syriennes contre Hama, a été investie par des partisans du régime et mise à sac. L'ambassade du Qatar à Damas ainsi que deux représentations françaises, à Lattaquié et Alep, ont également été attaquées.

Les velléités d'apaisement de Damas sont aussi contredites par la poursuite de la répression sur le terrain, comme en témoignent les bilans fournis par les militants. Les comités de coordination locale (CCL), à la pointe de la contestation sur le terrain, ont fait état de 30 morts, dimanche, principalement à Hama et Homs. Le réseau a également affirmé que l'armée syrienne continuait de miner des territoires voisins de la frontière avec le Liban.

Tandis que la décision de la Ligue arabe a été saluée par les Nations unies, l'Union européenne et les Etats-Unis, la Syrie sem-

blait chercher ses soutiens, dimanche. Le Yémen a voté contre la sus-

pension de Damas, sans doute pour préserver d'une semblable initiative le régime du président contesté Ali Abdallah Saleh. L'Irak aussi a rejeté cette mesure. Tout comme le Liban, non sans créer une vive polémique à Beyrouth entre majorité et opposition. Le président Bachar Al-Assad a une nouvelle fois loué le soutien de Moscou, qui a condamné la suspension et continue de fournir armes et appui politique à Damas, lors de la visite du patriarche orthodoxe de Russie Kirill.

Le secrétaire général de la Ligue arabe, Nabil Al-Arabi, a évoqué, dimanche, un plan de « protection des civils ». En déplacement en Libye, il n'a toutefois pas évoqué l'intervention étrangère réclamée par certains manifestants mais objet de dissensions profondes au sein de l'opposition syrienne.

Une intervention étrangère que Le Caire et Alger veulent « éviter, sous quelque parrainage que ce soit », selon le chef de la diplomatie égyptienne, Mohammed Kamel Amr, en visite à Alger. Son homologue algérien, Mourad Medelci, a jugé que la suspension de la Syrie était « temporaire », peu avant qu'Alger annonce une réunion ministérielle de la Ligue arabe, mercredi, à Rabat. Le rendez-vous n'avait pas été confirmé par l'organisation, lundi matin. ●

LAURE STEPHAN



Des dizaines de milliers de partisans de Bachar-Al-Assad manifestant, le 13 novembre, à Damas. M. SALMAN/AP

L'Iran et la bombe nucléaire d'Israël

Israël a remporté une victoire d'étape : le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) sur le programme nucléaire militaire de l'Iran a été rendu public dans un climat international sensibilisé par la question d'éventuelles frappes militaires israéliennes contre les installations iraniennes. Cette stratégie de la tension a été déclinée en quelques semaines par un savant mélange d'indiscrétions.

S'il s'agissait de provoquer un durcissement des sanctions contre l'Iran, on aurait tort d'en conclure que la détermination israélienne, qui s'inscrit dans la logique de la « doctrine Begin », est feinte. En ordonnant à l'aviation israélienne de détruire, le 7 juin 1981, le réacteur nucléaire irakien d'Osirak, l'ex-premier ministre Menahem Begin avait énoncé un principe stratégique : Israël fera tout pour empêcher les pays de la région d'acquiescer des armes nucléaires. C'est cette prescription qui a été appliquée, le 6 septembre 2007, lorsque les avions israéliens ont bombardé le site nucléaire syrien de Dair Alzour.

Alors que la tentation du premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, de l'appliquer à l'encontre de l'Iran se heurte aux fortes réticences de l'establishment militaire israélien, deux rappels s'imposent : M. Begin, lui non plus, n'avait pas le soutien des chefs des services de renseignement ; Osirak avait été détruit, mais ce fut une victoire à la Pyrrhus, puisque cette action a incité Saddam Hussein à relancer massivement son programme nucléaire, dont la première guerre du Golfe a eu raison.

Le débat sur la nécessité de parer le danger d'un armement nucléaire de l'Iran serait d'autant plus légitime s'il n'occultait pas la singularité nucléaire d'Israël. Car la « bombe » irakienne est une poupée russe de l'arsenal nucléaire israélien, pour au moins deux raisons. C'est la volonté de l'Etat juif d'éliminer toute concurrence nucléaire qui l'incite à envisager une incertaine aventure militaire en Iran.

Comme rien ne permet d'exclure que Téhéran parvienne in fine au « seuil » nucléaire, la question d'un Iran de facto doté de l'arme atomi-

Analyse

PAR LAURENT ZECCHINI

Correspondant à Jérusalem

que, qui devra coexister avec ce parangon de l'« ambiguïté nucléaire » qu'est Israël, se pose. En attendant, ses dirigeants récitent, chaque fois que nécessaire, leur mantra selon lequel « Israël ne sera pas le premier Etat à introduire des armes nucléaires au Proche-Orient ».

La meilleure façon de respecter cette promesse, c'est la politique d'« ambiguïté nucléaire », fruit d'un accord israélo-américain remontant à septembre 1969. Aussi longtemps qu'Israël ne reconnaîtra pas qu'il possède l'arme nucléaire et ne la testera pas, les Etats-Unis ne feront rien pour remettre en cause l'opacité nucléaire sur laquelle on ferme les yeux. Au fond, les gouver-

Tout le programme nucléaire israélien est couvert par une loi du silence respectée par le monde politique et par la presse

nements américains successifs – et leurs partenaires européens – ont toujours accepté les certitudes de Ben Gourion, qui voyait dans l'arme nucléaire de l'Etat juif une « police d'assurance » visant à empêcher un nouvel Holocauste.

C'est la même justification que brandit M. Nétanyahou en associant le président Mahmoud Ahmadinejad à Hitler. Cette logique va plus loin : tant qu'Israël sera entouré de voisins menaçant sa sécurité, Washington n'exercera aucune pression pour l'amener à signer le traité de non-prolifération nucléaire. Israël possède entre 75 et 200 têtes nucléaires, selon l'organisation américaine Arms Control Association.

Cet arsenal pourrait être employé par l'intermédiaire de plusieurs vecteurs : chasseurs bom-

bardiers F-16 et F-15 ; missiles balistiques Jéricho ; missiles de croisière embarqués sur les sous-marins de la classe Dolphin. Pour autant qu'on le sache, la doctrine nucléaire israélienne se borne à la dissuasion, même si, comme le rappelle l'expert américain Avner Cohen, Moshe Dayan, ex-ministre israélien de la défense, a été tenté de se livrer à une « démonstration nucléaire » lors de la guerre du Kippour, en 1973.

Tout le programme nucléaire israélien est couvert par une loi du silence respectée par le monde politique et par la presse, au nom de la défense collective d'un enjeu existentiel, et au détriment de la transparence démocratique. Dans quelles circonstances l'usage de l'arme nucléaire pourrait-il être envisagé ? Qu'elle est la chaîne de commandement aboutissant au « bouton » de l'apocalypse ? Où sont retraités les déchets radioactifs du réacteur de Dimona ?

Quelles précautions sont en place face aux risques environnementaux, sachant que ce site du Néguev est proche de la faille sismique syro-africaine ? Mystère... Après cinq décennies, le bilan de la politique d'« ambiguïté nucléaire » est contrasté : faut-il mettre sur le compte de la dissuasion non explicite d'Israël le fait que des puissances régionales comme l'Égypte, la Turquie et l'Arabie saoudite ne se sont pas lancées dans la course aux armements nucléaires ?

A contrario, si l'Irak, la Libye et la Syrie y ont un temps succombé, et si l'Iran est engagé dans une fuite en avant nucléaire, est-ce la preuve de l'inanité de cette politique ? Les Israéliens récusent le scénario d'un équilibre nucléaire avec l'Iran, à l'instar de celui qui a tenu pendant la guerre froide entre les Etats-Unis et l'URSS, et de celui qui perdure entre l'Inde, le Pakistan et la Chine. Si Israël renonce à une opération militaire et que les sanctions internationales sont inopérantes, force sera d'accepter la perspective d'un Iran parvenu au « seuil » nucléaire. Il s'installerait au Proche-Orient, entre l'Iran et Israël, une double ambiguïté nucléaire qui accroîtrait dramatiquement la dangerosité de la région. ■

izecchini@lemonde.fr



Les drones américains transférés d'Irak en Turquie

14 novembre 2011 (Reuters)

Les drones américains chargés d'espionner les activistes kurdes du PKK basés dans les montagnes du Kurdistan irakien ont été transférés sur la base américaine d'Incirlik, dans le sud-est de la Turquie, a annoncé lundi le Pentagone.

Ce transfert, qui concerne quatre

drones « Predator » sans pilote, a été décidé à la demande du gouvernement d'Ankara en raison du départ, programmé d'ici la fin de l'année, de la totalité des forces américaines stationnées en Irak depuis 2003.

Le porte-parole du Pentagone a précisé que ces drones, jadis basés en Irak, effectuaient des missions de reconnaissance visant les maquisards séparatistes turcs du Parti des travailleurs du

Kurdistan (PKK, interdit) depuis deux semaines à partir de la base d'Incirlik.

Il a toutefois refusé de dire si les « Predator » continuaient à franchir l'espace aérien irakien pour survoler les bases arrières du PKK dans les montagnes irakiennes.

Le PKK, qui se bat depuis plus de 27 ans pour l'autonomie du sud-est de la Turquie, figure sur la liste établie par le département d'Etat des organisations terroristes.

Les Etats-Unis disposent d'environ 1.500 militaires sur la base d'Incirlik.



Iraq's Kirkuk faces uncertainty without U.S. troops

November 16, 2011 - By Mustafa Mahmoud - (Reuters)



A general view shows the city centre of Kirkuk, 250 km (155 miles) north of Baghdad November 5, 2011. REUTERS/Ako Rasheed

KIRKUK, Iraq - In Iraq's northern oil city Kirkuk, home to a volatile mix of Kurds, Arabs and Turkmen, politicians and residents fear a possible explosion of ethnic conflict when American troops leave.

With prospects that U.S. forces will leave Iraq by December 31, the city turns uncertainly to Iraqi and Kurdish security forces to keep the peace in an area contested by Iraq's central government and semi-autonomous northern Kurdistan.

"We do not trust the Iraqi forces' ability to preserve security and order after the withdrawal of American forces," said government worker Ibrahim Mohammed, a Kurd. "Security will deteriorate at the same speed as the withdrawal."

"I really hope this will not happen and American forces will remain in Kirkuk. It is my wish for the new year."

Kirkukis were among those Iraqis who argued most vociferously for U.S. forces to stay past the year-end deadline for their departure prescribed by a 2008 bilateral security agreement. Officials had lobbied publicly for an extension.

Even those who are fully behind the American withdrawal fear potential problems in Kirkuk, which sits atop some of the world's biggest oil reserves.

Nearly a quarter of Iraq's oil exports come from the fields around Kirkuk. Last month the region shipped an average of 460,000 barrels per day, 22 percent of Iraq's total exports.

U.S. military officials long ago marked the city as a likely flash-point for future conflict.

"What do we gain from America's democracy? Violence, sectarian divisions...," said Munaf Abdulla, a restaurant owner and an Arab, but added: "Kirkuk is a volatile area, vulnerable to explosion because of the problems ... over control of its fortune."

With Iraq's central government in Baghdad and the Kurdistan Regional Government in Arbil both claiming Kirkuk, a census to determine whether the city has a Kurdish or Arab majority that might have backed up one or the other's claims has been repeatedly shelved.

Arabs and Turkmen accuse Kurds of flooding the city with their kin. Kurds say dictator Saddam Hussein "Arabised" Kirkuk by encouraging Arabs to move there in the 1980s and 1990s.

COMPETING CLAIMS

While Kurdistan says it has historic rights to the city, Kirkuk is officially outside the three northern provinces that comprise the region. Iraqi security forces, and not the Kurdish peshmerga army, have the responsibility to protect it.

Kurdish president Masoud Barzani, in a visit to Kirkuk in late October, promised local politicians and residents that the city would be properly protected when U.S. troops leave.

"We will not allow for terrorists to believe that Kirkuk has become an open field," he said.

Whether Kirkuk will prove to be a time bomb depends on who you ask.

"I don't think security will be set back with the departure of the Americans from the city," said Brigadier General Samir Abdul Kareem, an Iraqi army commander. "We have been handling the city for the past four months without any problems."

Other security officials were less optimistic, however.

"I can't say we can completely control security in Kirkuk after the pullout," said Brigadier Halou Najat, a Kurdish peshmerga commander. "The success of keeping Kirkuk stable will depend on the cooperation between security forces in the city."

An experimental force of Kurdish peshmerga, Iraqi army and



A man (R) wearing a Kurdish costume buys turkeys at a market in central Kirkuk, 250 km (155 miles) north of Baghdad November 5, 2011. In Iraq's northern oil city Kirkuk, home to a volatile mix of Kurds, Arabs and Turkmen, politicians and residents fear a possible explosion of ethnic conflict when American troops leave. REUTERS / Ako Rasheed

Iraqi police, part of an effort spearheaded by the United States to get the two sides to cooperate, now helps patrol Kirkuk.

Yaseen al-Bakri, a political science professor at al-Nahrain University, said the coming withdrawal could lead to rival factions taking advantage of the confusion to achieve their own ends.

In addition to the dispute between Arbil and Baghdad over the city and its oil wealth, Kirkuk is rife with competing property claims stretching back over generations.

"It is certain that the Arab-Kurdish conflict will worsen, because after the U.S. withdraws, everyone will think it is a time to collect their spoils ... in the absence of a policeman who was able to prevent some of the parties from exceeding their bounds," Bakri said.

As in the rest of Iraq, violence in Kirkuk has dropped sharply since the sectarian slaughter that killed tens of thousands across the country in 2006-07. But the city continues to be plagued by

insurgent attacks and kidnapping-for-ransom by militants looking for money to fund operations.

"I say with total fear for the future, we don't want the U.S. forces to walk out of Iraq, at least at this time. We don't want to see our country slip once again toward sectarian war," said government worker Ibrahim Kareem, 45, an Arab.

"I see we are moving toward a catastrophic situation. This is an explicit fact: Iraqi forces have failed to end the violence, killing and kidnapping."

"Speaking reasonably," said Ahmed al-Askari, a Kurdish member of the Kirkuk provincial council, "American forces must stay longer to train Iraqi forces ... With the current performance of the forces in Kirkuk, I can see trouble in the future in handling security."

Other residents argue the long U.S. presence in the area has made little difference, and believe Kirkuk's tensions lie less with residents or security forces than in political turf battles over control of the disputed city and its untapped riches.

"Every day we witness explosions, assassinations and kidnappings... all these events occur with the presence of U.S. forces and Iraqi ones," said Ahmed Hassan, the Turkmen owner of a car parts shop.

"We want Iraqi government to take real measures to maintain (security). This issue has nothing to do with the presence or withdrawal of American forces. I believe Iraqi stability depends on cooperation among political parties." □

Hurriyet
DailyNews.com

November 13, 2011

PKK member killed after hijacking ferry

KOCAELI- Turkish commandos killed a member of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) on Saturday after he hijacked a ferry with 24 people aboard in the country's north-west and brought the hostages to safety after a 12-hour ordeal.

Special forces stormed the ferry, which was carrying 18 passengers and the crew, at dawn and killed the hijacker off the coast of Silivri, a town west of Istanbul, media reports and hostage accounts said. "We saw the commandos boarding. They finished it in 10 minutes," hostage Ceyhun Tezel told private channel NTV. "We didn't see them (killing the hijacker), but we heard three shots first, and then three more," he said.

Another hostage Kemal Karagül said they hadn't seen the hijacker at all.

"We just heard his voice from the deckhouse. He ordered the ferry staff to bring us food. Then he gathered us all together in the middle floor of the ferry. We just waited there and then we heard the guns," he said.

Serious incident

Interior Minister Idris Naim Şahin told NTV that the assailant was 27-year-old Mensur Güzel, head of the



The ferry was hijacked around 6 p.m. on Friday in the Marmara Sea. Special forces stormed the ferry, which was carrying 18 passengers and the crew at dawn. AA

youth branch of the PKK in Kocaeli province, and that he was carrying a bomb.

Şahin said Güzel was carrying three pieces of A-4 explosives, each 450 grams, and five empty bottles, the minister said, adding that the incident was "serious" but handled "successfully."

He said it was not possible to arrest the hijacker alive. "Officers tried to convince him (to surrender) during the whole night," he said. "They told him everything they could." His motives, however, were still unclear, officials said.

"The terrorist did not clearly specify his aims, so we do not have clear information about his demands," said Technology Minister Nihat Ergün, Anatolia news agency reported.

Transportation Minister Binali Yıldırım also said the hijacker only demanded basics such as food and drink, Anatolia said.

Officials' remarks conflicted over the hijacker's connections with the PKK and whether he was carrying a real bomb.

Kocaeli Gov. Ercan Topaca said earlier that the hijacker was carrying a fake bomb made up of wires and bottles. Topaca also voiced suspicions over his connection with the PKK.

Hijacking

The ferry "Kartepe" was hijacked around 6 p.m. on Friday in the Marmara Sea, where PKK leader Abdullah Ocalan is imprisoned on an Imralı Island, about 120 kilometers southwest from where the Kartepe was taken. Turkish media say the hijacker was assumed to be heading for the island.

The boat was plying its normal route in the northern part of the sea when it was seized. It anchored off Silivri after sailing in circles until it ran out of gas, according to media reports.

Measures were boosted around Imralı, said pro-Kurdish Firat news agency, which is known to have close links to the PKK. Ocalan has not been allowed to see his lawyers for months, it added.

After prosecutors conducted their investigation onboard, the ferry sailed to nearby Ambarlı port under escort of security officials, media reports said. The body of the hijacker, which was kept on the ferry after the operation was over, was to be sent to a forensic medicine unit in Istanbul, Anatolia said.

□□□

Will Barzani's mediation work?

Columnists



LALE KEMAL

loglu@todayszaman.com

Ankara has recently asked a senior Iraqi Kurdish leader to relay its message to Murat Karayılan, the leader of the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK), in the Kandil Mountains in northern Iraq, that the organization should declare a ceasefire and lay down its arms.

This message of Turkey has been given to Massoud Barzani, President of the Kurdish Regional Government (KRG) during his visit to Turkey early in November upon invitation by the Turkish government. Barzani held talks with senior Turkish officials, including President Abdullah Gül and Prime Minister Recep Tayyip Erdoğan. Barzani's meeting with Gül lasted around one hour and only the translator was present during the meeting. Gül has reportedly refused to share his talks with Barzani even with his close aides. Senior state officials are of the opinion, however, that during the recent talks Turkey asked Barzani to act as a mediator and relay its message to Karayılan, the PKK's number two after jailed leader Abdullah Öcalan.

Turkey is understood to have warned Barzani that "if the PKK continues its violent attacks, your region [northern Iraq] will also be affected," and asked him to tell the number two of the separatist organization that it should declare a ceasefire and ask its terrorists to lay down their arms.

Ankara's message to Karayılan through Barzani has been given as part of a road map said to have been drawn during the latest meeting of the National Security Council (MGK) held on Oct. 27. The road map envisages steps to be taken to end the PKK's existence in northern Iraq. PKK terrorists have long been based in northern Iraq and infiltrate Turkey through the border to stage their violent attacks.

Turkey's strategy over the PKK in northern Iraq appears to be similar to the one that Ankara pursued in 1998 against Syria that paved the way for the Damascus regime at the time to stop hosting Öcalan, who is currently being held in a Turkish prison.

The following wording of the MGK statement released on Oct. 27 gives strong signals that Ankara is determined to continue its military crackdown on the PKK unless its military capabilities are weakened, while obliging the Iraqi central government in Baghdad and the KRG to take the necessary action to end the PKK's existence on its territory:

"Those circles or nations giving logistical support to the terrorist organization, encouraging them as well as allowing them room to maneuver to continue their violent attacks will share responsibility in the negative results that terror, a crime against humanity, has been causing."

Turkey has long been urging both the Iraqi central government and the northern Iraq authorities to take the necessary measures not to allow the PKK to operate from their territories.

Turkey's military has launched air strikes and limited ground missions into northern Iraq since August this year after a surge in separatist attacks.

In addition to stepping up its pressure on Barzani, the president of the KRG, Turkey has been increasing its military capacity to achieve its ultimate goal of ending the PKK's existence in northern Iraq.

As part of strengthening its technical capacity, four US Predator unmanned aerial vehicles (UAVs) were deployed to the İncirlik air base in Turkey in mid- to late-October.

The aircraft are believed to have been transferred from Iraq in two batches. Ankara sees the Predators among the arms critical in its intensified fight against the PKK.

As Turkey has stepped up its military as well as diplomatic moves to stop this separatist organization from being a major threat to its stability, PKK terrorists have reportedly begun leaving Turkey and returning to their bases in northern Iraq due to the severe winter weather conditions in the region of mountainous terrain.

Massoud Barzani, in the meantime, is understood to have accepted Turkey's offer for mediation with the PKK.

Whether the PKK is willing to declare ceasefire and lay down arms is a big question mark because the organization is not expected to lay down its arms if it does not get some concessions from Turkey, such as a general amnesty. I do not know whether Ankara has made the PKK any promises in return for declaring a ceasefire and, more importantly, in return for laying down arms. But for sure it is too early for Ankara to declare a general amnesty for all PKK terrorists.

We may see fewer terrorist attacks against the Turkish targets over the winter, until the spring of 2012, when snow melts in the region and the PKK resumes its deadly attacks, benefiting from the eased weather conditions. However, spring may witness the heaviest ever military crackdown of the Turkish security forces on PKK targets in this 30-year-old fight, if a non-military solution cannot be found between now and then. ■



November 13, 2011

We support changing the Syrian regime - Kurdish Alliance

ARBIL / Aswat al-Iraq: The Kurdish Alliance said that "reforming the Syrian regime is a desperate matter", pointing out that "the Iraqi government abstention does not represent the opinion of the Alliance".

Alliance spokesman Muayad al-Tayib said to Aswat al-Iraq that "the decisions at the Cabinet are taken by majority, and the final decision represents the government official opinion", pointing out that the Kurdish Alliance supports the Syrian people and demands the change of the regime.

"The Syrian regime is a hopeless case due to its suppressive practices against its people", he added.

The Arab League decided yesterday to suspend Syrian membership, calling member states to withdraw their ambassadors from Damascus, till it implements the Arab plan to solve the Syrian crisis.

The resolution was taken by the approval of 18 countries, three objected (Syria, Lebanon and Yemen) with Iraqi abstention.

Syrian cities are witnessing massive demonstration against Asad regime since March last, while UN reported that 3500 persons were killed since then.

Exxon's Tillerson Follows Tony Hayward Into Kurdish Bonanza

By Joe Carroll

Exxon Mobil Corp. Chief Executive Officer Rex Tillerson is playing catch-up with a former rival, ex-BP Plc CEO Tony Hayward, in a race to tap oil riches in Iraq's Kurdish region that dwarf the deep-water Gulf of Mexico.

Exxon, the world's largest company by market value, signed a contract to drill for crude in the Kurdish-controlled north of the country on Oct. 18, Ashti Hawrami, the natural resources minister for the Kurdistan Regional Government, said yesterday during an oil conference in Erbil, Iraq. Hayward's Vallares Plc has a six-week head start with its \$2.1 billion agreement in September to acquire Turkey-based Genel Energy Plc, the biggest oil producer in Kurdistan.

Home to about 40 percent of the Iraqi nation's 115 billion barrels of reserves, Kurdistan has attracted keen interest from small and mid-sized foreign explorers since the fall of Saddam Hussein in 2003 opened the region for the first time in decades. The biggest international producers such as Exxon had steered clear of Kurdistan to avoid getting in the middle of a long-standing dispute between Iraq and Kurdish leaders over how to divide oil revenue.

Iraq's central government said it's settled the dispute with an agreement that would open the door to international oil companies operating in the Kurdish region without penalty from Iraq, according to a Nov. 12 report by Radio Free Europe/Radio Liberty, the U.S. government-funded news outlet.

Expanding Production

Tillerson has been expanding Exxon's holdings from the Russian Arctic to the Texas-Mexico border to reverse a production shortfall that saw third-quarter output drop the most in three years. The company's willingness to sign a contract with Kurdish authorities may presage a flood of investment and acquisitions not only in the northern region but all over Iraq as perceptions of political and security risks diminish, said Gianna Bern, president of Brookshire Advisory & Research Inc., a Chicago-based risk-management adviser to the energy industry. "Iraq is open for business," Bern said. "If Exxon can advance its efforts in Iraq, then opportunities for all the major oil companies to invest are going to increase significantly over the next several years."

Kurdish authorities have offered international oil producers more profitable terms than those given by Iraq's central government. In Kurdistan, foreign explorers are granted a share of the oil pumped from each well. That's a richer prospect than the service contracts with Iraq's government for developing southern oilfields, which give foreign companies pre-set fees of as little as \$1.90 a barrel.

Tensions with Iraq

Shares of oil explorers focusing on Kurdish fields surged today. Petroceltic International Plc rose 8 percent in London after earlier jumping 13 percent. Gulf Keystone Petroleum Ltd. advanced as much as 14 percent.

Exxon riled some members of the Iraqi government by signing its exploration contract with Kurdish leaders before the oil-sharing agreement with Iraq had been completed. After Exxon's contract was reported Nov. 11, Abdul-Mahdy al-Ameedi, head of licensing at the Iraqi central government's Oil Ministry, threatened to cancel the company's existing contracts to extract oil in Iraq's southern fields.

A day later, Adal Barwari, Prime Minister Nouri Kamil al-Maliki's adviser on Kurdish affairs, told Radio Free Europe/Radio Liberty

that the central government and the Kurds reached "mutually acceptable" solutions to long-standing disagreements over oil, territory and Kurdish armed forces.

Alan Jeffers, a spokesman for Irving, Texas-based Exxon, declined to comment yesterday in an e-mailed statement.

Hayward's Kurdish Plan

Hayward, forced out of London-based BP last year after the Deepwater Horizon disaster that killed 11 rig workers and spilled more than 4 million barrels of crude in the Gulf, plans to spend about \$725 million to develop Genel's six Kurdish fields. An equal amount will be devoted to buying up some of the 41 companies drilling for crude and natural gas in the Kurdish region, Hayward said during a Sept. 8 meeting with reporters in Istanbul.

"We will be participating in the inevitable consolidation among the 41 companies in the Kurdish region," he said. "We want to have the dominant position in the region by building a bigger company."

Vallares, a so-called blank-check company founded by Hayward, financier Nathaniel Rothschild and banker Julian Metherell, said in a Nov. 3 statement that it plans to change its name to Genel Energy Plc, pending approval by shareholders.

Kurdistan holds as much as 45 billion barrels in crude reserves, Hawrami said in September. That's more than double the 20.4 billion barrels of crude the U.S. Energy Department estimates lay beneath the sea floor in the deep-water Gulf of Mexico.

Unexploited 'Vast' Reserves

Iraqi oil production surged to a 9-year high of 2.73 million barrels a day in September, according to data compiled by Bloomberg. Output fell 2.7 percent to 2.655 million barrels a day last month after attacks on pipelines in the southern part of the country disrupted transport.

"Iraq may be one of the few places left where vast oil reserves have barely been exploited," the U.S. Energy Department's Energy Information Administration said in a 2010 report on its website.

Tillerson, a University of Texas-trained engineer, is spending \$37 billion this year to drill wells, construct gas-export terminals and expand oil refineries as he seeks new sources of growth for Exxon. In the past year-and-a-half, Tillerson signed a \$3.2 billion deal with Russia's OAO Rosneft to explore the Black Sea and Kara Sea for crude, and devoted another \$40 billion to acquisitions in gas-rich U.S. shale formations.

'Binding Contract'

So far, Exxon has been mum about its plans for Kurdistan, refusing even to confirm the existence of an agreement. "It's a binding contract," Hawrami told reporters yesterday at the Kurdistan-Iraq Oil and Gas Conference in the regional capital city Erbil.

The agreement entitles Exxon to explore six blocks, including Al Qush, Bashiqa, Tirman, Betwata, Qurna-Hanjeer and an area along the border with Iran, he said. Hawrami didn't disclose any details about how much Exxon has pledged to spend on seismic mapping, exploratory drilling or training local residents to work in the oilfields.

"Iraq is considered a frontier region in the oil industry," said Brookshire Advisory's Bern, a former BP crude trader and author of "Investing in Energy: A Primer on the Economics of the Energy Industry." "It's still a risky place to operate but if Exxon can advance its efforts there, it'll be a pretty significant feather in its cap."

Syrie : les Occidentaux s'appuient sur les leviers de la Ligue arabe et de la Turquie

La France a rappelé son ambassadeur à Damas, tandis que les pressions régionales s'intensifient

Le geste est symbolique mais il s'inscrit dans ce que l'on perçoit, à Paris, comme une « accélération » de la diplomatie sur le dossier syrien. Après huit mois de répression qui ont fait plus de 3 500 morts, le danger d'un scénario d'affrontements armés s'est récemment accru en Syrie. La France a rappelé, mercredi 16 novembre, son ambassadeur en poste à Damas, Eric Chevallier, pour « consultations ». Cette décision intervient alors que la Ligue arabe et la Turquie, acteurs jugés essentiels pour accroître la pression sur le régime de Bachar Al-Assad, ont commencé à se mobiliser de façon inédite.

La Ligue arabe, réunie en sommet extraordinaire à Rabat (Maroc), a suspendu, mercredi, la participation de la Syrie à l'organisation, comme elle avait menacé de le faire le 12 novembre, dans une décision jugée historique. La Ligue a par ailleurs donné « trois jours » à la Syrie pour faire cesser les tueries, faute de quoi des « sanctions » seraient envisagées, a annoncé le Qatar, très actif sur le dossier. Les pays arabes protestent ainsi contre le peu de cas que le pouvoir syrien avait fait de leur tentative de médiation pour parvenir à un arrêt des massacres et à un dialogue entre le régime et l'opposition.

La Turquie a, pour sa part, annoncé la mise en place de sanctions contre la Syrie, interrompant des investissements dans le secteur pétrolier et menaçant de couper des fournitures d'électricité. Attendue depuis des semaines, cette décision est saluée par des diplomates comme un tournant majeur. Elle vient consolider la stratégie d'étau-

fement économique et financier du pouvoir syrien, voulue par les Etats-Unis et l'Union européenne.

Le pouvoir turc a longtemps hésité à franchir ce pas, semble-t-il pour deux raisons : la crainte que Damas n'instrumentalise plus avant la question kurde, et l'anticipation des retombées économiques d'une politique de sanctions. Mais la rupture entre le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdo-

gan, et le régime syrien, dont il s'était rapproché ces dernières années, semble consommée.

L'objectif des Occidentaux est de s'appuyer sur ces partenaires régionaux – Ligue arabe et Turquie – pour tenter de déverrouiller la situation à l'ONU. Il s'agit de pousser la Russie à réviser sa position, alors qu'elle empêche depuis des mois l'adoption d'une résolution au Conseil de sécurité. En se préva-

lant du soutien des pays arabes, l'administration américaine et les Européens veulent démontrer qu'ils suivent une politique multilatérale et progressive.

La Chine plus en retrait

La Russie, fait-on valoir côté français, s'expose à un isolement complet sur la question syrienne. La Chine, qui avait également mis son veto, en octobre, à un projet de résolution, serait désormais plus en retrait. Le premier ministre français, François Fillon, devait se rendre jeudi à Moscou. Alain Juppé est attendu en Turquie, pour des entretiens où la question syrienne figurera au premier plan. « L'étau se resserre autour du régime [syrien] complètement autiste », a-t-il commenté.

Le ministre des affaires étrangères a lié le rappel de l'ambassadeur français aux « nouvelles violences [qui ont] eu lieu en Syrie » : la série d'attaques contre des bâtiments diplomatiques, ceux de la France ayant été visés à deux reprises. Paris a décidé de fermer ses consulats et instituts culturels. Les ambassades du Maroc et des Emirats arabes unies ont été attaquées mercredi, après celles d'autres pays arabes, ces derniers jours. Le Maroc a rappelé, jeudi, son ambassadeur.

A Rabat, la Ligue arabe et la Turquie ont affiché un front commun, lors d'un forum régional auquel participait le chef de la diplomatie turque, Ahmet Davutoğlu. Les délégations ont réclamé des « mesures urgentes pour protéger les civils » en Syrie, tout en mettant en garde « contre toute intervention étrangère ». ■

NATALIE NOUGAYRÈDE



Le premier ministre qatari, Hamad Ben Jassem Al-Thani, à droite, et le secrétaire général de la Ligue arabe, Nabil Al-Arabi, le 16 novembre à Rabat, au Maroc. ABDELHAK SENNA/AFP

Les déserteurs syriens montent au front

L'Armée syrienne libre, qui revendique plusieurs milliers d'hommes, multiplie les attaques contre le régime.

ISABELLE LASSERRE

PROCHE-ORIENT « La scission au sein de l'armée syrienne ne sera pas décisive. Elle ne suffira pas à faire tomber le régime. Depuis vingt ans, la plupart des gens admis à l'Académie militaire sont membres du parti Baas. Ils resteront pour la plupart loyaux au régime. » Dans son appartement de la banlieue parisienne, les yeux rivés sur al-Jezira, qui diffuse en boucle les images des manifestations syriennes, ce général à la retraite préfère rester anonyme. Il n'est pas membre de la confession alaouite, celle du régime de Bachar el-Assad, et s'apprête à regagner Damas. « À mon âge, je ne veux pas finir en prison », justifie-t-il.

Depuis plusieurs jours, les déserteurs de l'Armée syrienne libre (ASL) ont pourtant intensifié leurs attaques contre l'armée régulière du président Bachar. Après avoir revendiqué plusieurs opérations contre les forces du régime dans la ville de Homs (Centre), à Deraa (Sud), le berceau de la contestation et dans la province d'Idlib (Nord-Ouest), ils ont frappé un grand coup mercredi dernier en attaquant, à l'aide de lance-roquettes, un centre des services secrets et des renseignements de l'armée de l'air à Harasta, au nord de Damas. L'attaque, la première

organisée par des déserteurs contre un bâtiment gouvernemental depuis le début du soulèvement en mars, a fait 20 morts. Elle n'a pas été lancée au hasard : « C'était l'un des centres où les opposants étaient torturés », explique, au téléphone, Ali, qui coordonne depuis la Turquie la défection des officiers syriens.

Osée, l'opération a été critiquée par une partie de l'opposition et de la communauté internationale, qui redoutent que le conflit ne dégénère en guerre civile. Ce week-end, cependant, un nouvel assaut a visé des locaux du parti Baas dans la capitale syrienne.

Fondée fin juillet par Riad el-Assad, un

colonel ayant déserté pour protester contre la répression menée par l'armée officielle, l'ASL revendique aujourd'hui plusieurs milliers d'hommes. Cette semaine, elle a annoncé la création d'un conseil militaire provisoire qui s'est donné pour objectif de faire tomber le régime, de protéger les populations civiles et de prévenir l'anarchie en Syrie.

Les doutes des officiers

Si l'on en croit les officiers qui la dirigent depuis la Turquie, l'ASL grossit de jour en jour. « Les cas de désertion se multiplient. Les défections ont surtout lieu au sein des unités chargées de la répression », explique le colonel Ayhan al-Kurdi, responsable de l'ASL pour la région de Hama, joint par Skype à la frontière turque. Membre d'une unité de la défense aérienne, il a déserté le 1^{er} juin, juste après l'affaire d'Hamza, ce jeune garçon de 13 ans arrêté à Deraa, torturé et assassiné par les forces du régime, qui est devenu le symbole de la révolution syrienne. Il raconte les doutes des officiers de l'armée de Bachar. « Il y a six mois, ils avaient encore l'espoir de pouvoir stopper les manifestations. Aujourd'hui, c'est fini. Ils ont peur. Certains, sans désertir, ont commencé à travailler pour nous en nous faisant passer des renseignements. Les officiers sunnites se sont vu retirer leurs armes. »

Même son de cloche chez le lieutenant Basim al-Khaled, qui a déserté en juin après que son régiment ait commis des exactions. Il quitte régulièrement la Turquie pour mener des opérations avec l'ASL. « Nous libérons des villes, mais par intermittence seulement. Pour protéger les manifestants et empêcher les forces du régime de tirer contre eux. Dès que la manifestation est finie, nous nous éparpillons afin de ne pas provoquer une guerre civile. Cette semaine par exemple, nous avons empêché l'armée de pénétrer à Djebel Zeouia pendant plusieurs jours. Nous poursuivons cette tactique jusqu'à ce que nous ayons réussi à créer une zone de sécurité pour l'ASL en Syrie », explique-t-il. En « contact permanent » avec des « gradés » de l'armée officielle, il se dit optimiste. « Les officiers savent qu'ils ne pourront pas continuer ainsi longtemps. Ils

AHMET DAVUTOGLU
MINISTRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES TURC

« Il est pratiquement certain que le régime de Bachar el-Assad est en train de perdre pied. Toutes les évaluations sont faites à partir de cette hypothèse. Plus vite le régime tombera, mieux ce sera pour la Turquie »



Erdogan à Assad: « Le jour viendra où tu partiras aussi »

LA TURQUIE, qui adopte une position de plus en plus ferme contre le régime syrien, réfléchirait à l'instauration d'une zone tampon à sa frontière avec la Syrie en vue de protéger les populations civiles au cas où la répression du soulèvement se durcirait. Pour la première fois depuis le début en mars de la contestation contre le régime du président syrien Bachar el-Assad, le premier ministre turc a affirmé hier que les jours du dirigeant syrien

étaient comptés. « Le jour viendra où tu partiras aussi », a lancé Recep Tayyip Erdogan à l'adresse du chef de l'État syrien, après l'attaque sur une route syrienne de deux cars de pèlerins turcs revenant de La Mecque. Selon la presse, Ankara pourrait créer des zones tampons à la frontière qui sépare les deux pays pour éviter un afflux de grande ampleur en cas d'intervention des forces syriennes dans une zone proche de la Turquie telle qu'Alep, au nord du pays. (AFP)

sont prêts à lâcher Bachar el-Assad dès que l'occasion se présentera. »

D'autres en sont moins sûrs. S'il est très difficile de connaître le nombre exact de déserteurs, il est facile en revanche de savoir que des pans entiers de l'armée syrienne et, notamment les hauts gradés, qui appartiennent à la même confession alaouite que Bachar el-Assad, ne sont pas près de lâcher le pouvoir. C'est aussi le cas de la 4^e Division blindée, une unité d'élite composée de fidèles du clan el-Assad, dédiée à la défense du régime et qui conduit une grande partie de la répression depuis le début de la révolution.

Si les désertions se multiplient dans l'infanterie et l'artillerie, l'armée de l'air est restée entièrement fidèle au régime. Depuis l'arrivée au pouvoir du père de Bachar, Hafez al-Assad, un officier de l'armée de l'air, le secteur a été placé sous le contrôle de la famille et du clan. « L'armée de l'air, c'est le royaume de Bachar. Elle défendra le régime jusqu'au bout. Les manifestants craignent que le régime envoie ses avions pour mater la révolution », explique le général qui ne veut pas donner son nom, dans la banlieue parisienne. C'est la raison pour laquelle de nombreux opposants réclament l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Syrie. ■



Les déserteurs de l'Armée syrienne libre dans une vidéo datée de samedi. AFP/YOUTUBE

AFP

Irak: Le sort de la base de Kirkouk suscite des tensions arabo-kurdes

BAGDAD, 19 novembre 2011 (AFP)

LES TENSIONS entre Arabes et Kurdes survenues cette semaine au sujet du transfert de la base aérienne de Kirkouk font craindre une conflagration ethnique à l'échelle de l'Irak, à l'heure où les soldats américains s'en vont.

Le conflit a éclaté jeudi, alors qu'était prévue une cérémonie pour la remise de la base américaine de Hourriya aux autorités irakiennes, dans le cadre du retrait prévu de l'armée américaine d'Irak à la fin de l'année.

Cet aéroport se trouve dans la riche cité pétrolière de Kirkouk, à 240 km au nord de Bagdad, que se disputent âprement le gouvernement central et la région autonome kurde en raison de ses richesses naturelles.

Une cérémonie s'est déroulée jeudi en présence de responsables irakiens, mais en l'absence de représentants américains, qui ont par la suite déclaré que le transfert n'avait pas encore officiellement eu lieu.

Ajoutant à la confusion, le porte-parole du ministre de la Défense, le général Mohammed al-Askari, a de son côté affirmé que la base de Hourriya avait "été remise à son ministère". "La mise en oeuvre du pacte de sécurité entre l'Irak et les Etats-Unis se passe bien, sans aucun problème", a-t-il ajouté.

Les autorités kurdes locales, qui craignent de voir l'armée irakienne, composée essentiellement d'Arabes, s'installer au coeur de Kirkouk, ont proposé de transformer la base en aéroport civil, qui serait contrôlée par la police locale, à majorité kurde.

Selon le gouverneur kurde de la province de Kirkouk, Najm al-Din Omar Karim, un compromis a été trouvé avec le Premier ministre Nouri al-Maliki, qui a donné son accord à condition qu'une petite quinzaine de véhicules de l'armée assurent la protection de l'aéroport.

"Il se peut que des parties veuillent provoquer une crise, mais le feu vert du Premier ministre à la transformation en aéroport civil a apaisé les tensions",

a affirmé M. Karim.

Avant cette avancée, des responsables de sécurité kurdes avaient affirmé que des peshmergas avaient été dépêchés à Kirkouk, une information toutefois démentie par un haut responsable du ministère en charge de ces combattants kurdes.

Compte tenu de cette crainte d'une guerre entre Arabes et Kurdes au sujet de plusieurs territoires disputés, le nouvel envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU Martin Kobler a affirmé à l'AFP que ces territoires, dont Kirkouk, seraient sa "priorité".

Pour Hamid Fadhel, professeur de sciences politiques à l'université de Bagdad, le conflit autour de la base "est un signe clair que Kirkouk constituera une zone de vrais problèmes entre Arabes, Kurdes et Turkmènes". "C'est aussi un signe que la situation à Kirkouk pourrait mener à une guerre ethnique", s'inquiète-t-il.

Des responsables locaux font également part de leur inquiétude: "Ce qui s'est passé dans la ville illustre l'absence de confiance entre le gouvernement et les provinces", a relevé Ribwa Faeq al-Talabani, vice-président kurde du conseil provincial de la région de Kirkouk.

Kamran Kirkuki, un autre membre kurde de ce conseil, a accusé le gouvernement central de "tenter de créer des zones de tensions au travers de disputes ethniques" afin de détourner l'attention de ses autres difficultés.

L'armée américaine a souvent joué un rôle de médiateur entre les forces irakiennes et kurdes. Elle est ainsi à l'origine de la création des "Lions d'or", une force militaire conjointe arabo-kurdo-américaine de plusieurs centaines d'hommes créée en 2010 dans cette région afin de désamorcer le conflit latent entre Kurdes et Arabes.

Dans ce contexte, le départ des Américains dans quelques semaines menace l'équilibre, estime le professeur Hamid Fadhel. "Kirkouk représente un danger pour tout l'Irak", prévient-il. "Je pense que Kirkouk sera le vrai test pour un Irak sans les Américains".

Iraq criticizes Exxon over Kurdish oil deal

BAGHDAD

BY ANDREW E. KRAMER

An Iraqi deputy prime minister overseeing the oil industry here has issued a sharp rebuke to the largest U.S. oil company operating in Iraq, Exxon Mobil, over the company's efforts to expand its oil holdings into the semiautonomous Kurdish region in the country's north.

The statement Saturday from the official, Hussein al-Shahristani, said the Iraqi government had cautioned Exxon against pursuing oil deals in Kurdistan, which the government said would remain illegal until long-awaited rules can be worked out to split revenue among fractious Iraqi regions.

Mr. Shahristani's office issued the statement a day after Exxon, based in Irving, Texas, and the largest U.S. petroleum company, had become the first major international oil operator to sign a contract in the Kurdistan region.

Exxon has declined to comment on the deal, but regional officials in Kurdistan have confirmed that they signed a deal with the company. On Sunday, the regional energy minister, Ashti Hawrami, told reporters at an oil conference in Erbil, the Kurdish capital, that Exxon had been awarded six exploration blocks.

With the deal, Exxon is wading into a central dispute that has dogged Iraq since the U.S. invasion.

Oil has long been the heart of Iraqi wealth, and the invasion threw control of the rich reserves into question, exacerbating longstanding enmity be-

tween the Kurds and other Iraqis. Under President George W. Bush, the passage of an oil law to split revenue was considered a crucial benchmark to bring long-term peace to Iraq.

Many smaller oil companies, including U.S. ones like Marathon and Hunt, both of which are also based in Texas, have signed contracts with the Kurdistan Regional Government. But the larger companies had held back to ensure they retain deals for fields in the south.

Michael Klare, a professor at Hampshire College in Massachusetts and an authority on the Iraqi oil industry, said Exxon might be betting that Iraq would not make good on threats of punishment, recognizing that the company's investment elsewhere in the country was crucial to its economic revival.

"Both Exxon and the Iraqis understand that Iraq has no hope of reaching its lofty goals of higher oil output without Exxon's involvement," Dr. Klare said. "Threats to punish the company for investing in the Kurdish area are hollow."

Critics of the oil companies that went to Kurdistan after the overthrow of Saddam Hussein's government say they are pursuing development in a manner that, far from contributing to stability through economic growth, has heightened ethnic tensions between Arabs and Kurds.

An Exxon spokesman, Alan T. Jeffers, said Saturday that the company would not comment on whether it had signed an oil deal in Kurdistan or respond to the Iraqi deputy prime minister's statement.

For now at least, the Iraqi government appears to be taking a strong, but somewhat vague, stance. "The Iraqi government will deal with any company that violates the law the same way it dealt with similar companies before," the deputy prime minister's statement said.

In the past, the government has excluded oil companies active in Kurdistan from new auctions elsewhere in Iraq. It was unclear whether the statement implied any threat to revoke Exxon's existing contracts, which would be significant. A spokesman for Mr. Shahristani declined to elaborate.

The actual legal argument against any deal remains a matter of dispute. The Iraqi Constitution allows regions to strike their own oil deals, but the central government says there is no law spelling out how that can happen.

Beyond the ripples that oil deals send through Iraq's fragile politics, they are important for bringing new oil to world markets — but only if the relations between companies and the government go smoothly enough to allow investment.

Under a 2009 contract, Exxon is leading a consortium developing one of Iraq's largest oil fields, outside Basra near the Gulf.

Exxon and its partners agreed to invest \$50 billion over seven years to increase output by about two million barrels of oil per day at West Qurna Phase 1, bringing more new oil to market than the United States produces in the Gulf of Mexico.

Margins, though, are low. Kurdistan offers more lucrative production-sharing agreements, allowing the company to earn a larger share of revenue and to count more of the crude on its books, which helps increase stock prices.

An employee contributed reporting from Erbil.

France pulls ambassador, pressuring Syria regime

BEIRUT

Army defectors attack military and intelligence bases near Damascus

THE ASSOCIATED PRESS

France recalled its ambassador to Syria on Wednesday as President Bashar al-Assad came under increasing pressure from home and abroad, with Syrian Army defectors killing at least eight soldiers in a daring attack on the military.

The ambassador, Éric Chevallerier, was ordered home in the wake of recent attacks against diplomatic missions and increasing violence stemming from the eight-month-old uprising in Syria.

Pro-government demonstrators have stormed the diplomatic offices of France, the United States and other countries critical of the Syrian government. Syrian forces fired tear gas on Wednesday to disperse demonstrators outside the Qatari and United Arab Emirates embassies in Damascus.

The French foreign minister, Alain Juppé, said "the vise is tightening" around the Syrian regime. "I'm convinced the Syrian people will keep up their fight, and France will continue to do everything possible to help," he told the lower house of Parliament.

The move came as the Arab League met in Morocco, where the organization was expected to suspend Syria formally over its crackdown.

The suspension, a surprisingly harsh move for a member of Syria's standing, took effect Wednesday but was being reviewed by the Arab League as a matter of normal procedure and could be upheld or overturned.

France, Syria's former colonial ruler, has been increasingly critical of the Assad government in recent weeks, urging him to step down and meeting with opposition figures. A government spokeswoman, Valérie Pécresse, said France was working with the Syrian opposition "to try to develop a political alternative" to the Assad government.

Mr. Assad, who inherited power 11 years ago from his father, is facing a swiftly escalating challenge to his rule.

Syrian Army defectors attacked military and intelligence bases near the capital and an army checkpoint in Hama Province on Wednesday.

Attacks on government forces by renegade troops have been growing in recent days as the political crisis appears to be spiraling out of control.

Although activists say the anti-government demonstrators have remained largely peaceful, an armed insurgency has developed in recent months, aiming at Mr. Assad's military and security forces.

The deadliest attack Wednesday was in Hama Province, where army defectors killed at least eight soldiers and security forces in an assault on a checkpoint in the village of Kfar Zeita, according to the British-based Syrian Observatory for Human Rights.

Syrian Army defectors also said they had launched several attacks on Mr. Assad's military and intelligence bases near Damascus before dawn on Wednesday. The Free Syrian Army said in a

"I'm convinced the Syrian people will keep up their fight."

statement that its main predawn attack targeted a compound run by Air Force Intelligence in Harasta, a Damascus suburb. Defectors hit military checkpoints in Saqba and three other Damascus suburbs, Douma, Qaboun and Ara-been.

The attacks could not be independently confirmed, and the Free Syrian Army released no details about the fighting or possible casualties.

A Syrian opposition figure, who spoke on condition of anonymity to discuss military operations, said the operation in Harasta was carried out by defectors who attacked the compound from three sides with automatic rifles and rocket-propelled grenades. He added that the administrative building was damaged and that the attackers made sure not to hit a nearby building where people were being detained.

Attacks by army defectors have been rare near Damascus, Mr. Assad's seat of power, although there have been growing reports of the clashes in the northwest in Idlib Province, the center in Homs Province and the south in Dara'a Province.

The Syrian government has largely sealed off the country, barring most foreign journalists and preventing independent reporting. Details gathered by activist groups and witnesses, along with amateur videos, have become key channels of information.

The Syrian Observatory for Human Rights said 11 people were killed elsewhere on Wednesday, including seven in Homs Province. It said that four others, including three defectors, were killed in Hama Province after they were ambushed by troops loyal to Mr. Assad.

On Monday, defectors killed 34 of Mr. Assad's soldiers and members of the security forces in Dara'a, on one of the bloodiest days of the uprising.

Syria near 'civil war,' Russian official warns

BEIRUT

BY NADA BAKRI

Deserters from the Syrian Army reportedly carried out attacks against the offices of the Syrian ruling Baath party in northwestern Syria on Thursday, a day after they claimed an assault on an intelligence base that Russia, a close ally of Syria, said was bringing the country closer to civil war.

The Syrian government did not mention either attack, which were reported by activists, citing the accounts of local residents, and their scale and effectiveness was not clear. But even without a firm picture of any damage, the attacks were, at a minimum, indicative of growing boldness on the part of military defectors in the face of a crackdown that the United Nations says has killed more than 3,500 people.

Army desertions — which have been reported since the start of the uprising — have yet to test the unity of Syria's military. But the continued flow increases the pool of recruits for the armed defector groups. Some analysts said that the military defections may be increasing after an Arab League rebuke, a powerful signal that even Syria's neighbors could no longer brook the bloody crackdown.

On Thursday, the civilian toll mounted. The Local Coordination Committees, an opposition group, said that at least 11 people were killed across Syria, including four army defectors, seven civilians and two minors.

In Moscow, Foreign Minister Sergey V. Lavrov said that the international community should call on all sides in Syria to stop the bloodshed. "There are more and more weapons that are being smuggled in from neighboring countries," Mr. Lavrov said. "Today I saw a television report about some new so-called rebel Free Syrian Army organizing an attack on the government building, on the building belonging to Syria's armed forces. "This was quite similar to a true civil war," he added.

At the United Nations, Germany, France and Britain were circulating a draft General Assembly resolution endorsing the Arab League-brokered peace plan calling on Syria to halt all violence and withdraw armed forces from civilian areas, moving to further quarantine Syria internationally as well as in

the Arab world. Several Arab countries expressed interest in helping to sponsor the measure, the German mission said in a statement.

In Turkey, once Syria's ally and now a sharp critic, Prime Minister Recep Tayyip Erdogan denounced the lack of effective action against the Damascus government, questioning whether international players were ignoring the bloodshed because the country offered no precious resources. "Syria might not be generating the level of reactions seen in Libya because it does not have that much petrol," Mr. Erdogan said, in a televised speech at the Black Sea Economic Cooperation Summit in Istanbul.

"However, I would like you to know that those, who are killed in Syria are as human and living souls as those who died in Libya.

"In facing the massacres in Syria," he went on, "the silence and inert attitude of those, who have boosted their appetite for Libya, cause irreparable wounds in the conscious of humanity."

The Syrian Observatory for Human Rights, an opposition group operating in exile, said that armed fighters believed to be members of the Free Syrian Army launched an attack with rocket-propelled grenades on a building housing the offices for the Baath party in the city of Maarat al-Noaman. The group said clashes ensued between the fighters and security forces who were outside the building.

Abo Moayed, an activist from Idlib who said he is in contact with fighters from the Free Syrian Army, said that the attack was launched after receiving signals from soldiers inside the building.

There was no way to confirm the account or assess whether it might be exaggerated.

The attack on the intelligence installation, in the Harasta suburb of Damascus, was one of several clashes claimed on Wednesday by the Free Syrian Army. But at the time, the Local Coordination Committees said the attack was most probably an act of vengeance by protesters who were imprisoned and interrogated there. Another group said only two rocket-propelled grenades were fired at the building, and there was no apparent damage.

Hwaida Saad and Neil MacFarquhar contributed reporting from Beirut, and Sebnem Arsu from Istanbul.



16 November 2011

New Republic: Will Kurds Determine Syria's Fate?

BY MICHAEL WEISS

On the eve of Eid al-Adha, the Islamic "Festival of Sacrifice," Burhan Ghalioun, the de facto leader of the Syrian National Council (SNC), the newly formed opposition group that aims to be internationally recognized as Syria's government-in-exile, went on international television to deliver an address. Ghalioun's remarks didn't stint on the kinds of emotional appeals and platitudes befitting a future president, but there was at least one substantive inclusion that shouldn't go overlooked: "Syria's new constitution," Ghalioun said, "will protect minorities and their rights, including the Kurds, who have suffered discrimination."

The fate of the Syrian revolution may reside in that one sentence. Syrian Kurds who have joined the call to revolution against Assad have nonetheless been frustrated in their attempts to secure adequate representation in the opposition's nascent government-in-exile in Turkey. If they aren't accommodated—and fast—then the SNC won't have much standing as a representative transitional body worthy of international support. Indeed, it's only with the support of Syria's Kurds that the SNC will be capable of earning the allegiance of a critical mass of the Syrian population.

Syrian Kurds make up between 15 and 20 percent of the total Syrian population (the exact figure is unknown because no real census has been taken in Syria for 50 years), making them Syria's largest minority group—larger even than the ruling Alawite sect which has so far proven largely loyal to the regime. Kurds are everywhere in Syria, although their communities are concentrated in the north and northeast of the country. As in other Arab countries, they've been a repressed minority, with laws against the use of their language in Syrian schools and against their holding passports and ID cards (without which land deeds can't be tendered). Kurdish territory in Syria had been confiscated by the Ba'ath regime and given to Arab Bedouins; the government has routinely intimidated Kurds attempting to celebrate Kurdish holi-



Syrian Kurds protest demand the departure of the Syrian President Bashar al-Assad's regime. Photo: EPA

days, including the Persian New Year, to which the Kurds have added their own distinct coloration and name, Newroz.

The Syrian uprising technically began as a Kurdish one: The Kurds organized the first demonstrations on January 25 in the eastern city of Hasaka, where between 150,000 to 300,000 Kurds reside. As the uprising got underway in mid-March, Kurds residing in mixed cities participated in large numbers. In early April, the Assad regime tried to co-opt the Kurds of Hasaka by cynically offering them full citizenship in exchange for the presumption that they would remain neutral in the larger conflict. They rejected this milk-sop in the interest of pluralism; regional Kurdish leader Habib Ibrahim told Reuters, "Our cause is democracy for the whole of Syria."

The broader protest movement seemed glad for this support. In April, one of the Friday "days of rage" was named "Azadi Friday," in solidarity with the Kurdish protestors ("Azadi" is the Kurdish word for "freedom.") Meanwhile, the brutal assassination of Kurdish opposition member Mishal Tammo in early October in the city of Qamishli hardened many Kurds' resolve against the regime.

But if a good number of Kurds appear willing to turn against Assad, they've been wary about joining forces with the SNC's government-in-exile for a number of reasons. To begin, some refused to

join on account of the early chauvinist noises—made by several members, including Ghalioun himself—about retaining the Syrian republic's "Arab" identity. More recently, others have worried about inadequate Kurdish representation on the Council. Many Kurds feel underrepresented in the SNC's General Assembly, or its parliamentary base: They've got an estimated 22 seats in the 230-member body, although the exact number of their representation is unknown as the names of in-country Syrians have not been disclosed to the public and, in the weeks since the SNC's formation, many Kurds have quit.

The Kurds also feel cheated because they've only been allocated four seats in the 29-member Secretariat, the main decision-making echelon of the SNC. They claim they were promised one or two more seats owing to their proportionate participation in the umbrella bloc of the so-called Damascus Declaration, the traditional Syrian opposition group formed in 2000 when its founders—a cross-section of Syrian intellectuals and reformists—thought that Bashar was going to play the Khrushchev to his late father's Stalin. In reply, the SNC says the Kurds are trying to double-dip, asking for both ethnic and non-sectarian representation at the same time.

But regardless of the details, these squabbles are underscored by a larger, more troubling fact. The Kurds don't have full faith in the SNC, and their concerns stem largely from the council's seeming dependence on its host nation, Turkey, particularly the ruling Islamist Justice and Development Party headed by Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan. "I believe Turkey is playing a negative role in the SNC in terms of the Kurdish issue," Dr. Anwar Yussfu, Britain's representative of the Kurdish Democratic Party in Syria, told me via email. "Erdogan knows that any constitutional recognition of the Kurds in Syria would mean the same, if not more, should be happening in Turkey next." Still other Kurds fear that Erdogan's close relationship to the Muslim Brotherhood means that the SNC is being jerry-rigged to give Syrian Islamists a larger role in the opposition than their on-the-ground constituency merits. Mahmood Muhammed, another member of the Kurdish Democratic Party, told the Kurdish-Iraqi news agency Rudaw that "the goal of the Syrian National Council meeting in Istanbul is to tell the world that the Kurdish role in this revolution is weak and that the future new rule of Syria will be in the hands of [the] Muslim

Brotherhood.”

Potential Turkish meddling in the SNC's affairs is a big problem because Kurdish separatism is still the prism through which Ankara views all regional convulsions. Erdogan may voice sympathy for the Palestinians and other stateless peoples, but he's not nearly as sympathetic when it comes to the PKK, which still wreaks havoc in eastern Turkey through terrorist attacks on soldiers and civilians. Last year, Erdogan threatened to drown the PKK "in their own blood," a promise he's since made good on with ferocious retaliatory strikes that extend into Iraqi Kurdistan, long thought to be the PKK's base of operations.

In light of this history of bad blood, Ghalioun's reference to Kurdish rights in a

broadcast from Istanbul is not idle phrasemaking. A Sorbonne sociologist known as much as for his Arab nationalism as for his secularism, Ghalioun is trying to signal both to the Kurdish minority and to anyone else paying attention that the SNC is still very much its own show, not the script-reader of Ankara.

Later this month, the Kurdish National Council, which presents itself as an alternative, strictly Kurdish-Syrian opposition group, will convene in Erbil, in the Kurdish Autonomous Region of Iraq, to decide whether it should suspend participation in the SNC. The Syrian opposition can scarcely afford to let this happen. It took them eight months to form a transitional body worthy of being shopped for international legitimacy. By contrast, the Libyans took about two weeks to form the National

Transitional Council, which remained relatively cohesive and united through the six-month campaign to topple Qaddafi.

To ensure that Syria's Kurds don't abandon the opposition, the SNC needs to move fast with a number of concrete reassurances, including increased representation in all decision-making bodies and the speedy drafting of a provisional constitution that would spell out, in no uncertain terms, what the Kurds can expect in the post-Assad era. Here's where the U.S. State Department, rather than the Turkish Foreign Ministry, ought to lead from the front.

Michael Weiss is the communications director of the Henry Jackson Society, a London-based foreign policy think tank, and a blogger for The Daily Telegraph.

TODAY'S ZAMAN

16 November 2011

CHP members attack fellow deputy over Dersim massacre comments

TODAY'S ZAMAN, İSTANBUL

Members of the Republican People's Party (CHP) on Tuesday spoke out harshly against fellow party member and Tunceli deputy Hüseyin Aygün, who claimed in an interview with Today's Zaman last week that the 1937 Dersim massacre took place with the consent of the state and the ruling CHP.

"The door is open to those who are not a part of the CHP, who do not embrace the party's ideas. The standing [party] rules must be followed," various CHP deputies allegedly said in a closed-door meeting about Aygün's comments, CNN Türk reported on Tuesday.

Aygün, who contends that the Dersim massacre occurred with the full knowledge of Mustafa Kemal Atatürk, argues that the alleged uprising by Alevi-Kurdish and Zaza minorities which preceded the 1937 massacre was fabricated by state forces that wanted to exterminate the semi-autonomous clans of Dersim.

Aygün defended himself from the harsh words of other CHP deputies, telling CNN Türk on Tuesday, "I was not disrespectful of Atatürk and the CHP." Aygün insists that neo-nationalist forces in the party had ulterior motives for their denunciation of his remarks. "The neo-nationalists' woes concern something else entirely. They don't want the party to be renewed," he said.

While those who claim the Dersim inci-



dent was genocide say that around 70,000 Kurdish-Alevi people were killed in Dersim between 1937 and 1938, no official figures have been provided by the authorities. The rebellion took place in 1937 in Dersim, a historically semi-autonomous region that became known as Tunceli in the aftermath of the uprising. In last week's interview with Today's Zaman, Aygün indicated: "There was no planned rebellion in Dersim, rather it was resistance against the practices of the military. Since there was no planned political movement, it cannot be said there was a rebellion. People were just trying to protect themselves."

Despite pressure from his own party, Aygün plans to ask President Abdullah Gül to begin an investigation to uncover the hidden aspects of the Dersim incident. Aygün told the Taraf daily on Friday that the appointment with the president is slated to coincide with the anniversary of the execution of Seyid Rıza, the chief of a Zaza clan in the region around Dersim and the principal rebel leader in 1937.

The Turkish government of the time, led by former CHP leader İsmet İnönü,



A group of CHP deputies attend a press conference to demand action from party leader Kemal Kılıçdaroğlu against Aygün. AA photo

fought against minority clans with airstrikes and other violent methods of suppression. In 2009 then-CHP Deputy Chairman Onur Öymen angered Turkey's Alevi community by referring to the government's response to the rebellion as an example of fighting terrorism. Tens of thousands of Alevi Kurds and local Zazas were killed and thousands more forced into exile during state's efforts to quell the unrest in Dersim.

Aygün told the Taraf daily on Friday that his comments on the rebellion are supported by CHP Chairman Kemal Kılıçdaroğlu. Kılıçdaroğlu once criticized Öymen for defending the state's response to the Dersim rebellion when debates about it erupted in 2009. However, Kılıçdaroğlu abandoned his criticism when his party officially stood by Öymen. ■

WEDNESDAY, NOVEMBER 16, 2011

Defectors from Syrian Army said to kill troops

BEIRUT

Turkey threatens to cut electricity; Russia and Arab League meet rebels

BY NADA BAKRI
AND RICK GLADSTONE

Dozens of Syrian soldiers have been killed in clashes with army defectors, according to rights activists, as foreign pressure intensified Tuesday on the government of President Bashar al-Assad.

Activists said that the death toll from violence Monday was much higher than first reported, estimating that 50 to 71 people were killed, including 34 soldiers.

The total nearly matched the 72 deaths on April 22, the bloodiest day of the popular uprising.

Representatives of the Russian government and the Arab League met with Mr. Assad's political opponents Tuesday, while Turkey, once a close ally of Syria,

threatened to cut off its supply of electric power to the country unless the violence against civilian protesters is stopped.

Rights groups based their death toll, raised from an initial report of 28, on interviews by telephone and messages from witnesses in Syria, which has severely restricted media coverage. The new figures make Monday the deadliest day in the country since Oct. 29, when 40 people were killed.

The eight-month-old uprising in Syria, one of the most strategically important countries in the Middle East, has become a focal point in the Arab Spring revolutions this year that have toppled autocrats in Tunisia, Egypt and Libya. Exasperated with Mr. Assad's intransigence, the normally placid Arab League voted last weekend to suspend Syria from membership, and on Monday the Jordanian ruler, King Abdullah II, called on him to relinquish power, the first leader of one of Syria's Arab neighbors to go that far.

On Tuesday, the Foreign Ministry of Russia, which has been one of Mr. Assad's remaining steadfast allies, met with emissaries of the Syrian National Council, an opposition group. According to the Interfax news agency, the group failed to gain Russia's support for anything more than a dialogue with Mr. Assad, but the meeting was nonetheless a sign of Russia's impatience with the direction of the Syrian conflict.

At the Cairo headquarters of the Arab League, which had voted to suspend Syrian membership as of Wednesday, the group held meetings with other representatives of the Syrian National

Council and asked them to devise plans for a transition of power, Reuters reported. The agency quoted Abdel Baset Sedah, a council executive, as saying that a conference to discuss details of a transition would be announced soon.

In Turkey, where relations with Syria have been badly strained by Mr. Assad's repression of the uprising, the government threatened to sever power lines to Syria as a punishment, Turkish news media reported.

"Right now we are supplying electricity there," the energy minister, Taner Yildiz, told reporters in Ankara. "If this course continues, we may have to review all of these decisions."

Prime Minister Recep Tayyip Erdogan, who has publicly expressed anger with Mr. Assad several times, said that Turkey no longer had confidence in Mr. Assad's government. In remarks to members of his party that were reported in the Turkish media, Mr. Erdogan said he hoped that Syria, "now on a knife-edge, does not enter this road of no return, which leads to the edge of the abyss."

Mr. Assad's foreign minister reacted angrily on Monday to the Arab League suspension of Syria, calling it "an extremely dangerous step." He also apologized for a spate of attacks on foreign em-

bassies in Syria by pro-Assad loyalists outraged by the Arab League move.

The foreign minister, Walid al-Moallem, speaking at a televised news conference in Damascus, reiterated Syria's contention that it had complied with the terms of a proposed Arab League peace plan by withdrawing its armed troops from urban areas, releasing political prisoners and offering pardons to militants.

But rights activists in Syria, as well as a majority of Arab League members, have said that Syria has failed to comply with the peace plan, pointing to the new violence since Syria agreed to the accord on Nov. 2.

The United Nations said this month that at least 3,500 people have been killed in Syria since the uprising started in March. The government disputes the death toll and has placed blame for the unrest on armed groups.

Rick Gladstone reported from New York.



ADEM ALTAN/AGENCE FRANCE-PRESSE

The Turkish prime minister, Recep Tayyip Erdogan, said Tuesday in Ankara he hoped that Syria "does not enter this road of no return, which leads to the edge of the abyss."

Syria, Turkey and the Kurds

The Kurds, deprived of a homeland in spite of being promised self-determination in the aftermath of World War One, are beginning to play the role of kingmakers in key countries.



by *Aymenn Jawad Al-Tamimi*
Israel National News

According to a report by the French daily *Le Figaro*, Bashar al-Assad is apparently aiming to destabilize Turkey, which has been supporting the predominantly Sunni Islamist leadership of opposition groups to the Syrian regime, by seeking to grant greater autonomy to the Kurdish population that primarily lives in the north and north-east of Syria.

As part of this initiative, Assad has reportedly encouraged the opening of Kurdish schools in the north, and has allowed for a Kurdish politician by the name of Muhammad Salih Muslim- a member of the Democratic Union Party (PYD) that is suspected of being affiliated with the Kurdistan Workers Party (PKK) and is apparently organizing local elections in the Kurdish areas- to return to Syria from exile in Iraq.

What are the observations and conclusions to draw from this report if it is credible?

First, that Assad might wish to use the Kurds as proxies against Turkey in a way has precedent in Syrian policy.

Bashar's father Hafez had once provided a safe haven for the PKK to launch attacks on Turkish soil, and it was during those years that Turkey, sensing that there was a common terrorist threat in the region, had particularly good ties with Israel. However, in 1998, once Turkey threatened to invade Syria to take out the PKK, Hafez changed course, and the tensions between the two countries slowly began to cool down.

On the other hand, while Hafez was sympathetic to the PKK in so far as he could use the group as a proxy against Turkey, granting any form of autonomy was always out of the question. As Adib Abdulmajid points out, one of the key texts that has traditionally defined the Baathist government's discriminatory policies against Kurds in Syria is a book entitled 'A Political, Ethnic, and Social Study of Al-Jazeera Province,' written

by a First Lieutenant in the Syrian Army, Muhammad Talab Hilal.

In his book, Hilal claimed that the Kurds 'had used the pure religion of Islam for their national goals,' and argued that they were orchestrating a sinister program of mass immigration into the Al-Jazeera region of the country's northeast in order to facilitate the creation of a greater Kurdistan. Hence he lambasted the Kurds, calling them 'rabid dogs' whose 'annoying barking' had to be stopped.

The Syrian regime therefore launched a campaign, after the publication of this book, to carry out a policy of Arabization in Al-Jazeera, similar to Saddam Hussein's policies in the north of Iraq. Among these Arabization measures included the loss of Syrian citizenship for 400,000 Kurds (a 1962 measure that predated the Assad dynasty by eight years), confiscation of lands for Arab settlers, and the imprisonment, torture and execution of Kurdish activists.

Coming back to the present day, it is plausible that Assad would make concessions to Kurdish demands in order to weaken the opposition, which certainly has some Kurds among its ranks. The Syrian Kurds in general, like those in Iraq, are undoubtedly more concerned with achieving autonomy at the minimum, rather than overthrowing the central government as an end in itself.

Even among Kurds hostile to Assad, there has been a degree of reluctance to work with the opposition coalition known as the Syrian National Council (SNC), which has set up a government-in-exile. This should not be surprising in light of the insistence among many members of the SNC that Syria retain its identity as an 'Arab Republic' ('Syrian Arab Republic' being the official name for Syria at present).

In addition, as Michael Weiss notes, the Kurds feel under-represented in the Secretariat of the SNC, having only four out of twenty-nine seats, and are concerned about Turkish involvement with the SNC. Thus, it should not come as shock if Assad is trying to exploit these tensions between the Kurds and the SNC.

Nonetheless, if Assad is trying to reach out to Kurds to maintain his hold on power, the initiative of granting greater autonomy could prove a double-edged sword for him. As disclosures from Wikileaks cables reveal, Christians in Al-Jazeera province have

claimed that the Kurds have gradually altered the demographics of the area through immigration and high birthrates, such that an alleged 80-90% historic Christian majority is said to have now become a 35% minority.

Owing to these suspicions and fears of Kurdish aspirations in the area, Assad could well see significant numbers of the Christian minority in Syria- comprising around 10% of the population- turn against him should he be granting autonomy to the Kurds in Al-Jazeera province.

But perhaps Assad has decided on balance that the Christians will ultimately refrain from siding with the predominantly Sunni Arab protestors on account of fear of reprisals or discrimination at the hands of a Sunni Islamist regime that might come to power, should the Baathist regime fall.

More generally, the above observations demonstrate that the Kurds are increasingly a force that can no longer just be regarded as sitting on the sidelines.

Iraq is another case in point, where the Kurdish parties now form a key part of the ruling coalition in Baghdad.

Consequently, the Prime Minister Nouri al-Maliki has often been forced to make concessions to the Kurds, such as allowing the Peshmerga (Kurdish militiamen) to move into the disputed territory of Khanaqin district in Diyala province to annex it on the pretext of security issues. When al-Maliki tried to bolster his nationalist credentials by ordering the Kurds in Khanaqin to lower Kurdish flags, demonstrations were staged in response and al-Maliki backed down.

It is noteworthy how the Kurds, deprived of a homeland in spite of being promised self-determination in the aftermath of World War One, are beginning to play the role of kingmakers in the two countries that have been ruled by Baathist governments (in Iraq this rule lasted from 1968 until the U.S.-led invasion in 2003).

Indeed, despite Baathism's claims to uphold pan-Arab nationalism, the ideology has been little more than a façade for minority despotism: Alawite in the case of Syria, Sunni Arab in the case of Iraq.

Aymenn Jawad Al-Tamimi is a student at Brasenose College, Oxford University, and an intern at the Middle East Forum.

Trip report: The future of oil in Kurdistan

By Javier Blas
in Erbil, northern Iraq

I have spent the past few days touring the oil-rich semi-autonomous region of Kurdistan in northern Iraq, visiting oilfields and interviewing its officials and foreign executives. It is boom time for Kurdistan, which optimists hope could soon produce more oil than some members of Opec. As I am leaving, Kurdistan is celebrating the arrival of ExxonMobil, the first of the so-called supermajors to enter the territory to explore for oil.

But the future will not be a simple trajectory.

Exploration success. The oil and gas map of Kurdistan five years ago was largely blank. Today, dozens of oilfields dot it as companies discover hydrocarbons in commercial quantities in eight of every ten wells they drill. But drilling is not as easy as it appeared to be a few years ago, due to the complex geology of the region, and budgets are overrunning by more than a third in some cases.

Promises, but a tough reality. The Kurdistan Regional Government expects production to reach 1m barrels a day - more than double the output of Ecuador, the smallest member of the Opec oil cartel - by 2015, up from less than 200,000 b/d at present.

Yet future production depends on a political agreement between the KRG and the federal government in Baghdad to approve the long-awaited Iraqi petroleum law, which has been delayed since 2007. While an interim agreement allows for limited exports, which could run at 175,000 b/d next year, companies will be reluctant to invest heavily to lift output

towards the 1m b/d target until a political agreement allows the passage of the petroleum law. The KRG and Baghdad say that the legal text will be done by the end of 2012, but cynical oil executives in Erbil note that both sides have repeated the same message for the past five years.

The arrival of Big Oil: Five years ago only a few small companies ventured into the region, but the nametags at a recent oil and gas conference

another supermajor - Chevron of the US, Total of France and Eni of Italy are the names frequently mentioned - could give the KRG the upper hand, however.

The time for M&A. Most of the territory open for exploration has already been snapped up, so new entrants have just two routes: a so-called farm-in agreement, whereby a company buys a stake in a field or exploratory area in exchange for financing, or buying existing



in Erbil read like a Who's Who of the industry. The pioneers, including the Oslo-listed DNO that is privately owned by Genel Enerji of Turkey, and London-listed Gulf Keystone are still there, but new entrants are arriving, including large groups such as Hess and Marathon of the US, Repsol YPF of Spain, and OMV of Austria. Exxon has become the first supermajor to sign a contract to explore the region. Oil executives, diplomats and regional officials say other supermajors could soon join the world's largest oil company.

The impact of the arrival of Exxon is unclear. Optimistic oil executives say it could force Baghdad to accept the KRG's demands to develop its own industry, but others say that could sour relationships between Kurdistan and the federal government, delaying indefinitely the approval of the petroleum law. The arrival of

companies. The KRG, which by necessity backed small companies at the very beginning, would now prefer to see a consolidation in the sector that leaves fewer and bigger players.

After the arrival of Exxon, the market is valuing the current players at much higher multiples, so expect multibillion dollar deals. Oil executives in Erbil talk in particular about two deals: Gulf Keystone, which could be bought by a supermajor seeking a quick entry; and a potential merger of DNO and Genel Enerji.

Turkey is the new friend. Five years ago, Ankara branded some of the most senior KRG officials as terrorists. Today, Turkish diplomats see Iraqi Kurdistan as a source of energy to power the country's rapid economic growth. Ankara wants to buy natural gas from Kurdistan for power genera-

tion. Moreover, Turkey wants to consolidate Ceyhan as the oil port of the eastern Mediterranean. The port is already the end of the Iraq-Turkey Pipeline and the Baku-Tbilisi-Ceyhan pipeline. Ankara would like to see another oil pipeline - most likely to low-quality Kurdish heavy oil - reaching the port and, potentially, a natural gas pipeline from Kurdistan feeding an LNG plant. Ankara and Erbil even dream that the Iraqi Kurdistan could supply natural gas to the Nabucco pipeline.

The Kurdish boom towns. Erbil, the political capital of Iraqi Kurdistan, is entering an oil boom. The city of 1m people, which still lacks a good hospital, has seen the opening of its first luxury hotel - and another three are under construction. Oil executives fly in and out with airlines offering new routes each month. But while money is pouring in, the region has yet to develop services to benefit from it, importing everything from equipment to food. Costs are rising fast too. Housing prices are rocketing and salaries in the oil industry have doubled in the past five years. And with more than 40 companies elbowing for space in Erbil and the region, retaining competent staff is a problem. Local political commentators are already warning that the region - like others in Latin America, Africa and the Middle East - could see the blessing of oil turning into a curse.

Militante des droits de l'homme, épouse de François Mitterrand

Danielle Mitterrand

Je continuerai mon action jusqu'à ma mort : promesse, conviction, évidence d'un destin, Danielle Mitterrand ne se trompait pas, en cette année 1992. La femme de l'ancien président de la République, qui s'est éteinte, mardi 22 novembre, à 87 ans, à l'hôpital Georges-Pompidou, à Paris, venait alors d'échapper à un attentat à la voiture piégée, en plein Kurdistan irakien. Sept personnes avaient été tuées et dix-sept autres blessées dans le convoi de la présidente de la fondation France-Libertés.

29 octobre 1924 Naissance à Verdun (Meuse)

1940 Son père refuse de livrer la liste des enfants juifs de son collègue. Il est suspendu par Vichy

28 octobre 1944 Mariage avec François Mitterrand

1986 Création de la fondation France-Libertés

8 janvier 1996 Mort de son époux, François Mitterrand

22 novembre 2011 Mort à Paris

Tiers-mondiste, altermondialiste, Danielle Mitterrand s'est consacrée avec opiniâtreté aux causes qu'elle estimait justes. Une première alerte de santé, en septembre, ne l'avait pas empêchée de préparer le 25^e anniversaire de sa fondation, le 21 octobre. «*Il faut que j'écrive mon discours!*», répétait-elle, encore alitée. Une photo nous la montre le jour de la cérémonie. Les yeux de chat sont rieurs, et, sur l'éternel pull noir, brille le bijou qu'elle ne quittait jamais : un pendentif en or où se mêlent les branches du chêne et de l'olivier, l'arbre imaginaire et symbolique de François Mitterrand.

Cet homme brillant, séducteur, charismatique, qui fût son mari cinquante et un ans durant... Une autre sorte de combat. La première rencontre ne la convainc guère, pourtant, dans cette brasserie parisienne où sa sœur Madeleine leur a donné rendez-vous, un soir d'avril 1944. La résistante, qui deviendra l'épouse de Roger Hanin et productrice de cinéma sous le nom de Christine Gouze-Rénal, lui a écrit quelques semaines auparavant : «*J'ai un fiancé pour toi...*» Dans son réseau, Madeleine-Christine a fait la connaissance du «*capitaine Morland*», autrement dit François Mitterrand.

Du haut de ses 19 ans, Danielle Gouze explique ingénument à sa sœur : «*C'est un homme. Moi, ce que j'aime, ce sont les garçons!*» Mais la guerre, où l'on joue son



En 2006. BRICE TOUL/GAMMA

identité et sa vie, ne se prête pas aux attermoissements. Cet homme-là, après s'être beaucoup cherché à Vichy, est maintenant recherché par la Gestapo. En juin 1944, il se cache en Bourgogne «*en compagnie d'une jolie fille dont les yeux de chat admirables restent fixés sur un au-delà dont j'ignore les bornes et les accidents*», écrit-il à une amie (*Les Mitterrand*, Robert Schneider, Perrin, 2011).

Et elle, que sait-elle des bornes et des accidents de ce bourgeois de province, lettré, catholique, beau comme une médaille romaine? Même pas son nom! Elle croit toujours qu'il s'appelle Morland. Elle ignore qu'il vient de connaître une immense peine d'amour avec Marie-Louise Terrasse, la future speakerine Catherine Langeais. Danielle ne sait rien, non plus, du clan Mitterrand, cette fratrie serrée, solidaire, nombreuse, éclosée dans un milieu éclairé, mais conservateur.

Ses parents, en revanche, Antoine et Renée Gouze, un couple d'enseignants de gauche, ont tout de suite mesuré la profon-

deur intellectuelle du jeune Charentais. Danielle, née le 29 octobre 1924 à Verdun, a déménagé, comme son frère et sa sœur aînés, au rythme des nominations de leur père. Ce directeur d'un collège de Villefranche-sur-Saône, franc-maçon au Grand Orient, militant à la SFIO, a refusé d'établir la liste des enfants et des professeurs juifs de son établissement : Vichy l'a suspendu sans traitement.

«*J'avais 16 ans. J'ai dû sortir de l'insouciance et mesurer ma capacité de révolte devant l'injustice, celle que subissaient ces enfants, celle que subissait mon père*», écrit-elle dans *Le Monde* en mai 1986. Le couple Gouze s'est réfugié dans la maison familiale de Cluny et vit en donnant des cours particuliers. Surtout, ils cachent Henri Frenay, chef du réseau Combat, et sa compagne Bertie Albrecht, qui sera torturée par la Gestapo.

Mitterrand, très lié à Frenay, entre dans la famille Gouze plus que Danielle n'entre dans la sienne. Il n'y a pas meilleur brevet de Résistance que cette tribu-là. Le mariage

a lieu à la mairie du 6^e arrondissement de Paris, puis à l'église Saint-Séverin, le 28 octobre 1944. Avant la fin du banquet, il part pour une réunion du Mouvement national des prisonniers et déportés (MNPGD), qu'il préside. Le gâteau n'est même pas coupé. «*Je vous accompagne!*», s'écrie-t-elle. Et la voilà, en robe de mariée, au fond d'une salle enfumée. Le lendemain, elle a 20 ans et toute la vie pour méditer ce qu'il lui arrive.

L'ambition le dévore et le pousse, elle suivra. Le parti qu'elle a pris, c'est celui de son mari. Partout, toujours, et publiquement, jusqu'à excuser tout. La francisque? «*Une couverture pour ses activités de résistante!*»! Sa maladie, qu'elle ne découvre qu'en 1991, comme elle l'assure à *L'Express*? «*Il avait simplement préservé notre tranquillité d'esprit.*»

Lorsque Gilbert naît, en 1949, trois ans après Jean-Christophe, elle n'a que 24 ans et son mari a déjà été député et ministre. Rien ne l'a rebutée, ni les campagnes harassantes, ni les mondanités, qu'elle déteste. Quant à ses incessantes conquêtes... Le jour où elle parle de divorce, il se récrie. Danielle est sa femme, devant Dieu et devant les hommes, ils forment un couple quoi qu'on dise. Mitterrand apprécie aussi beaucoup sa belle-famille. Et puis, divorcer alors que s'annonce une carrière brillante?

A l'aube des années 1960, il lui propose un pacte, selon lequel chacun pourra vivre sa vie de son côté, tout en préservant leur couple social, racontent Ariane Chemin et Géraldine Catalano dans *Une famille au secret* (Stock, 2005). Elle gardera pour elle ce qu'il lui coûte de l'accepter. Un jour, elle le prendra au mot, avec Jean, professeur d'éducation physique, que les visiteurs de la rue Guynemer, puis de la rue de Bièvre, prendront l'habitude de croiser.

De la naissance de Mazarine, la fille de Mitterrand et d'Anne Pingeot, en décembre 1974, elle dira que ce ne fut «*ni une découverte, ni un drame*». Mais la révéla-

tion publique de son existence, à l'hiver 1994, fut un choc terrible. En juillet, elle a subi une double opération cardiaque pour «*réparer son pauvre petit cœur*», dira-t-elle. Danielle Mitterrand eut en tout cas l'élégance, aux yeux de la France entière, d'accueillir Mazarine entre ses deux fils, lors des funérailles de l'ancien président à Jarnac, en 1996, et de l'embrasser. Elle reçut «*un courrier considérable*».

Elle est là, présente, attentive, à toutes les étapes de l'ascension politique de François Mitterrand, en militante et en femme de gauche. Le 19 mai 1974, elle pleure de rage quand la victoire tient à 0,62% des suffrages, qui sont allés à Valéry Giscard d'Estaing. Le 10 mai 1981, elle verse de discrètes larmes de joie quand son mari le bat à son tour, avec plus de 3,5 points d'écart. Et lui qui murmure dans son oreille à Château-Chinon, ce soir-là: «*Que nous arrive-t-il, mon Danou?*»

Au lendemain de l'élection, elle promet qu'elle ne renoncera pas à son rôle de militante. Elle va tenir parole. A l'Elysée, Danielle Mitterrand prend une sorte de revanche. Au président le réalpolitik; à son épouse le militantisme et l'idéalisme, à gauche toute. C'est un partage qui arrange Mitterrand plus qu'il ne l'embarrasse. En 1986, alors que le premier ministre de cohabitation, Jacques Chirac, vient de créer un secrétariat d'Etat aux droits de l'homme, M^{me} Mitterrand réunit ses trois associations en une, sous le nom de France-Libertés, bien décidée à lui faire pièce.

La femme du président à l'art de se mettre à dos quelques dirigeants du monde, tout en réjouissant le « peuple de gauche »

Quels opprimés n'a-t-elle pas soutenus? La femme du président deviendra le cauchemar des ambassades, la bête noire du Quai d'Orsay, un enfer pavé de bonnes intentions pour les conseillers du palais. La cause des Kurdes fait figure d'obsession, au point de susciter cette plaisanterie affectueuse de Roger Hanin: «*Vous lui demandez l'heure, elle vous répond cinq heures moins quatre Kurdes.*»

La femme du président a l'art de se mettre à dos quelques dirigeants du monde, tout en réjouissant le « peuple de gauche ». Si les Chinois s'irritent de son amitié avec le dalaï-lama, Haşşan II est son meilleur ennemi. Il lui fit payer très cher son absence dans les voyages officiels du chef de l'Etat au Maroc, son soutien déterminé au Front Polisario ou aux prisonniers politiques. Non seulement il entraînera ses déplacements, mais le souverain alaouite aura le front, en 1991, sur TF1, de qualifier la femme du président d'«*épouse morganatique*».

Elle embrasse Fidel Castro, au mépris de solides contradictions, porte aux nues le sous-commandant Marcos, sillonne l'Afrique ou l'Amérique latine. Dix ans avant le « printemps arabe », elle fustige le pouvoir tunisien «*dans son entreprise de dévastation de la société civile* ». Sa bataille des dernières années? L'accès de toutes les populations à l'eau potable.

La première dame – une appellation qu'elle déteste – a eu cependant ses ambiguïtés: cette femme « libre » n'aurait pas compris que les riches amis du président, donateurs habituels de la gauche, Pierre Bergé (actuel président du conseil de surveillance du Groupe Le Monde), Max Théret, le cofondateur de la Fnac, Loïk Le Floch-Prigent, PDG d'Elf, ou même Georgina Dufoix, la présidente de la Croix-Rouge, ne versent pas une confortable obole à France-Libertés.

Quand l'argent viendra à manquer, deux ans après la mort de François Mitterrand, en 1998, la présidente de la fondation vendra une grande partie des cadeaux qui lui ont été offerts à ce titre. Il n'y a guère que la situation de son fils aîné Jean-Christophe qui la détournera de ses croisades. Pour lui, qui sera condamné dans le procès de l'« Angolagate », elle vend des meubles et hypothèque la rue de Bièvre. Elle le défend avec la dernière énergie.

Le tout dernier combat, pourtant, elle le perdra. François Mitterrand a renoncé à une sépulture commune, son vœu à elle, dans le parc national du Morvan. L'enterrement a lieu à Jarnac, «*où sa famille l'a récupéré, en quelque sorte*», dira-t-elle. Il est inhumé près de ses parents, elle voudra être enterrée à Cluny, auprès des siens.

«*Je ne me suis jamais ennuyée en partageant sa vie, ni dans la joie, ni dans la peine, écrit-elle dans son livre En toutes libertés (Ramsay, 1996). Rien de banal ou de médiocre, je ne regrette rien. Pour tous ceux qui nous aiment, François et Danielle sont inséparables, indissociables.*» ■

BÉATRICE GURREY



Danielle et François Mitterrand en 1978. DIÉGO GOLDBERG/SYGMA/CORBIS



Décès Danielle Mitterrand: le Kurdistan irakien décrète une journée de deuil

Erbil (Irak), 22 novembre 2011 (AFP)

LA RÉGION AUTONOME du Kurdistan irakien a décrété une journée de deuil mercredi après le décès de Danielle Mitterrand, veuve de l'ancien président français François Mitterrand qui a ardemment défendu la cause kurde.

Décédée à Paris dans la nuit de lundi à mardi à l'âge de 87 ans, "Danielle Mitterrand représente pour les Kurdes la solidarité avec la cause kurde pendant ses jours les plus difficiles", a déclaré à l'AFP le chef du gouvernement du Kurdistan irakien, Barham Saleh.

"Elle a soutenu les droits de l'Homme au Kurdistan et était l'une des rares voix à défendre le peuple kurde et à s'élever contre l'injustice qu'il subissait", a-t-il souligné. "Danielle Mitterrand était un vrai défenseur des droits des



Kurdes partout dans le monde".

Il a salué "une femme courageuse qui avait des principes" et qui a "mis la cause kurde et la défense des droits des Kurdes devant des intérêts supérieurs, alors que la position de son pays et du monde occidental était alors différente" sur cette question.

"Elle va nous manquer mais elle demeurera dans notre esprit", a-t-il affirmé annonçant que "le gouvernement de la région a décrété une journée de deuil pour demain" mercredi.

Danielle Mitterrand a été toute sa vie une militante de gauche, infatigable voix des peuples "opprimés". Elle s'est battue en faveur des déshérités du monde entier, notamment pour enrayer la progression du sida et pour un partage plus équitable de l'eau sur la planète.

blog. **Le Monde.fr** 22 novembre 2011

Danielle Mitterrand, la mère des Kurdes

Guillaume Perrier
istanbul.blog.lemonde.fr

Lundi dernier, je monte dans un taxi à Diyarbakir, la grande ville kurde de l'est de la Turquie. Le chauffeur est un vieux hadji aux manières polies, les cheveux blancs, le costume élimé. Il a largement passé l'âge de la retraite. Une fois connue ma destination et ma nationalité, française, il se tourne vers moi, le regard humide. "La France... Madame Mitterrand! Je n'oublierai jamais. C'est notre mère" dit ce vieil homme.

Les anciens, dans tout le Kurdistan se souviennent toujours avec émotion de l'ex première dame française et de son action humanitaire en faveur des Kurdes a la fin des années 80. En 1986, elle s'engage en faveur de la libération de Mehdi Zana, le maire de Diyarbakir, condamné à 14 ans de prison par la justice militaire turque pour un discours en langue kurde. Sa femme, Leyla Zana, sera elle-même emprisonnée quelques années plus tard pour des motifs similaires.

Ensuite c'est le régime baassiste de Saddam Hussein qui

s'acharne contre la population kurde d'Irak, dans le Nord. Les massacres de Halabja, en 1988, furent le point culminant de cette répression, chassant des centaines de milliers de Kurdes sur les routes. Avec Bernard Kouchner, Danielle Mitterrand réclame alors l'application du droit d'ingérence. Avec France Libertés, elle n'a jamais cessé de témoigner de son engagement pour la cause kurde. Pour ses 25 ans, en mai dernier, la Fondation avait publié une rétrospective de ses actions au Kurdistan.

En 1997, c'est dans son bureau

à Paris, que les deux chefs tribaux kurdes, Massoud Barzani et Jalal Talabani se réconcilient, après 5 ans de guerre fratricide.

En 2009, elle s'était rendue pour la dernière fois à Erbil, capitale du Kurdistan irakien, pour y ouvrir une nouvelle école française qui porte désormais son nom.

"La mère des Kurdes" telle qu'on la surnommait souvent s'est éteinte mardi matin à Paris, à l'âge de 87 ans. Nul doute qu'à Erbil, ou à Diyarbakir, les Kurdes lui rendront un vibrant hommage. □

Le Monde

Vendredi 25 novembre 2011

Kendal Nezan,
président
Et tous les membres de l'Institut kurde de Paris,

ont la profonde douleur de faire part du décès de

Danielle MITTERRAND,

survenu le 22 novembre 2011,
à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Avec toute la communauté kurde, endeuillée par la disparition de « la Mère des Kurdes », ils saluent avec respect, gratitude et affection la mémoire de cette militante exceptionnelle des droits de l'homme et du droit des peuples qui a tant fait pour éveiller les consciences au sort du peuple kurde et qui considérait le Kurdistan comme sa seconde patrie.

LE FIGARO jeudi 24 novembre 2011

Kendal Nezan,
président,
et tous les membres de
l'Institut kurde de Paris

ont la profonde douleur
de faire part du décès de

Danielle MITTERRAND

survenu le 22 novembre 2011,
à l'âge de 87 ans.

Avec toute la communauté kurde, endeuillée par la disparition de « la Mère des Kurdes », ils saluent, avec respect, gratitude et affection,

la mémoire de cette militante exceptionnelle des droits de l'homme et du droit des peuples qui a tant fait pour éveiller les consciences au sort du peuple kurde et qui considérait le Kurdistan comme sa seconde patrie.

Danielle Mitterrand, Former First Lady of France, Is Dead at 87

By DOUGLAS MARTIN

Danielle Mitterrand, the widow of former President François Mitterrand of France, who pushed beyond stereotypical notions of a first lady to champion leftist causes, once kissing Fidel Castro on the steps of the Élysée Palace, died on Tuesday in Paris. She was 87.

President Nicolas Sarkozy of France announced the death. Mrs. Mitterrand entered a hospital on Friday with respiratory problems and was put in an induced coma on Sunday, French news reports said.

When Mr. Mitterrand, a Socialist, became president in 1981, Mrs. Mitterrand made it clear that she had no enthusiasm for the traditional first-lady roles of hostess, decorator and good-will ambassador. During her husband's 14-year incumbency, the longest of any French president, Mrs. Mitterrand spoke up for ethnic Kurds, criticized President



Danielle Mitterrand as first lady with her husband, François, in 1992. (Reuters)

Ronald Reagan's Central American policies and started a foundation to promote human rights.

After his presidency she continued to press her concerns, including drinking-water shortages in developing countries.

"I have no power," she said in an interview with *The Washington Post* in 1989. "I have only my power of indignation, my power of conviction."

She also had the ear of the most powerful politician in France. "François would tell the complainers: 'Her causes are just, I can't stop defending them,'" she told *Le Journal du Dimanche*, a French weekly newspaper, in October.

Mrs. Mitterrand was regarded as

more leftist than her husband, who was elected leader of the Socialist Party in 1971 and invited Communists into his government in 1981. Catherine Nay, in her 1984 biography, "The Black and the Red: François Mitterrand, the Story of an Ambition," quoted him as saying in 1972, "She considers me much too moderate in my political life."

It was she who invited Mr. Castro to Paris in 1995; her husband's government emphasized that it was not a state visit.

Mrs. Mitterrand made a large international impression at her husband's funeral in 1996. At the grave site, along with two of her sons with Mr. Mitterrand, she stood near his longtime mistress, Anne Pingetot, a museum curator, and his long-secret daughter with Ms. Pingetot, Mazarine Pingetot. She was photographed consoling the daughter. "It was instinct," Mrs. Mitterrand said.

In her 1996 memoir, "En Toute Liberté" ("In All Liberty"), she wrote that she had known about the daughter since her birth in 1974. Mr. Mitterrand, she said, "excelled in the art of seducing."

"I had to make the best of it," she wrote.

She more than forgave him; she defended him, saying his puritanical critics exhibited "this hypocrisy of conformity."

Danielle Gouze was born on Oct. 29, 1924, in Verdun in eastern France, site of the horrific World War I battle. During World War II her father lost his job as a school principal after refusing to identify Jews in the school, as ordered by France's Vichy government, which collaborated with the occupying Nazis. She joined the underground resistance as a nurse at 17 in Burgundy and won the Medal of Resistance.

The story goes that Mr. Mitterrand, also a resistance fighter, first saw Danielle in a photograph at her sister's home. "She's quite ravishing," he said. "I'll marry her."

They married on her 20th birthday. The war accelerated their courtship. "When death hovers above you, your feelings multiply quickly," she recalled in Franz-Oliver Geisbert's authorized biography, "François Mitterrand."



Lionel Cironne/Associated Press

Danielle Mitterrand in 2001.

Mrs. Mitterrand, a petite brunette with striking eyes, characterized her appearance as "simple." Unlike her predecessors, she did not frequent the haute couture. As a hobby she became an accomplished bookbinder.

She is survived by her sons Gilbert and Jean-Christophe. Her son Pascal died very young.

Mrs. Mitterrand's political involvement accelerated after her husband left office in 1995. She campaigned for the release of Mumia Abu-Jamal, a former Black Panther who has been on death row in the killing of a white police officer in Philadelphia. In 2005, she urged a "no" vote in the French referendum on a European Union constitution, saying it valued the economy more than people. It was soundly rejected.

In a message on the Web site of her foundation, France Fondation Danielle Mitterrand, she explained why she never lost her strong public voice. "After a certain age," she said, "people go to sleep. As for me, I have no intention of dying by inches."

Figure forte de la gauche et première dame atypique, la militante multiforme est morte, hier, à l'âge de 87 ans. Sans jamais avoir renoncé à aucun de ses combats.

Danielle Mitterrand, la cause des peuples

Par **SABRINA CHAMPENOIS**

«**R**ester aux aguets, militer, me maintient éveillée. A partir d'un certain âge, on s'endort. Or, moi, je n'ai pas envie de mourir à petit feu, j'espère quelque chose de radical.» C'était il y a quatre ans, mois pour

RÉCIT

mois. Rencontre avec Danielle Mitterrand, 83 ans à l'époque, pour un portrait en dernière page de *Libération*. Prétexte: le *Livre de ma mémoire* qu'elle publiait alors. Décor: la maison de la rue de Bièvre, Paris Ve, que le couple Mitterrand avait achetée en 1973 et où l'ex-première dame de France continuait de vivre, avec son fils aîné Jean-Christophe, la compagne et le fils de celui-ci. Du salon où eut lieu la conversation, on ne se souvient de rien hormis une collection d'assiettes murales passablement kitsch. Il faut dire que l'heure n'était pas au tourisme. Danielle Mitterrand n'avait pas la réputation de «cliente» facile. Plutôt apte à se cabrer et têtue revendiquée. D'elle, en revanche, reste cette image très vivace: silhouette bien droite dans un col roulé jaune poussin, regards de chat perçants, tout à fait d'attaque sous ses aspects de petit oiseau tombé de la branche. Quelque temps plus tard, le cinéaste anglais Ken Loach nous fera le même effet.

«J'espère quelque chose de radical.» Il est alors question d'ultime baiser de rideau, détaillé d'un ton quasi gaillardet - «Ah non, pas d'église! De toute façon, il ne me connaît pas. Et certainement pas d'incinération: je veux retourner à la terre, m'inscrire dans le cycle de la nature, et mon corps servira à nourrir qui il veut nourrir.» Mais au fond, l'adjectif «radical» pourrait bien valoir pour l'ensemble de la

vie de Danielle Mitterrand, y compris le versant privé connu, celui de l'épouse restée indéfectible-

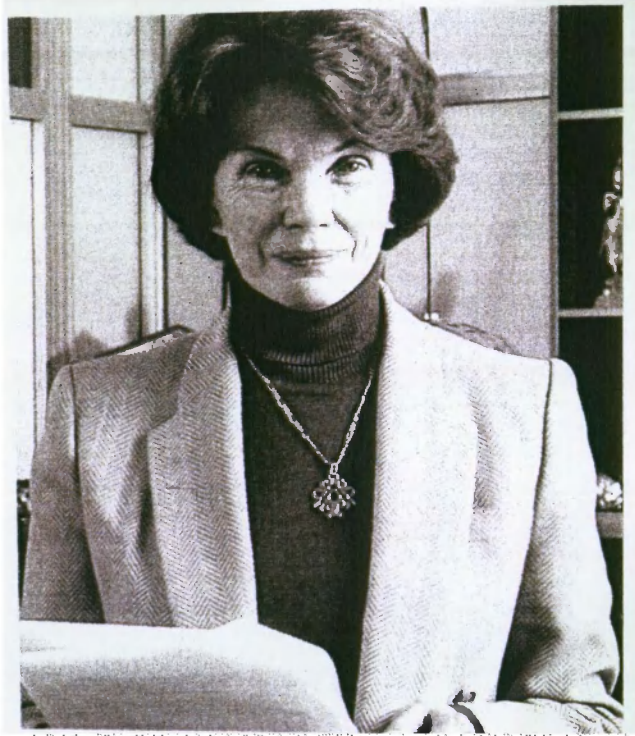
ment solidaire et adoratrice de «François» malgré la double vie, jusqu'à prendre l'enfant Mazarine dans ses bras lors des obsèques à Jarnac en 1996.

D'aucuns, dont les tenants du prisme de la faible femme qui subit, l'ont plainte, en ont conclu à l'abnégation. Mais dans les faits, jamais Danielle Mitterrand n'a présenté un profil de victime... Plutôt de médaille: fier et découpé, rien de flou ou d'effacé. Et c'est un choix réfléchi et assumé mutuellement qu'elle défendait, quand elle répondait sur le fait de ne pas avoir divorcé: «Au lieu de tout détruire sur un coup de tête, on a décidé de vivre autrement.» Dans le *Livre de ma mémoire*, elle se fend d'ailleurs d'une anecdote assez piquante de sa part, à propos du président Félix Faure, censément mort d'orgasme dans les bras de sa maîtresse: «Lorsque je descendais à la cuisine privée de l'Élysée [...], j'avais une petite pensée pour lui et sa "connaissance" qui l'avait quitté si précipitamment... En dévalant ce petit escalier dérobé.»

De l'eau, et d'autres rocambolesques scénarios présidentiels ou néopréidentiels, a depuis coulé sous les ponts. Aujourd'hui, et elle s'en serait sans doute réjouie, c'est la radicalité de l'engagement politique de Danielle Mitterrand qui retient. Une irréductibilité qui, depuis 1986 et la création de sa

fondation France Libertés, ONG humanitaire issue de trois associations antérieures, faisait revenir le mot «pasionaria» dans tous les articles la concernant.

SANS FRONTIÈRES. Le mot est de Roger Hanin, son beau-frère: «Si



vous lui demandez l'heure, elle vous répond 5 heures moins Kurdes...»

Les Kurdes ont été LA cause de Danielle Mitterrand, celle pour laquelle elle s'est démenée tous azimuts, montant au créneau plus souvent qu'à son tour, en paroles mais aussi en actes, organisant la transplantation de réfugiés dans le massif Central, ouvrant des écoles... Elle frôlera (avec Bernard Kouchner, alors ministre de la Santé et de l'Action humanitaire) la catastrophe dans le Kurdistan irakien, le 7 juillet 1992, quand un attentat contre son convoi fera sept morts. Mais son activisme était sans frontières et pléthorique. Citons, de tête et sans exhaustivité: anti-apartheid, anticolonialisme, antilibéralisme, anti-peine de mort, contre le sida en Afrique, pour l'alphabétisation au Bangladesh, pro-Amérindiens, pro-Tibétains, pro-zapatistes mexicains, pro-Saharaouis, pro-sans-papiers, pro-Fidel Castro, pro-sous-commandant Marcos... La liste de ses combats et de ses causes atteste une capacité d'indignation, de colère, ontologique voire systématique. Encore tout dernièrement, alors que l'accès à l'eau potable était devenu son fer de lance, Danielle Mitterrand s'était prononcée en faveur de l'éradication complète des gaz de schiste.

Un axe se dégageait pourtant: tiers-mondiste à gauche toute. Un caillou (trop acérée, trop tête brûlée, parfois maladroite) dans la chaussure de son mari? Pas sûr, voire le contraire, analysent

d'aucuns. Aussi impétueuse qu'il pouvait être florentin, Danielle, avec ses emballements, aurait servi de caution et

Conscience de gauche à François, et plus largement à une élite rose confite par les ors et le pouvoir. D'ailleurs, si le conseil d'administration de France Libertés a très vite rassemblé des hommes du Président (l'avocat Georges Kiejman, les anciens ministres Claude Cheysson et Georgina Dufoix, l'écrivain Erik Orsenna, Pierre Bergé), Mitterrand restait marmoréen face aux binz diplomatiques que pouvaient susciter les déclarations ou actions de sa femme franc-tireuse, antithèse de la première dame aimablement caritative.

IMPASSIBILITÉ. Les clash n'ont pas manqué. Avec la Chine, avec l'Algérie, avec le Chili et bien sûr le Maroc d'Hassan II, qui souffleta Danielle M. d'un «épouse morganaïque»: de condition inférieure donc, en rien habilitée à se mêler des affaires d'Etat... Il en aurait fallu bien plus pour ébranler Danielle Mitterrand, qui savait à l'occasion opposer l'impassibilité d'un mur - pour défendre mordicus Fidel Castro, le passé de François Mitterrand («Il n'y a pas d'affaire Bousquet»), ou son fils Jean-Christophe lesté par l'Angolagate.

Les raisons de sa colère? Danielle Mitterrand les reliait directement à son enfance. Née à Verdun, dans la Meuse, Danielle Emilienne Isa-

belle Gouze était la fille d'instituteurs résolument laïcs et républicains, avait grandi avec ses frère et sœur sur fond de convictions de gauche qui remontaient aux générations précédentes, du côté paternel comme maternel. Or, à 6 ans, la gamine habituée aux prix d'excellence est prise en grippe par une directrice d'école grenouille de bénitier. Si elle décroche le tableau d'honneur auquel ses notes donnent droit, elle est privée des bonbons qui l'accompagnent traditionnellement. «*Je n'acceptai pas cette injustice qui, à mes yeux de petite fille, était intolérable. Alors je me rebellai et réparai le préjudice à ma façon.*» Escalade d'armoire, «*larcin*». Qui, une fois découvert, lui vaut d'être exposée comme voleuse et menteuse devant ses camarades. «*J'en fis une*

dépression nerveuse !» Les rumeurs qui accusent ensuite le-père franc-maçon adoré d'avoir mis le feu au gymnase de son propre collège, puis son éviction pour avoir refusé de dresser la liste des élèves juifs exigée par Vichy, bétonnent le penchant pour l'insoumission. L'entrée dans la Résistance, qui lui fera rencontrer à 19 ans «*Morland*», alias François Mitterrand, se fait naturellement, au côté de sa sœur, dans le sillage de leurs parents. Ceux-ci cachent notamment le fondateur de *Combat*, Henri Frenay, et sa compagne, Berthie Albrecht – qui mourra à la prison de Fresnes en 1945, deux ans après avoir été arrêtée et torturée par la Gestapo. La «*petite fille blessée*» qui voulait réparer toutes les injustices s'en est allée. ◆



Ci-contre, la première dame défendant la cause kurde sur la frontière irako-iranienne, en avril 1991.

PHOTOS ALAIN NOGUES, SYGMA.

A gauche comme à droite, c'est l'irréductible combattante qui a été saluée hier.

Les politiques louent la «grande dame»

Danielle Mitterrand est morte hier à Paris à l'hôpital Georges-Pompidou, où elle avait été admise vendredi pour une insuffisance respiratoire et «*un état de fatigue important*». Agée de 87 ans, l'épouse de l'ancien président de la République avait été placée en coma artificiel. Elle est décédée mardi à 2 heures du matin.

Dans le club très fermé des premières dames de France – une expression qu'elle détestait –, Danielle Mitterrand occupait une place à part (*lire ci-contre*), saluée par le concert d'hommages qui a accompagné l'annonce de sa mort. «*Une amie, une militante, une conscience, une icône*», a résumé, sur Europe 1, l'ex-ministre de la Culture Jack Lang, qui faisait partie du premier cercle des amis du couple Mitterrand. «*Les exclus de toute notre planète perdent une de leurs plus ferventes porte-parole*», a ajouté François Rebsamen, président du groupe socialiste au Sénat. «**Elle est kurde**». Elle a montré «*que l'épouse du président peut garder sa liberté de pensée et d'expression*», estime son neveu Frédéric Mitterrand, actuel ministre de la Culture. Jusqu'à mettre son présidentiel époux en porte-à-faux avec les impératifs de la diplomatie quand elle rendait hommage à Fidel Castro, soutenait les zapatistes du Chiapas et le sous-commandant Marcos, les Sahraouis contre le roi Hassan II du Maroc, ou le dalaï-lama contre Pékin.

Le journaliste Robert Schneider (1) rappela hier sur le Nouvelobs.com qu'invité en octobre 1994 à l'Élysée pour un déjeuner en tête à tête avec François Mitterrand, il avait vu Da-

nielle se joindre à eux au moment du café. «*Vous avez de la chance, lui avait dit le chef de l'Etat. Votre femme est française. La femme du président de la République, elle, est kurde. Elle m'a fait rencontrer récemment l'un de ses protégés, un courageux résistant kurde dont j'ai appris ensuite qu'il était un dangereux terroriste !*»

Face à la raison d'Etat, aux inévitables compro-

En rendant hommage à Castro ou en soutenant les Sahraouis contre le roi Hassan II du Maroc, elle n'hésitait pas à mettre son présidentiel époux en porte-à-faux avec les impératifs de la diplomatie.

mis et aux renoncements d'une gauche de gouvernement incarnée par son mari, Danielle Mitterrand a porté les valeurs d'une gauche généreuse jusque dans les engagements extrêmes. Jean-Luc Mélenchon ne s'y est pas trompé, saluant hier «*une femme résistante*», «*engagée jusqu'à son dernier souffle*».

Le socialiste Jean Glavany confiait dans les couloirs de l'Assemblée que «*depuis l'annonce de son décès*», il pensait «*beaucoup au livre de Stéphane Hessel, Indignez-vous !*» «*Danielle Mitterrand c'était : engagez-vous*», assure l'ex-ministre, qui fut chef de cabinet de François Mitterrand de 1981 à 1988 et côtoya de près le couple : «*Engagée très tôt dans la Résistance à 17 ans, elle était une femme de caractère, d'engagement juvénile. J'ai parlé avec elle ces derniers mois, elle avait la même révolte, la même colère*

qu'à 17 ans, elle voulait changer le monde.»

Venant après la discrète «*tante Yvonne*» de Gaulle, Claude Pompidou l'amie des artistes, et Anne-Aymone Giscard d'Estaing née comtesse de Brantes, Danielle Mitterrand a cassé les codes de la fonction de première dame, s'attirant par son indépendance d'esprit une sympathie au-delà des clivages politiques. «*Jamais ni l'épreuve ni la victoire ne la firent dévier du chemin qu'elle s'était tracé : faire entendre la voix de ceux que personne ne voulait entendre*», a salué Nicolas Sarkozy dans un communiqué. Même Marine Le Pen a rendu hommage à sa «*persévérance dans le combat qu'elle a mené*», combat qu'évidemment la

présidente du FN «*ne partage pas*».

«**Regard lumineux**». François Hollande, après avoir loué «*le courage et l'immense énergie*» d'une «*grande dame*», a tenu à confier qu'il avait eu «*cet été la chance de pouvoir partager quelques moments avec elle au milieu des siens*». «*Je garderai en mémoire ce regard lumineux, exigeant*», a ajouté le candidat socialiste à la présidentielle de 2012.

Danielle Mitterrand sera enterrée samedi non pas à Jarnac (Charente) auprès de son mari, mais à Cluny (Saône-et-Loire), où se trouve la maison de sa famille, les Gouze, et où elle avait rencontré pour la première fois le capitaine Morland, alias François Mitterrand. Dernière volonté d'indépendance d'une femme libre.

FRANÇOIS WENZ-DUMAS

(1) Auteur en 2009 de «*Les Mitterrand*» (Perrin).



Des Kurdes à l'accès pour tous à l'eau potable, six personnalités ayant partagé ses grandes causes évoquent l'ex-première dame :

« Irrévérence » et « constance »

Diplomates, écrivains, chercheurs, tous engagés, se souviennent de l'action et du parcours de la militante singulière et entière qu'ils eurent à différents moments l'occasion de croiser.

STÉPHANE HESSEL DIPLOMATE

« Elle a infléchi l'action du président Mitterrand »

« C'est elle, rencontrée pendant la Résistance, qui a infléchi l'action du président Mitterrand dans le soutien des causes les plus humanement fortes, elle avait une capacité à détecter les problèmes humains qui a beaucoup servi à son mari. De toutes les premières dames que nous avons connues en France, c'est certainement celle dont le parcours est le plus personnel par rapport à celui de son mari - président.

« Dès le début, elle a appuyé sans réserve des causes - la grande pauvreté, l'eau... - que la gauche n'a pas toujours soutenues avec autant de vigueur. C'est une vraie militante, et tous les militants sont des indignés. Il ne faut pas faire un usage inconsidéré du mot "indigné", mais Danielle Mitterrand partageait assurément ce sentiment que nous vivons des situations inacceptables dans la société telle qu'elle se développe. Et personne n'a davantage manifesté son souci d'y mettre un terme. »

ÉRIK ORSENNA

« Elle déroutait mais forçait le respect »

« C'était la plus vaillante des femmes. Je ne l'ai jamais vue baisser les bras. Jamais devant l'adversité. Jamais, ce qui est beaucoup plus rare, devant les facilités du pouvoir. Elle ne changeait d'avis ni sur les choses ni sur les gens. Cette constance pouvait dérouter, énerver, exaspérer. Mais elle forçait le respect. Le genre de respect qui vous fait avancer. Qui vous fait vous demander: et si, après tout,

Danielle, vous aviez raison ?

« C'est vrai, j'aurais préféré que sur Fidel Castro vous abandonniez un peu, beaucoup de votre indulgence. Mais sur le reste, sur tout le reste, du fond du cœur, merci Danielle. »

KENDAL NEZAN

DE L'INSTITUT KURDE

« Le premier droit d'ingérence humanitaire »

« Son action pour sensibiliser l'opinion internationale à la tragédie du peuple kurde a été essentielle. D'abord en 1988, lorsque Saddam Hussein massacrait les populations civiles avec les gaz de combat, comme dans la ville d'Halabja, et que l'Occident se taisait à cause du conflit Iran-Irak. Elle a rencontré Gorbatchev et George Bush. Elle s'est activée pour faire accueillir en France un millier de rescapés; mais surtout, grâce à elle, ce crime a été porté à la connaissance du monde.

« Au printemps 1991, au moment du grand exode qui a suivi l'écrasement de la révolte des Kurdes après la première guerre du golfe, elle a tout fait pour convaincre François Mitterrand d'engager la France en faveur de la création d'une zone de protection des Kurdes au nord de l'Irak. C'était la première concrétisation du droit d'ingérence humanitaire tel qu'il était théorisé par Bernard Kouchner et Mario Bettati. Les grandes puissances étaient réticentes. Mitterrand les a ralliées à son idée. »

AURÉLIE TROUVÉ

« Pas de compromis idéologique »

« Danielle Mitterrand était une femme libre, sensible et engagée. Une militante, qui a partagé les grands moments du mouvement altermondialiste, au Chiapas près du sous-commandant Marcos, à Porto Alegre et dans les forums sociaux mondiaux. Elle n'a pas hé-

sité, pour des valeurs de gauche, à appeler à voter non au Traité constitutionnel européen.

« Je me souviens de ma première discussion avec elle: j'y ai retrouvé l'espoir qui anime le mouvement altermondialiste, la capacité de lever les barrières imposées par la pensée dominante. Elle souhaitait que les richesses essentielles, de l'eau à la terre, soient rendues aux communautés afin de rétablir les droits d'accès pour tous. Elle incarnait celle qui ne fait pas de compromis idéologique face aux pouvoirs des marchés; qui se bat aux

côtés des mouvements citoyens et des plus déshérités, qui combat pour l'accès de toutes et tous aux droits humains fondamentaux. »

WILLIAM BOURDON

« Une lutte pour les libertés intérieures »

« N'oublions pas la première dame qui a préféré porter la parole des damnés de la Terre que couper les rubans. Elle a inauguré, avec d'autres, une irrévérence qui a toujours su, sans trop les maltraiter, se marier avec les protocoles guindés. Femme indépendante au cœur du pouvoir, voila une alchimie rare qui demandait une passion lucide pour la liberté.

« Sa foi dans l'homme était immense, sa connaissance de sa part sombre aussi. Les vertus qui la chevillaièrent au corps: l'intégrité et la volonté. Elle nous a appris qu'il n'y avait pas de combat pour la dignité des hommes sans lutte pour gagner ses libertés intérieures. Elle a su jusqu'à son dernier souffle opposer à l'impensable tyrannie de la cupidité, à l'universalisation du cynisme qui l'escorte, le serment de René Cassin: "L'utopie est une réalité prématurée". »

RICCARDO PETRELLA
ÉCONOMISTE

« Sa deuxième résistance »

« L'accès à l'eau potable comme droit humain pour les milliards de



personnes qui en sont encore privées a été la cause à laquelle Danielle Mitterrand a consacré sa "deuxième résistance", selon ses mots. Une résistance contre un système qui, partout, à travers le monde, essaye de soumettre l'eau - la vie - à la domination de l'argent et des profits des multinationales, dont les deux plus grandes sont françaises. Une résistance qui l'a vue faire un sit-in devant l'entreprise Veolia en février 2010 même si, un mois plus tôt, elle jubilait face à la "republicisation" des eaux de Paris.

« Une résistance avec passion, contre l'injustice face au droit à la vie. Elle l'a démontré en luttant à côté des peuples de l'Amazonie, des paysans d'Afrique comme des citoyens de métropoles canadiennes ou des villageois en Sicile. Une résistance avec conviction et intelligence, tant elle s'est battue sans relâche "contre la mort programmée" des services publics, et pour un Etat promoteur d'une société démocratique. Pour tisser un réseau en faveur de l'appropriation d'une véritable gestion publique de l'eau. Car pour elle, l'eau ne se résumait pas à une facture; mais à une protection et à une sauvegarde. Une responsabilité commune de la ressource naturelle la plus essentielle pour la vie - avec l'air, la terre et le soleil. Un bien public commun de l'humanité. »

Recueilli par SYLVAIN BOURMEAU, CHRISTIAN LOSSON, ALEXANDRA SCHWARTZBROD et MARC SEMO



**FIDÈLE À LA
JEUNE RÉSISTANTE
C'EST SUR LE
TERRAIN QU'ELLE
DÉFEND SES IDÉAUX
AU PÉRIL DE SA VIE**

Juillet 1992, à Erbil, au Kurdistan. Danielle Mitterrand rencontre Massoud Barzani, président du Parti démocratique kurde. C'est le début d'une longue amitié. En 2009, Massoud Barzani, devenu président du Kurdistan, l'invitera à prendre la parole devant le Parlement.

PHOTO SUSAN MEISELAS

Bernard
“ Elle ét
admira

Ce matin-là, nous devons nous rendre à Halabja, ville martyre kurde d'Irak. J'ai eu un pressentiment et j'ai demandé à changer de voiture. En route, nous bavardions. Soudain, sous un pont, une énorme explosion. Le véhicule dans lequel nous aurions dû prendre place, Danielle et moi, a été pulvérisé. A l'intérieur, six combattants peshmergas ont été tués. Un bus a eu le malheur de croiser notre convoi. Il transportait des familles, il y a eu d'autres victimes. Saddam Hussein venait de tenter d'assassiner la femme du président français. Et elle restait calme et digne. Je lui ai demandé si elle voulait faire demi-tour, elle a refusé : « Qu'est-ce que tu crois ? J'y vais, bien sûr. » En France, nous étions donnés pour morts. Mais François Mitterrand a réussi à me joindre et je lui ai passé Danielle. Même s'ils portaient des jugements différents sur l'Histoire et avaient des vies personnelles différentes, j'ai senti, à ce moment-là, beaucoup de considération et de tendresse dans leur dialogue. Elle embarrassait parfois son mari en soutenant des causes discutables, mais elle était si admirablement fidèle à ses combats qu'il lui pardonnait toujours. Elle disait : « Je continuerai mon action jusqu'à la mort. Est-ce que vous croyez que je suis fille à renoncer ? »

Bernard Kouchner
“ Elle était d'un courage
admirable

Ce matin-là, nous devons nous rendre à Halabja, ville martyre kurde d'Irak. J'ai eu un pressentiment et j'ai demandé à changer de voiture. En route, nous bavardions. Soudain, sous un pont, une énorme explosion. Le véhicule dans lequel nous aurions dû prendre place, Danielle et moi, a été pulvérisé. A l'intérieur, six combattants peshmergas ont été tués. Un bus a eu le malheur de croiser notre convoi. Il transportait des familles, il y a eu d'autres victimes. Saddam Hussein venait de tenter d'assassiner la femme du président français. Et elle restait calme et digne. Je lui ai demandé si elle voulait faire demi-tour, elle a refusé : « Qu'est-ce que tu crois ? J'y vais, bien sûr. » En France, nous étions donnés pour morts. Mais François Mitterrand a réussi à me joindre et je lui ai passé Danielle. Même s'ils portaient des jugements différents sur l'Histoire et avaient des vies personnelles différentes, j'ai senti, à ce moment-là, beaucoup de considération et de tendresse dans leur dialogue. Elle embarrassait parfois son mari en soutenant des causes discutables, mais elle était si admirablement fidèle à ses combats qu'il lui pardonnait toujours. Elle disait : « Je continuerai mon action jusqu'à la mort. Est-ce que vous croyez que je suis fille à renoncer ? »

**FIDÈLE À LA
JEUNE RÉSISTANTE
C'EST SUR LE
TERRAIN QU'ELLE
DÉFEND SES IDÉAUX
AU PÉRIL DE SA VIE**

Juillet 1992, à Erbil, au Kurdistan. Danielle Mitterrand rencontre Massoud Barzani, président du Parti démocratique kurde. C'est le début d'une longue amitié. En 2009, Massoud Barzani, devenu président du Kurdistan, l'invitera à prendre la parole devant le Parlement.

PHOTO SUSAN MEISELAS

The passing of a legend: Danielle Mitterrand

Kurds mourn the loss of a friend

Globe Editorial

BY AZAD AMIN

There are a few non-Kurdish personalities who have great standing among the Kurdish people. Danielle Mitterrand, without doubt, is one of the most if not the most loved and respected one among them. She is a legend for the Kurds, and her passing was a great loss for the Kurds and strikes a genuine sadness throughout Kurdistan. The Kurds shall never forget the great memories France's first lady carved in the hearts of millions of Kurds.

Danielle Mitterrand, a staunch friend of the Kurdish people, has died at the age of 87. She was a founder of France Liberty and other charitable organizations. As the wife of former President François Mitterrand, she was first lady of France between 1981 and 1995.

Danielle Mitterrand, a decorated member of the French Resistance movement against the Nazi occupation of France in World War II, was a determined left-wing activist for the rights of those whose voices were not heard by mainstream international media or power centers. Her support of Marxist rebels in El Salvador, the Kurds who had been massacred by Iraq's Saddam Hussein during the 1980s and her support for Tibetans were some of her well-known causes. She was not only repulsed by capitalist excess, but was urging to get out of system in which "money decides everything" just a month before her death.

Her outspoken support for oppressed people and minorities has been acknowledged throughout the world. A statement released by French President Nicolas Sarkozy's office clearly signified this: "Neither the setback nor the victory caused her to deviate from the road she had laid for herself: giving a hearing to the voice of those who no one wanted to hear."

Danielle Emilienne Isabelle Gouze was born Oct. 29, 1924, in Verdun, a town in northeastern France known as one of World War I's largest killing fields. In March 1944, she went underground in the Burgundy hills with the Resistance. That year, she met and then married François Mitterrand. They had three sons, one of whom, Pascal, died young. She is survived by her sons Gilbert and Jean-Christophe.

Mitterrand is particularly well known for her activities to raise the voice of Kurds for the international public. In a statement released by the Kurdistan Regional Government's Foreign Relations Department, Mitterrand's contribution to the Kurdish cause was greatly appreciated: "Madame Mitterrand motivated her late husband to lend strong support for the Safe Haven that was established to prevent the continuation of the former Iraqi regime's use of helicopter gunships to murder fleeing Kurdish civilians following the 1991 uprisings -- ultimately preventing the regime's full-scale return to the genocidal attacks of the late 1980s Anfal Campaign."

"As a result of her efforts and those of others like her, more than 28,000 coalition flights supplied aid and shelter to Kurdish refugees who had fled to the mountains in the middle of winter.



The former first lady of France and human rights campaigner, Danielle Mitterrand./ GLOBE PHOTO/Safin Hamed

Hundreds of thousands of lives were saved as a direct result of the aid and security that was provided through Operation Provide Comfort.

"In addition to the vital support she gave to Operation Provide Comfort, Mitterrand was a key supporter of the Kurdish Institute in Paris when it was founded in the 1980s. She founded the French NGO France Libertés, and she remained a staunch advocate and activist for Kurdish rights throughout her life. It is no mystery why she has become known to many as the mother of the Kurds.

"Madame Mitterrand dedicated her life to promoting the rights and dignity of those who were marginalized or oppressed. Her compassion and determination have inspired men and women around the world, and we are deeply grateful for her efforts.

"Her passing is a profound loss to the Kurdish people, and we join with her friends around the world in remembering her life and in mourning her death."

Former Premier of the Kurdistan Region Government, Nechirvan Barzani, on his Facebook page, called Mitterrand the "mother of the Kurds," an honorary title given by the Kurds. He further reiterated: "The Kurdish nation regards this lady as a hero and will never forget her. Future generations will also remember her with honor and sympathy."

Her open support to the newly established Kurdish political entity in Iraqi Kurdistan in 1992 almost caused her assassination. On July 6, 1992, she escaped an assassination attempt in Suleimaniya city during her visit to Kurdistan accompanied by Bernard Kouchner, the French Minister of Health and Humanitarian Affairs. A large car bomb exploded next to her motorcade. While she had a narrow brush with death on that day, three Kurdish security guards were killed. Kurdish sources claimed the attack was orchestrated by the Iraqi regime. KRG's spokesman in London at the time, Siamend Banaa, told reporters that they were sure the bomb came from the Iraqi government because it was remote-controlled and because of the type of explosives used. Despite the attack, Mitterrand continued her program and paid a visit to Halabja, the scene of an Iraqi chemical bombing raid in 1988 that killed 5,000 people. Just before the horrendous attack, the Iraqi newspaper Al-Qadissiyeh threatened Mitterrand and urged her that her "deep contacts" with Kurdish "dissident gangs" constituted "foolish behavior and a rude viola-

tion of Iraq's dignity and sovereignty."

It is not surprising at all why the Kurds have such affection for her and admire her extraordinary character. The Kurds, gratitude toward Mitterrand was not only in discourse but also today in blossoming Kurdistan, where in which she had a considerable role and contribution before, during and after the establishment of Kurdistan Region. There are schools and roads named after Danielle Mitterrand in every Kurdish town.

The passing of this legend indeed has plunged Kurdistan into mourning.

For KRG to pay respect to Mitterrand, naming schools and roads after her will not be enough. Further democratization of Kurdistan, better economic equality, better distribution of wealth, growing civil society and most importantly, more freedom for the people of Kurdistan will be the best way to pay respects to this extraordinary character and for all those who contributed toward the freedom and self-determination of the Kurdish nation.

The funeral of this legend will take place on Nov. 26 at Cluny, in the Saône-et-Loire, and Kurds from every spectrum must show their respect at her final destination. □

KURDISH GLOBE
26 November 2011

The "mother" of Kurds dies

Danielle Mitterrand mourned in Kurdistan

The Kurdish Globe

Kurds were saddened by the death of their loyal friend, Danielle Mitterrand, the former first lady of France.

Many Facebook members from the Iraqi Kurdistan Region changed their profile pictures to that of Danielle Mitterrand on Nov. 22, in gratitude for her sympathy and support for the Kurdish cause.

The former first lady of France and human rights campaigner, Mitterrand, 87, died on Nov. 22 at the Georges Pompidou hospital in Paris, following a short illness. Mitterrand devoted herself to human rights work and humanitarian causes. She became the French Foreign Office's favorite "bête noire," armed with good intentions. The plight of the Kurds became a particular passion. After nearly being blown up in a car bomb in Iraqi Kurdistan in 1992, which killed seven and wounded 17 others in the convoy, she vowed: "I will continue fighting until my death." In the late of 1990s, people and politicians started calling her the "mother" of Kurds.

Kurdistan Region President Massoud Barzani said Mitterrand played a key role in introducing the Kurdish people's suffering to the outside world. Barzani said Mitterrand's death had greatly grieved him as "she was an old friend of Kurds... she was one of the key advocates for Anfal [victims]

and chemical attack [against Kurds] victims and the 1991 exodus."

The president recalled an encounter with Mitterrand in 1989 where "her eyes were full of tears as I told her about the atrocities against the Kurdish people." Barzani said "Mitterrand was a loyal friend in times of joy and hardship."

Kurdistan Regional Government declared one day of mourning on Nov. 23, and lowering the Kurdish flag at all government establishments. Many government officials visited the French General Consulate in Erbil to give their condolences.

Madame Mitterrand motivated her late husband to lend strong support for the Safe Haven that was established to prevent the continuation of the former Iraqi regime's use of helicopter gunships to kill fleeing Kurdish civilians following the 1991 uprisings -- ultimately preventing the regime's full-scale return to the genocide attacks of the late 1980s Anfal campaign.

As a result of her efforts, and those of others like her, more than 28,000 coalition flights supplied aid and shelter to Kurdish refugees who had fled to the mountains in the middle of winter. Hundreds of thousands of lives were saved as a direct result of the aid and security that was provided through Operation Provide Comfort.

Her last visit to Kurdistan Region was in October 2009. She gave a short but powerful speech in the Kurdistan Parliament.



The former first lady of France and human rights campaigner, Danielle Mitterrand./ GLOBE PHOTO/Safin Hamed`

Madame Mitterrand

"I am very happy today, sitting and talking in front of you; I rarely deliver speeches in parliaments, but in Kurdistan I feel I am at home," she told the MPs. "I want to tell you that you are the real representatives of Kurdistan people [referring to the MPs], since you have been elected by the people. The friends of the Kurds were so pleased and proud of the last election in Kurdistan Region; it was a free and democratic election. I am very happy to see there are a lot of women MPs in your parliament -- there are more women in your parliament than in France's parliament.

"I can say Kurdistan, in the aspect of democracy, has remarkably improved. I remember my first visit to Kurdistan Region. It was 1991, at the end of April. I came to Iraqi Kurdistan through Iranian Kurdistan; the representative of the Iranian government escorted me to the Iraqi border, and then I was smuggled across the border and entered Iraqi Kurdistan.

"When I crossed the border, I saw a lot of Kurdish people on the border, chased by the Iraqi government of Saddam

[Hussein].

"In July 1992, again I visited Kurdistan Region; it was for the first time when the first Kurdish government was formed. At that time, Kurdistan was a devastated country; the cities looked like a big village.

"Despite two sanctions on Kurdistan Region and the neighboring countries' military interferences into Kurdistan Region, as well as the civil war, you were able to overcome all the obstacles and reconstruct the country -- build roads, airports, schools, universities and hospitals, and above all, provide people with a unique security.

"There are now several Western consulate offices in your Region. Your government could also try to open diplomatic and cultural offices in these countries and use this opportunity to establish strong relations and make more friends.

"In the past, during the miserable times, Kurds from Iran and Turkey helped you a lot, and now it is time for you to help them in the field of culture, education, and media.

"Do not deal with your brothers like the United Arab Emirates deals with Palestinian and Egyptian people." □

Cluny prête pour le dernier voyage de Danielle

REPORTAGE

PAR EMMANUELLE BOULAND

Plusieurs milliers de personnes sont attendues aujourd'hui à Cluny pour les obsèques de Danielle Mitterrand. Un événement.

Des milliers de roses blanches « surtout des grosses pièces », des commandes qui ont afflué de toute la France et de l'étranger, une nuit blanche pour Christophe Guittat, l'un des deux fleuristes de Cluny contraint en 48 heures de faire appel à plusieurs fournisseurs pour faire face à l'événement. Cluny, la cité abbatiale millénaire forte de ses 5 000 habitants, s'appête à accueillir aujourd'hui la plus illustre de ses représentantes. Pour un repos éternel dans son village de cœur où ses amours ont grandi, où sa résistance à tous ses combats s'est nourrie. Danielle Mitterrand, l'ambassadrice des libertés dans le monde, l'éternelle insoumise revient dans sa ville pour y être inhumée près de son frère et de sa sœur, Roger et Madeleine Gouze dite Christine. Un trio soudé qui ne s'est jamais défait et où les trois syllabes de leurs prénoms ont été frappées sur la maison familiale clunisoise (Romada).

Mais aujourd'hui, l'ancienne première dame de France ne reviendra pas seule à Cluny. Des milliers de personnes, fidèles à ce qu'elle représentait, sont attendues dans le parc de l'abbaye pour rendre un dernier hommage à cette femme discrète et attentive aux convictions constantes et à la



Hier après-midi, lors des derniers préparatifs des obsèques publiques de Danielle Mitterrand à Cluny, dans le parc de l'abbaye millénaire. Photo Gillés Dufour

« Le cercueil traversera l'allée du parc au son du pianiste Miguel Angel Estrella. »

Guy Belot, adjoint au maire de Cluny

vie romanesque. Si la famille Gouze, à son image, a demandé de la simplicité, l'organisation de la cérémonie est devenue protocolaire tant les prévisions du nombre de personnes a été en augmentation depuis l'annonce, mardi, du décès.

1000 chaises placées

Hier les préparatifs sont allés bon train pour monter un podium, prévoir les 1000 chaises pour la famille et les personnalités, flécher les parkings, installer les panneaux de signalisation routière, prévoir les espaces pour la presse puisqu'une centaine de journalistes de-

vrait relater cet événement. « On a calé les derniers détails, a réagi l'adjoint au maire de Cluny, Guy Belot. « Le cercueil arrivera par la porte centrale du parc de l'abbaye et traversera lentement l'allée au son du pianiste argentin, Miguel Angel Estrella, l'ami de Danielle Mitterrand. La cérémonie débutera par un morceau de musique et sera suivie par deux prises de paroles ». L'une par le fils de la défunte, Gilbert Mitterrand et la seconde par Michel Joli, le secrétaire général de la fondation France Libertés, créée il y a 25 ans. À l'issue de ces discours, un film d'une vingtaine de minutes sur la fondation sera projeté.

Plus de 250 personnes dont des agents de la ville de Cluny, la Croix-Rouge, la sécurité civile, les sapeurs-pompiers et 150 gendarmes encadreront la foule qui, après une heure de cérémonie, rejoindra à pied le cime-

tière, situé à 800 mètres du parc de l'abbaye. La météo annonçant un temps sec, gris et brumeux mais sans pluie.

« La famille et les personnalités seront les premiers à rentrer au cimetière et ensuite le public pourra se recueillir sur la tombe de Danielle Mitterrand », poursuit Guy Belot. Si on évoque la présence de quelques milliers de personnes, impossible d'estimer la foule qui sera présente aujourd'hui.

Des épouses de chefs d'Etat sont pressenties, des personnalités du monde associatif et culturel, les autorités du Parti socialiste comme François Hollande et Martine Aubry. Des anonymes surtout pour venir dire un dernier au revoir à Danielle Mitterrand, l'écorchée libre, si loin des clichés de l'épouse sage des présidents de la République. L'éternelle insoumise.

emmanuelle.bouland@lejsl.fr

HOMMAGE PARISIEN
Un cercueil très sobre

Le cercueil, très sobre, de Danielle Mitterrand était visible hier à Paris au funérarium des Bâtignolles de 14 à 17 h après l'hommage rendu jeudi soir au Pont des Arts, lieu emblématique d'où Mme Mitterrand avait lancé la campagne des Porteurs d'eau.



« DANIELLE A TOUJOURS ÉTÉ UNE FEMME LIBRE »



Danielle Mitterrand au bras de Marc Simonet-Lenglard (Anne Lauvergeon derrière lui) lors d'une visite au château de Cormatin en 1993. A gauche, Pierre Bergé. Photo Jean-Paul Gollin

La première fois que Danielle Mitterrand a découvert le château de Cormatin, aujourd'hui le plus fréquenté de Saône-et-Loire avec 60 000 visiteurs par an, c'était en 1982, un lundi de Pentecôte. « Elle a tout de suite été très gentille, a commenté hier Marc Simonet-Lenglard, l'un des co-proprétaires. Elle a demandé : "Vous l'avez acheté combien ? - Un million de francs". Et François Mitterrand avait rétorqué : "Ils ont juste payé le droit de se ruiner !". Danielle Mitterrand disait que la vallée de la Grosne était une terre " bénie des Dieux " ». Lors d'un dîner au château, à l'issue de la première représentation en août 1985 d'une pièce de théâtre écrite par son frère, Roger Gouze, elle avait confié à Marc Simonet-Lenglard que lorsqu'elle était jeune, passant devant le château, elle n'aurait jamais imaginé qu'un jour, elle y serait invitée à dîner...

« Danielle et François très complices »

Les trois enfants, Roger, Madeleine appelée Christine et Danielle Gouze, étaient extrêmement unis. Christine, la décideuse, que son frère et sa sœur appelaient la « Reine » en allusion à la reine Christine de Suède, Roger, « un homme de lettres d'une élégance morale exceptionnelle » et Danielle la réservée. Le surlendemain de la victoire de 1981, ils étaient venus tous les trois déposer des fleurs sur la tombe de leurs parents. Danielle, modeste, était restée profondément la fille d'un enseignant de la III^e République. Quant à son appa-

rence de sévérité et de froideur parfois, elle confiait : « Nous ne sommes que de pauvres hommes et de pauvres femmes. Si l'on ne prend pas l'attitude qui correspond à notre fonction, nous ne résisterions pas à la pression ». Une posture qui permettait aussi de vaincre la propre timidité de cette femme profondément traumatisée par la disparition de son premier fils Pascal. Effondrée aussi dans l'année de son mariage, à l'âge de 20 ans, où un soir, François Mitterrand est rentré tard dans la nuit. Morte d'inquiétude, elle avait appelé la police. L'apprenant à son retour, François Mitterrand, furieux, lui a dit que ce n'était pas parce qu'ils étaient mariés qu'elle devait se permettre d'attenter à sa liberté ». Effondrée, délaissée parfois, mais toujours écoutée et respectée. « Avec François Mitterrand, ils n'étaient pas seulement complices mais profondément liés l'un à l'autre, c'était émouvant à voir ». Pour Marc Simonet-Lenglard, Danielle Mitterrand était « une vraie socialiste qui pensait que l'homme était bon par nature, mais que c'était la société qui le corrompait. Elle m'avait dit qu'après son accident cardiaque et son opération où elle ne devait pas sortir vivante, elle devait dédier ces années à venir comme un don à les consacrer aux autres. "Je veux rester une femme libre. Je veux pouvoir envers et contre tout défendre les causes auxquelles je crois", répétait-elle jusqu'à son dernier souffle et dans son combat de la défense de l'eau potable ».

EMMANUELLE BOULAND

BONJOUR

La fin
d'une époque

PAR EMMANUELLE BOULAND

Danielle la militante, la combattante, la femme libre, l'éternelle indignée. Danielle effondrée par la mort de son premier enfant, délaissée par un mari à l'esprit libre, écorchée vive au destin exceptionnel. Danielle Gouze, la Clunisoise, revient sur ses terres où son avenir s'est construit. Pas de surprise, donc, à ce que des milliers de personnes viennent l'accompagner dans sa dernière demeure. Aujourd'hui, elle nous rappelle que le sens d'un engagement politique constant et puissant est compatible avec la responsabilité d'une épouse de chef d'État.

Avec la mort de Danielle Mitterrand sonne la fin de l'époque du mitterrandisme. Et avec cette femme capable de bouder plusieurs jours face au mutisme de son président de mari pour la cause kurde, on a envie de rêver de voir d'autres femmes de présidents de la République monter au créneau pour défendre les injustices.

Carla ou la compagne de François Hollande, Valérie Trierweiler, sauront-elles être à la hauteur ?

A Cluny, le dernier hommage unanime à Danielle Mitterrand

Envoyée spéciale à Cluny (Saône-et-Loire)

Des fleurs, tant de fleurs, pour Danielle Mitterrand qui a été enterrée, samedi 26 novembre, à Cluny. Devant l'ancienne abbaye, où a eu lieu cette cérémonie toute laïque, elles sont disposées de part et d'autre de l'allée centrale, sous un ciel de bruine.

D'un côté celles des politiques, les roses jaune pâle de Martine Aubry, première secrétaire du PS, les lys et les pâquerettes d'une absente, Ségolène Royal, la couronne du PCF, celles des élus locaux. De l'autre, celles des amis Kurdes de la présidente de France-Libertés, roses rouges sang de Massoud Barzani, "président de la région du Kurdistan, A la mère des Kurdes", celles de Maryam Radjavi, chef du conseil national de la résistance iranienne "A l'icône de la Résistance".

SOLIDES CONVICTIONS

Deux facettes de la vie de la présidente de France-Libertés, disparue mardi 22 novembre à 87 ans. La femme, pendant cinquante-et-un ans, de l'ancien président François



Danielle Mitterrand a été inhumée dans le cimetière de Cluny, en Saône-et-Loire, samedi 26 novembre. AP

Mitterrand et l'infatigable militante des droits de l'homme. Même s'il y manquait quelques figures, comme les deux anciens premiers ministres Lionel Jospin et Laurent Fabius, la famille socialiste était présente pour accompagner une dernière fois cette personnalité qui a traversé le XXe siècle, lestée de solides convictions.

Ces dernières furent plus proches de l'extrême gauche que de la gauche mais, samedi, chacun en voyait l'actualité. Des fleurs, tant de fleurs. Pour le candidat socialiste à la présidentielle, François Hollande, qui l'avait vue cet été à Latche, la résidence des Mitterrand dans les Landes, ce fut presque un soutien. Danielle Mitterrand ne s'était

jamais privée de dire pourtant tout le mal qu'elle pensait des dirigeants de la gauche – "pas la tripe socialiste". "Je l'avais trouvée très encourageante. Non pas par rapport à moi, nous étions encore dans la primaire, mais par rapport à la suite, à l'espoir d'un retour de la gauche au pouvoir", confia-t-il.

Le candidat, qui montait vers le cimetière de Cluny avec sa compagne, la journaliste Valérie Trierweiler, en tirait aussi une leçon sur le rôle de la "première dame" : "Elle a eu la force de s'en libérer et d'utiliser cette situation pour porter ses causes". Au moment de jeter une rose sur le cercueil tout simple de bois blanc, on lui tend une fleur blanche. Il en a déjà une rouge. Puis c'est au tour de Mazarine, la fille de François Mitterrand, avec laquelle il vient d'échanger quelques mots d'amitié.

Les Lang, Monique et Jack, et Pierre Bergé, qui subventionna France-Libertés, lancent la leur d'un même geste. Des fleurs encore pour Mme Mitterrand de la part d'Arnaud Montebourg, auréolé de son bon score à la primaire : "Son message est celui d'un combat qui ne finit jamais. Il est très actuel, il s'est même aggravé et finalement je l'ai trouvée bien seule".

"L'ARGENT REND FOU.

LES HOMMES SONT FOUS."

Sur les deux écrans géants placés devant l'abbaye, Danielle Mitterrand a livré ses leçons, à travers un documentaire réalisé avec l'actrice Mélanie Laurent, en voix off. "Pour obtenir le minimum, il faut être très radicale", a-t-elle dit. Avec ses mains, elle scandait ces trois phrases, ponctuées de silences : "L'argent rend fou. Le profit rend fou. Les hommes sont fous."

A cette militante, qui n'a pas été "la dame patronnesse de la charité elyséenne", comme l'a dit Michel Joli le secrétaire général de France-Liberté, son fils Gilbert a rendu un émouvant hommage, familial et intime. Il a évoqué la rebelle, la mère généreuse, l'épouse d'un homme duquel elle avait dit en 1996, tout proche de la fin : "Nous respectons sa façon de sortir de la scène. François ne meurt pas". Gilbert Mitterrand, la voix chargée d'émotion, a dit à son tour : "Maman ne meurt pas, Danielle ne meurt pas. Au revoir ma Lolo".

Pétrie de laïcité depuis l'enfance, croyait-elle, comme son mari "aux forces de l'esprit" ? Elle voulait "un minuscule hommage posthume". Elle aura peut-être su qu'il était couvert de fleurs.

□□□



Des centaines de personnes, dont de nombreux politiques, ont pris part, hier, aux obsèques. / Photos AFP

Iran receives a watered-down rebuke from U.N. nuclear watchdog

LONDON

BY ALAN COWELL

The global powers dealing with the bitter dispute over Iran's nuclear intentions castigated Tehran on Friday over its suspected plans to build a nuclear weapon, but the rebuke fell far short of threatening further pressure or actions to curb Iran's contentious uranium enrichment program.

The criticism nonetheless drew an immediate and sharp response from an Iranian envoy who insisted that his country would not be deterred for "a second" from a nuclear program it insists is for peaceful purposes. The diplomat also said Iran would not attend a planned meeting next week of Middle Eastern countries, called to discuss ways of freeing the world of nuclear weapons.

The exchanges came at the end of a two-day closed meeting of the 35-member board of governors of the International Atomic Energy Agency, the U.N. nuclear watchdog, at its headquarters in Vienna.

A resolution, approved overwhelmingly, did not refer to punitive measures against Tehran, reflecting the diplomatic balance between Western powers anxious to crank up pressure on Iran and two leading powers in the diplomacy, Russia and China, which have adopted a milder line.

News reports said the resolution expressed "deep and increasing concern about the unresolved issues regarding the Iranian nuclear program" following a recent I.A.E.A. report that accused

Tehran of engaging in secret and possibly continuing efforts to construct a nuclear weapon. The meeting approved the statement by 32 votes for and two — Cuba and Ecuador — against, with Indonesia abstaining.

The resolution did not set deadlines for Iran to comply, saying it was "essential" for Iran to intensify its dialogue with the I.A.E.A. and calling on Tehran "to comply fully and without delay with its obligations under relevant resolutions of the U.N. Security Council."

In response, Ali Asghar Soltaniyeh, Iran's ambassador to the I.A.E.A., said his country would not halt uranium enrichment even for "a second," Reuters reported, signaling that his country would not retreat in the face of outside pressure. Earlier, the Iranian official had dismissed the resolution as "not legally binding, thus they are not applicable."

Mr. Soltaniyeh also said his country "will not participate" in the planned gathering next week, under I.A.E.A.



SAMUEL KUBANI/AGENCE FRANCE-PRESSE

Ali Asghar Soltaniyeh, Iran's ambassador to the International Atomic Energy Agency, in Vienna on Friday. He said his country would not halt enrichment even for "a second."

auspices, of Middle Eastern countries, likely to include Israel and Arab states.

Analysts said the resolution seemed less critical than sought by the Western powers involved in the dispute — the United States, Britain, France and Germany — apparently as a concession in lengthy and intense diplomatic wrangling with Russia and China, the other countries most directly involved.

Earlier, Mr. Soltaniyeh, the Iranian envoy, accused the I.A.E.A. of endangering the lives of Iranian scientists by releasing their names in an annex to the recent report on suspected nuclear weapons.

"The release of the names of the Iranian nuclear scientists by the agency has made them targets for assassination by terrorist groups as well as the Israeli regime and the U.S. intelligence services," he said in a letter to the organization's director general, Yukiya Amano.

Parts of the letter were published by Iran's state-financed Press TV satellite broadcaster, which noted that several Iranian nuclear scientists had indeed been killed in episodes blamed by Iran on Israeli, British and American intelligence services.

Mr. Soltaniyeh argued that disclosing the names of Iranian experts represented a violation of the agency's rules and said Tehran reserved the right to seek damages from the I.A.E.A. for any harm to its personnel or property as a result of the report — a possible reference to Tehran's frequently voiced fears of an Israeli military strike on its nuclear facilities.

The I.A.E.A. report has amplified talk of a potential Israeli attack — a move that Defense Secretary Leon E. Panetta said last week would have a "serious impact" on the Middle East and possibly on American forces in the region,

without seriously disrupting Iran's nuclear program.

On Friday, Mr. Panetta planned to meet Ehud Barak, his Israeli counterpart, and indicated that he would speak of potential "unintended consequences" from a military strike. He was speaking to reporters traveling with him to a security forum in Canada, where he is to meet Mr. Barak.

Mr. Panetta referred to a U.S. analysis that a strike on Iran would set back its nuclear program by one or two years at most and would also have implications for American forces in the region, Reuters reported.

"And I have to tell you, thirdly, there are going to be economic consequences to that, that could impact not just our economy but the world economy," Mr. Panetta said. "So those things all need to be considered."

In a further effort to press Iran toward a change of heart, Switzerland announced on Friday that it had added 116 names to a list of key people and institutions under financial and travel embargo. The latest names — those of five people and 111 companies — included that of Foreign Minister Ali Akbar Salehi.

Mr. Amano, the head of the I.A.E.A., said Thursday that he wanted to send a high-level mission to Iran to investigate its nuclear program, but that idea seemed in doubt after the criticism of Tehran on Friday.

"It is clear that Iran has a case to answer," Mr. Amano said at a news conference on Thursday. "We have to alert the world before nuclear proliferation actually takes place."

Pressure increasing on Syrian government

BEIRUT

BY NADA BAKRI

France on Friday joined Turkey in calling for greater international effort to exert pressure on Syria to stop its bloody crackdown on protesters, as at least 15 more people were reported killed.

At the same time, Syria made its first response to a proposal by the Arab League to send a delegation of more than 500 military and civilian observers to the country, but critics said it appeared to be a stalling tactic.

The Arab League secretary general, Nabil el-Araby, said he received a letter from the foreign minister of Syria, Walid al-Moallem, asking him to amend the proposed plan. "These amendments are currently being studied," Mr. Araby said.

On Nov. 2, Syria said it had agreed to an Arab League-brokered plan, under which it would halt all violence and withdraw armed forces from civilian areas, but the bloodshed continued, prompting the league to vote last weekend to suspend Syria. The proposal to send observers effectively delayed the suspension, and the current back and forth appears to push it back further.

Activists said that three people were shot in Irbin, a town on the outskirts of Damascus, and that two were shot in Homs and three in Hama, two of the most restive cities in central Syria. At least seven protesters were also killed in the southern city of Dara'a, from where the uprising against Mr. Assad broke out in mid-March.

On Friday, Syrian state television said that three soldiers were killed and that an officer was critically wounded in a bomb blast in Hama, in central Syria.

The French foreign minister, Alain Juppé, on a visit to Ankara, called the situation "no longer sustainable."

Speaking at a news conference Friday alongside his Turkish counterpart, Ahmet Davutoglu, Mr. Juppé also called on the Syrian opposition "to avoid recourse to an armed insurrection," saying, "a civil war would of course be a true catastrophe." He was referring to the rise of attacks by Syrian Army deserters, including a pair of recent attacks on sites associated with the Syrian government.

Asked whether France would support military action by Turkey, including the entrance of forces to establish a kind of buffer zone as the opposition has proposed, Mr. Juppé answered that any military action, no matter by whom,

THE KILLING IN SYRIA

The Arab League needs to stand by its ultimatum to Assad, and suspend Syria if the violence doesn't stop.

The brutal crackdown on pro-democracy protesters by President Bashar al-Assad of Syria has left more than 3,500 people dead. International pressure for his removal is finally building — but not fast enough.

On Monday, King Abdullah of Jordan became the first Arab leader to urge Mr. Assad to relinquish power. On Tuesday, a senior Saudi prince, Turki al-Faisal, called Mr. Assad's exit "inevitable." The same day, Turkey announced that plans for a Turkish oil company to explore for new deposits in Syria had been canceled. The government, which is sheltering some leaders of the Syrian opposition as well as thousands of Syrian refugees, also warned that Turkish power lines to Syria might be cut.

The Arab League also appeared ready, finally, to take a stand. On Saturday, it gave Damascus until Wednesday to end the violence or have its membership suspended. The killing has worsened. Instead of making good on its threat, on Wednesday, the league gave Mr. Assad a three-day reprieve, offering to send monitors to Syria to determine if the government was abiding by a league-brokered peace plan to end the crackdown.

He isn't. The league needs to do what it said, suspend Syria and then impose muscular penalties for Mr. Assad's brutality.

We know the league is dominated by autocrats. But they should at least understand self-interest. There are growing fears of civil war in Syria, and prolonged instability there will threaten the entire region. On Wednesday, army defectors allied with the Syrian opposition attacked a military intelligence facility near Damascus in a new escalation of the conflict.

The United States and the European Union have imposed their own tough penalties. But Russia and China have blocked the United Nations Security Council from imposing sanctions or even issuing a full-throated condemnation of Mr. Assad's bloody reign.

Moscow and Beijing need to stop their enabling and agree to tough sanctions on Mr. Assad and his cronies in the military and business community.

The Council should refer Mr. Assad and his henchmen to the International Criminal Court for prosecution for crimes against humanity.

Mr. Assad has left no doubt that he is willing to destroy his country to maintain his hold on power. His neighbors and all civilized countries need to stand with the Syrian people, before it's too late.

would have to be approved by the United Nations. Such a development, however, would appear extremely unlikely for many reasons, culminating in the near certainty of Security Council vetoes from Russia and China.

Separately Friday, Prime Minister Vladimir V. Putin of Russia called for "restraint and caution."

The French prime minister, François Fillon, who had been meeting with Mr. Putin, said at the same news conference:

"Bashar al-Assad has stayed deaf to the calls of the international community and has not followed up reform promises and the massacres are continuing. We think that it is indispensable to increase international pressure and we have tabled a resolution at the United Nations."

France, Britain and Germany plan to ask the human rights committee of the U.N. General Assembly to approve a resolution condemning violence against protesters.

The New York Times

NOVEMBER 18, 2011

Fate of a U.S. Base Heightens Tensions in Iraq's Contested North

By ANDREW E. KRAMER

RAMADI, Iraq — The American military has not yet left an air base along the contested internal border between the semiautonomous Kurdistan region and the rest of Iraq, but a dispute has already broken out over which side will control the strategic site once the Americans leave.

While there, American soldiers helped keep the peace along a dozen or so disputed portions of the border. They patrolled jointly with units from the Iraqi Army and Kurdish regional troops, for example.

This is now coming to an end in an area seen as one of those more likely for possible clashes after the United States withdraws. And while vacating the base, the military is freeing up yet another valuable asset for the two sides to contest.

The Kurdish-dominated local police in Kirkuk — the city where the post, Forward Operating Base Warrior, is situated, and a flash point in the conflict between Kurds and Arabs — for a time on Thursday blocked senior Iraqi Army officials from entering the base.

Kurdish regional authorities say they want the airfield to become a civilian

airport rather than an Iraqi air force base once the United States withdraws. The United States, however, is handing over all bases to an office of the Iraqi central government.

The Iraqi Army was eventually allowed to enter the base on Thursday, with the understanding, said Kurdish officials, that it would guard the site until it could be transformed into a civilian airport.

The Kurdish police force also objected to the Iraqi military's entering the city limits of Kirkuk, an inflammatory move in a volatile city. Reporters for Iraqi state television accompanied the military, a move seemingly intended to raise the profile of the disagreement and underscore the central government's claims.

"Kirkuk witnessed tension between the Iraqi police and army because of the mistrust between the central government and local government," the deputy head of the provincial council in Kurdistan, Rebo Talabani, said in an interview. "We will wait for some time to pass and see if they turn it into a civilian airport."

Jabar al-Yawer, a spokesman for the pesh merga, the Kurdish regional security force, called the standoff between

armed groups "just a misunderstanding," and said the Iraqi prime minister, Nuri Kamal al-Maliki, had agreed to create a civilian airport at the former base.

The base is one of nine still occupied by the American military in Iraq, down from a peak of 505 bases. All will be vacated before the end of the year.

As the United States withdraws, disagreements that had been suppressed by its presence along what is sometimes called the northern fault line threaten to jolt back to life. The most contentious is over oil.

The central government is now objecting that ExxonMobil, America's largest oil company, is heightening tensions through a new deal struck just last month, even as the American military was pulling out of the border region, for six exploration blocs in the north. Exxon has declined to comment on the arrangement.

Ali al-Fayadh, the deputy chairman of the oil committee in the Iraqi Parliament, said in an interview that three of the six blocs were not in fact in the Kurdistan region, but in contested regions in neighboring Nineveh Province, north of Kirkuk.

☆☆☆

The Telegraph 13 November 2011

The Turkish siblings on either side of the Kurdish resistance

Emine and Ramazan Gungen are fighting on opposing sides in the PKK's fight against the Turkish government. Ruth Sherlock reports from Sirnak.

By Ruth Sherlock in Sirnak, Turkey

Emine Gungen was just 14 when she became a guerrilla with the Kurdish resistance, conducting armed attacks against the Turkish government.

Her brother Ramazan, 20, was conscripted last year into the Turkish army to serve his mandatory military service.

They are in the middle of a vicious, decades' long conflict that has seen more than 40,000 people killed, and entire vil-

lages displaced.

The story is oft repeated across the Kurdish parts of the country, where hundreds of guerrillas in the resistance, the Kurdistan Workers Party, or PKK, have siblings serving in the Turkish army.

Zealous believers in the resistance, who fight for local autonomy and minority rights, escape to militant training camps in the mountains. Those who are not willing to live their lives as fugitives have no choice but to take up arms for a country in which their people feel like second class citizens.

"I am always terrified for both," said



Emine Gungen, 14, (left) and cousin Heybat Gungen, 15

their mother Mevlude Gungen. "Turkish planes bomb the mountains [where daughter Emine and the PKK operate], and I fear that my son will be punished in the army for his sister's actions. Kurds often die mysteriously in the Turkish army."

Turkey, the US and the EU designate the PKK a terrorist group. But living in a small village nestled in the heartland of the militant group Emine and Ramazan were brought up to revere the Kurdish struggle for 'liberation', with songs and poems romanticising the guerrillas in the =>

⇒ mountains.

However, while her brother was more interested in boyhood pursuits, Emine became political from a young age.

"They used to argue for the television remote," said Ms Gungen, recalling happier times when her children were home. "She wanted to watch the PKK guerrillas; he wanted to see the football."

Aged seven, she held her first hunger strike.

Then on a day in April last year, Emine woke up at the normal time, brushed her hair, got dressed in her school uniform, and waved her mother goodbye. This was the last time Ms Gungen saw her daughter.

"She left a letter beside the mirror of her dresser. It said 'my family I love you. I

am going to the mountains, I want to be a fighter, I want to be a guerrilla. This is my decision, please don't worry for me."

Emine left with her cousin Heybat, 15, whose brother is also in the Turkish army. The only contact Ms Gungen has with her daughter's life is through the PKK television channel which frequently shows the fighters, wearing ubiquitous green uniforms, sleeping in caves and sitting in groups among the trees, Kalashnikovs by their sides playing guitars and writing poems.

Last month, she watched as the television channel broadcast news that Heybet had been killed in an air attack.

"Her body was so disfigured and destroyed that her family could barely identify her. They were best friends, my

daughter was always by her side.

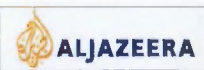
I have no news of her."

Since June the fighting has increased, rising to a crescendo recently when deadly a PKK attack led the government to send thousands of soldiers into the militant heartland.

Soldiers based at checkpoints and military camps are nervous, with attacks increasing even outside of the region. One man believed to be a Kurdish militant, hijacked a Turkish ferry with 24 people aboard was killed on Saturday.

It is a source of constant, painful anxiety for those with families on both sides, especially Ms Gungen.

"I don't want anyone to die on either side. I need them both to drop their weapons."○



November 23, 2011

Erdogan apologises to Kurds for mass killing



Turkish PM issues first official apology over military campaign in Tunceli that killed nearly 14,000 Kurds in the 1930s.

Recep Tayyip Erdogan, Turkey's prime minister, has issued the first official apology for a bloody military campaign that killed thousands of Kurds in southeast Turkey at the end of the 1930s.

"If it is necessary to apologise on behalf of the state ... I will apologise, I am apologising," Erdogan told his Justice and Development Party (AKP) members on Wednesday in televised remarks.

Erdogan said that the air strikes and ground operations in the city of Dersim - now named Tunceli - killed 13,800 people between 1936 and 1939, according to an official document of the time, that he cited in his speech.

"Dersim is one of the most tragic events of our near history. It is a disaster waiting

to be enlightened and boldly questioned," Erdogan said.

The offensive took place under the rule of the current main opposition Republican People's Party (CHP), which was established by Mustafa Kemal Ataturk, the founder of the modern Turkish state.

About 11,600 people were exiled to other regions across Turkey, Erdogan said, citing another official document signed by Ismet Inonu, then leader of the CHP and Turkey's second president after Ataturk died in 1938.

Turkey was under the one-party rule of the CHP until 1946.

Erdogan said the archives of his office were open for any research of official documents about the events.

Opposition blamed

"Dersim is the most painful and bloody [event] among tens, hundreds of disasters the CHP had caused."

- Recep Tayyip Erdogan, PM

Erdogan slammed the CHP for the killings and urged the party to "face" that bloody campaign. The current leader of the CHP, Kemal Kilicdaroglu, is from

Dersim.

"Dersim is the most painful and bloody [event] among tens, hundreds of disasters the CHP had caused," Erdogan said.

"It is not the AK Party and the AK Party government that should face this event and apologise, but it is the CHP."

Recently, Mehmet Metiner, an AKP deputy, proposed changing the name of Sabiha Gokcen Airport in Istanbul, which was named after the adopted daughter of Ataturk.

Gokcen was Turkey's first woman pilot and actively took part in the air campaign against Dersim.

While Turkey is breaking a taboo on its official rhetoric about the Dersim killings, the country rejects Armenian claims of genocide at the hands of the Ottoman Empire during the World War I period.

Armenians say that up to 1.5 million of their kin fell victim to genocide in 1915, when the Armenian community across the country was driven from their homes.

Turkey refuses to categorise the 1915 killings as genocide, and counters that 300,000 to 500,000 Armenians, and at least as many Turks, died in civil strife when Armenians rose up against their Ottoman rulers and sided with invading Russian forces.

Ankara is still battling Kurdish fighters, whose Kurdistan Workers' Party (PKK) took up arms in southeastern Turkey in 1984, sparking a conflict that has claimed some 45,000 lives.

The PKK is fighting for an autonomous Kurdistan and greater cultural and political rights for Kurds in Turkey □

Break-up of Iraq?

As Iraq's Sunni Arabs bid for autonomy within a federal Iraqi state, is this the prelude to the country's balkanisation, asks *Salah Nasrawi*

Since the modern Iraqi state came into being in the 1920s, the country's Sunni Arabs have prided themselves on being a bulwark of Arab nationalism and the guardians of Iraq's unity in the face of Kurdish secessionism and Shia disenchantment with Sunni domination.

Most Sunnis boycotted the referendum on the new constitution drafted after the 2003 US-led invasion on the grounds that the document was a recipe for the end of Iraq as a unitary state as it allowed ethnic groups, or provinces, to set themselves up as autonomous regions under a federal system, something argued for by the Kurds and backed by the Shias.

The country's Sunnis abandoned their boycott and participated heavily in last year's elections, later joining a "partnership government" in the hope of ending their marginalisation under the Shia and Kurdish-controlled governments that came to power in the country after the ousting of former Iraqi president Saddam Hussein.

But over recent months many Sunnis have been breaking a national taboo by declaring that the country's Sunnis should secede from an ethnically-divided and violence-ridden Iraq and seek their own autonomy.

On 2 November, a Sunni-dominated province of Iraq created uproar when its local council voted to establish itself as an "independent region within a unified Iraq."

The provincial council of Salaheddin, which hosts Saddam's hometown of Tikrit, voted by 20 votes out of 28 to set up the new federal region, sparking speculation that other Sunni provinces may now follow suit.

In trying to explain the shift, the council's leaders said that the establishment of an autonomous region was a reaction to the Iraqi government's negligence, exclusion and marginalisation of Sunnis.

They said that the request to set up an autonomous region had been intended to boost the province's share of federal revenues and to protest against the domination of Iraqi Prime Minister Nuri Al-Maliki's Shia-led government.

Coming in the aftermath of a nationwide crackdown on former Saddam loyalists, the timing of the vote seemed to have been spurred by the firing of more than 100 lecturers at Tikrit University for alleged Baath Party connections and a roundup of suspected Baathists in the province.

Hundreds of former Baathists have been arrested in recent weeks following government reports that they were conspiring to overthrow Al-Maliki's government.

The move to set up an autonomous Sunni province prompted criticism from Iraqi Shia leaders, who accused the Salaheddin provincial officials of sectarianism and separatism.

Al-Maliki rejected the decision, accusing Sunni politicians of seeking a safe haven for members of the banned Baath Party. Radical Shia cleric Muqtada Al-Sadr also voiced concern and urged council members to "work to preserve Iraq's unity." Other members of his political bloc accused neighbouring countries of seeking Iraq's partition.

In protesting against the Sunni move, the Shias may be contradicting themselves, however, since it was they who argued for a federal Iraq after Saddam's ouster in an attempt to decentralise the

government's policy and decision making.

Four predominantly Shia provinces -- Basra, Maysan, Thi Qar and Muthanna -- have discussed plans to make themselves autonomous regions, and some Shias have advocated the construction of a larger federal region that would include all nine southern and central provinces, which are predominately Shia.

Although the mainly Sunni Iraqiya parliamentary bloc did not support the Salaheddin province's decision, the move received wide support from fellow Sunni leaders. Officials and tribal leaders in the predominantly Sunni province of Anbar have said that they are also considering a request for their province to be given autonomy.

Iraq's Sunnis have been increasingly showing interest in autonomy from the rest of Iraq, with some even calling for Sunni provinces to secede from the Iraqi state.

In June this year, Osama Al-Nujaifi, a leader of the Sunni-backed Iraqiya List and speaker of the Iraqi parliament, announced that Iraq's Sunni minority felt "frustrated" and might declare "a region" of its own in the country.

Al-Nujaifi said that Sunnis had strong feelings that they were being treated as second-class citizens in Iraq and not partners in the government. He warned that if things got worse the country's Sunnis might even think of separation.

On Monday, Al-Nujaifi chaired a meeting of provincial officials to discuss decentralisation policies and called for the abolition of five central government ministries, which he accused of mismanagement. The meeting was boycotted by representatives of the Shia and Kurdish provinces.

For the Salaheddin council decision to take effect, it must be approved by a referendum of residents of the province, and the council has asked the country's independent elec-

tions commission to set a date for the referendum.

Under Article 119 of the Iraqi constitution, "one or more governorates shall have the right to organise into a region based on a request to be voted on in a referendum."

If the Salaheddin province succeeds in its bid, it would be the second designated autonomous region in Iraq after Kurdistan, the northern Kurdish region which now almost enjoys the status of being a separate state.

The move in Salaheddin comes as political tensions and violence are escalating in Iraq as the United States prepares to withdraw its remaining forces from the country by the end of December.

In a bid to defuse the dispute, Al-Maliki met with the Salaheddin governor and lawmakers from the province on Friday to discuss the situation.

A statement from his office said that Al-Maliki had explained the "internal and external challenges and dangers facing Iraq" and that he had promised to travel to Salaheddin to discuss the province's grievances further.

However, governor of Salaheddin province Ahmed Abdullah Al-Jubouri said that the decision to declare the province a region was final and it should be determined by a referendum.

Judging by the vehemence of the arguments on both sides, the issue looks to be much more than a Sunni outcry against mismanagement or against a new campaign of arrests of former Baathists.

As American troop withdrawal nears, Sunnis fear that the Shia-led Iraqi government will exploit the political and security vacuum to set further limits on their status, further unbalancing the partnership between the two communities that will shape the new Iraq.

Sunni Arabs are afraid of a complete Shia takeover of the state and their being pushed aside. In resorting to federalism, they may have come to

realise that establishing autonomous regions is fundamental to their well-being and protection.

The country's Shias need to alleviate concerns among the Sunnis in order to advance the development of a cohesive Iraqi national identity and to reduce feelings of deprivation and exclusion among Sunnis.

However, in order to understand what is happening to relations between the diverse ethnicities in Iraq and the structure of the state, it is also necessary to look at regional forces.

Turkey, Iran and Saudi Arabia all have stakes in Iraq, and they fear that separatism in the country may spill over into their territories even as

they are seeking to expand their spheres of influence within Iraq.

The ongoing Arab Spring is also expected to create further instability in the region by increasing social and political cleavages in other countries.

In the light of these developments, Iraqis are confronted with fateful decisions

relating to their vision of the country: either they entertain catastrophic sectarian and ethnic agendas, or they engage in genuine nation-building.

There are no easy solutions to the chaos created by the US-led invasion, but Iraq is not yet doomed to balkanisation. □□□



November 23, 2011

Analysis: Turkey confronted with possible Syrian civil war

LONDON (reuters) — Turkey appears to be preparing for some form of civil war in neighboring Syria, wary of any unilateral intervention but fearful fighting there could quickly escalate to a broader sectarian conflagration in the Arab world.

"I observe a simmering threat in the region based on a Sunni-Shiite divide," Turkish President Abdullah Gul said on Wednesday. "It ... has the potential to move the Muslim world from the 21st century into the darkness of the Middle Ages."

These were words Gul would not have uttered in public even a couple of weeks ago. But Ankara has in recent days openly abandoned any notion of Syrian leader Bashar al-Assad staying in power and is focused on dealing with the chaos that could follow his removal.

"Contingencies seem to be based on a worst-case scenario," said Semih Idiz, a commentator with Milliyet newspaper. "The assumption seems to be that this is leading to some form of civil war."

Political leaders had held consultations with military and intelligence officials on Tuesday over a protest movement in which 3,500 people have already been killed now taking on the characteristics of an armed conflict, as soldiers desert, with some alarming sectarian overtones.

'BUFFER ZONE'

Turkish land forces commander Hayri Kivrikoglu visited the border area on Tuesday, declaring there was "no special reason for our visit." Excursions by top generals to the area are indeed frequent,

but they are not normally made public. Ankara has floated the idea of setting up a 'buffer zone' on Syrian soil if fighting triggers a flood of refugees. Thousands are already housed in camps on the Turkish side of the border and army deserters, already using the area as a safe haven, want Turkey to provide them with a bridgehead inside Syria.

But it would clearly take a huge flow of refugees and an immediate threat to Turkey's security to trigger any Turkish involvement on the Syrian side of the border; even then, Turkey would probably seek some form of United Nations backing, possibly from the General Assembly.

Russia, standing by Assad where Turkey has abandoned him, would likely block any move against Syria in the Security Council, where it has a veto.

Western and Arab powers alike appear happy with Sunni Muslim Turkey playing this prominent role on Syria's borders. Turkey itself has enjoyed growing diplomatic and economic influence in the Arab world under Prime Minister Tayyip Erdogan.

"Turkey is trying to act as a firefighter-in-waiting at the moment," said Yavuz Baydar, a columnist with Zaman newspaper. "But Turkey will not go it alone."

UNPREDICTABLE FORCES

Turkish strategists, traditionally wary of involvement beyond Turkish frontiers, are inevitably making provision for that fire getting out of hand. But Ankara has made it clear its desire to avert any military conflict that could unleash unpredictable forces.

President Gul raised the specter of broader sectarian conflict between Sunni Muslims and Shi'ites in his speech in London on Wednesday.

He named no country; but Iraq, another Turkish neighbor, could be vulnerable if the Syrian conflict took on a sectarian form. Tensions between the Sunni minority and the Shi'ite majority run high. The sectarian clashes following from the 2003 U.S.-led invasion have eased but tensions still run high and are exacerbated by competition for control of oil resources.

Shi'ite Iran also views Turkey's growing influence with some suspicion. Turkey's Kurdish rebellion could be worsened by unrest among Kurds in Iran, Syria and Iraq.

Erdogan's recent invocation of Nazi Germany in describing Assad's Syria, General Kivrikoglu's border visit and President Gul's warnings of ethnic conflagration will read for many Turks more like an exhortation to Syrians to settle the crisis themselves, and quickly.

Turkey had over many years of better relations with Damascus cultivated an educated and influential business middle class close to the political elite and eager to open to the West. It saw this elite as the key to integrating Syria and ending its virtual pariah status.

"The hope is that this business elite will seek a way out (with Assad)," said Baydar.

The alarm signals emanating from Ankara, however, suggest those hopes are fading.

○ ○ ○

La France et la Turquie s'accordent sur le dossier syrien

L'ultimatum adressé par la Ligue arabe au régime du président Bachar Al-Assad expirait samedi

Istanbul

Correspondance

La France et la Turquie ont dénoncé d'une même voix, vendredi 18 novembre, la répression des manifestations en Syrie – qui ont fait au moins 12 nouvelles victimes à travers le pays – et font le vœu de sanctions accrues contre le régime de Bachar Al-Assad. Après s'être trouvés en concurrence sur la Libye, les deux pays s'offrent, avec le dossier syrien, l'occasion de tester leur capacité à coopérer sur un autre point chaud régional. Paris et Ankara ont souhaité tous deux le renforcement des sanctions et en appelent au conseil de sécurité de l'ONU.

En visite officielle à Ankara, le ministre français des affaires étrangères, Alain Juppé, a estimé que « le moment est venu d'unir nos efforts pour accentuer les sanctions contre Damas. La situation n'est pas tenable », a-t-il déclaré au côté de son homologue turc, Ahmet Davutoğlu. Le ministre français a qualifié de « tournant » la position prise mercredi au sommet de la Ligue arabe, même s'il s'est montré peu optimiste sur un éventuel effet de l'ultimatum lancé le même jour à

Rabat, qui donnait soixante-douze heures au régime syrien pour cesser les violences.

Aux sanctions déjà en vigueur, gel des avoirs à l'étranger des personnalités liées au régime syrien, suspension des investissements, pourraient s'ajouter de nouvelles mesures. « Nous continuons à travailler sur les sanctions », déclarait M. Juppé vendredi. Les sanctions énergétiques « peuvent en faire partie, mais la France n'est pas favorable à des mesures unilatérales », a-t-il poursuivi.

« Le moment est venu d'unir nos efforts »

Alain Juppé
ministre français
des affaires étrangères

La Turquie a notamment envisagé de réduire ses exportations d'électricité vers la Syrie. Ankara contrôle aussi les vannes du fleuve Euphrate. Plusieurs pays européens et arabes s'apprentent à déposer un projet de résolution à l'ONU pour sanctionner plus sévèrement Damas, la seule voie possible, selon M. Juppé, malgré la position de blocage de la Russie et de la Chine.

La France et la Turquie ont également exprimé leurs craintes de voir éclater une véritable guerre civile et confessionnelle sur le territoire syrien. Ces derniers jours, l'Armée libre syrienne, composée d'officiers déserteurs des forces régulières et dont le chef présumé, le colonel Riad Al-Asaad, est réfugié en Turquie, a mené plusieurs attaques armées sur le territoire syrien, dont la plus importante, mercredi 16 novembre, contre les services de renseignement de l'armée de l'air, près de Damas.

Ces actions violentes ont été condamnées par les États-Unis, qui y voient une dangereuse évolution. Pour le porte-parole du Quai d'Orsay, Bernard Valéro, elles sont d'abord la conséquence « de l'obstination aveugle et barbare de Bachar Al-Assad à réprimer son peuple depuis des mois ». « Nous soutenons la ligne de l'opposition syrienne pour qu'elle continue de se battre pacifiquement, comme elle le fait depuis des mois », a déclaré Alain Juppé, vendredi.

Les contacts entrepris avec des opposants du Conseil national syrien (CNS) à Paris vont se poursuivre. Ankara souhaiterait notamment que la France tente de

convaincre la communauté chrétienne syrienne de cesser de soutenir le pouvoir.

Le durcissement du rapport de force et l'inflexibilité de Damas ont soulevé la question d'une intervention armée étrangère sur le sol syrien à laquelle les opposants syriens étaient initialement hostiles. « Toutes les options sont sur la table », estime un diplomate turc.

Ankara examine la possibilité d'instaurer une zone tampon dans le nord de la Syrie, pour prévenir un afflux de réfugiés. L'un des chefs de la confrérie des Frères musulmans, Riad Shafqa, de passage à Istanbul jeudi, s'est prononcé en faveur d'une implication turque dans une éventuelle opération : « Le peuple syrien acceptera une intervention venant de Turquie, plutôt que de l'Occident, s'il s'agit de protéger les civils. »

Pour Hüseyin Bağcı, professeur de relations internationales à l'université technique du Moyen-Orient (ODTU) d'Ankara, une décision de la Turquie d'intervenir seule serait « une lourde erreur ». « Rien ne doit se faire en dehors du cadre des Nations unies », a martelé, vendredi, M. Juppé. ■

GUILLAUME FERRIER

Le Monde

Dimanche 20 - Lundi 21 novembre 2011

L'Iran isolé à l'AIEA après la publication du rapport Amato

En Iran, des incidents étayaient l'hypothèse d'actes de sabotage contre le programme nucléaire

À la place d'un texte moins percutant qu'elles ne le souhaitaient, les grandes puissances occidentales ont pu associer la Russie et la Chine à une résolution contre l'Iran, accusé de poursuivre en secret un programme nucléaire à visée militaire, dont des détails accablants – y compris les noms des scientifiques qui y ont collaboré – ont été dévoilés dans le dernier

rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique, l'AIEA.

Cette résolution, la onzième sur l'Iran depuis 2003, exprime la « croissante préoccupation » de la communauté internationale, mais ne fixe pas d'échéance pour que Téhéran se plie à ses exigences. Elle a été adoptée à 32 voix sur 35, vendredi 18 novembre, à Vien-

ne, par le Conseil des gouverneurs de l'Agence, son organe exécutif. Deux pays ont voté contre, Cuba et l'Équateur, tandis que l'Indonésie s'est abstenue.

Les Occidentaux devaient choisir entre un texte plus ferme, à la hauteur de l'impressionnant travail d'enquête accompli par le directeur général de l'AIEA, Yukiya

Téhéran a confirmé devoir faire face à l'attaque d'un virus informatique

Amano, et la possibilité de rallier à une position commune la Chine et la Russie, hostiles à de nouvelles sanctions contre l'Iran. Ils se sont efforcés de compenser la faiblesse de la résolution par une série de déclarations saluant sa « fermeté ».

Le ministre français des affaires étrangères, Alain Juppé, a ainsi menacé l'Iran de « sanctions d'une

ampleur sans précédent » si Téhéran ne change pas d'attitude avant la prochaine réunion du Conseil des gouverneurs, début mars 2012.

Le rapport de l'Agence a eu un fort impact psychologique parmi les pays membres de l'AIEA, comparable à celui qu'avait eu, en 2008, le briefing délivré par le chef du département anti-prolifération, Olli Heinonen.

Prenant au mot une offre de Téhéran, M. Amano espérait encore, jeudi, envoyer le successeur de M. Heinonen, Herman Nackaerts, à la tête d'une délégation en Iran, afin d'obtenir des explications, notamment sur la disparition de 20 kg d'uranium.

Mais l'heure n'est plus au dialogue. Vendredi, l'ambassadeur iranien auprès de l'AIEA, Ali Asghar Soltanieh, a accusé M. Amano d'avoir violé les règles de l'Agence en rendant publics, en annexe, les noms de sites mais aussi de scientifiques iraniens, qui deviennent ain-

si des cibles potentielles pour « des groupes terroristes, le régime israélien et les services de renseignement américains ».

M. Soltanieh a rendu par avance le chef de l'AIEA responsable d'attempts qui pourraient viser ces « citoyens et leurs familles, ainsi que de tout acte de sabotage contre des sites indiqués dans votre rapport ».

Ces déclarations coïncident avec une multiplication d'incidents en Iran. Le plus spectaculaire a été l'explosion, samedi 12 novembre, d'un dépôt d'armes sur une base militaire appartenant aux Gardiens de la révolution, corps d'élite de l'armée de la République islamique : 17 à 36 pasdarans sont morts dans l'explosion, à Bigdaneh, près de la ville de Karaj, à une quarantaine de kilomètres à l'ouest de Téhéran.

Les médias officiels iraniens ont

reconnu la disparition du général Hassan Tehrani-Moghaddam, en charge du programme de missiles balistiques des Gardiens. Le Guide suprême de la Révolution islamique, l'ayatollah Ali Khamenei, a assisté à ses obsèques lundi, signe de l'importance de cet homme, présenté comme « l'architecte du programme de dissuasion iranienne », dont la pièce maîtresse est le missile Shahab 3, d'une portée de 1 500 à 2 000 km (incluant la Grèce, le sud de la Russie et l'Égypte).

Téhéran a défendu la thèse d'un accident lors d'un « transport de munitions ». Le général Hassan Firouzabadi, chef d'état-major des forces armées, a même précisé que « cette explosion n'a rien à voir avec Israël et les États-Unis. La seule chose qui les relie à cet incident, c'est que le produit expérimental [qui a

causé l'explosion] aurait porté un coup dur à Israël ». Reconnaître une action clandestine aurait été un sérieux aveu de faiblesse et aurait contraint les dirigeants iraniens à une riposte dont ils n'ont sans doute pas les moyens.

La blogosphère iranienne ne croit pas à la thèse officielle. Le blog Nimnegah affirmé, au vu d'images satellite, qu'aucun dépôt de munitions n'est visible à Bigdaneh, « à moins que ces dépôts soient souterrains, ce qui laisse penser qu'ils agissaient des "munitions" particulièrement spéciales et qu'il fallait les cacher des satellites espions ».

Dans le même temps, les autorités iraniennes ont confirmé devoir faire face à l'attaque d'un virus informatique intitulé DuQu, qui présente des traits similaires avec Stuxnet, virus qui avait par-

lysé la centrale de Bouchehr et entravé les cascades de centrifugeuses iraniennes destinées à l'enrichissement en 2010. Par ailleurs, depuis le début de l'année dernière, trois scientifiques iraniens en relation avec le programme iranien ont été tués dans des conditions non élucidées.

Pour le député (PS) Jean-Louis Bianco, président de la mission d'information parlementaire sur « l'Iran après 2008 », « ces opérations de sabotage se sont révélées les plus efficaces pour ralentir le programme nucléaire iranien ». Elles sont, d'après M. Bianco, « très certainement le fait des services secrets israéliens, probablement américains et peut-être français et britanniques ».

CHRISTOPHE AYAD
AVEC JOËLLE STOLZ (À VIENNE)

métro Montréal

23 novembre 2011

Turquie: Erdogan s'excuse auprès des Kurdes

SELCAN HACA OGLU
THE ASSOCIATED PRESS

ANKARA, Turquie - Le premier ministre turc a présenté pour la première fois, mercredi, les excuses d'Ankara pour le massacre de Dersim, une ville du sud-est de la Turquie où près de 14 000 Kurdes ont été tués dans les années 1930.

Il ne s'agit pas d'un changement de cap radical, mais d'une tactique politique destinée à ternir la réputation du principal parti d'opposition, qui était au pouvoir à l'époque.

Mais ces excuses de Recep Tayyip Erdogan surviennent quand même dans un contexte de tensions entre les autorités turques et la minorité kurde et suscitent de nombreuses réactions, certains appelant Ankara à ouvrir un autre chapitre sombre de l'histoire turque, soit le génocide arménien de 1915.

Le gouvernement de M. Erdogan est en lutte contre les séparatistes kurdes qui veulent obtenir leur autonomie dans le sud-est de la Turquie. Tout en cherchant à la paix, le gouvernement dit être déterminé à écraser la rébellion kurde si elle ne dépose pas les armes.

« S'il y a des excuses à présenter au nom de l'État (...), je voudrais présenter mes excuses, et je présente mes excuses »,



a déclaré M. Erdogan.

Il s'agit des premières excuses officielles du gouvernement turc pour la répression sanglante contre les Kurdes dans la ville de Dersim — qui s'appelle aujourd'hui Tunceli —, qui avait provoqué la mort de 13 806 personnes entre 1936 et 1939.

M. Erdogan répondait ainsi à une demande de Kemal Kilicdaroglu, le chef du Parti républicain du peuple, principal parti d'opposition, qui souhaitait que la Turquie affronte son passé. M. Erdogan a souligné que Kemal Kilicdaroglu devait aussi s'excuser parce que son parti était au pouvoir à l'époque.

Ces excuses interviennent à l'heure où certains, au sein du parti aujourd'hui au pouvoir, le Parti de la justice et du développement, demandent l'ouverture des archives et une commission d'enquête sur les massacres de Dersim.

À l'époque, les soldats de la nouvelle république turque kémaliste avaient

réprimé les clans kurdes qui rejettent l'autorité du pouvoir central.

L'origine du massacre serait liée à une tentative de viol, par un officier turc, de la femme d'un chef local. Ce dernier a tué le soldat, s'est enfui dans la montagne pour éviter les représailles de l'armée et a incendié un pont qui venait d'être construit par le gouvernement. Ankara a estimé qu'il s'agissait d'un début de rébellion, et de nombreuses troupes ont été déployées dans la région, faisant de Dersim une zone de guerre.

Mustafa Armagan, chercheur et historien, a déclaré mercredi sur la chaîne de télévision publique TRT que la campagne militaire menée à Dersim avait été suivie par des migrations forcées et des massacres, ainsi que par une politique d'assimilation.

De son côté, M. Erdogan a noté qu'un des principaux obstacles pour que la Turquie devienne « l'un des États les plus puissants au monde, c'est qu'il ne peut pas faire face à son passé, à son histoire, ses tabous et ses peurs ».

La Turquie fait l'objet de pressions pour reconnaître d'autres pages noires de son histoire, notamment le génocide arménien de 1915, qui a fait jusqu'à 1,5 million de morts. Ankara rejette toutefois le terme de génocide, affirmant que les chiffres sont exagérés et qu'il y a eu des victimes des deux côtés. □

Les forces régulières harcelées par des déserteurs

Constituée en majorité de soldats passés à l'opposition, l'Armée syrienne libre reste peu structurée. Elle cherche surtout, par des opérations ponctuelles, à frapper les esprits et à faire basculer les Syriens du côté de la contestation

Une attaque revendiquée contre un bâtiment des services de renseignement de l'armée de l'air à Harasta, dans la banlieue de Damas, mercredi 16 novembre. Une roquette tirée par des inconnus contre une antenne locale du parti Baas à Damas dans la nuit de dimanche à lundi 21 novembre. Les opérations revendiquées ou attribuées à l'Armée syrienne libre (ASL), qui regroupe différents groupes de déserteurs, sont de plus en plus audacieuses.

Faute d'une intervention étrangère qui ne fait pas consensus dans la communauté internationale, la révolution syrienne semble ne pouvoir compter que sur cette armée de fortune, formée de soldats écœurés par une répression qui a déjà causé plus de 3 600 morts. Mais les opérations montées par l'ASL constituent-elles une menace militaire pour le régime Assad ?

Rencontré à la fin du mois de septembre, le général à la retraite Akil Hachem, qui vit en exil en France, était alors enthousiasmé par la multiplication des défections au sein de l'armée syrienne. Pour lui, un début de maquis était en cours de constitution dans le Jebel Al-Zawiya et à Rastan, entre Homs et Hama. Aujourd'hui, il est nettement plus circonspect, malgré l'annonce d'un Conseil militaire de neuf membres à la tête de l'ASL. « Pour l'instant, on ne peut pas parler d'armée, tempère-t-il. Ce sont des groupes de soldats qui se rallient à une bannière. Mais ils n'ont ni commandement, ni communications, ni armes lourdes. Dans ces conditions, ils ne peuvent pas représenter une menace pour le régime. »

La plupart des dirigeants de l'ASL, dont aucun ne dépasse le grade de colonel, ne sont pas issus d'unités combattantes. Le chef de cette structure, le colonel Ryiad Al-Assaad, un ingénieur de l'armée de l'air, vit sous la protection des autorités turques. Les effectifs de l'ASL sont difficiles à évaluer et impossibles à vérifier, faute d'accès libre au terrain : on parle de 20 000 hommes, auxquels se mêleraient beaucoup de civils ayant pris les armes. La plupart des déserteurs sont des conscrits, qui forment 60 % de l'armée.

Les opérations tiennent plus du harcèlement que de la guerre civile. Les groupes de l'ASL visent en priorité les chabiha, les milices de civils armés pro-régime, lors de leurs déplacements d'une ville à l'autre. En attaquant des bâtiments des services de renseignements et du parti Baas, ils cherchent avant tout à frapper les esprits, inciter les citoyens des grandes villes, Alep et Damas, à basculer du côté de la contestation. L'ASL n'en est pas encore au stade d'une guérilla, mais si elle reçoit des armes elle pourrait rapidement y parvenir. D'où l'importance du contrôle des frontières, comme celle avec le Liban que la Syrie est en train de miner.

« Pour que le régime commence à être menacé, il faudrait qu'un commandant de division se retourne avec tous hommes », estime Akil Hachem. L'armée régulière compte 300 000 hommes répartis en douze divisions, en plus de la garde présidentielle. Or le régime contrôle bien son appareil répressif, dans lequel l'armée régulière joue un rôle important mais pas unique. En plus de l'armée, il faut compter avec quelque 200 000 hommes des moukhabarat, les services de renseignement, répartis en une multitude d'agences qui se surveillent les unes les autres.

L'ASL n'en est pas encore au stade d'une guérilla, mais si elle reçoit des armes, elle pourrait y parvenir

La majorité des commandants de divisions et la totalité des chefs des quatre grands services de renseignements sont alaouites, la communauté chiite dissidente et minoritaire dont est issue la famille Assad. A un niveau plus politique, les nominations ont valeur d'affichage, comme celle du nouveau ministre de la défense, Daoud Rajiha, dont la principale qualité est d'être chrétien et qui a été flanqué d'Assef Çhawkat, le beau-frère du président, comme vice-ministre. Quant à l'état-major, il est désormais dirigé par

le général Fahd Jassem Al-Farij, sunnite originaire de Hama, mais doublé d'un encombrant adjoint, Ali Ayoub, un alaouite bien sûr.

« Les militaires sont soumis à un étroit contrôle par les renseignements militaires. Ils sont écoutés, leur famille est surveillée », raconte Akil Hachem, qui en sait quelque chose et a été assigné à résidence lors de son dernier séjour en Syrie de mi-2003 à septembre 2004 sur de simples soupçons de contacts avec l'opposition après un séjour prolongé aux Etats-Unis où vit sa fille. Juste après la suspension de la Syrie par la Ligue arabe, le samedi 12 novembre, il a reçu un coup de téléphone d'un ancien élève de l'Académie militaire de Homs, où il a longtemps enseigné dans les années 1980, devenu entre-temps chef d'un important service de renseignement. « Il voulait me convaincre que ce qui était dit à la télévision était faux et de venir le vérifier au pays », raconte Akil Hachem. Il s'agissait aussi d'une menace voilée à la suite des interventions du général dans des médias arabes.

Si certains cadres de l'armée pourraient être tentés par l'entrée en dissidence avant qu'il ne soit trop tard, ce n'est pas le cas des chefs des moukhabarat, trop mouillés dans la répression et la corruption. L'armée syrienne est notoirement pauvre et corrompue. Le général Hekmat Chihabi, longtemps chef d'état-major sous Hafez Al-Assad, avait fait rattacher 800 soldats à son seul bureau afin de pouvoir toucher leurs soldes, tout en les faisant payer pour être exemptés de service. Quant au maréchal Mustafa Tlass, inamovible ministre de la défense d'Assad père, il savait mieux la comptabilité que la balistique. A un niveau subalterne, une partie des armes légères de l'ASL ont été achetées à des soldats encore en service.

Les unités les plus sûres ont été affectées à la garde des lieux considérés comme stratégiques. Ainsi, Damas est sous la « protection » de la garde présidentielle (30 000 hommes, presque tous alaouites ou bédouins), flanquée au nord de la 3^e division blindée et, au sud, de la 1^{ère}. Le régime peut aussi compter sur les bérets verts, ses troupes

d'élite parachutistes.

La 4^e division, qui fait, avec 25 000 hommes, la taille de deux autres, va d'une ville à l'autre au gré des priorités de la répression. Cette unité, héritière des Brigades de défense de Rifaat Al-Assad, le terrible frère de Hafez, est commandée par Maher, le jeune frère de l'actuel président. Avec ses chars T-72, elle est la mieux équipée de l'armée syrienne ; 90 % de ses officiers sont des militaires de carrière. Mais, même sur le terrain, le dispositif est tel que les soldats ne peuvent pas se dérober. Ils sont en première ligne, suivis des chabiha puis des « sections d'assaut » des services de renseignements.

Les chabiha sont une émanation de bandes mafieuses alaouites vivant de la contrebande et protégées par les frères de Hafez Al-Assad, avant leur dissolution violente à la fin des années 1990, peu avant l'accession au pouvoir de Bachar, qui y voyait une menace. Elles ont été reformées et armées dans les semaines qui ont suivi le début du soulèvement, recrutant des milliers de jeunes alaouites, sous la houlette de Fawaz et Mondher Al-Assad, deux cousins du président. On a évoqué, sans pouvoir la vérifier, la présence de troupes du Hezbollah libanais, iraniens, voire membres de l'Armée du Mehdi, du chef chiite radical irakien Moqtada Al-Sadr.

Malgré tout, il n'est pas à exclure qu'un effet de lassitude se fasse sentir sur la troupe, mobilisée depuis huit mois dans tout le pays. Les hommes sont épuisés, le carburant va commencer à se faire rare et cher avec les sanctions européennes visant le secteur pétrolier. Il faut payer les chabiha alors que les caisses se vident... Ce n'est pas assez pour prédire un effondrement du régime, mais suffisant pour entrevoir une longue descente aux enfers. ■

Christophe Ayad

Le double visage de Bachar Al-Assad

C'est une des nombreuses rumeurs de Damas, invérifiables comme elles le sont toutes dans ce pays dirigé par un clan secret, soudé, opaque. Peu après le début de l'insurrection syrienne, la famille Assad aurait tenu une réunion au sommet sur la conduite à tenir face aux manifestants : que faire ? Réformer, mais c'était risquer d'apparaître faible ? Réprimer et peut-être envenimer les choses ? Comme souvent, c'est Anissa, la « matriarche », la veuve de Hafez Al-Assad, née Makhoul, qui aurait tranché le débat en exhortant son fils Bachar : « Ne sois pas faible ! Fais ce que ton père aurait fait ! »



se pour moderne en faisant la promotion d'Internet – ce qui lui vaut aujourd'hui bien des déboires.

Il n'assume toujours pas la puissance et l'arbitraire, persistant à se présenter en M. Tout-le-Monde, un bon docteur de famille

Il a réprimé sans faiblir, envoyant les chars mettre à pas les villes insoumises : Deraa, Baniyas, Homs, Hama, puis de nouveau Homs, Idlib, Jisr. Al-Choghour, encore Homs, Deir ez-Zor, Rastan, toujours Homs...

Le jeune président a appliqué l'injonction maternelle à la lettre, se souvenant sans doute que son père avait écrasé sans trembler le soulèvement des Frères musulmans à Hama en 1982. Au prix d'une vingtaine de milliers de morts, il avait définitivement éradiqué l'idée même d'une opposition au régime.

Bachar a alors 18 ans et va passer le bac sous la protection de gardes du corps. De cette période trouble et lourde de menaces, le jeune homme a tiré quelques leçons essentielles : il ne faut pas hésiter à frapper quand la menace est vitale ; le pouvoir des alaouites, cette secte dissidente du chiisme dont est issue la famille Assad, restera toujours illégitime pour les islamistes sunnites. Mais à l'époque, Bachar n'était pas programmé pour le pouvoir. C'est Bassel, l'aîné, qui s'y destinait : ce flambeur, aimant les femmes et les armes, était taillé pour la fonction. Jusqu'au 21 janvier 1994, lorsque Bassel se tue à bord de son bolide sur la route de l'aéroport.

Bachar, qui fait une spécialisation en ophtalmologie à Londres, est rappelé au pays pour prendre la succession. En avait-il envie, avait-il seulement le choix ? La question ne se pose pas. Il suit une formation militaire accélérée, choisit ses hommes, se fait la main au Liban. Il pas-

Quand son père meurt en juin 2000, il ne reste plus qu'à modifier la Constitution pour abaisser l'âge minimal du président à 34 ans, le sien. D'où vient alors cette impression étrange d'un dictateur pas comme les autres ? Comme s'il était illégitime dans la grande confrérie des hommes à poigne, les Saddam Hussein, Mouammar Kadhafi et consorts. Peut-être parce qu'il n'assume toujours pas la puissance et l'arbitraire, persistant à se présenter en M. Tout-le-Monde, un homme simple et sans passion, un bon docteur de famille qu'il a toujours rêvé d'être.

Bachar Al-Assad reste une énigme : réformateur contrarié ou despote qui ne s'assume pas ? Peu importe finalement, seuls comptent les actes. Peu importe si la violence qu'il déchaîne aujourd'hui est le fruit de la peur ou d'une cruauté enfin révélée à elle-même...

Pour comprendre le mystère Bachar, il ne faut pas voir en lui un simple individu mais l'expression

d'un clan, le *capo della familia*, obligé de faire en permanence la synthèse pour maintenir la cohésion du groupe. Car il sait mieux que quiconque que si les Assad venaient à se déchirer, c'en serait fini d'eux et de leur mainmise sur la Syrie. Mais là où Hafez, le père fondateur, s'appuyait sur un mélange subtil de baasistes historiques, de proches alaouites et d'officiers sunnites, Bachar élimine un à un les représentants de cette « vieille garde » qui lui rappelle à chaque instant qu'il n'est qu'un novice. Il leur préfère le cercle familial, comme son cousin germain Rami Makhoul, haï pour sa cupidité sans limite, qu'il ne lâche pas, même au plus fort de la contestation. Dans l'État de barbarie qu'est la Syrie des Assad – comme l'avait défini le chercheur français Michel Seurat –, toute concession est une faiblesse. Et toute réforme est une concession.

C'est après avoir compris cette règle d'airain que Bachar Al-Assad décrète, début 2001, la fin du « printemps de Damas », qu'il avait lui-même lancé dans son discours d'investiture en juin 2000. On ne l'y reprendra plus.

Le réformateur n'est, au mieux, qu'un modernisateur. Mais l'arrivée d'Internet et une libéralisation économique en trompe-l'œil, gangrenée par le népotisme, n'ont pas fait de la Syrie un pays moderne. Bachar Al-Assad a fini par croire à sa fable, celle d'un héritier ayant oublié qu'il a reçu le pouvoir plus qu'il ne l'a pris ou même exercé. L'enrichissement de ses proches lui a fait oublier la paupérisation du pays profond. Les louanges de ses courtisans ont fini par sonner comme des certificats de bonne gouvernance. La victoire du Hezbollah de Hassan Nasrallah – son mentor – face à Israël en 2006 est devenue la sienne. Il s'est cru invincible après avoir surmonté l'épreuve du feu qu'a été le retrait de ses troupes au Liban, en 2005, peu après l'assassinat de Rafic Hariri, qui lui a été imputé. Il a fait siennes les rodomontades d'Ahmadinejad l'Iranien, son seul véritable allié.

Bachar Al-Assad souffre d'illusion d'optique permanente, ce qui est fort gênant pour un ophtalmo-

logue. Deux semaines exactement après le début de la révolte syrienne, il doit s'adresser au Conseil du peuple, le Parlement en jargon baasiste. Son allocution est très attendue ; l'incendie peut encore être circonscrit s'il trouve les mots justes. Pendant les jours précédents, sa conseillère et porte-parole Bouthaina Chaabane a distillé les fuites : l'état d'urgence allait être aboli, le multipartisme autorisé, la presse libéralisée. Autant de promesses faites en 2000, réitérées en 2005 et restées lettre morte. Mais le 30 mars, devant des élus confits en dévotion, Bachar Al-Assad défie les manifestants, les traite d'agents de l'étranger. Il s'interrompt plusieurs fois, pour se laisser applaudir, comme grisé par sa propre gloire.

Dans les jours qui suivent, le culte de la personnalité, mis en berne pendant la décennie passée, revient en force. Mais Bachar persiste. En octobre, après des milliers de morts, des dizaines de milliers de blessés et d'arrestations, il reçoit le *Daily Telegraph*, pour sa première interview à la presse occidentale depuis le début de la crise : il s'y dépeint en modeste citoyen vivant sans protection, « aimé par [son] peuple » parce qu'il mène une « vie simple » avec son épouse, la glamouruse Asma, et ses trois enfants. Croit-il ce qu'il dit, comme Mouammar Kadhafi lorsqu'il proclamait « *my people they love me, they would die for me* » ?

Pour expliquer son différend avec l'Occident, il a cette métaphore surprenante : il s'agirait, en substance, d'un problème de compatibilité, comme entre un PC et un Mac. En l'occurrence, il pense comme un Mac et les Occidentaux comme un PC. Simples soucis de décodeur. Se doutait-il, en choisissant la marque à la pomme, qu'il rendait un hommage involontaire à Steve Jobs, né aux États-Unis d'un père syrien, originaire d'Homs, qui l'a abandonné ? ■

Christophe Ayad

Do not attack Syria

SYRIA I
Syria is not
Libya, and a
military inter-
vention could
be disastrous.

Aaron David Miller

The Arab League suspends Syrian membership; the king of Jordan calls for Bashar al-Assad's departure; Turkey appears ready for more aggressive anti-Assad measures; defectors from the Syrian Army are attacking regime targets. And all the while the regime continues killing its people with impunity.

Now is the time for America to step up and lead a NATO military intervention to topple the Syrian regime?

No. It Isn't. Military intervention now will not work. Do not look to Libya for lessons on how to overthrow this dictator. If anything, the Libyan model is a cautionary tale, and potentially a whole lot of trouble if the lesson is ignored.

As painful as it is to watch unarmed civilians killed, sometimes discretion — at least for America, and at least for now — really is the better part of valor.

Libya isn't Syria. But it was low-hanging fruit — at least from the perspective of outside intervention. A big empty place roughly the size of Alaska with a long coastline, lacking sophisticated air assets or air defenses, and run by a regime of thugs and clowns, Muammar el-Qaddafi's Libya offered a reasonable prospect for NATO military success.

It still took eight messy, bloody months to topple Qaddafi. Indeed, there were moments when even the champions of intervention in the Obama administration wondered whether it would work.

Intervention by committee, backed by unorganized rebels, was never going to

be easy. But we Americans were wise to resist pressures to finish the job more quickly by taking the direct lead. It was important to involve the Europeans and

the Arabs — it's their neighborhood, after all — and to let the Libyans gain the legitimacy of their own liberation (albeit with a huge NATO assist).

The Assad regime is rotten fruit, but it's not at all clear whether it's ready to fall. Unlike Libya, where the opposition was divided, but at least held control of parts of the country, the Syrian opposition is inchoate, and lacks even a rudimentary armed component. It is stunningly vulnerable; it does not control parts of the country from which it can operate or where it can be assisted.

The opposition would like to create such sanctuaries, but there's no sense that it can do this yet, and the regime is determined to stop it. In Rastan, a key town along a central road to the Syrian-Turkish border, the regime sent in hundreds of tanks to do precisely that.

Then there's the problem of assembling an international coalition. Yes, the world is outraged and Syria is under sanctions and isolated. But the prospects of mobilizing the United Nations Security Council to sanction a NATO intervention are nil. The Russians and the Chinese are dead set against it; the French, British and Americans are squeamish, and for good reason.

Plus Syria still has friends in the region. None that can save it, to be sure, but some who would do what they can to complicate an allied intervention, including Iran, Iraq and Hezbollah in Lebanon.

Turkey will support tougher rhetoric and sanctions against Assad, but Ankara will not get out in front on any mili-

tary intervention. The Israelis might be able to help with intelligence, but keeping them at a distance would be critical to any successful intervention in Syria.

The battle for Syria would likely be a long one. The interveners would need a coalition of the truly willing prepared to stick to it, and probably to intercede with boots on the ground.

A coalition of the partially committed would not work. Once military actions began, there would be no turning back. Escalation would be inevitable against a regime that will use every instrument it possesses to survive. There's no room for encouraging the opposition and then not being prepared to support it.

Last week, the U.S. ambassador to Iraq apologized to the Shia community for the failure of the United States to do more in 1991 after it encouraged Shia opposition to Saddam Hussein. We do not want that to be repeated.

The options on Syria are not happy ones. We can't stick our heads in the sand, nor can we lose them.

For now, the measures that make sense include tightening sanctions; pushing the United Nations to dispatch human-rights monitors; monitoring the Syrian-Lebanese and Syrian-Turkish borders; and pushing the Arabs and the Turks to start supporting the Syrian opposition with money and clandestine military aid should they want it.

If the time comes to consider military action, politicians and military planners should think it through very carefully. Syria is not Libya; the potential for sectarian violence and even civil war, coupled with the possibility of outside intervention, makes the complexities and rivalries of post-Qaddafi Libya seem mild by comparison.

Inaction by the international community while a brutal regime kills its people has its costs, but so does big-footing by great powers. One thing we know about discretionary, poorly conceived military action is that getting into such conflicts is always a lot easier than getting out.

AARON DAVID MILLER, a former U.S. Middle East negotiator, is a scholar at the Woodrow Wilson International Center for Scholars and author of the forthcoming book "Can America Have Another Great President?"



CRISTOBAL SCHMAL

MONDAY, NOVEMBER 21, 2011

Syrians fear that strife in Homs points to a civil war

BEIRUT

City at the epicenter of revolt descends into sectarian hatred

BY ANTHONY SHADID

A harrowing sectarian war has spread across the Syrian city of Homs this month, with supporters and opponents of the government blamed for beheadings, rival gangs carrying out tit-for-tat kidnappings, minorities fleeing for their native villages and taxi drivers too fearful of drive-by shootings to ply the streets.

As it descends into sectarian hatred, Homs has emerged as a chilling window on what civil war in Syria could look like, just as some of Syria's closest allies say the country appears to be heading in that direction. A spokesman for the Syrian opposition last week called the killings and kidnappings on both sides "a perilous threat to the revolution." A U.S. official called the strife in Homs "reminiscent of the former Yugoslavia," where the very term "ethnic cleansing" originated in the 1990s.

"Over the past couple of weeks, we've seen sectarian attacks on the rise, and really ugly sectarian attacks," the Obama administration official said in Washington. The longer President Bashar al-Assad "stays in power, what you see in Homs, you'll see across Syria."

Since the start of the uprising eight months ago, Homs has emerged as a pivot in the greatest challenge to the 11-year rule of Mr. Assad. Some of the earliest protests erupted in the city, and defectors soon sought refuge in rebellious neighborhoods. This month, government security forces tried to retake the city in a bloody crackdown that continues.

Homs, one of the largest Syrian cities, has a sectarian mix that mirrors the country. The majority is Sunni Muslim, with sizable minorities of Christians and Alawites, a heterodox Muslim sect from which Mr. Assad draws much of his top leadership. Though some Alawites support the uprising, and some Sunnis still back the government, both communities have overwhelmingly gathered on

opposite sides in the revolt.

In Homs, it is not so much a fight between armed defectors and government security forces, or protesters defying a crackdown. Rather, the struggle in Homs has dragged the communities themselves into a battle that residents fear, even as they accuse the government of trying to incite it as a way to divide and rule the diverse country.

Fear has become so pronounced that, residents say, Alawites wear Christian crosses to avoid being abducted or killed when passing through the most restive Sunni neighborhoods, where garbage has piled up in a sign of the city's dysfunction.

"It is so sad that we reached this point," said a Syrian priest who lives in Lebanon but maintains close relations with people in Homs, in particular the Christian community.

In past weeks, Homs was buckling under a relentless crackdown as the government tried to reimpose control over the city. Dozens were killed, but the U.S. official said the Obama administration believed that the government withdrew some forces in accordance with an Arab League plan to end the violence. Residents offered a different version. Several said the government had repainted tanks and other armored vehicles blue and redeployed them as a police force carrying out the same operations.

"The regime wants to say to the Arab observers that the police are confronting protesters, not the army or security men," said Abu Hassan, a 40-year-old activist in the city.

On Friday, Syria tentatively agreed to an Arab League proposal to send about 500 monitors to oversee the faltering plan, though in a request that could undo the initiative, the secretary general of the Arab League, Nabil el-Araby, said Syria had asked for amendments. But on Sunday, the Arab League rejected a Syrian effort to amend the peace agreement, and Mr. Assad said in a newspaper interview that he had no choice but to continue his military campaign against dissidents and vowed that he was prepared to fight and die if needed.

Syria's foreign minister, Walid al-Moallem, said the proposed Arab League mission placed "impossible conditions" and gave excessive authority to the observers in a way that violated Syria's sovereignty.

In another development, insurgents fired rocket-propelled grenades at the offices of the ruling Baath Party in Damascus in a highly symbolic strike. It was the second attack in days in the capital, which had so far largely been spared the unrest in other cities.

Whether it caused any casualties or significant damage was unclear, but coming amid a series of other assaults, along with growing sectarian strife in Homs, Syria's third-largest city, it could augur a turn to a protracted armed struggle.

Even as the death toll has dropped in Homs in recent days, the sectarian strife seems to have gathered a relentless momentum that has defied the at-

tempts of Sunni and Alawite residents to stanch it. One prominent Sunni activist, who spoke only on the condition of anonymity, used the term shabeeha — an Arabic word that refers to government paramilitaries — to describe the situation evolving inside Homs.

"There are shabeeha on both sides now," he said.

He accused the government of fomenting the sectarian tension but added, "I feel disgusted at what's happening in Syria, and I am afraid of what might happen next."

Mohammed Saleh is a 54-year-old Alawite in Homs. A Communist, he was a political prisoner for 12 years and was released in 2000. He said insurgents stopped a minivan carrying factory employees last Sunday, asked the Christians and Sunnis to leave and then kidnapped 17 Alawites. Enraged, the families of the Alawites went into the streets, randomly kidnapping Sunnis after demanding their identification.

"They know your sect by your family name," he said.

Families on both sides asked him to mediate, Mr. Saleh said, and after days of negotiations, sometimes through calls to Syrian expatriates, he secured

"My cousin was kidnapped, and he was a civilian Alawite. He was found killed, and his head was chopped off."

the release of all 36 people seized in the retaliatory kidnapping at 4 a.m. on Friday. He said many were still missing in other kidnappings.

"I'm against the regime," he said. But, "now I am being critical of some of the revolutionaries. We are against the regime, and we want it to fall, but the revolutionaries need to present a better and more beautiful alternative. And if the opposition is going to be similar to the regime, it's going to be dangerous."

Mr. Saleh is not alone in trying to stop the tide. Others, Sunni and Alawite, have joined him in a group in Homs called the Popular Solidarity Committee, which has sought to defuse tension. Fadwa Suleiman, an Alawite actress from Aleppo, visited Homs on Nov. 11 in a gesture of solidarity with protesters in the besieged city.

The violence itself still pales before the government's crackdown, which the United Nations said had killed about 3,500 people. But in a dozen interviews with residents in Homs, people spoke of the city's fabric being torn apart. Paramilitaries on both sides have burned houses and shops, they say. Alawite residents have been forced to flee to their native villages. Kidnappings, many of them random, have accelerated. Numbers are impossible to gauge, but scores have been abducted. Residents say some captives are used as bargaining chips, but not always.

"My cousin was kidnapped, and he was a civilian Alawite," said a dissident

activist from the Alawite neighborhood of Al Zahra in Homs, where locales are often largely segregated by sect. "He was found killed, and his head was chopped off."

The activist, who gave a pseudonym; Abu Ali, say his relatives send text messages to one another with the license plate of the taxis they take. They call each other when they arrive. He said his brother, a taxi driver, no longer dared to take to the streets.

Another Sunni activist in Homs played

down the strife, saying Alawites were kidnapped only in retaliation and denying that insurgents had beheaded anyone. Like others, he insisted that the violence was minimal compared with the ferocity of the government's crackdown.

Christians in Homs seem to have tried to stay neutral, an admittedly difficult task. "We'd rather emigrate than hold weapons and be part of a civil war," said a Christian who gave his name as Hisham and whose mother-in-law had already fled Homs.

He blamed the government for the greatest share of violence. But he accused Sunni insurgents of killing Alawites to drive them from the city's three predominantly Alawite neighborhoods, where support for Mr. Assad runs strongest.

"There is no room for us, or for the educated Sunnis, in a civil war," said his wife, who gave her name as Hiyam. "A civil war means emigrating."

INTERNATIONAL
Herald Tribune NOVEMBER 23, 2011

Turkish prime minister says Assad should resign

ISTANBUL

BY SEBNEM ARSU

In his most blatant criticism yet of Syria's political repression, Prime Minister Recep Tayyip Erdogan of Turkey said Tuesday that President Bashar al-Assad should resign.

The criticism by Mr. Erdogan raised the pressure on Mr. Assad from a country that Syria had once counted as its friendliest neighbor and economic partner. But it was not totally unexpected, given Mr. Erdogan's increasing exasperation with Mr. Assad's intransigence over the uprising against him, now in its eighth month.

Mr. Erdogan's comments were notable for his explicit language. He likened Mr. Assad to the self-delusional dictators of history who have met violent and messy ends, most recently Col.

Muammar el-Qaddafi of Libya.

"Just remove yourself from that seat before shedding more blood, before torturing more and for the welfare of your country as well as the region," Mr. Erdogan said of Mr. Assad in a televised statement at his party meeting in Ankara.

"It is not heroism to fight against your own people. If you want to see someone who has fought against his own people, look at Nazi Germany, Hitler, Mussolini, Ceausescu of Romania," Mr. Erdogan said. "If you do not learn your lesson from them, look at the Libyan leader, who pointed his gun against his own people and, only 32 days ago, got killed in a way that none of us desired, after using the same phrases that you use."

Mr. Erdogan's criticism of the Syrian government came as Turkey's president, Abdullah Gul, began a three-day

visit to Britain, which has also been outspoken in seeking to isolate Mr. Assad. On Monday the British foreign secretary, William Hague, hosted a delegation of Syrian opposition leaders.

Mr. Hague did not specify what type of assistance, if any, was discussed, but he said in a statement that "we want to

"If you want to see someone who has fought against his own people, look at Nazi Germany, Hitler, Mussolini."

continue to step up the international pressure on the Assad regime, a regime that has long since lost its legitimacy in the eyes of the wider world."

Thousands of Syrians have sought refuge across the border in Turkey, which also permits sanctuary for an in-

urgent group of former Syrian soldiers.

The Arab League has suspended Syria, and a growing number of countries, led by the United States and members of the European Union, have penalized Mr. Assad with economic sanctions.

Mr. Erdogan said Tuesday that Turkey had no interest in meddling in Syria, but that "while a nation — especially one that is our kin and relative — is being tormented, we have absolutely no intention to turn a blind eye, to turn our backs against Syria with a 910-kilometer-long borderline."

Turkey shares its longest border with Syria, in the south, where residents on both sides are often members of larger families, sharing a common culture and language.

Turkey's anger at Mr. Assad's regime and support for the Syrian opposition has prompted violent reactions in Syria.



Earlier this month pro-Assad demonstrators in Syria attacked Turkish diplomatic missions in Damascus, Aleppo and Latakia, burning Turkish flags and shattering windows.

On Monday, unidentified gunmen in Syria, described by some witnesses as wearing the uniforms of Syrian soldiers, attacked a convoy of buses carrying Turkish pilgrims home from Mecca. Two of the pilgrims were wounded. They were the first Turkish civilian victims of the mayhem in Syria.

Mr. Erdogan had declined to comment on the shooting on Monday, pending an investigation. But on Tuesday he expressed anger, calling on Syrian authorities to arrest the assailants.

"It's a country's pride and honor to protect foreign citizens, guests in the country, moreover pilgrim passengers only in transit," the prime minister said.

CHP's internal strife accelerates over Kurdish killings in Dersim



LALE KEMAL
loglu@todayzaman.com

As Turkey has begun debating its once taboo issues that have long been swept under the carpet, a mass killing of around 50,000 Kurds of Turkey in 1937 in the eastern province of Dersim has been urged to be debated to unearth the truth. Dersim's name was changed to Tunceli with the Law on Administration of Tunceli Province in 1936.

Ironically, Tunceli deputy Hüseyin Aygün from the main opposition Republican People's Party (CHP) has triggered the debate over the 1937 events in Dersim, which took place when the CHP was in power during the single-party period. The events have increasingly come to be described as a massacre in recent years.

Aygün started the controversial debate over the massacre of Kurds by the state in Dersim as part of an assimilation campaign on Nov. 9, when he said the 1937 Dersim massacre had occurred with the acquiescence of the then-CHP government. The deputy further alleged that the events took place with the full knowledge of Mustafa Kemal Atatürk, Turkey's founder.

Aygün has been subjected to a lynch campaign by his party over his remarks and has been threatened with being expelled.

The CHP has refrained from debating the truth about the Dersim events, which have always been portrayed by a military dictated ideology as retaliation by the state to quell a Kurdish uprising.

Professor Baskın Oran, however, denied the allegations of a Kurdish uprising in Dersim.

"There was no uprising in Dersim. A systematic and planned massacre committed by the state. The operation launched to massacre Kurds had been planned by Atatürk himself," Professor Oran told to Habertürk TV in an interview last Friday.

Forty relatives of Kemal Kılıçdaroğlu, the CHP leader, were killed during the Dersim events. Despite this, he has refrained from initiating a debate over the sad and unacceptable operations staged against the people of Dersim.

Though the Turkish military has been reluctant to open the archives concerning Dersim to the public, clear evidence already exists regarding the truth lying behind the mass killing of Kurds in Dersim.

For example, Hasan Cemal, a senior columnist for the Milliyet daily, has published several quotes from then-Cabinet members as well as from the then-chief of General Staff about the Dersim incident in his article last Sunday that has shed light on what actually happened in the Kurdish province.

"The year 1931, Chief of General Staff Fevzi Çakmak: Dersim people are ignorant. The Turkification policy should be applied to them. An intervention by the armed forces will have a

bigger impact on the people of Dersim. Kurdishness should be eradicated within the Turkish society. The year 1930, Justice Minister Mahmut Esat Bozkurt: The nation is composed of Turks. Those who are not real Turks do have a right to be on Turkish land. These rights allow them to become a servant, a slave. The year 1932, Interior Minister Şükrü Kaya: The northern Dersim people should be forced to migrate to the West. All arms should be collected before the start of the military operation. Local civil servants [Kurds] are spies. It is necessary to teach the Dersim people that they are in fact Turks. Training exercises of military planes should take place over Dersim. The year 1986, İhsan Sabri Çağlayangil, a now deceased former Turkish foreign minister who was the head of the security directorate at the time of the Dersim events told Kılıçdaroğlu in an interview that 'people had escaped to the caves in Dersim. The military sprayed poisoned gas into the caves... the military poisoned them like rats.'" (Hasan Cemal, Milliyet, Nov. 20)

The Turkification process of religious and ethnic minorities in Turkey began with the Turkish Parliament passing the 1934 Law on Resettlement.

The ruling Justice and Development Party (AK Party) joined in the debate triggered by CHP deputy Aygün when Bülent Arınç, the deputy prime minister, urged the establishment of a research commission in Parliament with the intention of unearthing the truth behind the Dersim events.

"Even if it hurts us [Turkey] the truth should come out concerning the events surrounding Dersim," he said on Nov. 20.

Aygün's remarks over Dersim has resurfaced yet another conflict within the main opposition CHP that is already engaged in a fierce internal row over the general policy lines of the party, which are confusing.

Aygün defended his remarks over Dersim calling those objecting to his statements as neo-nationalists who don't want the part to change.

In the words of a leading Kurdish intellectual, Orhan Miroğlu, the CHP cannot transform itself into a pioneering and democratic party as long as the influence of the status quo on the party cannot be eliminated (Taraf, Nov. 19, 2011).

Note: The Turkish energy ministry has an objection to a part of my column published under the heading of "Cracks occur within government over Iran," in which I said, "Some ministers, such as Turkish Energy and Natural Resources Minister Taner Yıldız, reportedly ran out of patience during a Cabinet meeting where he complained about Iran, accusing the country of being unappreciative of Turkey's gestures, and criticized [Ahmet] Davutoğlu over his handling of Iran."

Yıldız's press officer told me that the above-mentioned conversation with Davutoğlu did not take place at a Cabinet meeting, but fell short of telling me where the dialogue between the two ministers did take place or whether it even had taken place. He, however, confirmed the ongoing differences between Turkey and Iran over the take or pay agreement.

Turkey's Most Powerful Muslim Preacher Scares Kurds



By WLADIMIR van WILGENBURG
Rudaw.net

EXETER, the United Kingdom -- There is ongoing tension in Turkey between the rebel Kurdistan Workers Party (PKK) and the movement of the powerful Turkish Sufi preacher, Fethullah Gülen.

Debates heated up after Gülen told his followers in late October that God should burn the houses of "those among us who deserve nothing but punishment," and criticized the army and state for not finishing off the PKK, a Kurdish guerrilla group that has fought Turkey for 30 years. Turkey, the United States and the European Union classify the PKK as a terrorist organization.

Gülen, who lives in self-imposed exile in America, is both loved and feared in Turkey. His movement controls a huge number of schools, media organizations and banks in 130 countries, including charter schools in the United States and Işık University in Erbil.

After his speech was broadcast, Kurdish Roj TV suggested in a broadcast that Gülen speech incited a "massacre strategy" against the Kurds. Members of the PKK, the pro-Kurdish Peace and Democracy Party (BDP), and Kurds on Facebook also reacted angrily to the speech.

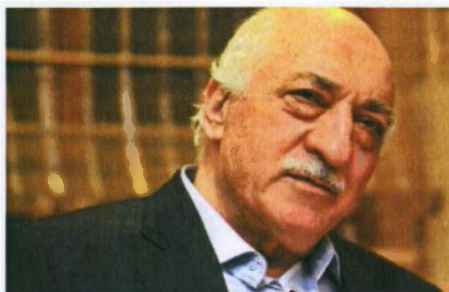
According to Kurtuluş Tayiz, writing for Today's Zaman, the flagship of the Gülen movement, the PKK leaders declared the Gülen community the "biggest enemy of the Kurdish people."

Although Today's Zaman published Gülen's criticism of the Turkish state for not solving long-standing issues over the rights of Kurds in Turkey, they did not include Gülen's prayer in which he called on God to punish those "who deserve nothing but punishment."

"Knock their homes upside down, destroy their unity, reduce their homes to ashes, may their homes be filled with weeping and supplications, burn and cut off their roots and bring their affairs to an end," was part of Gülen's prayer.

Well-known Turkish journalist and author Mustafa Akyol, author of the book *Islam Without Extremes: A Muslim Case for Liberty*, told Rudaw that "Kurdish media can be paranoid. His (Gülen) comment is a bit crude, but he is denouncing what would be called 'separatist terrorists.' But he said recently that he supports cultural rights for Kurds."

Emre Uslu, a Turkish security expert



Fethullah Gülen. Photo fethullah-gulen.org

who writes for Zaman newspaper, rejected the claim by Kurdish nationalists that Gülen is against Kurds, saying the "PKK, the BDP and Kurds and translate and manipulate Gülen's words by saying Gülen suggested to kill Kurds."

Despite the PKK's brandishing of the Gülen movement as anti-Kurdish, the movement runs several schools and charities in the Kurdish regions of Turkey. It enjoys the support of some Kurdish business elites. The movement was also involved in relief efforts after a 7.1 magnitude earthquake hit the city of Van last month.

According to Uslu, Gülen reacts to the PKK because the group threatens him and his movement in Turkey's southeast.

"[They] even killed two imams who are believed to be followers of Gülen movement [in the Kurdish southeast], and bombed Gülen's schools," Uslu claimed.

Analysts suggested there is an ongoing competition in the Kurdish southeast of Turkey between the PKK and Gülen's networks.

Gareth Jenkins, an Istanbul-based expert on Turkey, suggested that the Gülen movement is supporting the case against the Kurdistan Communities Union (KCK).

Human rights groups say over 5,000 Kurdish activists, mayors, students and academics were arrested as part of investigations into the KCK's links with the PKK. The mass arrests upset Kurdish MPs in Turkey, leaders of the Kurdistan Region of Iraq as well as western and human rights officials.

"Both Ergenekon and the KCK investigation are being used to try to eliminate the Gülen Movement's rivals," Jenkins told Rudaw.

"The subtext to the KCK investigation is the battle for hearts and minds in southeast Turkey. The Gülenist NGOs are now very active in the region and thus compete with NGOs sympathetic to the Kurdish nationalist movement" as well as the Islamist Hizbullah, he added.

Jenkins predicted that tensions will grow between the two rival groups.

"The Gülenists may have bitten off more than they can chew with the KCK," he said. "The investigation is used by the PKK to whip up anti-Gülenist sentiment. There has been a lot recently in the PKK propaganda outlets about the Gülen Movement, particularly since a recent reshuffle in the judiciary/police saw several suspected Gülen sympathizers transferred to the southeast."

Turkish journalist and Washington reporter for Turkish Daily Vatan and Hürriyet, İlhan Tanır, maintained that Gülen wants "to eradicate the PKK," and for the first time criticized the government for failing to deal with the PKK.

"He even accused the AKP (Justice and Development Party) administration for its failure to end the PKK problem in the last ten years," Tanır told Rudaw.

Tanır said in the past, Gülen's main rival was nationalist Kemalists and it was because of them that Gülen was unable to stand by the Kurds.

"So I do believe that Gülen is smart enough to see that it's about time for (Turkey to have) Kurdish education, and you simply can't stop people from being educated in their native language," he said.

Nevertheless, many Kurds in Diaspora remain hostile towards the current Turkish government, and the Gülen movement.

Kamal Soleimani, a Kurdish PhD candidate at Columbia University, told Rudaw that the Gülen community is against "any form of Kurdish politics whatsoever," and sees the Kurdish issue as an "artificial phenomenon rooted in foreign plot to undermine the integrity of 'that beautiful country', Turkey and Kurdish simplemindedness, illiteracy and economic backwardness."

Soleimani is concerned, as other Kurds are, about the impact of Gülen's hard-line stance amid ongoing military operations against the PKK and mass arrests of Kurdish activists.

"When one reads his prayers against this background, the prayers and the harsh demands entailed in them become even scarier. We should pray to God to ignore Fethullah Hoca's prayers. I do not think civilian Kurds will remain unharmed if God listens to this type of prayers," Soleimani said.

Kani Xulam, director of the American Kurdish Information Network, told Rudaw that although Gülen does not want to give the Kurds their own state, nor autonomy, he is willing to give them some cultural rights.

"He says (Turkey) should not have banned the language of the Kurds for it has caused enmity between the Kurds and the Turks. He is for the removal of enmity for sure, but not, again, on the basis of equality," Xulam said.○

Le grand jeu arabo-iranien a commencé

La crise intérieure syrienne masque une sourde lutte d'influence entre l'Arabie saoudite sunnite et l'Iran chiite

Le grand jeu a commencé. Cette confrontation, attendue – et redoutée – depuis des années, a bel et bien débuté avec la récente implication de la Ligue arabe dans la crise syrienne. La décision de suspendre la participation de Damas aux activités de l'organisation panarabe marque un début de processus d'internationalisation, qui met en jeu des forces débordant le cadre national, voire régional. Longtemps, on a cru que la confrontation entre, d'une part, l'Iran, puissance chiite candidate à l'arme nucléaire, et, d'autre part, l'Arabie saoudite, principale puissance du monde sunnite et alliée privilégiée des Etats-Unis dans le monde arabe, se réglerait au Liban. C'est finalement en Syrie, meilleur allié de Téhéran dans le monde arabe, que la partie se joue.

La Turquie, de nouvelles ambitions

Longtemps parasitées par le différend territorial du sandjak d'Alexandrette, territoire turc revendiqué par la Syrie, les relations syro-turques avaient connu un pic de crise en 1998 avant que Damas, sous la menace d'Ankara, se résigne à expulser le chef séparatiste kurde Abdullah Öcalan, installé en Syrie. Dix ans plus tard, Recep Tayyip Erdogan et Bachar Al-Assad concluaient un rapprochement spectaculaire. La Turquie servait également de médiateur pour des discussions indirectes entre Syriens et Israéliens.

Ce rôle de mentor n'a pas empê-

ché le gouvernement turc de hausser progressivement le ton face à Damas après le déclenchement du soulèvement syrien. Parrain d'une partie de l'opposition syrienne en exil, en particulier les Frères musulmans, Ankara redoute une guerre civile dont il aurait à subir les conséquences et s'inquiète de voir les Kurdes, à cheval sur la frontière, profiter de la situation. La Turquie s'appête à mettre en œuvre des sanctions économiques et réfléchit à la mise en place d'une zone-tampon dans le nord de la Syrie, destinée à accueillir ceux fuyant la répression.

L'Arabie saoudite, l'obsession chiite

L'Arabie saoudite s'était longtemps accommodée du régime syrien, fer de lance arabe du « front du refus » face à Israël. Obnubilée aujourd'hui par la menace d'un Iran hégémonique, la dynastie des Saoud est prête à tout mettre en œuvre pour briser l'axe Damas-Téhéran. C'est dans cette perspective qu'après la rupture consécutive à l'assassinat, le 14 février 2005, de l'ancien premier ministre libanais Rafic Hariri, titulaire d'un passeport saoudien, Riyad a progressivement repris contact avec le régime de Bachar Al-Assad, qu'il rendait pourtant responsable de la mort de son protégé. L'échec de cette stratégie conciliatrice a poussé l'Arabie saoudite à défendre une ligne dure au sein de la Ligue arabe, où Riyad a poussé pour l'adoption de sanctions après avoir retiré son ambassadeur de Damas en août.

Le régime aux petits soins pour les Kurdes de Syrie

Depuis le début de la crise, Damas ménage, avec un soin particulier, la communauté kurde. L'une des toutes premières mesures d'apaisement annoncées par le régime a consisté à octroyer la nationalité syrienne à une partie des 60 000 Kurdes privés de papiers depuis les années 1960. Conscient qu'il ne peut pas se battre sur tous les fronts, Bachar Al-Assad s'est assuré une certaine tranquillité dans la Jezireh, qui accueille l'essentiel des Kurdes de Syrie (10 % de la population), en changeant radicalement d'attitude envers le PYD, l'équivalent

du PKK turc. En échange du maintien de l'ordre dans la Jezireh, le PYD, théoriquement interdit, a le champ libre pour mettre en place un embryon d'autonomie kurde. Damas aurait parallèlement repris son soutien au PKK, au grand dam de la Turquie, qui menace de réagir. Quant aux dirigeants kurdes irakiens, ils soutiennent pour l'instant M. Assad. Soit pour protéger les acquis de leur large autonomie, dans le cas de Massoud Barzani. Soit à la demande de l'Irak, Jalal Talabani, est un allié de longue date.

Le Qatar, la diplomatie tous azimuts

La petite principauté du Golfe, qui entretient des relations compliquées avec l'Arabie saoudite, a longtemps joué les médiateurs dans la région pour se donner un rôle qui corresponde à ses ambitions. Le Qatar est aujourd'hui en pointe contre le régime de Bachar Al-Assad, qui a refusé les conseils de modération et de réforme de l'émir du Qatar. La rupture est consommée et c'est le premier ministre du Qatar, Hamad ben Jasssem Al-Thani, homme de confiance de l'émir, proche des Etats-Unis et également ministre des affaires étrangères, qui a pris le dossier en main. Il préside le comité de la Ligue arabe chargé de la question syrienne et c'est lui qui a proposé la suspension de la Syrie après l'échec du plan de retour au calme accepté par Damas.

L'Iran, l'allié indéfectible

Nouée en 1980, l'alliance stratégique entre la Syrie et l'Iran est une pièce maîtresse de la politique extérieure de Téhéran. Elle lui a longtemps permis de prendre en tenaille l'ennemi commun qu'était l'Irak de Saddam Hussein. Elle a offert à la République islamique un levier sûr le conflit israélo-arabe. Elle lui sert enfin à alimenter en armes et à financer le Hezbollah libanais, tout à la fois parti et milice chiite, à la tête de la coalition gouvernementale au pouvoir au Liban. Cette alliance ne s'est jamais démentie malgré les aléas ; elle a même débouché sur un traité de défense commune signé en mai 2008. Depuis le début du sou-

levement syrien, Téhéran ne ménage pas ses efforts pour soutenir son allié syrien, notamment en exerçant des pressions sur le gouvernement du premier ministre chiite irakien, Nouri Al-Maliki, pour qu'il se range aux côtés de Bachar Al-Assad. Le Hezbollah liba-

Les pays occidentaux, le rapprochement avorté

La révolution syrienne a mis fin au mouvement de rapprochement engagé par Paris et Washington avec Damas depuis 2008, après quatre années d'isolement intense à la suite de l'assassinat de l'ancien premier ministre libanais Rafic Hariri.

Il a fallu attendre l'élection de Nicolas Sarkozy, puis de Barack Obama, pour que cesse la politique de boycottage menée par Jacques Chirac et George Bush. C'est la France qui est allée le plus loin en la matière, en invitant Bachar Al-Assad lors de la création de l'Union pour la Méditerranée et au défilé du 14-Juillet en 2008. Le seul bénéfice que Paris en a retiré a été l'arrêt des assassinats ciblés au Liban et la reconnaissance de la frontière entre les deux pays. Les discussions indirectes avec Israël n'ont mené à rien. La déception a repris le dessus. Aujourd'hui, la France, en pointe sur le dossier syrien, et les Etats-Unis appellent au départ de Bachar Al-Assad, tout en excluant une intervention militaire. L'Union européenne a adopté des sanctions, dont l'arrêt, en septembre, de l'achat de pétrole syrien, destiné à 90 % à l'Europe.

La Russie et la Chine, le front du veto

Echaudés par la tourmente qu'a prise l'intervention de l'OTAN en Libye, Moscou et Pékin s'opposent fermement à toute ingérence en Syrie, allant jusqu'à poser leur veto au Conseil de sécurité de l'ONU. Vladimir Poutine, candidat à la présidentielle en 2012 en Russie, en fait une question d'honneur pour l'instant. La Russie est la plus vigoureuse dans la défense d'un ancien allié traditionnel dans la région et d'un bon client de son industrie d'armement. Le port de Tartous doit accueillir la seule base navale destinée aux sous-marins nucléaires russes en Méditerranée. ■

Christophe Ayad et Gilles Paris

L'alliance stratégique entre la Syrie et l'Iran est une pièce maîtresse de la politique extérieure de Téhéran

levement syrien, Téhéran ne ménage pas ses efforts pour soutenir son allié syrien, notamment en exerçant des pressions sur le gouvernement du premier ministre chiite irakien, Nouri Al-Maliki, pour qu'il se range aux côtés de Bachar Al-Assad. Le Hezbollah liba-



23 NOVEMBRE 2011

Il y a l'escalade verbale. «Pour le salut de ton peuple, de ton pays et de toute la région, quitte le pouvoir», a lancé hier le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, au président syrien Bachar al-Assad, qui fut son «ami», lui rappelant que «combattre contre son propre peuple ne relève pas de l'héroïsme mais de la lâcheté».

Il y a aussi la menace toujours plus précise de sanctions économiques, longtemps refusées par Ankara, à la différence des Européens et de Washington qui parlent maintenant d'arrêter la fourniture d'énergie électrique. Les autorités turques évoquent également de plus en plus clairement la création d'une zone tampon sous protection de l'armée turque en territoire syrien, afin d'accueillir les populations civiles fuyant la répression. Une idée déjà avancée en juillet, alors que 10 000 réfugiés avaient franchi la frontière dans la province de Hatay, l'ancien sandjak d'Alexandrette.

Tournant. Une telle opération serait «purement huma-

La Turquie hausse le ton et menace d'envoyer son armée s'occuper des réfugiés sur le territoire syrien.

Ankara songe à imposer une zone tampon

nitaire», souligne-t-on au ministère des Affaires étrangères. Évoquée lors de la visite d'Alain Juppé à Ankara, cette intervention n'est encore qu'un simple scénario. «Outre un mandat onusien, les autorités turques veulent aussi le soutien politique de leurs alliés de l'Otan et un désir prononcé des acteurs régionaux, au premier rang desquels la Ligue arabe», explique Sinan Ulgen de l'Edam, un institut de recherches internationales. Mais le simple fait de mettre en avant cette hypothèse, largement évoquée par la presse turque, représente une pression accrue sur Damas, alors même que le ministre turc des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, martèle que le régime baasiste «est en train de perdre pied» et que «plus vite il tombera, mieux ce sera pour la Turquie».

Les autorités turques sont désormais parmi les plus en-

gagées. Un tournant à 180 degrés commencé fin juin, alors que jusque-là Recep Tayyip Erdogan espérait convaincre le président syrien d'entamer des réformes. Longtemps très tendues, mais excellentes depuis le milieu des années 2000, les relations de la Turquie avec Damas symbolisaient la politique du «zéro problème avec les voisins», incarnée par l'AKP au pouvoir depuis 2002.

Pris à contre-pied, le gouvernement islamo-conservateur a commencé à corriger le tir dès l'été, favorisant d'abord les Frères musulmans puis accueillant à Istanbul l'ensemble de l'opposition syrienne, plusieurs fois reçue par Ahmet Davutoglu. C'est aussi sur le territoire turc que se sont installés nombre d'officiers déserteurs syriens. «La Turquie a tiré les leçons de ses cafouillages en Libye», explique le

spécialiste Sinan Ulgen, rappelant les diatribes initiales d'Ankara contre l'intervention occidentale et ses réticences face au CNT.

Bâton. Mais cet engagement croissant en tant que puissance régionale – à la fois pilier de l'Otan et grand pays musulman sunnite – risque aussi d'entraîner une remontée des tensions avec Téhéran, le principal soutien de Damas. Et surtout elle risque d'entraîner des retours de bâton. Le régime baasiste aux abois joue contre Ankara la carte de la rébellion kurde turque du PKK, qu'il a longtemps soutenue. Depuis deux mois, la guérilla a multiplié les opérations dans les montagnes turques. En avril, Damas a aussi laissé Mohammed Saleh Mouslim, leader d'un parti kurde syrien très proche du PKK, rentrer d'exil. Depuis, les zones kurdes syriennes sont relativement calmes.

MARC SEMO

LE FIGARO

27 novembre 2011

Les raisons du soutien irakien à Bachar el-Assad

À trois semaines du retrait des troupes US, l'Irak redoute une guerre civile à ses portes.



Le régime de Bachar el-Assad s'expose désormais à des sanctions économiques de la part de la Ligue arabe. SANAA

FATMA KIZILBOGA
BAGDAD

MOYEN-ORIENT L'approche peut sembler contradictoire, mais se situe dans le droit fil de la politique du gouvernement irakien à majorité chiite. Alors qu'intra-muros, la chasse aux sorcières visant les milieux baasistes s'intensifie, Bagdad reste l'un des derniers soutiens arabes du régime de Bachar el-Assad. Deux semaines après un coup de filet se concluant par l'arrestation de 600 per-

sonnes soupçonnées d'appartenir au parti Baas – interdit en Irak depuis la chute de Saddam Hussein en 2003 – et accusées de fomenter un coup d'État, la délégation irakienne continue d'exprimer au Caire ses réserves quant à de

nouvelles sanctions de la Ligue arabe envers le régime baasiste de Damas.

De nombreux dirigeants irakiens, jadis persécutés par le régime de Saddam Hussein, semblent ainsi vouloir exprimer leur gratitude à la Syrie qui leur avait alors accordé l'asile. À commencer par le premier ministre, Nouri al-

Maliki, qui a mené l'opposition irakienne pendant près de quinze ans depuis Damas. Même si à trois semaines de la fin du retrait US d'Irak, la priorité semble désormais d'ordre sécuritaire.

Un défi sécuritaire

À Bagdad, le spectre d'une guerre aux portes de l'Irak fait resurgir de vieilles craintes, alors que le pays fait toujours face aux violences quotidiennes. « L'avenir de l'Irak dépend désormais de celui de la

Syrie. Si une guerre civile éclate chez le voisin, les Irakiens figureront parmi les premières victimes collatérales du conflit », se lamente Khattab, un chauffeur de taxi sunnite de la capitale. Un sentiment largement partagé au sein des représenta-

tions étrangères présentes en Irak. « Les capacités des Forces de sécurité irakiennes à assurer la relève font déjà l'objet de vives interrogations; et le contrôle des 605 kilomètres de frontières communes entre les deux pays reste indémiablement l'un des principaux défis sécuritaires auxquels les autorités irakiennes doivent désormais faire face », admet un diplomate européen. Une frontière qui a suscité de vives tensions entre les deux capitales arabes au cours des dernières années, Bagdad accusant Damas de permettre l'infiltration d'armes et d'insurgés sunnites en Irak.

Cette semaine, le gouvernement irakien a néanmoins réaffirmé au Parlement son soutien envers le peuple syrien « dans son désir de liberté, de justice, de

démocratie et dans sa volonté de mettre fin au parti unique dont les Irakiens ont eux-mêmes longtemps souffert », tout en s'opposant à toute intervention étrangère en Syrie. Une déclaration qui survenait au lendemain de critiques de l'opposition sunnite et kurde accusant l'Iran de tirer les ficelles de la politique étrangère irakienne. « Les principaux partis chiïtes irakiens au pouvoir sont majoritairement financés par Téhéran, il ne fait aucun doute que leur politique est largement influencée par l'Iran, qui ne souhaite en aucun cas l'arrivée des sunnites au pouvoir en Syrie », selon un diplomate d'un pays voisin de l'Irak. ■

Le Canard enchaîné

23 novembre 2011

Une intervention "limitée" préparée par l'Otan en Syrie

AIDE à la rébellion civile et militaire, présentation d'une résolution à l'assemblée générale de l'ONU pour éviter tout veto russe ou chinois au Conseil de sécurité, trafics d'armes aux frontières de la Syrie, contacts nécessaires avec Washington via l'Otan, autant de sujets de discussion entre Paris, Londres et Ankara. Au Quai d'Orsay, secret diplomatique oblige, on admet seulement que « la Turquie pourrait être la base arrière d'une intervention limitée, prudente et humanitaire de l'Otan, sans action offensive ». Sous-entendu : comme en Libye.

Depuis plusieurs semaines, Français, Britanniques et Turcs, eux aussi membres de l'Otan, ont la même interprétation du comportement de Bachar El Assad. Lequel refuse de céder aux pressions internationales, y compris à celles de la Ligue arabe, et ne cesse d'envoyer ses blindés dans les villes en révolte. Reçu à Ankara, le 18 novembre, par Ahmet Davutoglu, ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé a pu constater que le gouvernement turc s'inquiétait beaucoup d'un début de guerre civile à ses frontières et voulait la perte de son voisin dictateur.

Ironie tragique de l'histoire : une éventuelle intervention, même « limitée », de ces trois pays membres de l'Otan pourrait, si Bachar ne quittait pas le pouvoir, déclencher une longue guerre civile et confessionnelle entre sa communauté alaouite (une branche chiïte minoritaire) et ses opposants sunnites.

Les Turcs proposent d'instaurer une zone d'« interdiction aérienne » et une zone tampon à l'intérieur de la Syrie, destinée à accueillir les civils qui fuient la répression et les militaires qui désertent (évalués à 8 000, officiers supérieurs compris, par les services français de renseignement). Pas simple à réaliser, car il faudrait dès lors que des bases aé-

riennes turques accueillent les avions français et britanniques.

« Avant même la réalisation de ces projets stratégiques, dit-on au ministère de la Défense, les services secrets étaient à l'œuvre. » Au nord du Liban et en Turquie, où se réfugient nombre de déserteurs syriens, des officiers français de la DGSE et britanniques du MI 6 ont pour

mission de constituer les premiers contingents de l'Armée syrienne libre, encore embryonnaire.

Exemple : plusieurs membres du Service action de la DGSE et le Commandement des opérations spéciales sont déjà prêts, en Turquie, s'ils en reçoivent l'ordre, à former ces déserteurs à la guérilla urbaine, afin qu'ils aillent la pratiquer une fois rentrés au pays. Autre opération discrète : les trafics d'armes aux frontières de la Syrie sont tolérés, voire favorisés par les Français et les Turcs.

Déserteurs à mobiliser

Une guerre anti-Bachar par intermédiaire, donc ? « Il ne s'agit pas de recommencer ce qui s'est passé en Libye, confirme un officier de haut rang à la Direction du renseignement militaire. Mais ce sont les Français et les Britanniques qui ont pris les premiers contacts avec les rebelles. » Des contacts politiques, avec des exilés réfugiés à Paris ou à Londres, et militaires, avec des déserteurs, afin d'évaluer l'importance relative de leur Armée syrienne libre, qui a déjà attaqué plusieurs bâtiments officiels.

Français et Britanniques se sont inquiétés des divisions apparues au sein de cette opposition qui se cherche encore, alors que des milliers de manifestants, eux, affrontent presque chaque jour les blindés du régime. Autre motif d'inquiétude, d'Ankara, cette fois : les partisans de Bachar incitent les Kurdes à relancer le terrorisme antiturc.

Et, comme si cela ne pouvait suffire



dans ce Proche-Orient compliqué, le soutien de Moscou au dictateur syrien n'est pas sans raison « stratégique ». Quelques centaines de coopérants russes sont installés à Tartous, le port où peuvent relâcher leurs sous-marins venus faire un tour en Méditerranée.

Mais, si le soutien de Moscou à l'ONU est une assurance contre les résolutions du Conseil de sécurité, l'avenir de Bachar se jouera sur le terrain. Trois divisions blindées, une division d'infanterie et la Garde républicaine, soit 30 000 fidèles, membres de la communauté alaouite, lui servent de gardes du corps. Et, eux aussi, ils savent ce qu'ils risquent dans cette guerre entre musulmans.

Claude Angeli

Le pouvoir turc accentue ses pressions contre la presse d'opposition

Istanbul

Correspondance

Après huit mois de détention provisoire, les journalistes turcs Nedim Sener et Ahmet Sik ont été présentés pour la première fois aux juges, mardi matin 22 novembre, à Istanbul, sous l'œil attentif de nombreux observateurs internationaux. Leur procès est un test pour la fragile démocratie turque. Ces deux journalistes d'investigation sont soupçonnés, avec onze autres personnes, dont Soner Yalçın, le directeur du site Internet Oda TV, d'avoir formé une organisation criminelle secrète, un relais de soutien au réseau Ergenekon, nébuleuse militaro-nationaliste présumée, et d'avoir ainsi participé à des tentatives de complots contre le gouvernement islamo-conservateur de Recep Tayyip Erdoğan.

Nedim Sener et Ahmet Sik avaient été arrêtés en mars, alors que le second s'appretait à publier un livre sur les liens entre la police et la confrérie islamique modérée de Fethullah Gülen, un puissant lobby progouvernemental. A l'extérieur de l'imposant palais de justice, inauguré cette année, journalistes et représentants d'organisations des droits de l'homme espéraient une libération dès l'ouverture du procès.

« Contrairement à ce qui a toujours été affirmé par les autorités, c'est bien sur l'activité professionnelle des prévenus que se fonde le dossier d'inculpation (...). La justice portera une lourde responsabilité pour l'avenir démocratique du pays si elle ne remet pas immédiatement les prévenus en liberté », estimait Johann Bihl, envoyé par l'organisation Reporters sans frontières (RSF). Mais les juges ont décidé de maintenir les accusés en détention jusqu'à la prochaine audience, le 26 décembre.

A l'occasion de ce procès emblématique, RSF dresse un sombre portrait de l'état de la presse en Turquie. L'éditeur indépendant Ragıp Zarakolu a été incarcéré début octobre. Et environ 70 journalistes sont actuellement détenus dans le cadre de différentes affaires criminelles, un record selon l'Institut international de la presse (IPI), basé à Vienne. Une bonne partie travaillait pour des médias kurdes et se voit accusée de liens avec la rébellion séparatiste du Parti des



Des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme manifestent, mardi, à Istanbul. MUSTAFA OZER/AFP

travailleurs du Kurdistan (PKK). Vedat Kursun, rédacteur en chef du quotidien *Azadiye Welat*, a ainsi été condamné à 166 ans de prison. Et les bureaux du journal *Özgür Gündem* ont de nouveau été perquisitionnés mardi matin.

Selon le Conseil de l'Europe, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) devrait examiner un millier de dossiers d'atteintes à la liberté d'expression en Turquie. Les restrictions qui pèsent sur la presse ont « un effet glaçant sur le journalisme et les journalistes en Turquie », a déclaré le secrétaire général du Conseil de l'Europe, Thorbjørn Jagland, début novembre, à Ankara. Les journalistes témoignent, anonymement, de l'autocensure qui règne dans les rédactions. Certains sujets, comme la corruption, sont évités.

La pression du pouvoir politique sur le « quatrième pouvoir » se resserre, selon Ertugrul Mavioglu, ancien éditeur au journal *Radikal*, pour qui « les patrons de presse ont été muselés avec des amendes fiscales et certains journalistes qui ont publié des informations qui ne plaisaient pas ont été licenciés ». La chaîne d'information NTV a vu de nombreux journalistes politiques congédiés ou mis au placard. Des éditorialistes critiques du gouvernement ont été remerciés. « Pour l'instant, j'écris toujours, mais jus-

qu'à quand ? », lâche un éditorialiste du quotidien *Milliyet*. Le puissant groupe de presse Dogan, propriétaire de plusieurs journaux à grand tirage et de chaînes de télévision et qui osa férailler avec le gouvernement, a rendu les armes, après avoir reçu une lourde amende fiscale et a finalement cédé plusieurs de ses titres.

A l'inverse, le Parti de la justice et du développement (AKP, au pouvoir) peut compter sur un cer-

**« Pour l'instant, j'écris toujours, mais jusqu'à quand ? »
Un éditorialiste
du quotidien « Milliyet »**

tain nombre de patrons de presse bienveillants. Le groupe Zaman, vitrine de la confrérie de Fethullah Gülen, ne s'est pas montré trop critique face aux détentions de journalistes. Le quotidien *Sabah* a été racheté par le groupe Calik, codirigé par le gendre du premier ministre. Quant au journal *Star*, deux de ses éditorialistes ont été élus députés de l'AKP en juin.

Le gouvernement contrôle également l'agence de presse nationale Anatolie et la télévision d'Etat TRT, placés sous l'autorité directe

de Bülent Arınç, le vice-premier ministre. M. Erdoğan a convoqué, fin octobre, les rédacteurs en chef des différents médias turcs pour une leçon sur la manière de traiter les sujets liés à « la terreur », autrement dit au PKK. Ainsi, ceux qui interviewent le chef des rebelles dans les montagnes de Qandil sont coupables, à ses yeux, de complicité. Quelques jours plus tard, cinq agences de presse, dont Anatolie, ont annoncé la signature d'une charte « pour se conformer aux interdictions des autorités ». « L'ordre public sera pris en compte (...). Aucune publication n'inclura de propagande d'une organisation illégale », stipule notamment le document.

Mardi, le jour où s'ouvrait le procès des deux journalistes, la Turquie inaugurerait un nouveau système de filtrage d'Internet. Les utilisateurs pourront désormais choisir volontairement d'utiliser un filtre « famille » ou « enfant ». De plus, le conseil des télécommunications a toute autorité pour approuver ou non les sites. « Le conseil essaye de créer un type unique de famille et de valeurs morales imposées par les autorités », estime Yaman Akdeniz, professeur de droit à l'université Bilgi. Déjà, plus de 6 000 sites sont interdits d'accès en Turquie. ■

GUILLAUME PERRIER

Kurdistan Trying to Broker PKK-Turkey Peace



Leader of the Kurdistan Workers Party (PKK) Murat Karayilan and a group of his fighters. Photo AFP.

By HEMIN KHOSHNAW
Rudaw.net

ERBIL, Iraqi Kurdistan -- Diplomatic efforts are underway to broker a ceasefire agreement between Ankara and the Kurdistan Workers Party (PKK) and to create a political solution for Kurdish rights in Turkey.

A well-placed source told Rudaw on condition of anonymity that Turkish and Kurdish leaders have seriously discussed a possible ceasefire between the Turkish army and the PKK. According to the source, Turkey's precondition for ceasefire is that PKK withdraw from all areas of Iraq bordering Turkey.

Ilhami Isik, a well-known political mediator also known as Balıkcı who has mediated between Turkish and PKK officials in the past, believes that Turkey would welcome the idea of a PKK withdrawal from the border.

"There will be a bilateral ceasefire if PKK leaves the Turkish borders. During his visit to Turkey, this issue was discussed with Massoud Barzani," said Balıkcı.

Turkish officials have not divulged details of their negotiations. Balıkcı believes they are waiting to hear back from Barzani before they can make it public.

"The Turkish government is waiting for the results of Barzani's efforts to convince the PKK to leave Turkish border areas. All the decision-making officials in Turkey welcome such idea and I believe this will eventually create a bilateral ceasefire."

Hopes that tension between Turkey and the Kurdish rebels would ease were

shattered earlier this year when heavy fighting broke out earlier this year.

As Turkey struck the PKK's rebel bases along the Iraqi-Turkish border, the PKK broke its unilateral ceasefire and carried out several attacks on Turkish military bases, including a surprise attack on several army bases in southeast Turkey in October that killed 24 soldiers. Turkey retaliated with air raids on PKK bases in Iraqi Kurdistan's mountains, where the rebel group is based, which killed many guerrillas and civilian Kurdish villagers.

Turkish police raided the homes and offices of Kurdish political activists, members of the Peace and Democracy Party (BDP) and Union of Communities of Kurdistan (KCK) a civil branch of the PKK. Thousands of activists were detained and still remain in jail for alleged links to the PKK, which is labeled a terrorist organization by Turkey, the United States and the European Union.

Nevertheless, efforts to bring an end to these tensions have not ceased. Senior officials from Iraqi Kurdistan namely former Prime Minister Nechirvan Barzani, President Masoud Barzani, and Prime Minister Barham Salih have visited Ankara in the past several months and discussed Kurdish issues with Turkish officials.

Leaders of the BDP and KCK also visited Kurdistan and met with Jalal Talabani, secretary-general of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and president of Iraq.

According to the Turkish newspaper Taraf, on November 18, a Turkish state delegate and a representative of

Talabani met with PKK leaders Mustafa Karasu and Sabri Ok in the mountain village of Lewje in Iraqi Kurdistan.

The newspaper reported that the meeting is part of Massoud Barzani's efforts to broker a ceasefire and get PKK fighters to pull out of Turkey's borders.

The PKK has carried out unilateral ceasefires in the past. This time, according to a former PKK leader who wished to remain anonymous, the PKK would consider a ceasefire only if it is reciprocated by Turkey.

"The PKK demands that this ceasefire must be bilateral. They (PKK) also say that if Öcalan (the jailed PKK leader) orders them to declare a ceasefire, they will comply," said the former PKK leader.

Roj Wallat, a KCK foreign relations officer, told Rudaw that a unilateral ceasefire is out of the question.

"We do not accept the idea of unilateral ceasefire," he said. "We announced unilateral ceasefires eight times before, and we were answered with fire. The ceasefire decision is solely in the hands of Öcalan."

Aysel Togluk, a Kurdish MP in the Turkish Parliament who has met with Öcalan in her capacity as a lawyer, believes that a peace deal will speed up finding a solution to decades-long disputes over Kurdish rights in Turkey.

"This peace deal will shorten long distances and is a good step to solve the problems," she said. "We haven't seen any signs of this peace yet, but it's still unclear whether the Turkish government will accept this idea or not."

Yasin Aktay, a professor at Selcuk University and an expert on Kurdish-Turkish affairs, believes that the withdrawal of PKK forces from Turkish borders could be a positive beginning for peace.

"The Turkish public doesn't trust the PKK," he said. "When the PKK announced ceasefires in the past, it also made preparations for war. PKK has procured arms and ammunition, recruited more Kurdish youth and took them to the mountains, trained and armed them during ceasefires."

Aktay said, however, that "Peace is needed and the Turkish government needs to answer to the public's demand by leaving no choice to the PKK but to kneel and lay down arms." □



23 November 2011

Vadim Trukhachev
english.pravda.ru

An epoch-making event took place in Turkey. For the first time since the establishment of the Turkish Republic, its prime minister officially apologized for mass killings of the Kurds. At the same time, the Turkish police conducted a raid against the Kurds. What stance does Turkey have on this issue? Will the country recognize the existence of the national minority on its territory? It goes about as many as 20 million people.

The Kurdish issue has been the talk of the day for Turkish politicians this week. The leader of the largest opposition Republican People's Party (CHP) Kemal Kilicdaroglu called upon the Prime Minister and the leader of the ruling Justice and Development Party, Recep Tayyip Erdogan, to clear out the question about the events that happened more than 70 years ago.

Representatives of the Kurdish community both inside and outside Turkey have been striving for apologies for the events of 1936-1939 for a long time already. The Kurds organized a rebellion during that time. The Turkish army killed as many as 14,000 people and wiped many Kurdish villages off the face of earth. The residents of those villagers were relocated to other regions of the country.

Until recently, the Turkish authorities refused to apologize for those actions. Erdogan acted differently. "If there is a need for an apology on behalf of the state, if there is such a practice in the books, I would apologize and I am apologizing," he stated. However, he stated that his political opponents from the above-mentioned opposition party (CHP)

were staying in power during the tragic events. Opposition should apologize too, Erdogan believes.

Kemal Kilicdaroglu preferred to keep silence in return. CHP Diyarbakir Branch Chairman Muzaffer Değer said Erdoğan did what the CHP should have done by apologizing for the Dersim massacre on behalf of the Turkish state. Deger lost his position as a result of those remarks. CHP Deputy Chairman Gürsel Tekin stated, reacting to Erdoğan's apologies, that the prime minister had "put dynamite under the basis of unity of our nation."

The issue of the national unity is the main problem that Turkey has. The Kurds regularly remind of this problem with the help of terrorist acts and killings. The Turkish army responds with violence too. This undeclared war has already claimed over 40,000 lives, but the war is not going to end. The Kurds want to have their own independent state, in which they would inhabit the territories of Turkey, Iran, Iraq and Syria. Turkey does not want to hear anything about it.

When Mustafa Kemal Atatürk founded the Turkish Republic on the ruins of the Ottoman Empire in 1923, the country took the French principle as the basis of the national policy: "All citizens of France are French." This principle is far from reality even in France, which is populated by the Corsicans, Alsatians, Bretons, and Basques. "All citizens of Turkey are Turkish" does not match the real state of affairs either. Even when Balkan and Arab states separated from Turkey, the country remained a multinational state anyway.

The Kurds became the largest national minority in the Turkish Republic. Like the Turks, the



majority of them practice Islam, but their language belongs to the Iranian group. The province of Kurdistan existed in the Ottoman Empire from the middle of the 19th century till the collapse of the empire in 1918.

The Turkish authorities still deny the territorial autonomy right for the Kurds. The Kurdish writing system on the base of the Latin alphabet is banned. Children are not allowed to have Kurdish names. Road signs with the names of settlements on them must be written only in Turkish. The Kurdish language does not have any status. The language is not used in schools and colleges. Before 1991, it was even forbidden to sing Kurdish songs. The number of Kurdish people living in Turkey is hard to determine. It varies from 7 to 20 million, which makes up from 10 to 30 percent of the Turkish population. The Turkish laws do not recognize the existence of the native non-Turkish population.

The first Kurdish rebellion took place in 1925 and then repeated in 1929. The rebellion in Dersim, for which Erdogan decided to apologize, was one of the bloodiest. It was a massacre.

The Kurds have conducted a number of terrorist acts since that time. They attacked and killed many Turkish military men and police officers. Turkey responded with bombardments. The Kurdish issue has become even more serious now because the Kurds in Iraq

received autonomy after the collapse of Saddam Hussein's regime. Consequently, the Turkish army has entered the Iraqi territory on a number of times to suppress the Kurdish resistance there.

One may not say that the Kurds have been thrown out of public life in Turkey, though. Turkey's second and eighth presidents (Mustafa İsmet İnönü and Turgut Özal) were of Kurdish origin. It is worthy of note that Özal agreed on truce with the Working Party of Kurdistan on April 15, 1993, but then suddenly died two days later. The pro-Kurdish Peace and Democracy Party is represented in the parliament. However, The Turkish Republic has never recognized the Kurds officially.

How do other countries treat the Kurdish issue, especially the European Union, on whose doors Turkey has been knocking since 1982? The Working Party of Kurdistan is considered to be a terrorist group in the West. However, there are millions of Kurds living in Europe. Turkey has to ease its pressure on the Kurds and provide national rights to them to become a EU member.

The words from the Turkish Prime Minister have removed a heavy taboo from the discussion of the Kurdish issue on the top level. However, the attitude to the Kurds has not changed a bit. It is easy to understand Turkish officials. If the Kurds are recognized as a national minority, Turkey may lose nearly a quarter of its territory. □□□

PM Erdoğan apologizes over Dersim massacre on behalf of Turkish state

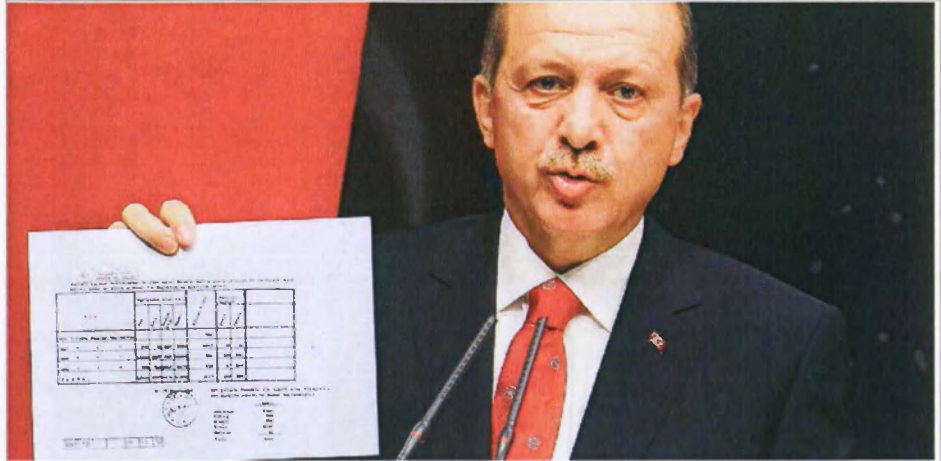
YONCA POYRAZ DOĞAN, İSTANBUL

Prime Minister Recep Tayyip Erdoğan has apologized for a 1937 massacre in the predominantly Alevi region of Dersim on behalf of the Turkish state, but said the main opposition Republican People's Party (CHP), which was the only political party at the time, is the actual culprit and called on the party's current leader to apologize for the incident on behalf of the CHP.

"Is it me who should apologize or you [CHP leader Kemal Kılıçdaroğlu]? If there is an apology on behalf of the state and if there is such an opportunity, I can do it and I am apologizing. But if there is someone who should apologize on behalf of the CHP, it is you, as you are from Dersim. You were saying you felt honored to be from Dersim. Now, save your honor," Erdoğan said during a party meeting on Wednesday.

It was the first official apology from the Turkish government over the killing of thousands of people in the southeastern town of Dersim -- now known as Tunceli as a result of a name change in 1936 -- between 1936 and 1939.

Erdoğan was responding to Kılıçdaroğlu's demands that Turkey must face its past. Kılıçdaroğlu's fami-



Prime Minister Recep Tayyip Erdoğan on Wednesday shows a document about the tragedy in Dersim which took place in the early years of the Turkish Republic.(PHOTO Cihan, All Ünal)

ly is from Tunceli. The notorious massacre took place in 1937 in Dersim, which was historically a semi-autonomous region, as a brutal response to rebellious events. The alleged rebellion was led by Seyyid Rıza, the chief of a Zaza tribe in the region. The Turkish government at the time, led by former CHP leader İsmet İnönü, responded with air strikes and other violent methods of suppression, killing thousands of people.

"Dersim is among the most tragic event in recent history. It is a disaster that should now be questioned with courage. The party that should con-

front this incident is not the ruling Justice and Development Party [AK Party]. It is the CHP, which is behind this bloody disaster, who should face this incident and its chairman from Tunceli," Erdoğan said, targeting Kılıçdaroğlu. The two politicians recently clashed over the long-controversial massacre.

In the widening debate, Erdoğan said at his party's group meeting in Parliament on Tuesday that he planned to release a number of state documents about the incident on Wednesday. He then read excerpts from archive documents related to the massacre on Wednesday, saying thousands of people, including women and children, were killed during the Dersim operation and that the CHP was the party of the single-party government of the time.

Referring to a document dated 1939, Erdoğan said a total of 13,806 people were killed in operations carried out against the people of Dersim between 1936 and 1939. He said the document bears the signature of then-Interior Minister Faik Özlak. Another document Erdoğan revealed related to the Dersim events was a Cabinet decree dated Dec. 23, 1938, which said 11,683 people were deported from Dersim and that 2,000 more were to be deported.



Villagers in Dersim are being led by Turkish soldiers to an unknown destination, possibly their spot of execution, in this scene shot on film during the massacre. The image is from the documentary Kara Vagon (The Black Wagon) featuring interviews with survivors' and their relatives, released in May, 2011.

"All of these documents have the signatures of İsmet İnönü," Erdoğan said, criticizing the current CHP leader for organizing commemoration ceremonies for İnönü but failing to confront the party's past.

Contacted by Today's Zaman, Chairman of the Confrontation with the Past Association Cafer Solgun said that the prime minister's apology is of great value. "An apology coming from the prime minister of Turkey is historical. It was a historical speech. I am excited as a person from Dersim," he said.

Solgun's parents were about six or seven years old at the time of the 1937 and 1938 killings in Dersim. In his book, "Alevilerin Kemalizmle İmtihanı" (Alevi's Test with Kemalism), he questions the relationship between Alevi and Kemalism.

"If Kılıçdaroğlu were not the head of the CHP, his feelings would be similar to mine [after the speech of the prime minister]. But the CHP has a hard time facing the past," he said.

Cemal Taş, a writer who has been working on collecting oral history in Dersim for the last 20 years, said that it was necessary to call on the CHP to issue an apology as the prime minister did in Wednesday's speech.

"It was important for us from Dersim to hear that the prime minister does not share the CHP's views regarding this issue. This was important for us to hear and heals our wounds," he said.

Regarding what needs to be done after that, Taş said the people of Dersim need to know where the bodies of their sisters, mothers, brothers and fathers are. In addition, he said that they need to be assured of their rights as citizens of Turkey, where work is under way for a new constitution.

According to Şükrü Aslan, a sociologist at İstanbul's Mimar Sinan

University and a writer from Dersim, Erdoğan's words were important. "It was a first in Turkey for a prime minister to call what happened in Dersim a massacre, and say that it was not a rebellion and was planned well in advance," he said. "This forces other parties, like the CHP and the MHP [Nationalist Movement Party], to develop new policies about it." However, he said that the documents that Erdoğan mentioned had previously been in the Turkish press. "What needs to be done is to have the archives of the General Staff opened. This is what the people of Dersim demand," he stated.

Aslan also said that it would be better if the prime minister had made associations between some people he mentioned, like Celal Bayar, who was the prime minister at the time, and the conservative right. "Because the prime minister associated many people responsible for the Dersim massacre, like Ali Çetinkaya, İsmet İnönü and Şükrü Kaya, with the CHP, it would have been better if he mentioned that some people are associated with the conservative right in Turkey," he said.

Hüseyin Aygün, a writer and researcher who is also from Dersim, said that, next to the "double-faced" politics of the CHP, the prime minister's words were significant. "The world has a right to know what happened in Dersim," he said.

CHP Diyarbakır branch responds to PM's call, apologizes for Dersim

In an immediate response to Erdoğan's call to apologize for the killing of thousands of people in Dersim, the CHP's Diyarbakır branch has announced that they apologize to the people of Dersim.

CHP Diyarbakır provincial branch Chairman Muzaffer Değer said hours after Erdoğan's call that the prime minister did what the CHP should have done already by apologizing for the Dersim massacre on behalf of the Turkish state. He said the CHP

administration should also confront its past and apologize.

However, CHP Deputy Chairman Gürsel Tekin reacted to Erdoğan's words in a written statement that read: "I congratulate the prime minister. He put dynamite under the basis of unity in our nation and country with his language, style and explanation. He has been successful in creating animosity among the people. We learned our history, thanks to him. What else is left to say? What is the next step for the prime minister? What is the end goal of his campaign?"

'Sabiha Gökçen Airport should be renamed Seyyid Rıza'

Pro-Kurdish Peace and Democracy Party (BDP) Muş deputy Sırrı Sakık has demanded that the name of the Sabiha Gökçen Airport be changed to Seyyid Rıza, who allegedly led a rebellion in Dersim as the chief of a Zaza tribe in the region.

Sakık said in Parliament on Tuesday evening that it was inappropriate to name the airport Sabiha Gökçen, who was Atatürk's adopted daughter and served as a pilot during the bombing of Dersim. "If you want to make peace with Alevi and Kurds, change that name. Our suggestion is to rename the airport's name to Seyyid Rıza. When you say Sabiha Gökçen, we remember bombs, massacres and genocide," he said.

"Whatever Hitler means for Jewish people, we have similar feelings toward the people responsible for those times," Sakık noted.

MHP Manisa deputy Erkan Akçay voiced opposition to Sakık's suggestion, saying that Gökçen was a "hero," and adding: "People who have animosity toward Sabiha Gökçen hold animosity toward those who established the republic. Those who ask for the name change regarding Gökçen will ask to change the name of Turkey tomorrow." ■



25 novembre 2011

Ankara aurait-il des arrières-pensées kurdes en haussant le ton contre la Syrie ?



La Turquie a une nouvelle fois menacé Damas de sanctions, envisageant de créer une zone tampon à la frontière entre les deux pays. Mais derrière le souci humanitaire d'Ankara, d'autres préoccupations apparaissent et notamment la question kurde.

Par FRANCE 24

Ankara hausse une énième fois le ton contre le régime Assad. Vendredi 25 novembre, le chef de la diplomatie turque, Ahmet Davutoglu, a menacé la Syrie de nouvelles sanctions si elle refusait l'envoi dans le pays des 500 observateurs internationaux que propose la Ligue arabe. "Nous pensons qu'il faut désormais mettre fin aux souffrances du peuple syrien [...] et à l'effusion de sang", a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse à Istanbul où il s'exprimait conjointement avec son homologue jordanien.

Depuis le début du soulèvement populaire en Syrie en mars dernier, les autorités turques n'ont eu de cesse de critiquer la sanglante répression menée par le régime de Bachar al-Assad. Mardi 24 novembre, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a eu des mots très durs envers celui qu'il appelait, il y a quelques mois encore, son "frère". "Pour le salut de ton peuple, de ton pays et de la région, quitte désormais le pouvoir", avait-il alors asséné, tutoyant Bachar al-Assad.

D'abord prudent, l'ancien allié turc semble donc avoir décidé de hausser le ton. Le 15 novembre, Ankara avait déjà pris un premier train de sanctions en annonçant l'arrêt de sa coopération en matière d'exploration pétrolière avec Damas.

Une proposition ambiguë

Aujourd'hui, la Turquie a décidé d'aller encore plus loin. Par la voix de son ministre des Affaires étrangères, elle a une nouvelle fois évoqué l'intention de son pays d'instaurer une zone tampon dans le nord de la Syrie, le long de la frontière turque, dans le but de protéger les civils. Une proposition qui suscite de nombreuses interrogations quant à sa mise en œuvre, car il sem-



"La médiation de la Ligue arabe en Syrie n'a aucune chance d'aboutir"

ble difficile de mettre en place cette zone en territoire syrien sans l'accord du régime. Jusqu'à présent en effet, Damas s'est montré peu enclin à coopérer avec la communauté internationale, malgré les pressions diverses dont elle fait l'objet.

Pour Fabrice Balanche, spécialiste de la Syrie et directeur du Groupe de recherches et d'études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient (Gremmo), "si c'est bien en territoire syrien que la Turquie veut établir cette zone, elle aura besoin d'un appui militaire, étant donné qu'il est invraisemblable que Damas l'accepte". Mais en faisant cela, elle risque de s'attirer les foudres de Damas qui a déjà prévenu qu'elle riposterait à une telle initiative. Frédéric Encel, spécialiste du Proche-Orient et maître de conférence à



La Ligue arabe décidée à maintenir la pression sur Damas

l'institut politique de Paris, rappelle pour sa part "qu'en droit international il s'agirait d'une violation de territoire" et que "la Syrie possède des missiles qu'elle pourrait alors utiliser".

Autre conséquence à craindre : une extension du conflit à toute la région. L'Iran "ne laisserait pas la Turquie introduire des militaires en Syrie pour créer cette zone tampon sans réagir", estime ainsi Fabrice Balanche, qui relève par ailleurs "une certaine ambiguïté" dans la proposition turque.

Selon lui, la mise en place d'une zone tampon pour protéger les civils dans le nord de la Syrie n'a pas de sens, car "mis à part les 50 kilomètres de frontière que des Syriens ont traversé pour fuir la répression, la région est calme et n'a pas fait l'objet de soulèvements significatifs". Une zone tampon se justifierait davantage, selon lui, le long de la frontière jordanienne, dans la région de Deraa, qui a vu naître le mouvement de contestation. Pour le spécialiste, cette proposition s'apparente plutôt à une façon déguisée d'entrer militairement en Syrie sous couvert d'une action humanitaire.

La question kurde, enjeu majeur pour Ankara

Reste une question : en dénonçant avec autant de véhémence l'attitude du régime Assad, Ankara n'a-t-elle pas d'autres arrières-pensées ? Pour Fabrice Balanche comme pour Frédéric Encel, le mécontentement turc trouve aussi une explication dans la question

kurde, éternelle pomme de discorde entre les deux pays.

" Les autorités turques sont profondément agacées par l'attitude d'Assad et surtout par l'autonomie qu'il commence à donner aux Kurdes de Syrie [début juillet par exemple, Bachar al-Assad a ainsi accordé la nationalité syrienne à plusieurs dizaines de milliers de kurdes ndr]", analyse Fabrice Balanche. Acculé, Bachar al-Assad semble en effet faire feu de tout bois

pour tenter de contenter tous ceux qui pourraient être encore susceptibles de le soutenir, et notamment les minorités.

Aux prises avec les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan, la Turquie craint, elle, que l'acquisition de nouveaux droits par les Kurdes de Syrie n'encourage la communauté installée sur son territoire, autrement plus nombreuse, à se soulever et à réclamer un traitement équivalent. "A

chaque fois qu'il y a eu des tensions entre Turcs et Syriens, Damas a utilisé ce qu'on pourrait appeler le levier kurde pour faire pression sur son voisin", analyse Frédéric Encel. Avant de conclure : "En 1998 déjà, des bruits de bottes s'étaient fait entendre à la frontière, rappelle-t-il. A l'époque, les autorités turques avaient massé des troupes dans le sud du pays pour tenter de faire fléchir Damas, qu'elles accusaient de soutenir le PKK...□

Le nouvel
Economiste

25 novembre 2011

Les Kurdes – Peuple sans Etat jusqu'à quand ?

Les deux Etats où les Kurdes connaissent les plus graves atteintes à leur identité demeurent la Turquie et la Syrie



Pascal Lorot

Peuple indo-européen installé dans les confins de la Turquie, de la Syrie, de l'Irak et de l'Iran, les Kurdes regroupent quelque 30 millions d'individus. Leur présence au cœur des montagnes aujourd'hui turques et des marches mésopotamiennes est attestée bien avant les invasions arabes et, clairement, avant les migrations turco-mongoles entamées à partir du XIIe siècle de notre ère. Autant le dire tout net, les Kurdes étaient présents bien avant ceux qui aujourd'hui les oppriment.

Ce peuple chercha bien sûr, à moult reprises, les voies de son indépendance. Plusieurs royaumes kurdes ont laissé des traces dans l'histoire mais ce fut dans les temps reculés. Sur les périodes moderne et contemporaine, comme bien d'autres peuples, les Kurdes se firent dans leur majorité dans l'Empire ottoman, une autre partie, plus modeste, dans l'Empire perse. Des révoltes eurent lieu, émergèrent aussi le projet d'un "grand Kurdistan" à la fin du XIXe siècle, le tout sans conséquence.

Lors du démantèlement de la Sublime Porte, à l'issue de la Première Guerre mondiale, les grandes puissances prirent conscience de la réalité kurde. En 1920, le traité de Sèvres évoqua ainsi la création d'un Etat kurde. Cependant, le rêve d'une nation kurde libre, récusé par Mustafa Kemal, fut enterré en 1923 lors du traité de Lausanne signé par la toute nouvelle République turque. Voilà pour l'Histoire.

Qu'en est-il aujourd'hui ? Au-delà de la rhétorique idéologique propre à quelques partis kurdes extrémistes appelant à la création d'un Kurdistan à cheval sur les principaux Etats du Moyen-Orient, la stratégie poursuivie aujourd'hui par les différentes communautés kurdes est d'obtenir le plus d'autonomie au sein des Etats dans lesquels elles vivent. Le modèle le plus achevé en ce sens se trouve sans doute en Irak.

Traqués par Saddam Hussein, les Kurdes d'Irak (près de 6 millions d'individus, soit un quart de la population du pays) bénéficient désormais d'une région autonome, garantie par la nouvelle Constitution, où ils bénéficient de droits politiques et culturels véritables. De son côté, l'Iran reconnaît constitutionnellement aux Kurdes leur langue – qui peut être parlée

librement – et leur statut de minorité (8 millions de locuteurs, soit près de 12 % de la population de l'Iran), sans pour autant, il est vrai, leur accorder de gouvernement autonome ou d'administration propre.

Les deux Etats où les Kurdes connaissent les plus graves atteintes à leur identité demeurent la Turquie et la Syrie. Dans ce dernier pays, les choses semblent cependant évoluer. Contesté par son peuple, critiqué par la Ligue arabe et par la Communauté internationale, Bachar el-Assad a laissé récemment rentrer d'exil le leader du Parti de l'union démocratique (PYD).

Celui-ci a entrepris d'organiser une entité autonome propre dans le nord du pays où vit la majorité des 1,9 million de Kurdes de Syrie (9 % de la population du pays). Avec la bénédiction de Damas, à la recherche d'alliés intérieurs mais qui voit aussi dans cette "tolérance" une réponse à l'hostilité croissante d'Ankara à son égard...

C'est finalement dans la très moderniste Turquie que les Kurdes sont victimes de la plus forte discrimination. Les 15 millions de Kurdes (20 % de la population turque) y font face à un déni de réalité. Rien ne justifie le terrorisme et les actions

sanglantes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) – essentiellement entre 1984 et 1999 – sont pour beaucoup dans l'hostilité de la classe politique turque à l'égard du peuple kurde.

Il n'en demeure pas moins que l'ostracisme que subit le peuple kurde remonte à la création de la Turquie moderne. Neuf décennies après sa fondation, la culture kurde demeure encore niée, la langue kurde n'est pas enseignée à l'école publique et les citoyens turcs d'origine kurde n'ont toujours pas les mêmes droits que le reste de la population, ainsi que l'a reconnu le président turc Abdullah Gül en 2009.

Opprimé, oppressé dans l'expression de sa langue et de sa culture, confiné aussi dans des frontières qui ne sont pas vraiment les siennes et qu'il ne reconnaît pas, le peuple kurde aspire lui aussi aujourd'hui à la liberté et à la reconnaissance. Alors même que l'on se félicite du renversement des dictatures et de l'émancipation des peuples arabes, ne serait-il pas temps de se pencher sur une injustice flagrante et d'accompagner, pacifiquement, le peuple kurde vers une reconnaissance de ses droits culturels et sociaux ?

○○○

EN SYRIE, L'OPPOSITION RESTE MORCELÉE

REUTERS/Denis Sinyakov

Le Conseil national syrien est un interlocuteur "légitime" et "crédible" pour Paris et Washington. Mais l'opposition syrienne ne se résume pas à cette seule formation. Passage en revue.

Le Conseil national syrien (CNS), regroupant la majorité des courants de l'opposition en Syrie, est "l'interlocuteur légitime", a déclaré mercredi le ministre des Affaires étrangères Alain Juppé, sans toutefois aller encore jusqu'à une reconnaissance formelle. Qui sont les différents mouvements qui représentent l'opposition?

Le Conseil national syrien

Formé à Istanbul, le 2 octobre, le "Conseil national syrien", est une coalition des plus importants partis de l'opposition qui inclut des islamistes, notamment des membres des Frères musulmans, interdits en Syrie, des libéraux, des nationalistes, ainsi que des partis kurdes et assyriens. L'appel, le 21 septembre, de l'opposition sur le terrain, fédérée au sein des Comités locaux pour la coordination (LCC), à rejoindre le Conseil national syrien a lui a permis de franchir un pas important.

Composé de 230 membres, dont près d'une centaine vivent en Syrie, le CNS a annoncé, le 20 novembre, un projet de programme politique avec pour objectifs la chute du régime syrien et la tenue d'élections pour former une assemblée constituante à l'issue d'une période transitoire d'un an. Le Conseil est doté d'un secrétariat général de 29 personnes, représentant sept factions de l'opposition: six représentants des LCC, cinq pour les Frères musulmans et les tribus, quatre pour la Déclaration de Damas, quatre pour le courant "libéral" mené par Burhane Ghalioune, quatre Kurdes, un chrétien et cinq indépendants.

Le CNS a été adoubé par Washington et par Paris qui le privilégient comme interlocuteur dans l'opposition. Les Etats-Unis voient en cette organisation "un interlocuteur crédible", a déclaré à Washington Mark Toner, un porte-parole du départe-



Le Conseil national syrien (CNS) est dirigé par Burhan Ghalioune (3e en partant de la gauche).

ment d'Etat, en évitant de reprendre à son compte le terme de "légitime". "Nous pensons que le Conseil national syrien est une force dirigeante, mais il est l'un parmi plusieurs groupes", a-t-il expliqué.

Le président du CNS, Burhane Ghalioune, 66 ans est un universitaire basé à Paris et opposant de longue date. Il avait auparavant été désigné à la tête d'une autre structure de l'opposition, le Conseil national de transition syrien, qui comptait des opposants islamistes et des nationalistes.

Sur la question de l'intervention étrangère, le CNS, qui est divisé à ce sujet, s'est contenté de menacer d'en faire la demande auprès de la communauté internationale. "Un désaccord interne persiste sur cette question", analyse Ignace

« Nous pensons que le Conseil national syrien est une force dirigeante, mais il est l'un parmi plusieurs groupes »

Leverrier, ancien diplomate et auteur d'un blog sur la Syrie. "Certains représentants du Conseil souhaiteraient limiter une telle intervention, qui apparaît de plus en plus inévitable, à des sanctions économiques et à un isolement diplomatique du régime syrien."

Les Comités locaux de Coordination

Les Comités locaux de Coordination (LCC), regroupés au sein de la plus large Instance générale de la révolution syrienne, fédèrent le mouvement de contestation à l'intérieur, par quartier et par ville. Cette force d'opposition est com-

posée d'une majorité de jeunes, sans passé militant connu, qui communiquent par les réseaux sociaux. Ils ont organisé un système parallèle d'entraide, notamment pour soigner leurs militants blessés hors des hôpitaux surveillés par les forces syriennes de sécurité. Ils sont, "de l'avis de tous, les formations les plus représentatives de l'opposition sur le terrain", estime Ignace Leverrier. Les LCC ont rejoint le Conseil national syrien en septembre.

Le Comité national pour le changement démocratique

Le Comité national pour le changement démocratique (CNCD), dirigé par Hassan Abdel Azim, s'est réuni mi-septembre près de Damas et regroupe des partis "nationalistes arabes", kurdes, socialistes et marxistes ainsi que des personnalités indépendantes tel l'économiste Aref Dalila. Il a élu son conseil central. Le CNCD refuse toute idée d'intervention militaire étrangère en Syrie et reste ouvert au dialogue avec les "éléments modérés du régime".

L'Armée syrienne libre (ASL)

L'ASL est née en juillet dernier à la frontière avec la Turquie, à l'initiative d'un colonel déserteur, Riad al-Assad. Fin septembre, elle a fusionné avec un autre groupe de déserteurs, le Mouvement des Officiers Libres, selon Ignace Leverrier. Elle grossit à chaque vague de désertions de soldats de l'armée régulière syrienne: en effet, ceux qui refusent de tirer sur la foule risquent la mort. L'ASL entend "travailler main dans la main avec le peuple en faveur de la liberté et de la dignité, renverser le régime, protéger la révolution et les ressources du pays, et se dresser contre la machine militaire irresponsable qui protège le régime", selon son texte fondateur. L'ASL, qui revendique quelque 17 000 "soldats libres", a annoncé avoir attaqué récemment le centre des services de renseignements aériens situé à l'entrée de Damas à la roquette et aux grenades RPG, faisant 34 morts.

"Pour l'instant, on ne peut pas parler d'armée", nuance le général à la retraite Akil Hachem interrogé par Christophe Ayad du Monde. "Ce sont des groupes de soldats qui se rallient à une bannière. Mais ils n'ont ni commandement, ni communications, ni armes lourdes. Dans ces conditions, ils ne peuvent pas représenter une menace pour le régime", explique-t-il. "Pour que le régime commence à être menacé, il faudrait qu'un commandant de division se retourne avec tous hommes".

L'ASL affirme soutenir "le Conseil national syrien et sa vision politique", mais de son côté, le président du CNS, Burhane

Ghalioun a appelé mercredi l'ASL à ne pas mener "d'actions offensives contre" l'armée régulière.

Les personnalités historiques

Les personnalités historiques, tels Michel Kilo, Haytham al-Manna, Ryad Seif, Ryad Turk, ont été les acteurs d'un "Printemps de Damas", mouvement réformateur rapidement étouffé en 2000, lorsque Bachar el-Assad a succédé à son père. Ces opposants "bénéficient du respect de la population au-delà du cercle restreint des militants de leurs partis" explique Ignace Leverrier. Ils gardent une certaine distance avec les mouvements d'opposition,

à l'exception de Ryad Turk, 81 ans, qui a apporté son soutien au CNS le mois dernier.

Les bannis du régime

Deux anciens proches du régime ont tenté récemment de revenir sur le devant de la scène, mais ne disposent d'aucune assise. Rifaat Al-Assad, le frère de Hafez-el-Assad, exilé depuis 1984, prône la création d'une alliance internationale qui négocierait la démission de Bachar al-Assad en échange de garanties pour sa sécurité et permettrait de le remplacer... par un membre de sa famille. Longtemps membre du séraïl, il est accusé d'avoir lancé ses

troupes en 1982 à l'assaut de Hama (nord). La répression contre les Frères musulmans avait fait entre 10 000 à 25 000 morts selon Amnesty International.

Abdel Halim Khaddam, 79 ans, ancien vice-président, a participé pendant 35 ans à la construction du système autoritaire Assad qu'il n'a quitté qu'en 2005. Ces deux anciens apparatchiks n'ont aucune crédibilité, mais leurs récentes prises de position sont "le signe qu'ils ont compris que Bachar al-Assad est fini", analyse Ziad Majed, professeur à l'Université américaine de Paris.



Attaque du PKK contre un gisement pétrolier en Turquie, 3 morts

DIYARBAKIR, Turquie, 24 novembre 2011 (Reuters)

DES MAQUISARDS kurdes ont tué dans la nuit de mercredi à jeudi trois personnes lors d'une attaque contre un gisement de pétrole dans le sud-est de la Turquie, rapportent des autorités turques.

Des activistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont tué par balles deux membres du personnel de sécurité de l'installation pétrolière ainsi qu'un électricien lors d'une attaque à Kozluk, dans la province de Batman, selon la même source.

L'entreprise canadienne Transatlantic Petroleum Ltd, qui est l'opérateur du gisement pétrolier, a indiqué dans un communiqué coopérer avec les autorités turques pour faire la lumière sur cette attaque.

Une opération menée avec l'appui d'aéronefs a été lancée à l'aube jeudi pour capturer les activistes du PKK, indiquent les autorités turques.

Les combattants du PKK ont pris les armes contre l'Etat turc dans les années 1980. Le conflit a fait plus de 40.000 morts depuis lors. Le PKK est considéré comme une organisation terroriste par la Turquie, les Etats-Unis et l'Union européenne.

Le Monde

Jeudi 24 novembre 2011

Nucléaire iranien : les sanctions en question

Après les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et le Canada, qui ont adopté des sanctions visant le secteur bancaire et l'énergie en Iran, l'Union européenne envisage de geler les avoirs de 200 personnes et sociétés supplémentaires dans le cadre d'efforts pour entraver le programme nucléaire iranien, que l'Agence internationale à l'énergie atomique (AIEA) soupçonne d'être à visées militaires. Téhéran a jugé ces mesures « sans effet » alors que Moscou les a qualifiées d'« inacceptables ». Jean-Louis Bianco, député socialiste (Alpes-de-Haute-Provence) et président de la mission d'information parlementaire sur « l'Iran après 2008 », s'interroge sur l'effet dissuasif des sanctions adoptées jusqu'à présent contre Téhéran.

Les sanctions ont-elles ralenti le programme nucléaire iranien ou entamé la détermination de ses dirigeants à le mener ?

Les sanctions adoptées, que ce soit unilatéralement par les Américains et les Européens, ou au niveau des Nations unies, n'ont manifestement eu aucun effet sur la détermination du régime. En revanche, elles ont ralenti le programme tout en ayant un effet sur l'économie. Elles ont également aggravé le sous-investissement dans le secteur pétrolier, qui aurait besoin de 100 milliards de dollars [74 milliards d'euros] pour être remis à niveau. Mais elles n'ont pas eu de conséquences sur les recettes pétrolières, qui constituent 70 % des recettes de l'Etat iranien.

Quant à la population, il est difficile de mesurer l'effet des sanc-

tionés. Je n'ai pas le sentiment que les Iraniens attribuent leurs difficultés quotidiennes – l'inflation et la suppression des subventions aux produits de base – aux sanctions.

Ce programme fait-il l'objet d'un consensus parmi les cercles de pouvoir iraniens ?

Il se peut en effet qu'il y ait un débat au sein du pouvoir, mais il porte sur la priorité à donner à ce programme, pas sur sa légitimité. Les différents clans conservateurs n'accordent pas la même urgence au nucléaire. Ainsi, les *pasdarans* (Gardiens de la révolution), qui ont de gros intérêts dans l'économie, sont plus sensibles à la dégradation de la situation.

Que faut-il faire alors ?

C'est une situation un peu décourageante. Si on dit que les sanctions n'ont pas d'effet, on ouvre la porte à l'option militaire, qui aura des effets catastrophiques. J'ai l'impression qu'Israël, où un débat est en cours, n'en est pas encore arrivé à cette conclusion. Il reste à espérer que le régime explose sous l'effet des tensions au sommet créées, entre autres, par les sanctions. Jamais les dissensions n'ont été aussi fortes et violentes

au sommet du pouvoir iranien, entre les partisans du président Ahmadinejad et ceux du Guide de la révolution, Ali Khamenei.

Des échéances importantes approchent : les législatives en 2012, la présidentielle en 2013. Le débat sur la place de la religion, de l'économie dans l'Etat et la société va s'aviver. En attendant, il y a des choses à faire : aider les ONG et les dissidents, faire pression sur Eutelsat pour qu'il cesse de brouiller les chaînes internationales comme le demande le régime de Téhéran. La seule chose qui pourrait avoir un effet fort, y compris sur la population, serait un boycottage du pétrole. Mais cela provoquerait une hausse mécanique des prix du pétrole et fragiliserait les économies occidentales. Il reste enfin les actions clandestines menées par les services israéliens très certainement, américains probablement, et peut-être français et britanniques.

PROPOS RECUEILLIS PAR
CHRISTOPHE AYAD

the guardian

Opinion



Ranj Alaaddin
(guardian.co.uk -14 nov 2011)

La stratégie kurde pour l'Irak: clivage et exploit

En favorisant une coalition ingérable, rongée par la suspicion, le Kurdistan a réussi à réaliser ses propres ambitions.

Affaiblir sans cesse Bagdad, maintenir les divisions politiques— telle est la stratégie des Kurdes en Irak, étayée par un jeu subtil fait de manipulation et de patience.

Les Arabes irakiens sont divisés et le gouvernement de coalition à Bagdad ne fonctionne pas. Les querelles sur des questions de territoire, de ressources naturelles et de partage du pouvoir, y compris l'application de réformes législatives cruciales, et les problèmes de sécurité actuels restent des obstacles sur la voie de la stabilité et du progrès futurs.

Le Kurdistan, région stable, avance alors qu'il est au centre des contestations. Il a engrangé suffisamment de votes lors des élections législatives de mars 2010 pour se propulser comme « faiseur de rois » dans la mesure où ni Iyad Allaoui, ni le premier ministre Nouri al-Maliki - en tête des votes - n'arrivaient à former une coalition indépendante des Kurdes.

L'Irak arabe : un gouvernement fragile, ingérable

Après six mois sans direction politique et au milieu d'attaques terroristes incessantes, l'Irak arabe a finalement obtenu son gouvernement, seulement parce que le président du Kurdistan, Massoud Barzani, ayant laissé tout le monde dans l'expectative sur le choix du candidat auquel iraient les voix des Kurdes, a conclu un accord qui a permis une coalition des principaux blocs politiques irakiens, même si cet accord n'a rien apporté.

Allaoui et Maliki n'ont pu s'accorder sur le partage du pouvoir. Les allocations de postes ministériels ont à peine pu satisfaire les différents segments de l'éventail politique irakien, dont les politiciens arabes sunnites qui avaient, tout comme Allaoui, contesté les élections, mais avaient, en rai-

son de leur nouveau statut et de leur prestige retrouvé, refusé de répondre aux appels pour rejoindre l'opposition et s'en retirer.

L'Irak arabe s'est ainsi vu octroyer un gouvernement fragile et ingérable, les Kurdes ayant facilité cet avènement afin qu'un gouvernement d'unité nationale se révélât en fait un gouvernement d'individus mus par la suspicion. Les divergences religieuses parcourent toujours la politique. L'hostilité existe entre le parti chiite Dawa de Maliki et les politiciens puissants qui composent le bloc Iraqiyah, dominé par les Arabes sunnites, qui demeure sur ses gardes face à l'emprise du Dawa sur le pouvoir et les liens des autres partis chiites avec l'Iran.

Cela marche pour les Kurdes car Bagdad demeure faible et incapable de progresser. Ils ont pu exploiter les tensions pour mener à bien leurs ambitions. Par exemple, quand Bagdad a récemment décidé de revoir une version antérieure de la loi sur le pétrole et le gaz au détriment des Kurdes, le gouvernement régional kurde a rappelé les officiels kurdes à Bagdad et a invité, à Erbil, l'éternel ennemi de Maliki, Allaoui pour des pourparlers urgents.

Cette réaction tendait à exercer des pressions sur Maliki et son gouvernement et les Kurdes sont sur le point de gagner. Le nouveau texte de la loi a peu de chances d'être approuvé et l'octroi de licences qui était prévu pour janvier 2012 a été repoussé. Pareillement, alors que Bagdad est déterminé à ce que les Kurdes n'obtiennent jamais la ville de Kirkouk, riche en pétrole, la question, toujours en suspens, offre entre-temps aux Kurdes des occasions incroyables de marchandages sur d'autres objectifs, notamment sur leur propre secteur énergétique. Le Kurdistan s'est fait une image de champion de l'industrie, invitant les acteurs mondiaux du pétrole et du gaz à la prochaine conférence à Erbil. Pour les organisateurs de l'événement - CWC (Creating opportunities, developing knowledge) - c'est la première du genre. Leurs conférences précédentes étaient toutes centrées sur l'Irak en tant que tel, plus maintenant.

Déclaration d'indépendance si Kirkouk tombe dans leur escarcelle

Et cela parce que la région attire les principaux acteurs, comme le prouve l'accord pétrolier conclu pour une valeur de 2.1 milliards de dollars par l'ancien chef de British Petroleum, Tony Hayward. Près de 40 compagnies étrangères de 17 pays se sont engagées à investir dans le secteur pétrolier la somme de 10 milliards de dollars.

Cependant la question se pose : le Kurdistan a-t-il besoin de l'Irak ? L'Irak contrôle les oléoducs permettant

l'exportation du pétrole plus efficacement. Le transport du pétrole par tankers est certes faisable, même s'il reste peu efficace, mais à partir d'un certain point, un oléoduc sera nécessaire si le Kurdistan doit devenir un exportateur fiable, capable de gérer ses immenses réserves. Jusqu'à présent, il est vrai, les ambitions énergétiques du Kurdistan ont été contrecarrées par le contrôle par Bagdad des oléoducs et par sa politique chaotique.

Mais Bagdad fournit aux Kurdes des revenus additionnels pour améliorer les services de base, tels que l'éducation, l'infrastructure et l'équipement militaire. S'ajoutent aux recettes et revenus propres des Kurdes, qu'il est impossible à Bagdad d'auditer et d'en bénéficier, 17% du budget irakien d'une valeur annuelle, au moins, égale à 10 milliards de dollars.

En définitive, il s'agit de garder un œil sur tout ennemi en devenir, et pour cela, garder un pied à Bagdad, être à l'affût des développements en coulisse et avoir un accès constant à l'élite politique, fournissant des occasions d'accentuer la régression.

Certes les Kurdes n'ont pas besoin de faire partie de l'Irak et pourraient déclarer leur indépendance demain. Il y a peu de chances que la Turquie et les autres voisins, comme l'Iran puissent faire quoi que ce soit, étant donné les milliards de dollars d'échanges commerciaux avec le Kurdistan, leurs problèmes intérieurs et la volatilité générale de la région ainsi que l'impossible d'envahir et d'occuper les villes kurdes.

Mais les Kurdes ne déclareront pas leur indépendance parce que ce serait un non-sens que de sacrifier ce pactole pour une déclaration unilatérale d'indépendance qui les mettrait « dans leur tort », les enfermerait dans leurs frontières et justifierait des réactions de Bagdad et des voisins régionaux.

En revanche, ils veulent bien déclarer leur indépendance dans un cadre régional et durable, pourvu que ce processus fasse tomber Kirkouk dans leur escarcelle. En attendant, les Kurdes continueront à opérer dans l'intérêt des Kurdes et du Kurdistan, ce qui revient à exploiter Bagdad car tout a un prix, un prix que les Irakiens et l'Irak doivent payer pour garder leur pays intact. □

Ranj Alaaddin est analyste politique et des risques du Moyen-Orient. Il est analyste à la Next Century Foundation et prépare un doctorat sur les chiïtes en Irak à London School of Economics et Political Science. Il se rend régulièrement au Moyen-Orient et a conduit des missions de recherche sur le terrain à travers la région.

Traduction : Xavière Jardez
www.france-irak-actualite.com
*

La France propose des « couloirs humanitaires » vers l'intérieur de la Syrie

Alain Juppé a endossé l'idée à l'issue d'un entretien avec l'opposant syrien, Burhan Ghalioun

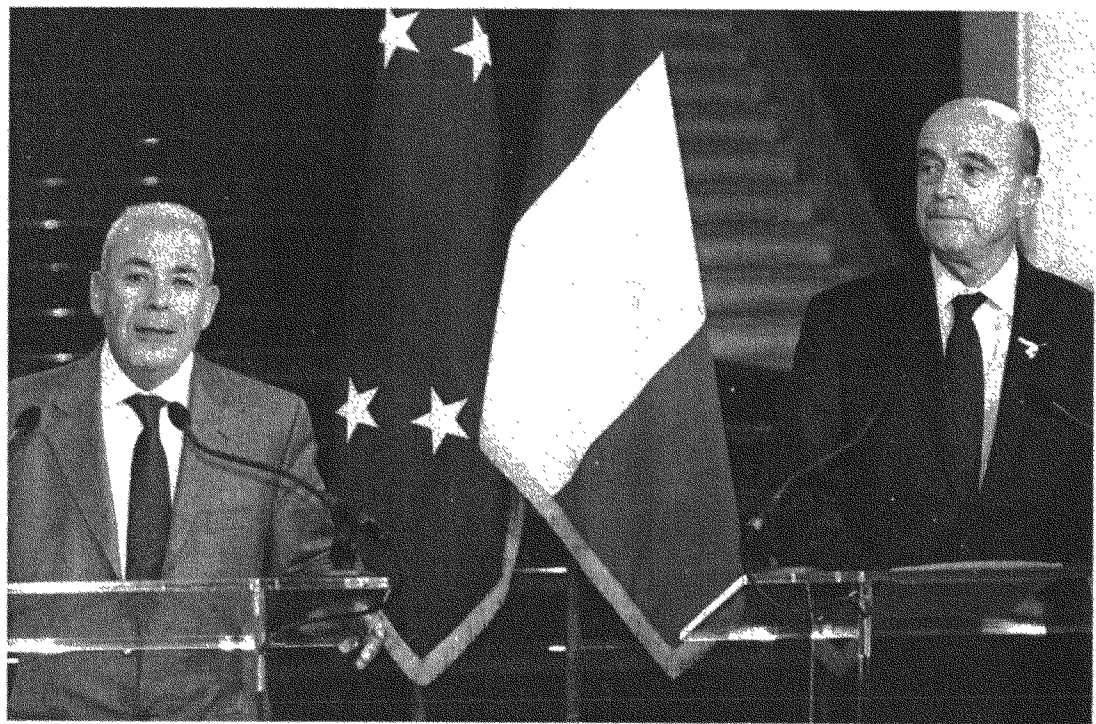
Des couloirs humanitaires sécurisés vers l'intérieur de la Syrie? Au neuvième mois du cycle de manifestations et de répression sanglante qui frappe le pays, l'idée d'une telle intervention, régulièrement évoquée par des opposants syriens, vient de trouver un parrain officiel: la France. Mercredi 23 novembre, Alain Juppé a publiquement endossé cette option d'ingérence – quoique en des termes imprécis.

Le ministre français des affaires étrangères s'exprimait à l'issue d'un entretien avec Burhan Ghalioun, le président du Conseil national syrien (CNS), le principal regroupement de l'opposition syrienne, que M. Juppé a qualifié d'« interlocuteur légitime » – une formulation qui rehausse le statut du CNS sans aller jusqu'à la reconnaissance formelle.

M. Juppé a annoncé que des « corridors humanitaires » avaient été mentionnés avec l'opposant syrien, et que la France allait en soumettre l'idée à ses partenaires de l'Union européenne et à l'ONU. « S'il peut y avoir une dimension humanitaire, des zones qui pourraient être sécurisées, protéger des populations, c'est une question qu'il faut étudier » avec l'UE et la Ligue arabe, a déclaré le ministre.

Alain Juppé s'est ensuite entretenu par téléphone avec la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton, qui a, semble-t-il, approuvé la proposition française. Burhan Ghalioun s'était livré devant M. Juppé à un plaidoyer poignant en faveur de tels couloirs, après avoir décrit la situation catastrophique des civils dans plusieurs régions de Syrie, en particulier à Homs, théâtre de nombreuses violences. L'opposant a demandé un couloir humanitaire notamment vers cette localité, où les besoins en aide médicale sont criants.

Dans la soirée, Burhan Ghalioun a pris l'avion pour Le Caire, afin de plaider dans les mêmes termes auprès de la Ligue arabe. Celle-ci devait se réunir jeudi au niveau ministériel pour tirer les conséquences du rejet par Damas de son



Le Syrien Burhan Ghalioun et Alain Juppé, à Paris, mercredi 23 novembre. REMY DE LA MAUVINIÈRE/AP

plan de sortie de crise. Ce plan comporte le projet de déployer 500 observateurs de la Ligue – dont certains seraient des militaires. La Syrie a repoussé une telle mission, en tentant d'en réduire les effectifs et en voulant la cantonner à la région de Damas, arguant que tout autre dispositif enfreindrait sa « souveraineté ».

L'idée de corridors humanitaires

Alain Juppé a évoqué des « observateurs internationaux non armés »

res sera-t-elle reprise par les pays arabes? On estime, côté français, qu'une articulation pourrait être trouvée avec le plan de la Ligue arabe: ses observateurs pourraient être chargés de sécuriser un acheminement d'aides humanitaires.

Jeudi matin, interrogé sur France Inter, M. Juppé a dit espérer que le régime syrien autoriserait lui-même, sous la pression interna-

tionale, un tel secours à des « villes en difficulté ». À défaut, il faudrait envisager « d'autres solutions », a-t-il dit, en évoquant des « observateurs internationaux non armés ». Il a ajouté qu'en Libye, des organisations humanitaires avaient pu agir grâce à une protection extérieure.

La grande différence est qu'en Libye, des parties importantes de territoire étaient alors déjà tenues par l'opposition armée. Le scénario envisagé par M. Juppé en Syrie comporte une lourde ambiguïté: toute sécurisation de convois en Syrie suppose la possibilité d'ouvrir le feu en cas d'attaques par les forces gouvernementales.

Or M. Juppé a souligné mercredi qu'« une option militaire » n'était « pas à l'ordre du jour » en Syrie. Un commentaire destiné à couper court à toute spéculation à propos d'une intervention comparable à celle menée en Libye pour renverser le régime: l'opposition syrienne n'en veut surtout pas, et aucune capitale occidentale ne l'envisage. Mais l'évocation de cou-

loirs « sécurisés » implique bel et bien l'idée d'une présence militaire étrangère en Syrie.

Les questions abondent donc. La France envisage-t-elle une mission militaro-humanitaire de l'UE, comme cela avait été décidé (mais sans aboutir) pour secourir Misrata? Avec quel mandat, en sachant que le Conseil de sécurité de l'ONU est paralysé par la Russie? On souligne, côté français, que la réflexion n'en est qu'à un « stade très préliminaire ». Homs est situé à environ 200 km de la frontière de la Turquie, pays qui explore l'idée de créer une zone tampon où pourraient se réfugier des civils et des défecteurs de l'armée.

La France vient de se positionner en pointe pour une ingérence humanitaire en Syrie. Alors qu'un basculement dans la guerre civile est redouté, Paris veut souligner l'urgence de dépasser le stade de la condamnation verbale du pouvoir de Damas, et de préparer une action sur le terrain. La guerre des nerfs pour faire plier le président Bachar Al-Assad bat son plein. ■

NATALIE NOUGAYRÈDE

Kurds, a proud people without a nation

No one wants them to be in their territory, yet no one wants to give them their own territory



By ABDULATEEF AL-MULHIM
arabnews.com

The Kurdish people have enjoyed the highest form of freedom for thousands of years. They mainly lived in northern Syria, east of Turkey, west of Iran and north of Iraq. They enjoyed the ability to move from place to another without any restrictions. They were one people, one language and one form of life. The number of Kurds all over the world is over 30 million. But, they don't have a nation. Before World War I, they didn't need one. They were free to wander around. They are Muslims. But not Arabs. And it should have made no difference. Islam has no nationality. But, the Kurdish people are different. No one wants them to be in their territory, yet no one wants to give them their own territory.

With my humble knowledge, I will only talk about the Kurds in Turkey, Iraq, Syria and Iran; not the Kurds scattered all over the world. Books will be needed if you write about the Kurds. They were subjected to relocations and they were considered a lower class in all the nations they lived in. The Turkish territories are the most beautiful part of these countries. After the World War I and the collapse of the Ottoman Empire, new nations were created. No one single piece of territory was given to the Kurdish people. And the Kurds couldn't move through the borders of these new nations. And even though the 1920 Treaty of Sevres was intended to introduce new states including one for the Kurds, it never saw the light. And after the takeover of Turkey by Kamal Attaturk, the Kurds were not even allowed to speak their language. It was a crime to say the words Kürd or Kurdish. And it wasn't until the 1990s when the Turkish people heard the word Kurds.

The highest number of Kurds in any one nation is Turkey. There are about 15 million Kurdish people. Why they are considered a minority if they 15 million people? The Kurds in Turkey were in an open war with the Turkish government for many years and to this day. And at the same time the Iraqi Kurds were under constant air raids by the Iraqi Air Force. The number of Iraqi raids and the amount of ammunitions that were used by the Iraqi government in the 1960s and 70s was the reason why Saddam Hussein had agreed to the Shatt Al-Arab agreement in Algeria when the Shah of Iran met Saddam in the mid-70s. The Iraqis simply ran out of ammunitions. The Iraqi Air Force and Turkish Air Force were engaged in the longest air raid campaign in the history of air wars.

The war has been going on for the past 45 years. Yes, the Iraqis stopped using their air force when the American showed up in 2003. But, it wasn't after the use of every kind of weapon that was forbidden by the international community. It was an American magazine (the Newsweek) which broke the news of mass chemical weapons against the Kurds in Halabgah. No one knows to this day how many Kurds were killed by Turkey, Iran, Syria and Iraq. And the ironic thing about those four countries is that they are the ones who make the loudest noise when Israel uses its military might against the Palestinians. I am not saying the Israelis are right, but why those four countries always brag about their weapons if they use it against their own people... Oh, I am sorry, Kurds are not considered humans by those four countries.

In Syria, the Kurds are not even recognized in any way. It is like they don't even exist. They live in Syria, but without the simplest form of rights. It was only two months ago that President Bashar Assad declared that Kurds will be given the status of citizens. Why now and not 80 years ago? And in Iran, there was a call for a "holy war" against the Kurdish areas. The Kurds helped the Iranians overthrow the Shah in 1979. But, they weren't given a single seat in the newly formed Majlis. The irony is that the Mullahs threw the Shah out to bring equality among all Iranians. And to this day people ask the Iranians, how can a Muslim country initiate a "holy war" against Muslims (the Kurds).

What really surprises me about Iran, Turkey, Syria and Iraq is, every government official in those four countries knows who is the Israeli soldier Gilad Shalit. And what is his health status during his capture. But, not one of these four countries ever revealed the number of dead and injured Kurds. We see the United Nations spend billions of dollars to save ten thousand people from an earthquake, disease and flooded cities. But, we never heard of even a speech talking about more than 30 million Kurds. With all the vast area in the Middle East, not one piece of territory was given to the Kurds. The Kurds can make the territory more beautiful and more productive. Just look at Iraq's Kurdistan and you will see how sophisticated and hard working the Kurds is. Why not give them a chance to cultivate, build and modernize their own territory? We saw the United Nations listen to the voice of the Southern Sudanese. And they were given their own country. The United Nations even divided Sudan for the Southern Sudanese. But, we never heard anyone speak about the right of 30 million Kurds to have a place they could call home.



President Barzani supports democratic aspirations and Kurdish rights in Syria

Salahaddin, Kurdistan - Iraq (KRP.org) – President Barzani yesterday met with the leadership of the Syrian Kurdish National Council to discuss the political situation and the role of the Kurdish opposition in the uprising in Syria.

The Syrian Kurdish National Council, which leads the Kurdish opposition and demonstrations in the Kurdish areas, was formed in a recent conference in the north-eastern Syrian Kurdish city of Qamishli and includes 11 political parties and 11 independents, all based inside Syria.

In today's meeting, the representatives of the Syrian Kurdish National Council briefed President Barzani on the latest developments in Syria as well as the outcome of their talks with other Syrian opposition groups.

President Barzani described today's meeting as historical and commended the unity of the Kurdish opposition in Syria and the peaceful ways they have pursued in calling for their rights. "This meeting is very important for both the Kurds in Syria and Kurdistan in general as it is intended to talk about the future of the Syrian Kurds," said the President, voicing the Kurdistan Region's full support for the democratic aspirations of the Syrian people and Kurdish rights.



"You must play your role very carefully and ensure that democratic values and Kurdish rights are recognized and guaranteed in the Syrian Constitution. I call on you to work closely with those both inside and outside the country who are prepared to meet your demands," said President Barzani, urging the Syrian Kurdish leaders to ensure that they are not dragged into any possible sectarian strife in that country.

He also urged them to promote and support peaceful co-existence and tolerance among Syria's various religious and ethnic communities, including safeguarding the rights of the Christian community.

PM's Dersim apology a scandal, says MHP head

ANKARA

Prime Minister Recep Tayyip Erdoğan's apology over the 1938 killings in Dersim stirred fresh polemic in Parliament yesterday, drawing both condemnation and calls for more action to face up to controversial episodes in history.

Slamming the apology as a "scandal," Nationalist Movement Party (MHP) leader Devlet Bahçeli defended the brutal military campaign on Dersim, now Tunceli, and likened the victims to modern-day Kurdish militants.

The Dersim rebellion "was part of a process to overthrow the government and destroy the young Republic. The authorities at the time did what their responsibilities required," Bahçeli said at his party's parliamentary group meeting.

Bahçeli denounced both the ruling Justice and Development Party (AKP) and the main opposition Republican People's Party (CHP) for the heated debate over Dersim, charging that they set an example



of "irresponsibility and unscrupulousness."

Erdoğan extended the apology last week as part of a harsh-worded tirade against the CHP, which he holds responsible for the Dersim massacres that occurred when Turkey was ruled by a single-party regime.

BDP likens Dersim massacre to KCK raids

Speaking at his party's parliamentary meeting yesterday, Peace and Democracy Party (BDP) co-chair Selahattin Demirtaş questioned Erdoğan's sincerity and said an apology should be offered in Parliament after an inquiry commission investigates the massacres.

"We are not looking down on the prime minister's apology, but it is not up to the government to apologize," said Demirtaş, calling for a "commission of truth" to also look into other bloody episodes such as the 1925 Kurdish rebellion led by Şeyh Sait.

"The mentality of those who perpetrated the Dersim killings is no different from the mentality of those who are conducting the KCK [Kurdish Communities Union] operations today," Demirtaş said. The illegal KCK is the alleged urban network of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), which has landed hundreds of Kurds in jail.

"You may have arrested 5,000 KCK members, but you created millions of members outside. We will resist until we win," he said. Demirtaş announced a BDP rally in Diyarbakır on Dec. 3 to denounce the KCK operations.

○○○

Arab League approves sanctions against Syria

BEIRUT

Several targets are set as group applies unusual pressure on Damascus

BY NADA BAKRI
AND NEIL MACFARQUHAR

The Arab League approved tough economic sanctions against Syria on Sunday to press it to end its violent crackdown against anti-government protesters, an unprecedented step against an Arab country.

The sanctions will be another blow to the Syrian economy, which is suffering from sanctions by the European Union and the United States. The penalties include a travel ban against Syrian officials and politicians, a halt to all dealings with the Syrian central bank and the cessation of Arab-financed projects in Syria.

The Arab League, meeting outside Cairo, approved the measure after Syria said it would not admit Arab civilian and military observers to oversee a peace agreement intended to end the bloodshed.

"The position of the people, and the Arab position, is that we must end this



KHALED ELFIQI/EPA

Hamad bin Jassem, the Qatari foreign minister, at the meeting on Sunday near Cairo.

situation urgently," Qatar's foreign minister, Hamad bin Jassem, said after announcing the vote, which was supported by 19 of the League's 22 countries. "It has been almost a year that the Syrian people have been killed."

Syria had accepted the peace agreement on Nov. 2, promising to end a military crackdown that, according to the United Nations, has killed more than 3,500 people since March. But the vio-

lence has continued unabated, and the monitors were proposed as a last-ditch effort to save the plan and give Syria another opportunity to comply.

Mr. Jassem, who is also Qatar's prime minister, said that the sanctions would take effect immediately and that the resolution called for the U.N. Security Council to adopt similar measures.

Syria and its supporters denounced the sanctions as an attempt by outsiders to break up the country.

Al Thawra, a state-owned newspaper, published a front-page headline on Sunday saying that the Arab League was calling for "economic and commercial sanctions targeting the Syrian people," The Associated Press reported. It said the measure was "unprecedented and contradicts the rules of Arab cooperation."

Since the revolt began, the government of President Bashar al-Assad has blamed armed gangs acting out a foreign conspiracy for the bloodshed.

A Lebanese analyst close to Syria, speaking on the condition of anonymity, said, "In the war against Syria, the economic will take the place of the limited possibility of military intervention." The sanctions, he said, aim "to deconstruct Syria, not to reform Syria."

In a letter to the league on Saturday, Syria's foreign minister, Walid al-Moallem, accused the organization of seeking to turn the Syrian crisis into an international one and "to interfere in Syria's internal affairs."

The Lebanese analyst and others said they expected the impact of the sanctions to be limited, in large part because Syria's largest trading partners will not participate. Economists estimate that 50 percent of Syrian trade is with the Arab world, but the largest chunk of that is with its immediate neighbors, including Iraq, Lebanon and Jordan.

Iraq abstained from the sanctions vote, and Lebanon "disassociated" itself from the vote, Mr. Jassem said. Both countries said they would not enforce the sanctions, while Jordan has issued mixed signals.

The Iraqi foreign minister, Hoshar Zubairy, was quoted in local press reports as saying that imposing the sanctions was a "sovereign" decision left up to each country. Given the volume of trade and the estimated two million Iraqi refugees accepted by Syria, it would not take part, he said.

Analysts noted that Iraq has increasingly aligned its regional policies with Iran, but Mr. Zubairy denies that Iran has direct sway over Baghdad.

Iran and Russia are also expected to provide aid to Syria to make up for lost government revenues.

Still, existing sanctions have taken a toll. Syria's two most vital sectors, tourism and oil, have ground to a halt in recent months.

Arab League finance ministers, who drafted the sanctions on Saturday, had also proposed the suspension of commercial flights to Syria from Arab countries. That measure was not approved by the

"No trade with the Arabs would hurt more than any sanctions. It is really all part of the battle for legitimacy."

foreign ministers on Sunday and was still being studied by the group, officials said.

The immediate impact of the sanctions is likely to be at least as much psychological as economic. Syria has long portrayed itself as the "beating heart of Arabism," and it is the one country where anyone with a passport from an Arab nation could enter without a visa. Now that Arab world appears to be rejecting it.

"No trade with the Arabs would hurt more than any sanctions thus far," said an Arab expert with ties to Damascus, who spoke on the condition of anonymity. "But it is really all part of the battle for legitimacy."

In Syria, people worried that the sanctions would mostly hurt the poor and the middle class, further decreasing their income, while the interests of the business class and the elite would remain protected.

"I think it is: time the world realized that economic sanctions are not affecting anyone but the Syrian people," said a 23-year-old Damascus resident who spoke on the condition of anonymity for fear of reprisal. "Those who couldn't afford buying bread, now can't afford even smelling bread."

Others hoped that the sanctions would push the business class and the elite in Syria's two biggest cities, Damascus and Aleppo, to join the opposition against the Assad government. The upper class has remained largely quiet since the uprising began in March.

Violence in Syria continued over the weekend, and the Syrian Observatory for Human Rights, an opposition rights group operating in exile in London, reported clashes between army defectors and security forces loyal to the government in northwestern and central Syria. At least 10 people were killed on Sunday across the country, the group said.

The group said that at least 27 civilians were killed on Saturday, most of them in the central city of Homs, where clashes between the army and defectors have been quite regular. In addition, 15 army defectors and 12 soldiers and security personnel were killed during an attack on a military vehicle in northwestern Syria, the group said.

Mr. Jassem, the Qatari foreign minister and prime minister, said the goal of the sanctions was stopping such killing, and to try to do so without foreign military intervention.

"All the work we are doing is to avoid foreign intervention," he said. "But if the international community does not take us seriously in this, then I cannot guarantee that there will be no foreign interference."

Cinquante ans après, l'intégration des Turcs est en panne en Allemagne

► En 1961, l'Allemagne signait un accord avec la Turquie pour encourager la venue de travailleurs turcs.

► Mais avec la crise, l'intégration de cette communauté apparaît de plus en plus difficile.

BERLIN

De notre correspondant

La lettre anonyme frappée à la machine que montre Bekir Yilmaz, président de la communauté turque de Berlin Kreuzberg, est arrivée le matin même par la poste. « Pourquoi votre association proteste-t-elle contre l'interdiction des grillades dans le Tiergarten - le parc central de Berlin, à deux pas de la résidence du président de la République ? Vos compatriotes sont incapables de se tenir correctement et proprement. Allez à Ankara ou Istanbul faire vos barbecues. Ici vous êtes seulement des invités tolérés », peut-on lire. « Ce genre d'insultes me fait rire, explique Bekir Yilmaz. Mais ça fait mal à nombre de mes compatriotes, à mon père, par exemple, qui est arrivé à Berlin en 1971. »

Les grillades, l'été, au Tiergarten sont une tradition « historique » pour les familles de la communauté turque. L'interdiction tombe mal alors que le premier ministre turc, Tayyip Erdogan, et Angela Merkel célébreront le 2 novembre le cinquantenaire des accords du 30 octobre 1961 organisant l'immigration des *Gastarbeiter*, les « travailleurs invités » turcs. L'Allemagne manquait alors de main-d'œuvre. L'appel aux Italiens (1955), puis aux Espagnols et aux Grecs (1960) ne suffira pas. Les Allemands se tourneront alors vers Ankara, une vieille relation. « Nous avons fait la Première Guerre mondiale ensemble », rappelle Bekir Yilmaz. L'Allemagne reconstitua l'armée de l'Empire ottoman effondré, inspirant le nationalisme des jeunes officiers turcs, pères de la Turquie moderne.

Ahmet Bayram, 66 ans, est ainsi arrivé en 1971 à Berlin, avec un contrat de travail dans une grosse entreprise de machines-outils. « Je suis pratiquement devenu un Berlinois », sourit-il. Retraité, il passe toujours ses vacances « au pays », mais n'y resterait pas plus de quatre mois. « Mes trois enfants et mes petits-



Communauté turque à Mülheim an der Ruhr. Deux millions et demi de Turcs d'origine vivent en Allemagne, 1,5 million ont la nationalité allemande.

enfants vivent à Berlin », poursuit-il, dans la librairie turque « Kitapçı » tenue par son fils. Il y a quarante ans, tout le monde avait du travail. « Puis, quand la crise est arrivée, les Allemands ont commencé à nous dire qu'on leur piquait leur boulot et nous ont reproché de rouler en grosses Mercedes, tout en profitant de la Sécurité sociale. »

« Nous restons une population tolérée », souligne de son côté Bekir Yilmaz. Lui a rejoint son père à Berlin en 1977, à l'âge de 8 ans, et a fini brillamment sa scolarité en Allemagne. « J'ai eu la chance d'acquérir la nationalité allemande avant 2000. » Une loi adoptée ensuite retire le passeport allemand aux Turcs qui conservent, comme lui, leur passeport d'origine. 55 000 personnes ont été frappées par cette sanction. La réforme adoptée pour faciliter l'acquisition de la nationalité allemande interdit la double nationalité.

Marié, père de quatre enfants nés en Allemagne, Bekir Yilmaz précise : « Je suis citoyen allemand, mais je ne suis pas "allemand". Je ne peux pas renier mon origine. » 95 % des jeunes nés en Allemagne se considèrent « turcs avant tout ». Même s'ils se

« Quand la crise est arrivée, les Allemands ont commencé à nous dire qu'on leur piquait leur boulot et nous ont reproché de rouler en grosses Mercedes, tout en profitant de la Sécurité sociale. »

sentent « berlinois à 100 % », selon lui. Ender Çetin est de ceux-là. Né à Berlin en 1977, il est aujourd'hui membre de la présidence de la « Mosquée du cimetière turc » qui dresse ses minarets le long de l'ancien aéroport de Tempelhof. « Nous n'avons aucune difficulté à pratiquer notre religion, souligne-t-il. La coopération avec les autorités est bonne et nous animons ensemble des ateliers contre la violence. » Mais il n'a pas demandé la nationalité allemande, car il lui faudrait pour cela renoncer à son passeport turc. Resterait-il en Allemagne ou ira-t-il vivre en Turquie ? « La question reste ouverte », dit-il. Serdar Taçi ou Mesut Özi, les étoiles turques de l'équipe de foot-

ball nationale, la « *Mannschaft multikulti* », n'empêchent pas les actuelles poussées xénophobes. Renforcées par la publication du livre choc de Thilo Sarrazin, vendu à plus de 1,5 million d'exemplaires, et décrivant la communauté turque comme le boulet qui va « *achever l'Allemagne* ».

Aujourd'hui, deux millions et demi de Turcs d'origine vivent en Allemagne, 1,5 million ont acquis la nationalité allemande. Mais nombre de jeunes diplômés ont du mal à trouver un bon emploi et, ne supportant plus d'être encore obligés de « *justifier leur présence* », ils partent travailler dans le pays de leurs

parents. La communauté a pourtant ses artistes, ses millionnaires, ses responsables politiques, dont Cem Özdemir, président du parti Vert. On comptait 72 000 entrepreneurs turcs en Allemagne en 2007, employant 35 000 salariés. Ils devraient être 120 000 en 2015.

MICHEL VÉRIER

Le Monde

Mardi 29 novembre 2011

Sanctions arabes sans précédent contre le régime de Bachar Al-Assad

La Ligue arabe veut obliger Damas à cesser la répression de la contestation intérieure

Jour après jour, le régime syrien est de plus en plus isolé sur la scène internationale. Après avoir suspendu Damas de ses instances, la Ligue arabe a adopté, dimanche 27 novembre au Caire, des sanctions économiques sans précédent contre un de ses Etats membres, alors que les violences ont causé 47 morts durant le week-end en Syrie. Les mesures, dont l'entrée en effet est « *immédiate* », comprennent notamment l'arrêt des transactions avec la Banque centrale syrienne.

Le ministre syrien des affaires étrangères, Walid Al-Moallem, avait dénoncé une volonté d'internationaliser la crise syrienne, avant même la réunion des ministres arabes des affaires étrangères au Caire. « *Tout ce que nous faisons, c'est pour éviter une solution venant de l'étranger*, a rétorqué le premier ministre du Qatar, Hamad Ben Jasssem Al-Thani, chargé du dossier syrien au sein de l'organisation panarabe. *Mais si la communauté internationale voit que nous ne traitons pas la question de manière sérieuse, je ne peux pas garantir qu'il n'y aura pas d'intervention étrangère.* »

La Ligue arabe a, une nouvelle fois, enjoint les dirigeants syriens de mettre en application la

« feuille de route », qu'ils avaient acceptée « *sans condition* » le 9 novembre mais jamais l'appliquer. Elle prévoit l'arrêt de la répression, qui a causé plus de 3 500 morts en huit mois, le retrait de l'armée, la libération des prisonniers d'opinion et l'envoi d'observateurs arabes. Elle devait être suivie, deux semaines plus tard, par

Les mesures adoptées

Sanctions économiques L'arrêt des transactions avec la Banque centrale syrienne; le gel de tous les financements arabes de projets en Syrie; l'interdiction de voyager des officiels syriens dans les pays arabes et un gel des avoirs des dirigeants syriens.

Vols commerciaux L'interdiction des vols entre la Syrie et les autres pays arabes est à l'étude.

Echanges En 2010, l'Union européenne (UE) était le premier partenaire de la Syrie avec 22,5 % de ses échanges. Venait ensuite l'Irak (13,3 %), l'Arabie saoudite (9 %), la Chine (6,9 %), la Turquie 6,6 % et la Russie (3 %).

l'ouverture d'un dialogue avec l'opposition.

Seuls deux pays arabes ont annoncé leur intention de se dissocier des sanctions adoptées dimanche: il s'agit du Liban et de l'Irak, ce qui affaiblit nettement leur portée. La contrebande entre la Syrie et le Liban est notoire et certaines banques libanaises servent déjà à contourner les sanctions américaines et européennes en vigueur. Quant à l'Irak, c'est le premier partenaire commercial arabe de la Syrie, avec 13,3 % de ses échanges.

En revanche, la Turquie, qui siégeait en tant qu'observateur à la réunion de la Ligue arabe, dimanche, a annoncé qu'elle appliquerait les mêmes mesures. Ankara a menacé par le passé de réduire ses fournitures d'électricité à la Syrie, qui représentent 10 % de la consommation totale de son voisin. Cette mesure ne manquerait pas d'avoir un impact sur la vie quotidienne des Syriens alors que l'hiver approche. Or « *la Ligue arabe a fait attention de ne pas frapper la population* », fait remarquer Samir Aita, économiste et opposant syrien indépendant. « *Elle laisse la porte ouverte à une négociation.* »

Le Liban et l'Irak ont annoncé leur intention de se dissocier des sanctions, ce qui affaiblit nettement leur portée

Si la Turquie venait à adopter des sanctions économiques sévères, cela ne manquerait pas d'aggraver une situation déjà très détériorée par les mesures européennes et américaines. Mais la Turquie a aussi beaucoup à perdre économiquement et en termes d'image:

Depuis le début des troubles, le 15 mars, la Syrie est privée de deux de ses principales sources de devises: le tourisme, à l'arrêt, et le pétrole, frappé de plein fouet par l'embargo décrété par l'Union européenne en septembre.

Quelque 90 % des 400 000 barils/jour produits par la Syrie étaient vendus à l'Europe. Il s'agit, en grande partie, d'un pétrole lourd, qui nécessite un raffinage adapté. Il n'est donc pas facile de trouver des clients de substitution. D'autant que les ports syriens sont incapables d'accueillir des supertankers, ce qui écarte les acheteurs lointains, comme la Chine, pour qui il n'est pas rentable d'envoyer une flottille. Résultat, les cuves sont pleines de pétrole brut alors que le mazout manque cruellement sur le marché. Ce carburant sert à chauffer la plupart des foyers syriens lors des hivers, particulièrement rigoureux dans le nord du pays. Damas, qui a cessé, depuis l'embargo européen, de rémunérer le pétrolier français Total, opérateur en Syrie, songe à exporter son pétrole vers l'Irak via le pipeline qui relie les deux pays et qui avait longtemps servi à Saddam Hussein pour de la contrebande.

Le ministre syrien de l'économie et du commerce, Mohammed Nedal Alchaar, a reconnu, le 24 novembre dans un entretien à l'AFP, que la Syrie connaissait « *la pire crise économique de [son] histoire récente* ». Mais le récent ralentissement de l'activité a réduit les importations et donc la dépendance du pays à l'étranger ainsi qu'aux devises. ■

CHRISTOPHE AYAD

Kurdish president says Exxon deal is on

* **Kurdish leader says Iraqi PM had no objection**

* **Deal is constitutional, Barzani says**

* **Baghdad has threatened sanctions over Exxon pact**

By Rania El Gamal

ARBIL, Iraq, Nov 30 (Reuters) - Iraq's semi-autonomous Kurdish region will go forward with its exploration deal with U.S. oil major Exxon Mobil despite objections by the central government in Baghdad, the Kurdish president said on Wednesday.

Masoud Barzani, president of the Kurdistan Regional Government, said Iraqi Prime Minister Nuri al-Maliki was told of the deal prior to its signing and had no objection, and called Baghdad's opposition unconstitutional.

"The contract is not unconstitutional. Yes, we have signed with Exxon Mobil according to the constitution ... the objection that we heard from some officials is what is unconstitutional," he told Reuters in an interview.

"We are committed to the deal and we will execute it without caring about what some officials in Baghdad say, which is against the constitution."

The U.S. oil giant became the first major to move into the northern Kurdish region in mid-October when it signed with the KRG for six exploration blocks.

The Iraqi oil ministry said the deal was illegal and could result in termination of Exxon's contract to develop the major West Qurna Phase One oilfield in

the south. Officials later said they were considering sanctions.

Exxon has not commented publicly on the agreement and Iraqi oil officials say the company has not responded to their requests for an explanation.

The deal heightened tensions between Baghdad and Arbil, which have long-running disputes over oil and land, as U.S. troops pull out of Iraq. Iraq territories disputed by the Kurds and the Arab-led government in Baghdad are considered a potential flashpoint for future conflict in Iraq.

Despite the silence from Exxon, the U.S. State Department commented on the deal, saying it hoped Iraq and Exxon could resolve the dispute in a way that would not undercut the future development of Iraqi oil resources.

MALIKI INFORMED, HAD NO OBJECTION

Interviewed at his sprawling hilltop headquarters outside the Kurdish capital, Arbil, Barzani said the Exxon deal would benefit all of Iraq, not just the Kurdish region. He said he was surprised at Baghdad's recent warning against the deal.

"It is strange really, and has no meaning. For us, it doesn't mean anything," he said.

"At the first step, I sent a message to the prime minister and informed him of all the details. The answer I got back was that there was no objection... Before the signing, yes."

The Kurdish president criticised Iraq's oil policy and said Baghdad has been dragging its feet in approving a hydrocarbon draft law that was agreed between the two governments in 2007.

"The oil policy in Iraq is a failed



policy, I say it clearly. Ask the Iraqi people where are the oil refineries? ... How many hours of electricity are available for the Iraqi citizen in the center and south? And Iraq lives on a sea of oil," he said.

"If it is not a failed policy, then what is the reason?" he asked.

Barzani repeated a long-held KRG position that the oil and gas contracts signed by the Kurdish government are constitutional and the region will not give away such rights in order to solve its disputes with Baghdad.

He also said under a 2007 deal both the regional and central governments agreed to continue signing contracts with oil companies until the long-awaited hydrocarbons law was approved.

Maliki and Kurdish Prime Minister Barham Salih agreed in a meeting in October to present an oil law to parliament by year-end and said it would be the draft law approved by the political blocs in 2007, or a version of it with agreed amendments.

"We are exercising the right that was given to us by the constitution and no official in Baghdad has the right to take this away from us," Barzani said. ●

REUTERS

Turkish forces kill 3 Kurdish militants in clash

DIYARBAKIR, Turkey, November 28, 2011 - (Reuters)

Turkish security forces killed three Kurdish militants in a clash overnight in southeast Turkey, the governor's office in Diyarbakir province said on Monday.

Special force units were continuing air-backed operations against the Kurdistan Workers Party (PKK) guerillas, the statement said.

Last week, PKK militants killed three people in an attack on an oil field in Batman in southeast Turkey.

More than 40,000 people have been killed in the PKK's separatist insurgency since it took up arms against the state in 1984. The PKK is designated as a terrorist group by the United States, European Union and Turkey.

Kurdish leader sees risk over Iraq's Kirkuk city



The U.S. withdrawal from Iraq next month will not impact security in the semi-autonomous Kurdish region, but Baghdad's delay deciding the fate of the disputed city of Kirkuk could prove "dangerous," the Kurdish president said on Wednesday.

ARBIL, Iraq -Rania El Gamal (Reuters)

Masoud Barzani, president of the Kurdistan Regional Government, said he is ready to work with the central government to avoid a deterioration in security as Washington pulls out its remaining 13,000 troops by the end of December.

"The U.S. withdrawal will not have any impact on the security situation in the Kurdistan region, because there have been no American forces in the region. As for the rest of Iraq's security, there is a worry," he told Reuters in an interview.

Daily Press introduces Daily Savvy Deals. Sign Up now to receive offers that are 50% off or more!

"We are ready to cooperate with Baghdad so as not to allow any security breach or void," he said.

Baghdad and Kurdistan's capital

Arbil have a long-running dispute over territory and oil rights along their internal border, especially over who controls Kirkuk city, which sits atop some of the world's largest oil reserves.

A census to determine whether the city has a Kurdish or Arab majority that would back up either claim has been repeatedly delayed. The tussle over the disputed territories is seen as a potential flashpoint as U.S. troops withdraw.

Barzani said his government will continue demanding a vote on the fate of Kirkuk -- claimed by the Kurds as their ancestral homeland -- without any concessions.

"We have exercised the maximum levels of flexibility on this issue and when we approved article 140, we had no doubt on the identity of these areas, they are Kurdish areas," Barzani said.

Article 140 in the Iraqi constitution calls for a resolution of dispute areas through different stages including voting in a referendum. The census would be a key initial step toward a vote on resolving the territorial dispute.

"The future of Kirkuk is linked to the execution of article 140, if this article was executed then the issue of Kirkuk would be solved and the people of Kirkuk are the ones who will decide their fate," he said.

"If there are delays or (attempts) to

avoid the Iraqi constitution, then the future will be really very dangerous."

Iraq territories disputed by Kurds and the Arab-led government in Baghdad, include Kirkuk and areas in the troubled northern Nineveh province.

NO CONCESSIONS

Asked if he was willing to offer concessions to Baghdad by giving away Kirkuk to solve a long-standing row over oil revenue and contracts, Barzani said: "No way. This is an identity issue, an issue of honor, an issue of dignity, how could we? The issue of oil and gas is another subject, you can never link them."

Kurdistan is also facing shelling and air strikes by troops in neighboring Iran and Turkey who are trying to strike camps run by Kurdish rebel groups the PKK and PJAK. Both use the Iraqi border mountains as a refuge from Turkish and Iranian military.

Shelling and air strikes have forced some Kurdistan villagers from their homes along the border.

Barzani said his government could consider sending local Kurdish Peshmerga forces to the region's borders with Iran if the situation deteriorated further.

He added the regional government has been in talks with the PKK to stop their military assaults against Turkey. Attacks by PKK separatist rebels on Turkish military have prompted Ankara to launch airstrikes on the Iraqi border mountains.

"We are in contact (with the PKK) and will exercise the maximum pressure on the PKK to stop their military operations because this is playing with the fate of the Kurdish people," said Barzani, himself a former guerrilla leader.

"Now is not the time for military operations, one can fight for a cause in peaceful and democratic ways, this is the solution."

□ □ □

Exxon défie Bagdad au Kurdistan

Les compagnies pétrolières anglo-saxonnes conduisent à nouveau la diplomatie occidentale en Irak. En jeu : l'avenir de la production mondiale.

Matthieu Auzanneau
petrole.blog.lemonde.fr

La firme pétrolière américaine ExxonMobil a entrepris de mettre à l'épreuve la détermination du gouvernement irakien à défendre son autorité sur l'ensemble de son territoire, au moment même où les troupes américaines achèvent de se retirer du pays.

Le géant Exxon a annoncé le 11 novembre la signature avec le gouvernement du Kurdistan irakien d'un contrat d'exploitation de six blocs de concession situés sur le territoire de cette région semi-autonome du Nord de l'Irak. A Bagdad, le gouvernement irakien dénie pourtant au Kurdistan le droit de signer des accords pétroliers de manière indépendante, et menace Exxon de sanctions.

Le ministère du pétrole irakien a indiqué le 21 novembre que la Royal Dutch Shell pourrait prendre la place d'Exxon sur un champ pétrolier géant du Sud du pays, West Qurna, où la firme américaine assure, en coopération avec Shell, la production de 370 000 barils par jour dans le cadre d'un contrat de service signé avec Bagdad.

D'après le premier ministre de la région semi-autonome du Kurdistan, l'accord qu'il vient de conclure avec Exxon ne contrevient pas à la constitution irakienne, rapporte Al Arabiya. Faux, répond le gouvernement central à Bagdad, qui contrôle le champ pétrolier géant de Kirkouk revendiqué par le Kurdistan, et qui refuse de voir lui échapper les autres champs du Nord de l'Irak, situés pour la plupart sur le territoire de la région semi-autonome.

La loi irakienne sur le pétrole, qui devait permettre de partager les revenus de l'or noir, est plus que jamais dans l'impasse, indique *Petroleum Economist*.

C'est la première fois que le Kurdistan se risque à signer un accord avec une *major*. Jusqu'ici, Erbil jouait la prudence, se contentant de collaborer avec de petites compagnies indépendantes. Car Bagdad a pour l'instant placé systématiquement sur liste noire à toutes les sociétés pétrolières traitant directement avec les Kurdes, leur interdisant l'accès aux champs du Sud de l'Irak.

Le défi d'Exxon au gouvernement de Bagdad démontre à nouveau la volonté de la pre-



Le gouvernement du Kurdistan irakien et le gouvernement central de Bagdad se disputent le contrôle des réserves du Nord de l'Irak. [DR]

mière compagnie pétrolière privée de la planète de prendre des risques politiques importants afin de reconstituer ses réserves déclinantes, après sa signature d'un accord avec le Kremlin en septembre pour développer le pétrole russe de l'Arctique.

L'impasse qui se profile au Nord de l'Irak peut avoir des conséquences lourdes sur la capacité de l'industrie pétrolière, aujourd'hui très discutée, à retarder le déclin de la production mondiale d'or noir.

L'Irak est jugé généralement capable d'accroître très substantiellement ses extractions. Mais il tarde à y parvenir depuis la fin de la guerre. Dans son dernier rapport annuel, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) compte sur l'Irak pour assurer la plus forte augmentation future de la production mondiale, avec un supplément de 5,2 millions de barils par jour (Mb/j) escompté d'ici à 2035, loin devant l'Arabie Saoudite (+ 3,9 Mb/j). La production de l'Irak serait ainsi portée de 2,4 à 7,6 Mb/j, très au-delà de son niveau de production record de 3,5 Mb/j atteint en 1979, juste avant le début de la guerre contre l'Iran.

Sans cette hausse énorme des extractions souhaitée par l'AIE (et par le gouvernement irakien), le marché pétrolier

mondial ira dans le « mur », déclarait en 2007 le chef économiste de l'AIE, Fatih Birol, dans une interview qu'il m'avait accordé pour le site du *Monde*.

Qualifié de « frontière ultime du pétrole » par l'ancien patron de BP, Tony Hayward, le Kurdistan disposerait de 45 milliards de barils de réserves à lui seul. C'est plus du double des réserves du golfe du Mexique et près de 40 % des réserves totales de l'Irak, les quatrièmes de la planète.

Le pétrole de la région semi-autonome kurde a jusqu'ici été moins développé que celui de la région de Bassora, au Sud, où se concentre l'essentiel du reste de la production irakienne. Le Kurdistan est par ailleurs beaucoup plus sûr que le reste de l'Irak pour les pétroliers occidentaux, américains et britanniques en particulier.

Le défi d'Exxon apparaît bien plus risqué pour Bagdad que pour la *major* américaine.

« ExxonMobil a peu à perdre avec son contrat de service dans le Sud, et beaucoup à gagner avec son contrat de partage de la production dans le Nord », remarque un expert cité par le *Oil & Gas Journal*.

Mais pour Bagdad, choisir d'écarter Exxon du consortium qui l'unit à Shell sur le champ de West Qurna risquerait



d'avoir des conséquences fâcheuses. A West Qurna, Exxon s'est engagé dans un plan d'investissement de 50 milliards de dollars qui vise à rendre ce champ gigantesque beaucoup plus productif. Les investissements à West Qurna constituent l'élément clé du très ambitieux programme de développement de la production que Bagdad essaye de mettre en place. Annuler maintenant le contrat d'Exxon « risquerait de mettre en péril ce programme à un moment crucial de la reconstruction de l'Irak », note l'agence UPI, qui ajoute : « Une longue bataille juridique risquerait de décourager d'autres investisseurs étrangers. »

Mais laisser faire les Kurdes pourrait donner des idées à la population chiite pauvre qui peuple majoritairement le Sud de l'Irak. Les chiïtes « voient les exportations de brut augmenter et perdent patience face aux coupures de courants, au chômage et à la lenteur du développement du logement et de l'activité économique » dans la région de Bassora, constate l'agence Reuters.

D'après Tony Hayward, désormais patron de Genel Energy, une compagnie pétrolière indépendante cotée à Londres et aujourd'hui n°1 du pétrole au Kurdistan, l'initiative d'Exxon pourrait « finalement [...] hâter la progression vers un compromis » entre Bagdad et la région

région kurde semi-autonome, rapporte le *Oil and Gas Journal*.

Une porte-parole du département d'Etat américain a indiqué :

« La continuation d'un développement rapide du secteur pétrolier irakien est dans l'intérêt de tout le monde, et nous attendons que le gouvernement de l'Irak et ExxonMobil résolvent ce problème d'une manière qui ne freine pas les progrès futurs de ce secteur essentiel. »

L'ambassadeur britannique en Irak a appelé Bagdad « à résoudre ses différends [avec le Kurdistan] et à trouver un accord sur le partage des revenus et les lois sur les hydrocarbures ».

Les compagnies pétrolières occidentales sont en passe de peser de manière décisive sur l'avenir de l'Irak. A Washington et à Londres, les diplomates soutiennent passivement Exxon et Genel Energy contre Bagdad, priant certainement pour que tout ça se termine bien.

Un pari dangereux. Le 31 décembre, les soldats américains auront quitté l'Irak, laissant la porte ouverte à toutes sortes de développements chaotiques dans la région de la ville de Kirkouk et de son champ pétrolier, que les Kurdes d'Irak considèrent comme partie intégrante de leur territoire, mais qui demeure sous l'autorité de



L'exploitation du pétrole de Kirkouk a débuté le 14 octobre 1927. Jusqu'à la nationalisation de 1972, le pétrole irakien fut exploité par un consortium réunissant la Shell, British Petroleum, Standard Oil of New Jersey (l'ancêtre d'Exxon), Socony-Vacuum (l'ancêtre de Mobil), la CFP (l'ancêtre de Total) et enfin l'homme d'affaires arménien Calouste Sarkis Gulbenkian (dit "Monsieur Cinq Pour Cent"). [APOC]

Bagdad. Un champ en très mauvais état et largement épuisé, d'après la compagnie pétrolière nationale irakienne. Le gouvernement du Kurdistan refuse de prendre pour argent comptant cette affirmation, qui paraît pourtant très plausible, dans la mesure où le champ de Kirkouk est exploité depuis quatre-vingt-quatre ans.

Avec Exxon et Genel Energy, ce sont une nouvelle fois les compagnies pétrolières qui maîtrisent le jeu diplomatique occidental en Irak. On se croirait revenus à la fin des années vingt, à l'époque de la création de l'Irak Petroleum Company, lorsque les majors anglo-saxonnes et leur petite sœur française, la CFP (l'ancêtre de Total), présidaient au dépeçage de l'empire

turc en Mésopotamie, sous le regard bienveillant de leurs chancelleries.

Tandis que s'accumulent les indices tendant à montrer que l'invasion de l'Irak en 2003 était bien une guerre du pétrole, l'impérialisme fait en Irak son éternel retour, tel qu'il fut défini en 1951 par Hannah Arendt dans Les origines du totalitarisme, à propos de la guerre des Boers :

« Pour la première fois, ce ne fut pas l'investissement du pouvoir qui prépara la voie à l'investissement de l'argent, mais l'exportation du pouvoir qui suivit docilement le chemin de l'argent exporté (...) » (Gallimard, 2002, p. 384). □

AFP

Irak: le contrat signé par ExxonMobil est "constitutionnel" (PM Kurdistan)

Souleimaniya (Irak), 24 novembre 2011 (AFP)

L'ACCORD D'EXPLORATION pétrolière signé à la mi-octobre entre la région autonome du Kurdistan irakien et la major pétrolière américaine ExxonMobil est "complet et constitutionnel", a affirmé jeudi le Premier ministre de cette région, Barham Saleh.

"Le contrat que nous avons signé avec ExxonMobil est complet et constitutionnel et ne va pas à l'encontre de la Constitution", a-t-il souligné lors d'une cérémonie jeudi à Souleimaniya (270 km au nord de Bagdad).

"Nos points de vue sur un certain nombre de sujets divergent de ceux des

responsables de Bagdad, mais cela ne veut pas dire que nous agissons contre la Constitution irakienne", a-t-il noté.

"Si ils (ces responsables) pensent que nous allons abandonner nos droits constitutionnels de gérer nos ressources naturelles, ils ont tort", a-t-il conclu.

Le contrat signé par ExxonMobil avec le Kurdistan fait l'objet d'une vive polémique en Irak, le gouvernement central ne reconnaissant que les accords signés avec le ministère du Pétrole, et ayant jusqu'à présent interdit à toute compagnie pétrolière ayant un contrat avec le Kurdistan de participer à des appels d'offres dans le reste du pays.

Le vice-Premier ministre irakien Hussein Chahristani a récemment sommé le N.1 mondial du pétrole de choisir entre son contrat avec le Kurdistan et celui qu'il a dans le champ pétrolier de Qurna-Ouest (sud). ExxonMobil y produit environ 370.000 barils de pétrole par jour avec la compagnie anglo-néerlandaise Shell. Qurna-Ouest est le deuxième plus grand d'Irak avec des réserves estimées à 8,5 milliards de barils, situé dans le sud du pays.

Dersim: la Turquie sur le chemin de la repentance

Guillaume Perrier

istanbul.blog.lemonde.fr

"S'il y a des excuses à présenter au nom de l'Etat, alors je présente mes excuses". Par ces mots, le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a reconnu officiellement les massacres du Dersim commis par l'armée turque en 1937-38, au cours d'une campagne de répression particulièrement sanglante. "L'incident le plus tragique de notre passé récent", selon Erdogan, qui répondait à une demande de son opposant Kemal Kılıçdaroglu, qui demandait que "la Turquie affronte son

discréditer un peu plus le CHP, son principal parti d'opposition, empêtré dans ses contradictions, incapable de solder un héritage encombrant. Le CHP, parti fondé par Atatürk et parti unique jusqu'en 1945... A la fin des années 30, sous la présidence d'Atatürk, les chefs du gouvernement, Ismet İnönü puis Celal Bayar, ont eux-même supervisé les opérations du Dersim.

Des opérations planifiées depuis la fin des années 20 pour écraser dans le sang cette région rebelle, peuplée de Kurdes et de Zazas, alévis, mais aussi d'Arméniens, islamisés ou non, qui y avaient trouvé refuge au moment du génocide de 1915. La petite

remous jusqu'au sein du parti. Un groupe de députés a demandé l'exclusion d'Ayğün. Le président du CHP, Kemal Kılıçdaroglu est lui-même originaire de Nazimiye, dans la région de Tunceli et des membres de sa propre famille ont été victimes des massacres et des déportations. En novembre 2009, le vice président du CHP de l'époque, le diplomate Onur Öymen, avait soulevé la réprobation après une sortie, justifiant les massacres de 1937-38.

A trop se laisser distraire par cette polémique, on en aurait presque oublié que ce n'est pas seulement M. Erdogan qui a reconnu les massacres, mais, fait beaucoup plus signifiant, à travers lui, la République turque. "La portée d'un tel geste dépasse très largement son auteur : il est difficile de refermer la boîte de Pandore, une fois qu'on l'a ouverte...", écrit encore Jean Marcou. Bien sûr, cette reconnaissance a minima, validant les chiffres officiels de 13.806 morts, recensés par la gendarmerie, là où selon les historiens, on pourrait plutôt parler de 30.000 à 50.000 morts, est largement insuffisante. Bien sûr il faudra encore d'autres étapes pour parvenir à la vérité historique: sur l'emploi d'armes chimiques contre des civils, gazés dans les grottes. Ou sur le rôle, par exemple de Sabiha Gökçen, fille adoptive d'Atatürk et première femme pilote de l'armée turque, qui fut envoyée pour arroser la région de bombes.

Mais un processus est enclenché et il dépasse très probablement les intentions du premier ministre. Le journal Radikal et le reste de la presse pro gouvernementale (Sabah, Zaman, etc) publient depuis deux semaines documents et articles sur les massacres du Dersim. Les librairies débordent d'ouvrages abordant la question et les chercheurs se lancent dans l'étude des documents d'archives.

Les éditorialistes s'emballent, questionnent, critiquent : quelques exemples avec Mehmet Ali Birand, pour qui il faut maintenant affronter le tabou de 1915, Orhan Kemal Cengiz, ou encore Koray Caliskan. D'autres, comme Pinar Ogunc, dans Radikal, font remarquer que c'est l'AKP qui avait fait interdire un documentaire sur le Dersim. L'universitaire Bilgin Ayata souligne que la politique de l'Etat turc, sous Erdogan, reste peu différente de celle de ses prédécesseurs, prenant pour exemple le projet de 10 barrages autour du Dersim...

Le génocide arménien de 1915, après les massacres des années 30 que les Dersimis qualifient volontiers de "jénosid", peut-il être la prochaine étape de ce travail de mémoire? Les réactions à courte vue de Tayyip Erdogan peuvent laisser penser le contraire. Mais c'est la République qui parle. □



passé". Ces déclarations de M. Erdogan, la semaine dernière, au Parlement, documents à la main (voir la vidéo), ont fait couler beaucoup d'encre. Mais c'est surtout la polémique politique qui occupe les commentateurs, prenant le pas sur la dimension historique de cet acte de repentance, même incomplet.

Les réactions ont d'abord été sceptiques. Ses détracteurs et le parti kémaliste CHP, taxent M. Erdogan d'"hypocrisie". Le premier ministre a bien sûr son propre agenda. Et cette reconnaissance surprise lui permet de

ville de Dersim est alors rebaptisée Tunceli, la main de bronze, du nom de l'opération militaire. Le nom d'usage jusqu'à aujourd'hui pour cette province.

Erdogan s'est en fait engouffré dans une brèche ouverte par le CHP lui-même. Le 9 novembre, le député CHP de Tunceli, Hüseyin Ayğün, (photo) brise la glace et met en cause une politique d'Etat. "Pas vraiment un scoop, écrit Jean Marcou sur le blog de l'Ovipot. "Mais venant d'un député du CHP, même de Tunceli, il surprend, bien sûr, et fait l'événement". Ces déclarations ont provoqué des